UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00882991 3

(36)
651
6

JOURNAL

D'UN

DIPLOMATE

EN ITALIE

DU MÊME AUTEUR :

JOURNAL D'UN DIPLOMATE EN ITALIE

NOTES INTIMES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU SECOND EMPIRE

ROME, 1862-1866

Un volume in-18 jésus.

COULOMMIERS. — Typog. A. MOUSSIN.

HENRY D'IDEVILLE

JOURNAL D'UN DIPLOMATE EN ITALIE

NOTES INTIMES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU SECOND EMPIRE

TURIN, 1859-1862

TROISIÈME ÉDITION

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1875

Droits de traduction et de reproduction réservés.

LIBRARY
NOV
OF TORONTO
DC
276
134

Monsieur,

Votre *Journal d'un diplomate* va être édité par l'excellente librairie Hachette. La faveur qu'ont rencontrée ces *Notes intimes*, lorsqu'elles ont paru par extraits dans le *Journal des Débats*, *le Soir* et le *Journal de Paris*, les suivra dans une nouvelle et plus complète publication. Le public vous sait gré de l'introduire dans les coulisses de la diplomatie du second empire. Vous n'éveillez pas seulement une curiosité frivole. Un intérêt patriotique s'attache à vos révélations.

La diplomatie française n'a pas échappé à

l'universelle décadence de nos institutions. Vous le savez mieux que moi, monsieur, elle est aujourd'hui déchue de ces hautes qualités qui en avaient fait, pendant si longtemps, un des plus puissants instruments de notre influence et de notre grandeur. Oublieuse de ses traditions, elle a perdu jusqu'aux secrets de cette belle langue qu'elle écrivait autrefois et que toutes les chancelleries de l'Europe avaient apprise à son école. Les intérêts permanents de la France, dont elle était la gardienne, ont été sacrifiés aux caprices du pouvoir personnel ou aux nécessités de la propagande révolutionnaire.

Vous avez assisté à cette décadence. Vous avez vu, sinon les causes — car elles remontent plus haut — du moins les effets, car ils ont commencé à se produire dans toute leur force à l'époque dont vous traitez. Placé dans un poste secondaire et par conséquent, plus à même d'observer impartialement que si vous aviez joué un premier rôle, vous avez pu suivre, jour par jour, depuis le lendemain de la guerre d'Italie, la marche de cette politique imprévoyante qui en favorisant l'unité italienne et l'unité allemande, sans de-

mander ni à l'Italie, ni à l'Allemagne des garanties sérieuses en notre faveur, préparait les désastres de la fin de l'empire.

Vous avez vu de près ce ministre italien qui a fait tant de bien à son pays, et tant de mal au nôtre, parce que nous l'avons bien voulu : véritable homme d'État, invariable dans ses desseins, souple et patient dans leur exécution, calme dans le succès, ferme dans les revers, se servant des passions mêmes qu'il paraissait servir, et tournant tout ce qu'il rencontrait sur sa route, hommes et choses, vers le but unique qu'il poursuivait : l'affranchissement de l'Italie.

Vous l'avez observé dans ces luttes du parlement ou dans ces intrigues de cour, quand il lui fallait, dominant par la force de la raison la fougue de son tempérament et le légitime sentiment de sa valeur, garder tout son sang-froid en face des indignes adversaires qu'on lui opposait. Vous l'avez surpris dans l'intimité de la vie privée, alors que cessant d'être le grand Cavour, il n'était plus que le bon Cavour. Enfin vous avez contemplé son visage fatigué à cette heure suprême où il allait disparaître de ce monde, pleuré par tout

un peuple, et absous par l'Église elle-même, disposée à lui pardonner beaucoup, parce qu'il avait beaucoup aimé son pays.

Que d'autres types ou séduisants ou seulement intéressants vous avez groupés autour de cette grande figure ! Ici c'est ce prince que vous avez appelé vous-même quelque part *le faux Henri IV d'un autre Sully* : semblable au Béarnais par les petits côtés plutôt que par les grands, et quelque peu Gascon, il faut bien l'avouer, quoiqu'il ne soit pas né sur les bords de notre Garonne. Là c'est cette femme dont la Grèce eût divinisé la beauté et qu'elle eût réservée pour modèle à Phidias ou à Praxitèle : marbre antique égaré dans notre siècle profane. A côté, c'est une autre femme dont vous n'avez pu qu'indiquer le type étrange et complexe : un peu princesse, un peu bel esprit, quelquefois spirituelle et toujours aventureuse, *qui ne se serait pas souhaitée pour femme à son pire ennemi*, et qui s'est mariée deux fois. Plus loin c'est M. Benedetti, diplomate habile, qui eût été sans reproches, dites-vous, si le hasard l'eût fait Italien et non pas Français ; c'est M. Rattazzi, un de

ces politiques de deuxième ordre comme le barreau en produit tant, hommes de parole plutôt que d'action et chez lesquels le caractère n'est pas toujours à la hauteur de l'intelligence. J'en passe, et des plus curieux, et des plus saisissants. Toute cette société italienne revit dans votre livre, telle qu'elle était il y a dix ans, lorsque votre plume heureusement indiscrète en a surpris et fixé les traits.

Votre livre tiendra sa place dans la grande enquête que la France ouvre en ce moment sur les causes de ses désastres. Wœrth et Sedan étaient en germe dans la politique dont vous avez vu se mouvoir les secrets ressorts. Des écrivains compétents nous ont révélé les imperfections de notre organisation militaire : vous nous initiez, vous, aux faiblesses de notre diplomatie.

Il faut que, pour la politique extérieure comme pour le reste, ce pays s'habitue à regarder en face la vérité. Ses flatteurs la lui ont longtemps cachée : ses vrais amis doivent la lui montrer chaque jour. L'illusion en pareille matière a de trop graves conséquences ; et, pour

tout bon Français, il est trop douloureux de voir que la France, par sa faute, n'est plus dans le monde ce qu'elle doit être.

ÉDOUARD HERVÉ.

Paris, 12 février 1872.

Boulogne-sur-Seine, 23 octobre 1871.

J'hésitais depuis longtemps à publier ces notes intimes extraites de mon journal écrit en Italie, lorsque le bruit qui s'est fait autour du recueil de dépêches confidentielles mises au jour par M. Benedetti m'a décidé à livrer mes impressions sur les événements accomplis en Italie depuis l'année 1859. C'est un récit impartial, sincère, des faits dont j'ai été témoin. Le rôle que j'ai pu jouer à cette époque était certainement aussi obscur que modeste : simple secrétaire de légation à Turin et secrétaire d'ambassade à Rome, je n'étais pas, fort heureusement, initié à tous les secrets qui s'échangeaient entre la cour des Tuileries et celle de Turin ; cependant, comme eût pu le faire à ma place tout esprit observateur, tout homme aimant et servant sans ostentation son pays, j'ai cherché à étudier et à comprendre les phases de la politique qui a abouti à l'unité italienne. Mais que de fois il m'est arrivé de maudire du fond du cœur ces hommes qui, sans aucun doute, croyaient aimer leur pays et travailler à sa grandeur et qui l'ont fatalement entraîné vers sa chute !

Ces pages intimes, écrites pour être lues par quelques amis, et plus tard par mes enfants, n'étaient pas destinées à l'impression ; aussi ne devra-t-on pas s'étonner si je m'y

exprime, comme dans des lettres familières, sans contrainte et avec une entière liberté. Les jugements que je portais alors sous l'influence du moment sont peut-être empreints de trop de personnalité et de passion; toutefois, les événements qui se sont succédé depuis sont loin d'avoir modifié mes idées. Il me suffira de dire que je n'ai pas ajouté une ligne à ces pages et que j'en ai retranché beaucoup.

La première partie de ce journal a trait aux événements qui se passèrent à Turin pendant le temps où je résidai dans cette ville comme secrétaire de la légation de France depuis le mois de septembre 1859 jusqu'au mois de mars 1862.

La seconde partie, écrite à Rome, comprend une période de trois années, novembre 1862, — janvier 1866, durant lesquelles je fis partie, comme secrétaire, de l'ambassade dirigée d'abord par le prince de la Tour d'Auvergne, ensuite par le comte de Sartiges.

HENRY D'IDEVILLE.

JOURNAL D'UN DIPLOMATE EN ITALIE

Ayant eu l'heureuse fortune d'assister à de grands événements et de me trouver en rapport avec les hommes qui en furent les principaux acteurs, je n'ai pas cessé, suivant en cela une habitude d'enfance, d'écrire sous l'impression même du moment, les faits tels qu'ils se passaient devant moi. Ces notes n'ont d'autre mérite que celui de traduire exactement les pensées qui m'agitaient alors et de me rappeler une des époques les plus intéressantes de ma vie.

Certaines appréciations sur les faits, certains jugements sur les hommes sembleront peut-être trop passionnés et trop enthousiastes; ce défaut résulte de l'indépendance du caractère et de la sincérité parfois trop grande de la personne qui a écrit ces notes. Au reproche qui pourrait m'être adressé d'avoir suivi avec trop d'intérêt les événements, d'avoir épousé avec trop de chaleur les querelles d'un pays qui n'est pas le mien, je répondrai en avouant sincèrement que j'ai été, en effet, attiré et séduit par la personnalité du comte de Cavour. Il ne m'a pas été possible de voir, sans émotion et de sang-froid, cet homme de génie aux prises avec des adversaires de tout genre, luttant jusqu'à la dernière heure pour la grandeur de son pays.

J'ajouterai en même temps que, loin d'avoir ébranlé et faussé mes sentiments, l'admiration et la sympathie que m'inspirait le comte de Cavour m'ont été fort utiles, en m'apprenant à discerner les grands hommes des ambitieux et des intrigants. C'est ainsi que j'ai pu, sans cesser d'être pour cela conséquent avec moi-même et fidèle aux intérêts politiques de mon pays, m'incliner devant les efforts du grand Italien et éprouver, en même temps, pour certains hommes qui se prétendent hommes d'État, une singulière mais légitime répulsion.

Paris, mai 1862.

JOURNAL

D'UN

DIPLOMATE EN ITALIE

NOTES INTIMES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU SECOND EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

Arrivée à Turin (septembre 1859). — Le prince de la Tour d'Auvergne. — État des esprits en Piémont. — Le maréchal Vaillant à Milan. — La Lombardie en 1859.

J'arrivai à Turin au commencement de septembre de l'année 1859, nommé par le comte Walewski, alors ministre des affaires étrangères, secrétaire de la légation de France en remplacement du comte de Rochegude.

L'Italie et la France étaient encore sous l'émotion de la courte et glorieuse campagne qui venait de refouler les Autrichiens derrière le quadrilatère. Cependant, au delà des Alpes, les victoires de Magenta

(4 juin) et celle de Solferino (24 juin) étaient déjà oubliées et leur souvenir complétement effacé par la paix de Villafranca (11 juillet). Le mécontentement que causait au Piémont l'acte si prudent et si politique de l'empereur Napoléon ressemblait fort à de l'ingratitude, et je fus aussi surpris qu'attristé, en débarquant à Turin, de voir aux vitrines des marchands de gravures, étalés avec ostentation, les portraits d'Orsini et les plus violents pamphlets contre la France dans la devanture de tous les libraires.

La légation de l'empereur en Piémont se composait alors du prince de la Tour d'Auvergne, ministre, du comte de Rayneval, premier secrétaire, de M. A. Bartholdi et moi, secrétaires de 3e classe, et du baron de Cholet, attaché. Le chancelier était M. Martial Chevalier, frère de M. Michel Chevalier. M. de la Tour d'Auvergne, que je ne connaissais pas, m'accueillit avec une grâce et une affabilité parfaites. Il prit la peine de me mettre lui-même au courant des graves événements qui, depuis six mois, s'étaient accomplis en Italie.

Le prince de la Tour d'Auvergne est un des hommes les plus séduisants et les plus aimables que l'on puisse

rencontrer. Esprit fin, délicat, inaccessible à la passion et à l'enthousiasme, il réunit à coup sûr les qualités les plus nécessaires au parfait diplomate.

Grand seigneur, fastueux, plein d'élégance et de politesse, il déploie dans les affaires autant de tact que de modération. Il connaît bien les hommes et excelle à tirer d'eux, sans jamais se livrer lui-même, tout ce qu'il veut savoir. Le fond de son caractère est un grand scepticisme joint à une confiance peu limitée en lui-même, sous une affectation de modestie ; enfin une singulière propension à l'ironie, qu'il manie trop constamment peut-être, mais souvent avec bonheur. Son attachement pour le comte Walewski était très-sincère ; il partageait ses idées en politique, bien qu'ayant plus d'intelligence et plus de pénétration que ce dernier. Son séjour à Rome, en 1849, comme secrétaire d'ambassade, et à Florence comme ministre auprès du grand duc de Toscane, lui avait appris à connaître les Italiens ; aussi se tenait-il constamment sur ses gardes et, avec une rare perspicacité et une sagesse prévoyante, avait-il annoncé la plupart des conséquences de notre intervention en Italie. Le monde politique de Turin avait le plus grand respect pour son caractère. On savait que, tout en suivant consciencieusement les instructions de son gouvernement, il l'éclairait avec fermeté et avec une extrême franchise sur les dangers qui pourraient résulter d'une trop grande condescendance de la France pour les aspirations italiennes. Le comte

de Cavour, dont il contrariait les projets, avait pour lui plus d'estime que de sympathie[1].

Peu de jours avant de partir pour Turin, j'avais assisté, le 14 août, à l'entrée triomphale de nos troupes qui défilèrent, de la barrière du Trône aux Tuileries, au milieu d'une foule qui acclamait les

[1] Si, pour devenir un homme d'État éminent, il suffisait d'avoir fréquenté les plus célèbres politiques de son siècle et d'avoir traité, quotidiennement, avec eux les plus graves questions, quel ministre la France aurait eu dans la personne de M. de la Tour d'Auvergne ! Les hasards de sa carrière, en effet, en l'accréditant successivement à Turin, à Rome, à Berlin et à Londres, lui permirent d'entretenir les relations les plus suivies et pendant de longues années avec Cavour, Antonelli, Bismark et Palmerston. — Malheureusement, le génie n'est pas contagieux et il ne suffit pas de converser et de dîner souvent avec les grands hommes pour leur ressembler.

Les qualités les plus aimables, le tact, la grâce, l'affabilité distinguent le prince de la Tour d'Auvergne. Plus intelligent, sans doute, que le comte Walewski, dont il fut l'ami dévoué et dont il partageait les idées, M. de la Tour d'Auvergne, toutefois, ne parvint jamais à jouer un rôle politique : deux qualités essentielles lui firent constamment défaut, la fermeté et l'initiative. — Ministre des affaires étrangères à deux reprises et dans les circonstances les plus graves, il ne laissa de son passage au quai d'Orsay aucune trace bonne ou mauvaise. — Il fit partie du cabinet Forcade-Bourbeau, qui dura six mois et précéda l'avénement du ministère Ollivier ; en dernier lieu, il donna à l'empereur une preuve bien désintéressée de son dévouement et de son abnégation, en acceptant, après la déclaration de guerre avec la Prusse, une place dans le cabinet Palikao-Duvernois.

Le prince de la Tour d'Auvergne, qui était resté pendant le siége dans sa terre du Poitou, est mort au mois de mai 1871

rangs éclaircis des régiments et nos drapeaux si glorieusement mulilés.

A Turin, comme je l'ai dit, on s'était un peu trop hâté d'oublier l'intervention de la France; nos blessés mouraient encore dans les hôpitaux de Milan et de Brescia, que les Piémontais, jaloux outre mesure de leur gloire militaire, effaçaient puérilement, partout où ils le rencontraient, le nom de Solferino pour le remplacer par celui de San Martino.

Pendant que les plénipotentiaires sardes, autrichiens et français étaient réunis à Zurich, l'empereur, pour maintenir l'ordre et prévenir toute surprise, avait laissé en Italie un corps d'occupation dont le commandant en chef, le maréchal Vaillant, résidait à Milan.

Les rapports entre la légation de France et le commandant en chef étaient d'autant plus courtois, que le diplomate et le militaire ne se voyaient jamais. L'un habitait le Piémont, l'autre la Lombardie. Le maréchal, il faut lui rendre cet hommage, s'était abstenu avec un tact exquis de toute ingérence dans la politique. Établi avec son quartier général à Milan, dans la villa Bonaparte, ancienne résidence du vice-roi d'Italie, il entretenait les meilleurs rapports avec la municipalité lombarde, évitant avec le plus grand soin de se mêler de ses affaires, et servait d'intermédiaire amical et d'arbitre entre le gouvernement autrichien et celui de Turin, pour toutes les difficultés résultant des dernières hostilités.

Tandis que Turin, ville boudeuse, maugréait encore contre une paix trop précipitée, Milan, il y a deux mois à peine capitale du royaume lombard-vénitien, aujourd'hui ville libre italienne, accueillait les Français libérateurs avec une joie et un enthousiasme dont on peut se faire difficilement une idée.

Peu de temps après mon arrivée à Turin, je fus envoyé à Milan auprès du maréchal Vaillant par mon ministre, désireux de s'entendre avec lui sur plusieurs points délicats qu'il ne voulait pas traiter par correspondance. Je traversai les stations de Novare, Verceil, Magenta. Les vestiges de la guerre étaient empreints partout ; trois mois à peine s'étaient écoulés depuis la bataille de Solferino. Un général piémontais qui voyageait avec moi m'expliqua les manœuvres des deux armées et me fit comprendre d'une façon saisissante la marche qu'elles avaient suivie.

A la station de Magenta, je remarquai, à quelques mètres de la voie ferrée, la place où se trouvait jadis un immense déblai, aujourd'hui entièrement comblé par les cadavres de nos soldats. Des croix étaient plantées, éparses sur le sol que l'herbe n'avait pas encore recouvert. De tous côtés, les traces de la lutte restaient vivantes; les arbres coupés ou déracinés, les maisons du village de Magenta criblées par les boulets, le pont en ruines, le terrain remué et déplacé pour les travaux de défense. Des enfants et des femmes assiégeaient les voyageurs descendus du train, pour leur vendre les aigles autrichiennes déta-

chées des schakos et des gibernes, des sabres, des casques et des débris d'armes trouvés sur le champ de bataille.

L'impression que produisit sur moi Milan fut profonde et très-différente de celle que j'avais éprouvée en débarquant à Turin. Partout l'agitation, le mouvement, la richesse qui annonce une grande capitale.

Nos soldats occupaient les postes les plus importants de la ville ; rien de plus pittoresque que de voir les zouaves et les chasseurs d'Afrique, en tenue de campagne, gardant les portes de la vieille cité lombarde et montant la faction sous le péristyle des palais. Je traversai le Corso, sillonné d'équipages aussi brillants qu'à Paris ou à Londres, pour arriver à la villa Bonaparte, charmante demeure qui avait été, en 1805, la résidence du prince Eugène, vice-roi d'Italie. L'accueil du maréchal fut des plus gracieux, et, là où je m'attendais à être reçu trop militairement, je rencontrai une bienveillance singulière. Le maréchal me parla aussitôt de mon père, qu'il avait connu, et je lui rappelai de mon côté que j'avais eu l'honneur de le voir chez la maréchale, où j'avais été conduit par son fils, mon pauvre ami Haxo, mort à vingt ans, attaché à l'ambassade de France à Constantinople.

Je fus invité à dîner le soir même à la villa Bonaparte. La situation excellente que le maréchal avait à Milan exerçait, me dirent les officiers de son entourage, l'influence la plus favorable sur son humeur

et son caractère, et chacun se félicitait de cette transformation. Ses rapports avec les autorités civiles, avec la junte et les chefs de l'armée piémontaise, étaient d'une nature fort délicate. Cependant il avait découvert, comme je l'ai dit plus haut, le secret d'être aimé, craint et estimé de tous. On lui reprochait un peu, mais sans amertume, de faire trop d'économies et de vivre avec une simplicité qui contrastait avec le faste des grands seigneurs lombards. Toutefois, le but véritable et sérieux de sa mission était parfaitement rempli.

Il évitait avec le plus grand soin de froisser la susceptibilité de nos alliés et de s'immiscer dans les affaires de la ville, ce dont tous lui savaient fort gré. Chargé de régler les différends que le général de Degenfeld, commandant les forces autrichiennes postées sur la frontière, soumettait à son arbitrage, il s'acquittait de cette tâche avec une grande impartialité.

« Ils ne veulent s'adresser qu'à moi, me dit-il en parlant des Autrichiens, tant ils ont encore de répugnance à considérer la Lombardie comme appartenant au Piémont. Il en sera ainsi jusqu'au jour où nous aurons évacué l'Italie. Je suis, d'ailleurs, très-satisfait de leur courtoisie et des relations que j'ai avec le général Degenfeld. Je dois en dire autant des Lombards et de l'armée piémontaise, bien qu'il existe entre nos alliés et nous tant soit peu de jalousie. Nos jeunes officiers sont peut-être plus brillants, plus entreprenants que les leurs, et vos amis Vogué,

Louvencourt et tant d'autres sont plus choyés, plus écoutés, je l'avoue, par les belles dames milanaises, que les nouveaux possesseurs de la Lombardie. »

« Cependant, tout se passe bien ; chacun aura son tour, et notre occupation n'est pas éternelle. Remarquez-le ! tout Piémontais est froid, mais énergique, discipliné. Rappelez-vous ce que je vous dis, mon jeune ami, — croyez-moi, j'ai habité Rome et l'Italie, il y a un demi-siècle ; les hommes ne changent pas ; je connais mes Italiens et les estime à leur valeur. Pour moi, les Piémontais seront toujours les muscles de l'Italie : sans muscles, le corps est inerte, la plus belle tête ne peut agir. »

Le maréchal me fit visiter son jardin avec complaisance et me conduisant dans sa chambre à coucher, me montra son lit :

« C'est là, me dit-il, que le maréchal Radetzki est mort ; mais l'empereur, j'espère, ne me laissera pas en Italie le temps d'y mourir. »

La villa Bonaparte, située dans un des plus beaux quartiers de Milan, est au centre des promenades élégantes. Un grand parc fait partie de l'habitation, et c'est là que le maréchal, dont on connaît la passion pour les fleurs et l'horticulture, passait tous ses loisirs ; là également il donnait ses audiences, vêtu d'une petite veste militaire ronde et se souciant fort peu de l'effet que produisait sur les autres cette simplicité antique. Le maréchal Vaillant est très-instruit, spirituel et charmant causeur. Ses aides de

camp et officiers d'ordonnance semblaient avoir pour lui une sincère affection. Il laissait aux généraux placés sous ses ordres une grande liberté, dont toute l'armée profitait.

Jamais, il faut le dire, armée étrangère ne fut accueillie avec plus de joie et plus fêtée que le furent les Français à Milan.

On voyait en eux les libérateurs de l'Italie, et ils étaient d'autant plus aimés, que leur occupation devait avoir un terme. Le 2e chasseurs brillait surtout par l'élégance et le luxe de ses officiers ; ils étaient de toutes les fêtes, et nos jeunes compatriotes garderont longtemps le souvenir de ces quartiers d'hiver.

Le Milanais est gai, vif, ami du plaisir : ses goûts rappellent ceux du Parisien. On retrouve, chez l'un comme chez l'autre, l'activité, l'esprit, la légèreté, l'amour immodéré du bruit, du tapage et l'inconstance. Depuis plusieurs années surtout, les Milanais, impatients du joug de l'Autriche, avaient juré de porter le deuil de leur indépendance. Malgré tous leurs efforts, les autorités autrichiennes ne pouvaient ramener au gouvernement de Vienne les intraitables Milanais. Les officiers et les soldats autrichiens étaient partout traités en ennemis à Milan ; le vide se faisait autour d'eux, et la population tout entière, avec beaucoup plus de dignité et de persistance que son caractère n'aurait pu le faire supposer, s'abstenait de prendre part aux fêtes et aux divertissements offerts par ses oppresseurs. Et cependant, il faut être

juste, ces oppresseurs étaient les plus doux et les meilleurs des tyrans. Leur seul crime, et c'en était un, était de porter l'uniforme blanc et de parler la langue allemande. L'administration autrichienne passait pour honnête, intelligente, et, à ce sujet, je me souviens d'un mot frappant qui fut prononcé devant moi, à Milan même, par le comte de Cavour.

« Savez-vous, dit-il un jour, au baron de Talleyrand, quel fut en Lombardie, pendant l'occupation autrichienne, notre ennemi le plus terrible, celui que je redoutais le plus et dont je comptais avec terreur, chaque jour, les progrès? — Non. — Eh bien! ce fut l'archiduc Maximilien, le dernier vice-roi du royaume lombard-vénitien. Il était jeune, actif, entreprenant. Il s'était voué tout entier à la tâche difficile de ramener les Milanais, et certes, il y eût réussi. Déjà sa persévérance, ses bons procédés, son esprit juste, libéral, nous avaient enlevé de nombreux partisans. Dans aucun temps, les provinces lombardes n'avaient été aussi prospères, aussi bien administrées.

« Je commençais à m'inquiéter; mais, grâce à Dieu, le bon gouvernement de Vienne intervint, et, selon son habitude, saisit, sans retard, l'occasion de faire une maladresse, un acte impolitique, le plus funeste à la fois pour l'Autriche et le plus salutaire pour le Piémont. Les réformes pleines de sagesse de l'archiduc avaient porté ombrage au vieux parti de la *Gazette de Vérone*, et l'empereur François-Joseph,

bien avisé ce jour-là, rappela de Milan son frere Maximilien. — Je respirai en apprenant cette nouvelle ; rien n'était perdu, la Lombardie ne pouvait plus nous échapper! »

CHAPITRE II

Le cabinet Rattazzi et Dabormida. — Lettre de rappel du prince de la Tour d'Auvergne. — Ma présentation au roi Victor-Emmanuel.

Turin, 3 décembre 1859.

On commence à oublier à Turin la paix ordonnée de Villafranca. Le parti du comte de Cavour travaille sourdement et activement à l'annexion, car, bien qu'il ait donné sa démission après Villafranca, M. de Cavour continue à exercer une grande influence ; elle s'étend partout et le nouveau cabinet Rattazzi, Dabormida, La Marmora, est impuissant à contenir et à diriger le mouvement. Les entrées solennelles à Turin des députations de la Toscane et des duchés de Parme et de Modène entretiennent cette agitation. Le roi n'a pas osé recevoir dans sa capitale les députations de la Romagne. Je me trouvais à Milan lors de leur réception. Une grande représentation à la Scala fut donnée pour les députés, sujets rebelles du

saint-siége, et il faut avouer que l'enthousiasme fut général.

Le roi Victor ne veut pas brusquer les choses : sans Cavour, il ne se sent pas assez d'audace pour résister ouvertement aux volontés de l'empereur. Tout en rongeant son frein, notre allié obéit encore aux ordres de Paris. Le général Dabormida, ministre des affaires étrangères, ne veut rien entreprendre sans consulter le prince de la Tour d'Auvergne. Notre influence sur le gouvernement sarde s'exerce sans que nous le désirions, bien différente par là de celle qu'exerçait, avant 1848, le gouvernement de Vienne sur Charles-Albert.

Le général Dabormida est un homme honnête, irrésolu, incapable de prendre une résolution énergique. Le roi, habitué à être dirigé par le comte de Cavour, est, de son côté, fort hésitant. C'est, grâce à la faiblesse de caractère du ministre actuel des affaires étrangères, que nous devons ce calme, qui ne sera pas de longue durée. Dans sa retraite de Léri, Cavour attend que les événements se dessinent et que les intentions de l'empereur se soient modifiées. Aux Tuileries, on redoute ce génie actif et puissant. Le bon général Dabormida se sent mal à l'aise dans les habits de son prédécesseur ; il s'efface avec complaisance devant la haute supériorité de ce dernier. Consulté sur la convenance à admettre le comte de Cavour au congrès de Paris, qui doit s'assembler le 10 janvier, il n'a pas hésité à dire que, seul, l'ancien ministre pouvait, devant l'Europe,

défendre l'Italie et la politique de son gouvernement. De son côté, M. de la Tour d'Auvergne, malgré les préventions et la répugnance du comte Walewski pour le comte de Cavour, n'a pas craint d'écrire que lui seul devait être envoyé à Paris.

On pense que le pape désignera le cardinal Antonelli. La rencontre de ces deux hommes d'État sera intéressante.

20 décembre.

Hier, j'ai passé la soirée au coin du feu du comte Arese. C'est un ancien ami du prince Louis Bonaparte, lorsque ce dernier habitait la Suisse. Grand seigneur milánais, riche, très-libéral, le comte Arese fut chargé de composer un ministère après Villafranca, mais il déclina cette mission. Son attachement pour l'empereur le met en suspicion auprès de certains hommes politiques italiens. Le comte Arese est simple, modeste, et préfère le calme aux orages de la vie publique.

---

25 décembre 1869.

Le départ du prince de la Tour d'Auvergne est officiel. Il est nommé ministre à Berlin. Son succes-

seur sera le baron de Talleyrand, dont on nous dit le plus grand bien. Néanmoins, je regretterai sincèrement M. de la Tour d'Auvergne et n'oublierai jamais son accueil et son hospitalité. Quant à lui, il quitte Turin avec un vif plaisir.

31 décembre.

Le ministre de France a reçu aujourd'hui son audience de congé. Il en a profité pour me présenter au roi. De là nous nous sommes rendus chez le prince de Carignan, qui habite une aile du palais royal.

J'accompagnai mon ministre, et, selon l'usage, j'attendis, avec les aides de camp, dans le salon précédant la pièce où se tenait le roi, que l'entretien fût terminé. Vers la fin de l'audience, M. de la Tour d'Auvergne, qui m'avait prévenu, entr'ouvrit la porte et me fit signe d'entrer. Le salon dans lequel je fus introduit était fort simplement décoré et de style empire; il n'avait pour ornement que plusieurs portraits, en pied, de princes et de princesses de la maison de Savoie; parmi eux on re-

marquait des cardinaux, des évêques, des saints.

Le roi, en uniforme, se tenait debout près d'une fenêtre. Il me tendit la main lorsque je m'approchai en m'inclinant devant lui et me demanda aussitôt si je me plaisais à Turin : « Séjour que vous devez trouver bien triste, dit-il, en arrivant de Paris. » Après quelques questions banales, le roi reprit sa conversation avec le prince.

Le futur roi d'Italie semblait être ce jour-là de fort bonne humeur; c'était pour la première fois que j'approchais une tête couronnée, et j'avoue que l'émotion qui m'avait saisi en passant le seuil de la porte fut promptement dissipée. Sa Majesté sarde témoigna au prince le vif regret qu'elle éprouvait de le voir partir, et lui demanda plusieurs renseignements sur son successeur, le baron de Talleyrand-Périgord, et sur la parenté de ce dernier avec le prince de Bénévent : enfin, au moment où le ministre de l'empereur allait se retirer, le roi lui prit chaleureusement les mains :

« Quand nous reverrons-nous, maintenant, mon cher prince? Vous allez à Berlin, moi je reste ici, où j'ai encore tant de choses à faire.

— De grandes et de bonnes choses, assurément, sire, dit le prince.

— Sans doute, fit le roi, mais quoi qu'il arrive, mon cher ministre, je ne veux pas que vous me quittiez sous de mauvaises impressions. Je suis sûr que vous aussi me prenez pour un impie, pour un mécréant, comme on veut le dire. C'est à tort ; je ne

suis pas un mauvais chrétien ! Si j'ai des rois parmi mes ancêtres, je compte aussi des saints dans ma famille. Tenez, regardez autour de vous ! »

Et, en même temps, Victor-Emmanuel montrait avec animation les portraits qui tapissaient les murs.

« Eh bien, pensez-vous que là-haut, tous ces saints qui m'appartiennent aient d'autre occupation que de prier pour moi ! Puis, soyez tranquille, ajouta-t-il, comme s'il eût voulu répondre à une question que l'ambassadeur ne s'était pas permis de lui poser, mais que le ton de la conversation amenait assez naturellement, si jamais il s'agissait un jour d'aller à Rome, c'est à Humbert seul, je vous le jure, que je laisserais cette tâche. Pour rien au monde, je ne veux y mettre les pieds. Je respecte le pape Pie IX et je sais qu'au fond du cœur il m'aime beaucoup, moi; n'en doutez pas[1]. D'ailleurs, que puis-je souhai-

[1] Ce qui est fort singulier, c'est que le roi Victor disait vrai. Malgré toutes les douleurs qui lui ont été causées par lui, le pape a pour le roi Victor-Emmanuel une sorte de tendresse inexplicable, une faiblesse dont lui-même avoue ne pouvoir se départir. Lorsque, en 1862, j'arrivai à Rome, le saint-père, apprenant que j'avais passé plusieurs années à la légation de Turin, me questionna beaucoup sur Cavour, sur le roi, et finit par me dire :

« Ce n'est pas au roi que j'en veux le plus ; il n'est pas méchant, lui, il est faible, vaniteux ; je le plains et je ne peux oublier que tous les siens ont aimé l'Église ; aussi j'espère qu'il s'en souviendra un jour. »

Le roi est resté dévot ; comme tous les princes de la maison de Savoie, il a eu des sentiments religieux très-développés dans son enfance et dans sa jeunesse. Aujourd'hui encore, il fait ses dévotions régulièrement chaque année, à Turin ; on prétend, en Italie, que s'il ne craint pas Dieu comme il devrait le craindre, il a grand peur du diable.

ter de plus? n'ai-je pas assez fait pour l'Italie? »

Ces paroles, que je rapporte textuellement, furent répétées par le roi à plusieurs reprises et à d'autres personnes qu'au ministre de France.

CHAPITRE III

La dépêche du comte Walewski et la lettre de M. Mocquard. — La société de Turin à la fin de l'année 1859. — La comtesse Alfieri. — La marquise Doria.

Janvier 1860.

M. de la Tour d'Auvergne est enchanté de quitter Turin, je le comprends sans peine. Voici deux petits faits qui m'ont été contés hier et qui expliquent bien des choses.

Pendant que M. de Cavour était encore président du conseil, notre ministre reçut un certain jour du comte Walewski une dépêche destinée à être lue et communiquée au comte de Cavour. Cette fois, il n'y avait pas à se méprendre sur les intentions de la cour des Tuileries. Le langage était clair, précis, et, en présence des troubles et de l'agitation fomentés par le cabinet sarde dans les duchés et dans l'Italie centrale, le gouvernement français, par l'organe de M. Walewski, déclarait, sans ambages, au cabinet

de Turin, que toute tentative d'annexion de sa part serait considérée comme une atteinte aux traités, enfin, que c'était à ses risques et périls et au mépris de nos conseils, que le roi se jetait à l'aventure dans des entreprises dont l'issue pouvait lui être fatale.

Le prince de la Tour d'Auvergne mit à s'acquitter de sa mission auprès du comte de Cavour un empressement d'autant plus grand, que les instructions de son ami, le comte Walewski, exprimaient parfaitement sa pensée et se trouvaient conformes au langage qu'il ne cessait de tenir au gouvernement sarde.

Comme toujours, M. de la Tour d'Auvergne se conduisit en honnête homme, mais il ne lui était pas permis de suivre ses inspirations comme il l'aurait désiré. Muni de sa dépêche, il se rendit chez le président du conseil. Arrivé dans son cabinet : « Mon cher comte, lui dit-il, je regrette d'avoir, aujourd'hui, une tâche pénible à remplir ; mais mon gouvernement, comme je vous l'avais maintes fois fait pressentir, désapprouve avec énergie votre attitude, et voici ce que le comte Walewski m'invite à vous communiquer. »

Cavour, la tête dans les mains, écouta sans l'interrompre la lecture de la dépêche du quai d'Orsay; puis, lorsque le ministre de France eut achevé : « Hélas ! vous avez raison, mon cher prince, reprit-il d'un air confus ; ce que vous écrit M. Walewski n'est pas fait pour encourager nos espérances, je

l'avoue ; nous sommes vertement blâmés ; mais que diriez-vous, si, de mon côté, je vous lisais ce qui m'arrive directement des Tuileries, cette fois, et de certain personnage que vous connaissez? » En même temps, d'un air narquois, il tirait de sa poche une lettre portant la même date que la dépêche du quai d'Orsay, dans laquelle M. Mocquard l'assurait confidentiellement, de la part de l'empereur, que les projets d'annexion étaient vus d'un bon œil, et qu'il n'eût pas à se préoccuper des complications qui pourraient survenir.

Sur ce, M. de la Tour d'Auvergne replia sa dépêche et prit congé du très-heureux comte de Cavour. Tous les incidents de cette scène, remplie d'enseignements, m'ont été textuellement racontés par un de mes amis, dont je pourrais citer le nom, secrétaire particulier du comte de Cavour, lequel n'avait pu s'empêcher de lui confier l'aventure.

Telle a été jusqu'ici l'étrange politique du gouvernement français à Turin. L'empereur en est-il plus considéré, plus respecté en Italie? Il est permis d'émettre un doute. Voici encore un incident curieux qui s'est passé, il y a quelque temps. L'empereur, par un de ces revirements soudains, inexplicables, et dont Sa Majesté elle-même n'a pas toujours, dit-on, parfaitement conscience, venait, sous l'inspiration de l'impératrice, sans doute, d'écrire au roi de Piémont une lettre, dans laquelle il essayait de revenir sur des promesses trop compromettantes.

— Le roi en éprouva un vif mécontentement, qui se traduisit, peu de jours après, de la façon suivante :

Un bal ayant eu lieu à la cour de Turin, Victor-Emmanuel, après avoir reçu les félicitations du corps diplomatique, entraîna dans un salon écarté le prince de la Tour d'Auvergne, et là, dans les termes les plus violents et les plus amers, exprima, devant le ministre de France, toute la surprise et l'irritation que lui avait causées l'admonestation impériale. Emporté et sans mesure, le roi s'oublia jusqu'à traiter grossièrement le souverain que représentait M. de la Tour d'Auvergne : « Qu'est-il, après tout, cet homme, ce b...? Le dernier venu des souverains d'Europe, un intrus parmi nous. Qu'il se souvienne donc de ce qu'il est, lui, et de ce que je suis, moi ; le chef de la première et de la plus ancienne race qui règne en Europe. »

L'infortuné M. de la Tour d'Auvergne, avec beaucoup de sang-froid, écouta l'inconvenante sortie de Victor-Emmanuel ; puis, lorsqu'elle fut terminée, se borna à dire : « Sire, que Votre Majesté veuille bien me permettre de n'avoir pas entendu une seule des paroles qu'elle vient de prononcer. »

Le roi quitta brusquement son interlocuteur ; mais, dans le cours de la soirée, il rejoignit le ministre de France, et lui frappant familièrement sur l'épaule, lui dit, en souriant, à l'oreille : « Il n'est pas indispensable, n'est-ce pas, mon cher prince, de rapporter à Paris notre conversation de ce soir ? D'ailleurs ne

me l'avez-vous pas dit vous-même, vous n'avez rien entendu[1] ! »

---

5 janvier.

Voilà le congrès évanoui ; la brochure du vicomte de la Guéronnière, *le Pape et le Congrès*, a fait écrouler l'édifice dont on avait eu tant de peine à rassembler les pierres. L'Italie s'émeut. La nouvelle de la retraite du comte Walewski et de son remplacement par M. Thouvenel est très-commentée ici.

Le comte Walewski aurait, dit-on, refusé à l'empereur d'aller plus loin, et se serait retiré devant la politique trop aventureuse qui semble prévaloir en

[1] Ces deux anecdotes, d'une authenticité incontestable et dont la seconde a été racontée à plusieurs personnes par M. de la Tour d'Auvergne lui-même, furent publiées à Bordeaux en décembre 1870 dans *la Gazette de France*, à laquelle un de mes amis crut pouvoir communiquer des extraits de mon journal. J'aurais certainement hésité à les reproduire ici, si ces deux faits caractéristiques ne faisaient comprendre, mieux que les plus longues dissertations, la politique impériale en Italie.

Ces révélations, aussi bien que celles qui pourront se rencontrer plus tard dans ces Notes intimes, seront toujours faites, dans un seul but, celui de dégager la vérité de l'histoire et à un point de vue exclusivement politique. Pour répondre aux insinuations qui déjà ont été faites, je déclare que s'il m'arrive parfois de froisser des amours-propres, je me suis fait une loi inviolable de respecter le caractère des individus et de ne jamais laisser échapper une indiscrétion coupable ou inopportune.

Italie. Que fera M. Thouvenel? C'est un de nos hommes les plus distingués, les plus honnêtes, et il passe parmi tous nos diplomates pour celui qui écrit le mieux une dépêche. Est-ce suffisant ?

---

7 janvier 1860.

Depuis plusieurs jours, je vois souvent la marquise Alfieri, jeune nièce du comte de Cavour. C'est son frère Eynard qui m'avait présenté à elle, et je me félicite d'avoir fait la connaissance d'une femme aussi instruite et aussi intelligente. Elle s'occupe exclusivement de politique, un peu trop peut-être; cependant je préfère encore la politique des femmes à celle des hommes. Il s'y joint toujours de la passion, ce qui rend la conversation plus piquante. La marquise n'est pas jolie, mais très-originale et d'une physionomie vive et spirituelle. Nièce adorée du comte de Cavour, elle a une grande influence sur son oncle. Son salon est très-fréquenté, et, à vrai dire, c'est le seul salon politique de Turin. Son beau-père, le vieux marquis Alfieri, président du sénat, est un des personnages les plus estimés de l'Italie. C'est un lettré, possesseur d'une riche et

célèbre bibliothèque. Les dames de Turin redoutent madame Alfieri et l'aiment peu.

Le salon le plus fréquenté par les jeunes étrangers et les officiers de Turin est celui de la bonne marquise Doria. On y danse beaucoup plus qu'on n'y cause, mais la maîtresse de la maison, excellente dame restée veuve, encore jeune, ne songe qu'à rendre son salon agréable; il est impossible d'accueillir avec plus de bienveillance et de facilité.

La maison de la baronne de Perrone est pour moi d'une grande ressource. Madame de Perrone, veuve du général de Perrone di San-Martino, est Française, fille de la comtesse de la Tour-Maubourg, et petite-fille, par sa mère, du général de la Fayette. Ses quatre fils sont militaires. Trois d'entre eux ont fait la dernière campagne, et leur pauvre mère, que déjà la guerre avait rendue veuve, me racontait ses mortelles inquiétudes pendant les journées de Magenta et de San-Martino. La légation de France occupe une des ailes du palais Perrone. La famille de Perrone vit fort retirée et voit peu de monde; ma qualité de Français et d'ami de plusieurs de ses parents de France, les Brigode, les Mérode, les Rémusat, les Grammont, me fit admettre dans cette maison avec une cordialité que je n'oublierai jamais. Les jeunes gens sont intelligents et admirablement élevés; il était touchant de les voir groupés autour de leur grand'mère, la comtesse de la Tour-Maubourg, entourer de soins cette vieillesse heureuse. Bien que très-affaiblie par l'âge, madame de la Tour-Maubourg se reporte

avec plaisir vers les souvenirs d'autrefois, et rien ne m'a plus intéressé que les détails qu'elle me donna sur son séjour, en 1794, dans la prison d'Olmütz, auprès de son père, le général de la Fayette.

CHAPITRE IV

La marquise de Rorà et la société piémontaise. — La comédie de salon à Turin. — Le corps diplomatique. — Le comte Brassier de Saint-Simon. — Le comte de Stackelberg. — Sir James Hudson.

Avec le salon de la marquise Alfieri, celui de la marquise de Rorà était un des centres les plus fréquentés par les hommes politiques et les diplomates. Gracieuse, fort belle encore, madame de Rorà, sœur très-jeune de la célèbre princesse Belgiojoso, avait reçu une éducation française, et sa tournure d'esprit s'en ressentait. Le marquis de Rorà, chef d'une vieille famille piémontaise alliée au comte de Cavour, avait embrassé avec ardeur les nouvelles idées italiennes et accepté par dévouement le poste de gouverneur de Ravenne, et plus tard celui de syndic de Turin ; c'était un homme froid, loyal et très-estimé de ses compatriotes.

La marquise Ternengo, la plus charmante et la

plus blonde des veuves, la belle comtesse della Rocca, qui s'était éloignée du monde pour écrire des romans, la comtesse Mestiatis, luttant d'esprit et de malice avec la marquise Carpenetto, réunissaient autour d'elles un cercle familier d'admirateurs.

De toutes jeunes femmes, à Turin, annonçaient déjà brillamment la génération nouvelle : c'étaient les jolies comtesses Gatinara, née Maffeï, Rignon, Panissera, et les marquises de Saint-André et de Brême.

Indépendamment de madame de Perrone (la Tour-Maubourg), plusieurs de nos compatriotes étaient fixées en Piémont par leur mariage. Parmi elles, la marquise de Villeneuve, née Coriolis, et la comtesse Berton de Sambuy, née de Chabrol, jeune femme dont la grâce sérieuse et le rare mérite contrastaient un peu avec l'éducation et les mœurs italiennes.

La marquise d'Aglié, née Boyl, les comtesses Mestiatis et de Cardenas aimaient à organiser la comédie de salon. Naturellement, les proverbes de Musset *la Tasse de thé* et *les Deux aveugles*, faisaient invariablement les frais de la soirée. Le marquis Alfieri et mon ami de Bourgoing étaient les coryphées avec le comte Ernest de Sambuy, le plus grand, le plus bruyant des hommes, mais aussi le cœur le meilleur et le plus dévoué. A l'une de ces représentations où assistait la duchesse de Gênes, un couplet final, très-bien tourné, fut chanté avec beaucoup de succès par l'auteur, notre jeune attaché français, Othon de Bourgoing. Ce même soir, il m'en sou-

vient, lord Hubert de Burgh[1], secrétaire d'Angleterre, et moi, avions conquis l'entrée des coulisses, en sollicitant dans le chef-d'œuvre des *Deux aveugles* le rôle délicat des deux passants gelés qui s'entre-choquent sur le pont des Arts.

La Prusse est representée à Turin par le comte Brassier de Saint-Simon, qui, depuis la guerre, se trouve également chargé des intérêts de l'Autriche en Italie. Le ministre de Prusse est très-fier de son origine française ; toutefois, il porte en lui les qualités les plus lourdes de l'esprit germain. Vieillard un peu trop aimable, il vit à l'écart, plongé dans le magnétisme et les sciences occultes. Le comte Brassier a de grandes sympathies pour l'Italie, et, bien que son influence soit très-limitée, il est généralement aimé à Turin. Ses secrétaires, le comte de Kaiserling, les barons de Pfuel et de Krause, sont de très-estimables garçons, mais trop Prussiens.

Le comte de Stackelberg, ministre de Russie, a une maison agréable ; je la fréquente peu, bien que sa femme, mademoiselle Tamisier, soit Française et

[1] Fils cadet du marquis de Clanricarde, lord de Burgh a hérité du titre, de la pairie et de l'immense fortune de son oncle, lord Canning, gouverneur des Indes en 1862.

sœur d'un de mes collègues au ministère des affaires étrangères. La comtesse de Stackelberg est jolie et spirituelle ; elle reçoit surtout le corps diplomatique. Les dames de Turin, ayant eu à se plaindre de son esprit mordant, la tiennent à l'écart. On cite, souvent, à ce propos, un mot sanglant, cruel, adressé par l'ancienne dame d'honneur de la reine, la marquise d'Arvillars, à la comtesse de Stackelberg. Le ministre de Russie a une réputation d'esprit très-surfaite; il est simplement un homme du monde accompli ; il a beaucoup vécu en France et parle avec complaisance de ses relations avec un grand nombre de nos officiers d'Afrique. Il recherche particulièrement nos compatriotes et s'intéresse à tout ce qui est parisien et se passe en France. Cet hommage rendu à notre pays est fréquent chez les diplomates étrangers qui ont habité Paris. Malheureusement, la réciproque n'existe pas. Qui d'entre nous se ferait gloire d'avoir été élevé à Berlin ou à Pétersbourg, et de connaître tous les officiers de l'armée russe ? La politique du gouvernement russe dicte naturellement au représentant du czar une attitude très-réservée à l'égard des transformations qui s'opèrent dans la péninsule. L'horreur que cause à la cour de Russie tout ce qui est revendication de liberté rend la situation de son ministre à Turin fort délicate au milieu de ces crises dont on ne peut prévoir l'issue. On s'accorde à rendre justice à la loyauté du comte de Stackelberg et à son tact politique ; son tempérament maladif le rend souvent triste et

ombrageux. Les deux secrétaires de la légation russe se ressemblent peu. Le premier, prince Gagarine, s'occupe des affaires de la chancellerie le moins possible; le second, Nicolas Gerebsow, nature ardente, inquiète, est une intelligence hors ligne, mais son caractère difficile, son esprit caustique, en font un personnage peu sympathique.

Le diplomate dont les conseils sont le plus écoutés par la cour de Turin, celui dont le crédit a toujours tenu en échec l'influence française, est le ministre d'Angleterre, sir James Hudson, très-apprécié par le roi, ami intime et confident du comte de Cavour. Le représentant de la reine occupe ici une situation des plus importantes, et c'est en grande partie à ses encouragements, à ses avis répétés, que l'on doit attribuer les résolutions les plus audacieuses du cabinet piémontais. Selon sa politique traditionnelle, l'Angleterre ne ménage ni ses conseils, ni son appui moral, ni même son argent, lorsqu'il s'agit de développer chez les peuples voisins, même à leur préjudice, les ferments d'indépendance et les idées de liberté individuelle. Aux conseils, il est vrai, se borne tout le concours de la politique anglaise, et c'est à la France seule qu'incombe, en Europe, la tâche de « combattre pour une idée. » Le cabinet de Turin n'ignorait pas ces principes invariables de la politique anglaise, et cependant il se prêtait sans cesse, dans la personne du comte de Cavour, aux avis émanés de la légation britannique.

Sir James Hudson est depuis plusieurs années à

Turin ; c'est dans son salon qu'a été préparée, de longue main, la révolution italienne. Les exilés de Naples, de Modène, tous les personnages compromis le plus gravement dans les événements politiques, trouvaient, à l'hôtel du ministre anglais, un asile sûr, une large hospitalité, souvent même d'importants subsides. Plus d'une fois, il s'est trouvé en relations avec Mazzini. A ce sujet, un des secrétaires de la légation d'Angleterre, lord Hubert de Burgh me disait souvent en riant :

« Je viens de dîner chez sir James, nous étions dix à table ; excepté mon ministre et moi, tous les convives étaient des condamnés à mort. J'en tremble encore. »

En dépit de l'exagération de ses idées italiennes, idées qui, après tout, ne sont peut-être chez le ministre anglais que l'expression exacte de la politique de son pays, sir James Hudson est le gentilhomme anglais le plus accompli, le grand seigneur le plus sympathique que l'on puisse rencontrer. Fils naturel de Georges IV, sir James ressemble d'une manière frappante à son père. Sa taille est élevée, ses traits sont fins et d'une grande beauté ; sa physionomie est ouverte, empreinte à la fois de noblesse et de douceur. C'est un homme simple et généreux ; les pauvres de Turin le connaissent tous ; sa maison est le rendez-vous des grands artistes et des hommes politiques ; il ne va jamais dans le monde, mais son salon est toujours rempli. C'est là que j'ai vu pour la première fois le comte de Cavour, avant sa rentrée

aux affaires, et que j'ai souvent rencontré Verdi, Calamatta, Marochetti, etc. Sir James s'occupait lui-même de musique et de peinture, et, comme la plupart des diplomates, était grand amateur et collectionneur d'objets d'art et de curiosité.

CHAPITRE V

Le chevalier Canofari. — Rustem-Bey. — Abraham Tourte.
Conseils aux jeunes diplomates.

Le ministre du roi François II de Naples était alors le chevalier Canofari. Plein de gaieté et d'esprit, célibataire, mais tres-homme du monde, l'envoyé napolitain occupait dans la société de Turin une place à part. Doué d'un grand tact et d'un véritable sens politique, il avait, plus que tout autre diplomate, besoin de réunir toutes ses qualités pour ne pas être au dessous de sa tâche dans un moment aussi critique. Sa situation auprès du cabinet piémontais était des plus difficiles, car il n'ignorait pas, malheureusement, que le marquis de Villamarina, alors ambassadeur du roi de Sardaigne à Naples, avait accepté la mission, étrange tout au moins, de chercher à détrôner le souverain ami et allié auprès duquel il était accrédité. L'estime et la sympathie

dont l'envoyé de Naples était entouré à Turin fut parfaitement justifiée par sa conduite désintéressée et digne, le jour où son roi descendit du trône. La verve napolitaine, la bonne humeur inaltérable de M. Canofari, et de plus une connaissance parfaite de la politique italienne, rendait un tel collègue fort précieux pour tous les membres du corps diplomatique. Aussi, fut-il sincèrement regretté, lorsqu'un mois environ avant sa chute, le roi François II le nomma son ministre à Paris. Son successeur, le baron Winspeare, homme de cœur et dévoué à son souverain, eut, peu de temps après, la douleur d'apprendre, à Turin même, les désastres et la trahison de l'armée napolitaine, qui entraînèrent la déchéance du roi. Les qualités et le tact du chevalier Canofari avaient tellement frappé le comte de Cavour, qu'après les événements de Naples il offrit à M. Canofari une position importante dans la diplomatie italienne. Celui-ci, dont l'avenir se trouvait à jamais brisé, refusa néanmoins avec beaucoup de dignité un emploi que plusieurs de ses compatriotes, moins scrupuleux, s'étaient hâtés de solliciter avant même l'entrée de Garibaldi à Naples.

L'envoyé turc, Rustem-Bey, chargé d'affaires de la Porte ottomane, était Vénitien d'origine. Sous le nom de comte Marini, il avait jadis, au service de l'Autriche, rempli des fonctions mal définies. Très-empressé et très-fin, il était peu recherché par ses collègues et par la haute société piémontaise, auprès desquels cependant il faisait de très-grands frais. Il

se consolait, d'ailleurs, en fréquentant des salons de moindre importance, où l'on annonçait à grand fracas : Son Excellence l'ambassadeur de Turquie!

Un des hommes les plus distingués de notre corps diplomatique est, sans contrèdit, le ministre de la Confédération suisse, Abraham Tourte. Nature élevée, droite, pleine de franchise et d'enthousiasme. Esprit très-cultivé, intelligence profonde, il a été mêlé, quoique fort jeune encore, aux grands événements de son pays et a tenu longtemps, avec James Fazy, le premier rôle à Genève. C'est un ardent républicain, épris de liberté et d'indépendance, et je n'ai jamais entendu un homme défendre ses idées avec plus de feu, d'éloquence et de conviction. Il passait du reste, en Suisse, pour un orateur des plus remarquables; dans ce pays où chaque citoyen prend une part active aux affaires de l'État, les orateurs ne sont pas rares, et les talents s'y développent plus aisément que partout. Nature simple, primitive même et très-sympathique, Abraham Tourte ne tarda pas à être très-recherché, quand on eut apprécié ses qualités. Sa conversation vive, originale, était pleine de charmes; il savait beaucoup, et ses causeries étaient d'agréables leçons. Le comte de Cavour, qui l'avait connu en Suisse, avait un goût particulier pour le jeune ministre. Il le voyait souvent et le prenait volontiers pour confident.

M. Coello di Quesada, ministre d'Espagne et l'un des propriétaires de *L'Época*, jouissait à Turin d'une grande considération parmi ses collègues et dans la

société piémontaise. Madame Coello, fort belle personne aussi bonne que gracieuse, avait un salon très-fréquenté. La sympathie du ministre d'Espagne pour la cause de l'Italie était connue de tous, et ce ne fut qu'au moment de l'envahissement des États du saint-siége par les troupes piémontaises, que les rapports officiels entre les deux pays durent être suspendus, au grand regret de la famille Coello, qui laissa à Turin les meilleurs souvenirs.

M. Vianna de Lima, chargé d'affaires du Brésil, résidait depuis plusieurs années à Turin, où il était justement apprécié. Sa jeune femme et sa belle-sœur, charmantes Italiennes, de ravissants enfants faisaient de cet intérieur, lorsqu'on avait le bonheur d'y être admis dans l'intimité, une maison fort agréable.

La Suède entretenait également à Turin un chargé d'affaires, le comte Piper, lequel avait occupé précédemment les mêmes fonctions à Naples auprès du roi François II. Le comte Piper, issu de la grande famille de ce nom, était le meilleur des hommes, le plus aimé et le plus sympathique parmi le jeune personnel diplomatique.

Turin, 1860.

Décidément, le séjour à l'étranger est, pour tout jeune homme, le complément d'éducation le plus

fructueux, l'école la plus salutaire. Sans parler de la vie agitée et absorbante de Paris, dont il évite ainsi les entraînements, l'attaché ou le secrétaire d'ambassade transplanté, tout d'un coup, dans un milieu qui n'est pas le sien, entouré de personnes auprès desquelles il est forcé de se contenir, ne peut manquer de retirer de grands profits de cette vie nouvelle. Le commerce et l'intimité de gens différant d'âge, de caractère et de nationalité, le rend, malgré lui, plus sérieux et plus circonspect et l'habitue à devenir observateur. J'en fis l'expérience sur moi-même. J'avais vingt-huit ans, lorsque je fus envoyé à Turin ; je quittais pour la première fois la France et, sauf quelques voyages à Londres et en Allemagne, je n'avais jamais passé plus de deux mois hors de mon pays. Ma vie avait été celle de la plupart des jeunes gens de mon âge. Libre de très-bonne heure, par la mort de mes parents, je recherchai naturellement la société de mes camarades et de mes amis, de préférence à celle des hommes plus âgés et plus graves. J'avais à peine quelques relations dans le monde officiel, et je ne connaissais aucun des hommes remarquables de l'époque. Peu d'ambition, de grands goûts d'indépendance et une certaine timidité me retenaient à l'écart, et l'intimité de quelques personnes qui partageaient mes sentiments suffisait amplement à remplir ma vie. Je n'étais pas à Turin depuis deux mois, que mon caractère et mes habitudes s'étaient singulièrement modifiés. Je me trouvai fort étonné, d'abord, d'être pris presque au sérieux ; mais j'a-

jouterai que je ne m'exagérai nullement la très-petite importance que je devais au prestige du nom français et à ma position officielle. Appelé par mes fonctions à m'occuper de graves questions que j'avais à peine entrevues dans les bureaux des affaires étrangères[1], sans cesse en relations avec des personnages considérables, les uns par leur rang, les autres par leur mérite, je m'habituai à écouter avec attention. J'appris ainsi, beaucoup en peu de temps, d'autant plus que l'intérêt puissant des événements qui se passaient alors était bien fait pour mûrir mon jugement et hâter mon expérience.

Un écueil dangereux à éviter pour le jeune diplomate, écueil contre lequel, je dois l'avouer, je n'eus pas de peine à me prémunir, est le défaut de mo-

[1] La carrière des bureaux du ministère des affaires étrangères est fort différente. Les employés de la direction politique et du cabinet du ministre sont très-jaloux de l'appellation de diplomates, qui ne leur appartient d'aucune façon. Parmi eux, cependant, on a recruté depuis quelques années, des secrétaires d'ambassade et des ministres dont plusieurs ont reçu leur grade sans avoir séjourné un mois à l'étranger ou avoir écrit une seule dépêche. Ces avancements soudains et prématurés n'ont pas été provoqués malheureusement par un vrai mérite et les élus particuliers de la cour et du cabinet des ministres n'ont jamais été depuis que des sujets remuants et fort médiocres. Aussi ces nominations arrachées à la faveur et au caprice ont-elles eu pour résultat de décourager et d'éloigner les esprits les plus sérieux et les caractères les plus honorables.

Lorsque, il y a plus de douze ans, je quittai les bureaux de la direction politique pour la légation de Turin, je me souviens que quelques-uns de mes camarades, par leur valeur exceptionnelle et leurs antécédents semblaient destinés à un brillant avenir. Chose étrange, le nom de ceux-là ne fut même pas prononcé depuis. En apprenant, à l'étranger, les choix singuliers du ministère, je ne fus pas surpris que les plus intelligents et les plus dignes de mes collègues eussent successivement donné leur démission. C'est ainsi que Georges de Montbrison, René

destie et la suffisance. Rien de plus niais et de plus triste à la fois, qu'un petit secrétaire se prenant lui-même au sérieux et tout gonflé de son importance. Ce type se rencontre malheureusement quelquefois, même parmi nos compatriotes, et le personnel d'une légation est fort à plaindre lorsqu'un de ses membres est atteint de ce ridicule.

Le principal avantage de cette vie, je ne dirai pas de famille, mais de cette solidarité d'intérêts, de cette communauté de travail et de distractions qui unit toute une légation, est de forcer chacun de ceux qui la composent à assouplir son caractère, à modifier ses goûts pour le bien de tous. Nos collègues des autres légations avec lesquels nous nous trouvons en rapport, soit au club, soit dans le monde, soit pour

de Courcy, Albert de Vatimesnil, Edgard Passy, Paul Bérard abandonnèrent la partie, lorsqu'ils furent bien édifiés sur les « moyens de parvenir. »

Dans les dernières années de l'empire, en effet, les traditions auxquelles notre carrière diplomatique devait l'influence qu'elle avait eu jadis à l'étranger, traditions qui défendaient son entrée aux incapables et aux indignes, avaient complétement disparu. Le temps des Desages, des Vieilcastel et des Thouvenel est bien passé! Mais, c'est surtout leur influence, l'impulsion qu'ils donnaient, qui fait aujourd'hui défaut. La direction politique est à cette heure composée d'employés honnêtes, sans doute et d'une tenue irréprochable, mais qui seraient infiniment mieux à leur place derrière un comptoir ou dans une étude de notaire. Il ne suffit pas, pour occuper ces fonctions importantes et délicates, d'être le plus laborieux, le plus empressé, le plus docile des commis, il faut pour diriger les affaires une intelligence d'élite, un esprit à vues larges, un homme d'initiative ferme et avant tout indépendant.

Sans rechercher bien loin et bien haut certaines causes de nos désastres, et sans les faire retomber sur les ministres qui ont traversé le quai d'Orsay, ne serait-il pas plus juste d'en attribuer une grande partie à la coupable inertie, à l'insuffisance singulière des bureaux du ministère des affaires étrangères?

les affaires, sont généralement d'excellents camarades et deviennent parfois des amis. Mais il est d'une extrême importance que le personnel d'une même légation soit, avant tout, uni et compacte, et que l'harmonie la plus étroite y règne au moins devant les étrangers.

Lorsque le chef de mission est un homme d'esprit, ce qui arrive plus souvent qu'on ne croit, rien ne lui est plus aisé, pour peu qu'il ait d'affabilité et de tact, de tirer de grands profits des collaborateurs que lui envoie le ministère. Son influence dans le pays où il est accrédité et le succès de ses négociations en dépendent. Dans la carrière diplomatique, en effet, les degrés de hiérarchie sont beaucoup moins accentués que dans toute autre carrière; en dehors du service et de ses exigences, chacun reprend sa liberté entière et retrouve son individualité. Aux yeux du monde, il n'existe entre les membres d'une même ambassade aucune distinction sociale; s'il en existait parfois, ce serait souvent au bénéfice du plus jeune et du moins brodé. Aussi, chacun est-il reçu dans la société du pays sur le pied de l'égalité. Le plus intelligent et le plus aimable sera le mieux accueilli, le plus apprécié. A part les cérémonies officielles qui sont fort rares, la question de l'uniforme et de l'alignement ne joue pas un grand rôle en diplomatie. Dieu merci! la considération, chez nous, se mesure beaucoup plus à la valeur personnelle qu'à la grosseur des épaulettes.

Voilà précisément pourquoi, en raison même de

cette absence de règles disciplinaires et imposées, tous les membres d une mission s'inclinent, sans y être contraints, devant l'autorité, l'expérience et le mérite de leur chef. Les exceptions sont des plus rares et généralement l'union est parfaite, surtout lorsque le ministre est célibataire.

Dans les salons, encore plus que dans les chancelleries, s'exercent les talents du diplomate grand ou petit. Le tact, l'esprit, la discrétion, sont qualités indispensables, car chacun doit jouer son rôle. C'est là que les fautes d'un seul rejaillissent souvent sur tous, de même que le succès de l'un, de quelque nature qu'il soit, profite aux autres. Il n'est pas rare que, sur ce terrain, le dernier des attachés se trouve en mesure de rendre un grand service au plus habile des ambassadeurs.

Que de motifs en outre de se soutenir les uns les autres! Isolés, dans un pays étranger, souvent très-éloignés de France, en butte aux mêmes attaques, aux mêmes critiques, mais li s par les mêmes souvenirs de patrie, d'études et d'éducation, ne serait-il pas étrange que ce petit groupe de compatriotes, chargé de veiller aux mêmes intérêts et de concourir au même but, ne fût pas étroitement uni et solidaire!

CHAPITRE VI

Physionomie de Turin en 1860. — Le club des nobles. — Les théâtres à Turin. — Le bal des jeunes filles.

Turin, 1859-62.

Comme en l'année 1728, au bon temps où Jean-Jacques Rousseau, laquais de madame de Vercellis, promenait dans les rues de Turin son humeur chagrine, la ville a conservé intacte sa physionomie du dix-huitième siècle ; l'architecture tourmentée de cette époque, les palais, les églises, rien n'a changé. Plus d'une fois, en parcourant les petites rues solitaires qui avoisinent la Dora Grossa, j'ai aperçu à la fenêtre d'un vieil hôtel la figure d'une respectable douairière contemporaine du roi Charles-Félix, qui, sans doute, avait dansé au palais du roi, devenu résidence d'un préfet de Napoléon.

Quant à moi, je ne puis m'empêcher de conserver pour la bonne ville de Turin une tendresse singulière.

Mes meilleurs, mes plus chers souvenirs de jeunesse datent du temps où j'habitais cette ville. C'est là que, dans le calme de l'esprit et le cœur rempli, s'écoulèrent pour moi de si heureuses années ; aussi que de fois n'ai-je pas maudit les désagréables circonstances qui me forcèrent à quitter le Piémont! L'époque la plus brillante et la plus agitée de Turin fut sans contredit cette période de 1859 à 1862. Alors tous les hommes politiques exilés, tous les réfugiés de Naples et des autres parties de l'Italie vinrent s'y établir. Sous les arcades de la rue du Pô, au café *Fiorio*, et dans le cabinet de Cavour, se tramait en toute liberté la conspiration qui devait amener l'unité de l'Italie.

La guerre de 1859 hâta la délivrance, et peu à peu nous assistâmes à la transformation du petit parlement sarde-savoisien, devenu l'assemblée générale de l'Italie. Mais tant que la capitale demeura à Turin, malgré la présence de tant d'éléments étrangers, la physionomie de la vieille ville n'en fut pas sensiblement modifiée. La bonhomie, la simplicité, la rudesse du piémontais résista à cette immigration et chacun conserva ses mœurs et ses habitudes. Les ministres de Sa Majesté, accessibles au premier venu faisaient, comme jadis, leur promenade d'une heure sous les longues arcades de la rue du Pô, fumant le cigare populaire (*Cavour*) et le plus souvent la tête abritée sous un chapeau de paille ou sous un large feutre gris.

Après les travaux de la journée, chacun d'eux,

selon sa fortune, regagnait son somptueux ou son très-modeste logis. On sait en effet qu'en Italie aucun ministre n'est logé aux frais de l'État ; seul, le ministère des affaires étrangères contient des appartements de réception, mais le comte de Cavour ne quitta jamais son hôtel et y donnait à ses propres frais tous ses dîners officiels ; du reste, les traitements des conseillers de la couronne variaient de 15,000 à 20,000 francs. La vie politique était concentrée au parlement où se débattaient alors les plus graves intérêts de l'Italie. Le corps diplomatique suivait très-assidûment ces curieuses séances, et c'est là que j'appris à connaître et à étudier les principaux personnages de l'Italie. A mon arrivée, la chambre, composée uniquement de Piémontais et de Savoisiens, était fort restreinte, mais peu à peu y affluèrent les représentants de toutes les provinces italiennes. Le Florentin, le Milanais, le Romagnol, le Napolitain, chacun avec son type pittoresque et son idiome particulier, donnait à cette assemblée, en dehors de la politique, un grand attrait de curiosité.

En sortant des séances, les membres les plus radicaux et les plus violents allaient cordialement dîner avec leurs adversaires au café Carignan, situé en face de la chambre. On oubliait d'un commun accord, devant les petits vins d'Asti et de Barolo, les plus graves dissentiments politiques. Cette bienveillance naturelle, qui permettait de suspendre pendant un instant les haines parlementaires les plus acerbes, est un caractère saillant des mœurs ita-

liennes. Se figure-t-on à Paris, au sortir d'une lutte orageuse au Corps législatif, MM. Jules Favre et Granier de Cassagnac s'acheminant bras dessus bras dessous, et dînant à la même table au café Durand?

La *Societa del Whist*, ou club des nobles, était un des cercles de Turin les mieux organisés. Composé exclusivement des représentants des plus vieilles familles du Piémont, il admettait difficilement de nouveaux membres ; le corps diplomatique, sauf les chefs de mission, était soumis au ballottage. C'était notre principal lieu de réunion ; l'hôtel, situé au centre de la ville, se trouvait en face des magnifiques jardins du prince de la Cisterna. Un salon de lecture très-complet, une bonne table et, assez généralement, d'aimables convives, faisaient de ce cercle la plus grande ressource du diplomate débarquant à Turin. Les députés les plus distingués des nouvelles provinces, les généraux, étaient reçus au cercle à titre provisoire ; mais les membres fondateurs et les sociétaires se recrutaient uniquement parmi les membres de l'aristocratie piémontaise, qui presque tous avaient fait ou faisaient partie de l'armée.

A Turin, les étrangers étaient traités avec égard et courtoisie ; mais il faut bien l'avouer, pour peu qu'ils s'y prêtassent, les Français étaient considérés par les Piémontais presque comme de véritables compatriotes.

Une troupe française (la compagnie Meynadier), très-bien montée, donnait des représentations à Turin pendant toute la saison d'hiver, et, quelques jours après leur apparition, les meilleures pièces du répertoire de Paris étaient représentées au théâtre *Scribe*. Le théâtre *Regio* est attenant au palais du roi et aux vastes bâtiments qui contiennent les ministères et administrations publiques. La salle est grande, assez belle, mais décorée dans le style roide de l'empire. J'ai entendu dire à un vieux Piémontais qu'avant sa restauration, cette salle était un véritable spécimen de décoration du dix huitième siècle ; chaque loge, encadrée de boiseries dorées d'un charmant effet et les galeries découpées à jour, rappelaient le style Louis XV le plus pur. Il existe encore dans le palais plusieurs appartements décorés dans ce goût et couverts de remarquables peintures du même temps. Le théâtre Regio était alors la pro-

priété du souverain, qui l'abandonnait au public, en se réservant les loges du premier rang (*ordine primo palco mobile*) dont il disposait en faveur des familles de la cour et des ministres étrangers. Depuis, les loges sont devenues la propriété particulière de ces mêmes familles, et à Turin, Milan, Florence, Rome et les principales villes de l'Italie, les loges de premier rang, dans les grands théâtres, appartiennent, par un privilége spécial, à l'aristocratie. Aux représentations de gala, très-fréquentes en Italie, la salle est illuminée à giorno, c'est-à-dire qu'outre les lustres ordinaires, une applique de huit ou dix bougies est placée entre chaque loge. Le souverain, entouré de la cour, assiste à la représentation dans sa grande loge, placée au milieu du premier rang. Le corps diplomatique, les ministres et les officiers sont en uniforme dans leurs loges et, grâce à ce luxe de lumières, la beauté et la parure des femmes brillent dans tout leur éclat.

Jadis, à la fin du premier acte, quand la toile se baissait, les portes de toutes les loges s'ouvraient à la fois et laissaient passer des domestiques à la livrée royale, offrant des plateaux de rafraîchissements et de bonbons. Moins bonne que celle de Milan, la troupe d'opéra et de ballet de Turin est cependant une des meilleures d'Italie. Le théâtre *Carignan*, également théâtre royal, est occupé pendant la saison d'eté par une troupe d'opéra qui commence ses représentations à la clôture de celles du théâtre *Regio*. Aucune ville d'Italie ne possède à coup sûr un plus

grand nombre de salles de théâtres que la capitale du Piémont : on en compte plus de douze, où l'opéra, la comédie, les ballets, le vaudeville, la pantomime se jouent indistinctement. Un théâtre, le *Gerbino*, est uniquement consacré aux pièces en dialecte piémontais. Les *Fantoccini* (marionnettes) ont leurs artistes célèbres et leurs dilettantes. Chaque soir, tous ces théâtres regorgent de monde. Le prix des places est modique, et le bon Piémontais, seul ou en famille, passe ainsi ses soirées hors de son foyer, mais aussi, loin du cabaret et du café. Durant ces dernières années, l'hiver fut brillant et fort animé à Turin ; les bals et les soirées s'y succédèrent, et la présence de nombreux étrangers et des députés des nouvelles provinces donna lieu à plusieurs grandes fêtes officielles. Cependant, la vieille noblesse piémontaise restait toujours la même et dérogeait peu à ses habitudes.

Jusqu'au jour de leur mariage, les jeunes filles de la société de Turin ne franchissent pas le seuil d'un salon. Leur éducation, incomplète sous certains rapports, est sévère et se ressent des austérités de l'ancienne cour de Savoie. Selon un usage tout particulier à Turin, une fête a lieu chaque année à la fin de

la saison, pour dédommager de leur réclusion les jeunes demoiselles de la noblesse piémontaise. Le bal des *tote* (*tota*, en piémontais, signifie demoiselle), est une réunion composée exclusivement de jeunes filles, une fête offerte par elles aux jeunes gens ; les invitations sont restreintes et fort recherchées. Le bal, organisé au moyen d'une souscription parmi les grandes familles, a lieu dans un des plus beaux appartements de la ville ; il commence à huit heures du soir, pour se terminer à huit heures du matin ; aucun père n'y est admis ; les mères seules ont la surveillance de cette joyeuse assemblée. J'ai rarement vu une réunion ayant un caractère plus franc de gaieté et d'entrain.

Un excellent souper, où le champagne apparaît discrètement, interrompt la nuit ; puis les danses recommencent de plus belle, tandis que les mères les plus confiantes sommeillent profondément, comme au coin de leur feu. Après ces douze heures de danse non interrompue, on se sépare bien à regret, en se serrant les mains ; on se dit un adieu furtif jusqu'à l'année suivante, à moins que, dans le cours de cette même année, certain couple, fiancé ce soir-là, ne devienne époux et se voie ainsi fermée pour toujours l'entrée du bal des *Tote*. Quelquefois, mais rarement, les jeunes gens invités sont autorisés à rendre, la semaine suivante, une fête semblable aux jeunes filles, mais bien des mères déclinent cette invitation.

CHAPITRE VII

Le roi Victor-Emmanuel.

Turin, 1861.

Victor-Emmanuel a quarante et un ans ; sa taille est au-dessus de la moyenne, mais son embonpoint le rend disgracieux, surtout lorsqu'il n'est pas en uniforme. Il porte la tête droite ; ses traits sont loin d'être réguliers, cependant sa physionomie est remarquable : de très-longues moustaches, des yeux bleus à fleur de tête, un nez retroussé donnent à sa figure un caractère particulier d'audace et de résolution.

L'an dernier, à un dîner chez sir James Hudson, ministre d'Angleterre, je me trouvais placé auprès de Marochetti et causais avec lui de la statue du roi Charles-Albert, qu'il achevait en ce moment pour la ville de Turin.

« Cette statue est terminée, me disait-il, mais je ne suis pas entièrement satisfait de mon œuvre.

Le roi défunt était grand, sec, maigre, sans grâce; ses traits n'avaient rien d'accusé. Pour arriver à la ressemblance, j'ai dû surmonter de grandes difficultés. Combien j'eusse préféré exécuter la statue du roi Victor-Emmanuel! Certes, il n'est pas beau, notre souverain ; mais, d'après lui, on pourrait faire une œuvre saisissante, originale ; il a je ne sais quoi de sauvage, de pittoresque, qui ne manque pas de grandeur et rappelle un roi hun, un chef barbare. Il est bien à cheval et je suis certain qu'en tirant parti de cet ensemble, on arriverait à une statue intéressante. »

Dans le caractère et dans les habitudes du roi on retrouve la rudesse de son extérieur. Il hait le monde, la représentation, toutes les réceptions de cour ; il aime peu à se montrer au public, et dans cette sauvagerie il entre plus de timidité que d'orgueil. La popularité immense dont il jouit dans les anciennes provinces de Piémont tient plutôt au sentiment monarchique inhérent à ces populations qu'aux qualités personnelles du roi. Là, il est aimé et populaire comme l'était jadis, parmi nous, notre Henri IV, dont il est loin d'avoir le cœur et l'esprit. Les événements et surtout le génie de son premier ministre l'ont élevé à la position qu'il occupe en ce moment en Italie et en Europe. Si jamais son nom est grand dans l'histoire, son unique mérite, sa seule gloire, aura été « d'avoir laissé se faire l'Italie. »

Il serait injuste cependant de le représenter comme un souverain nul. Il a cette grande finesse

inhérente à la race italienne, et ne manque pas d'esprit naturel. J'ai eu occasion de voir plusieurs lettres écrites par lui à une femme célèbre, madame X..., et j'ai été surpris d'y trouver une tendresse et une délicatesse de sentiment que j'étais loin de soupçonner. Sa qualité dominante est le courage poussé jusqu'à la témérité. Bien que le roi Charles-Albert, son père, l'ait élevé avec une sévérité presque cruelle, son éducation a été fort négligée : il est paresseux et peu instruit ; s'occuper des affaires publiques, présider le conseil, prendre des décisions, sont pour lui autant de supplices. Aussi, le comte de Cavour lui épargne-t-il le plus souvent qu'il le peut ce genre d'occupations. Le roi sent la supériorité de son premier ministre, mais il ne la lui a jamais pardonnée : il le subit en le haïssant du fond du cœur.

Comme tous les hommes médiocres, il est jaloux et ombrageux. Aussi lui sera-t-il difficile d'oublier son entrée triomphale à Naples, lorsque, assis dans la voiture de Garibaldi revêtu de la chemise rouge, il était présenté à son nouveau peuple par le plus puissant de ses sujets. C'est donc à tort que l'on attribue à Victor-Emmanuel un vif penchant pour Garibaldi. Soldats tous deux, ils ont sans doute dans le caractère et les goûts quelques points de contact qui leur ont permis, à certains moments, de s'entendre et de se réunir ; mais la familiarité républicaine et souvent protectrice du héros déplaît fort au descendant de la maison de Savoie. A quel souverain, d'ailleurs,

placé dans les mêmes conditions, le prestige fabuleux du nom de Garibaldi n'aurait-il pas porté ombrage? Du reste, la franchise avec laquelle le roi s'est exprimé à son sujet dans certaines circonstances, donne la mesure vraie de son appréciation de l'homme et de ses sentiments pour lui. C'était au mois de juin 1860; Garibaldi venait de débarquer en Sicile, et on ignorait encore à Turin les résultats de son aventureuse expédition. Le ministre de France, le baron de Talleyrand, fut alors chargé de présenter au cabinet de Turin une note dans laquelle le gouvernement de l'empereur, se plaignant amèrement de cette nouvelle violation du droit des gens, constatait qu'il n'était pas dupe de l'accord existant entre le cabinet sarde et Garibaldi. Après une explication franche avec le comte de Cavour, M. de Talleyrand demanda à voir le roi : en sortant de l'audience du souverain, le ministre de France demeura convaincu que Sa Majesté était beaucoup moins satisfaite qu'on le supposait de la tentative du héros. « Mon Dieu, avait-il dit à M. de Talleyrand, ce serait sans doute un grand malheur, mais si les croisières napolitaines pendaient mon pauvre Garibaldi, il se serait attiré lui-même ce triste sort. Les choses seraient alors très-simplifiées. Quel beau monument nous lui ferions élever ! »

A coup sûr, ce jour-là, le roi se fût facilement consolé de la mort du capitaine des Mille. L'audacieuse tentative réussit, grâce à la valeur et au prestige de Garibaldi, puissamment aidé par la trahison

napolitaine. Naples se donna à Garibaldi, et Garibaldi offrit au roi sa conquête. Mais, pour quiconque a suivi de près, à Turin, les événements, il demeure évident que, loin de provoquer et d'avoir organisé l'invasion des Deux-Siciles, Cavour a tenté tout au moins, dès le principe, de s'y opposer. Ce ne fut que lorsqu'il eut compris qu'il lui serait impossible d'arrêter l'entreprise, débordé comme il l'était par le parti d'action garibaldien, qu'il se tint à l'écart, tolérant tout alors et prêt à profiter, comme il le fit, d'une conquête qui lui semblait à juste titre dangereuse et prématurée.

Sans craindre d'être contredit, on peut affirmer que Sa Majesté sarde est fanfaronne, peu amie de la vérité et, de plus, fort indiscrète. A toute occasion, Victor-Emmanuel parle de ses vingt blessures et fait volontiers le récit fabuleux des dangers qu'il a courus, soit à la guerre, soit à la chasse. Chacun sait, cependant, que, tout en étant courageux et même téméraire, le roi de Sardaigne a été rarement atteint.

Quant à ses bonnes fortunes, il s'en explique avec une franchise et un sans-façon qui n'ont rien du *galantuomo*. Ce qui est plus singulier, c'est qu'il confond parfois les succès qu'il a eus avec ceux qu'il aurait voulu avoir.

A l'entendre également, c'est lui seul qui dirige les affaires de l'État ; il succombe chaque jour sous le poids du travail.

Le roi affecte dans la mise une simplicité et un

sans-gêne complet. Sobre, ne mangeant qu'une fois par jour, mais abondamment, il préfère les mets grossiers et populaires. Lorsqu'il est contraint d'assister à un grand dîner officiel, à un repas à la cour, il ne déplie même pas sa serviette, ne touche à aucun plat ; les mains appuyées sur le pommeau de son sabre, il examine ses convives, sans chercher à dissimuler son impatience et son ennui.

Il aime passionnément les chevaux, la chasse et les exercices du corps. Souvent, vers la fin de l'automne et même pendant l'hiver, il part seul avec deux aides de camp pour chasser le chamois dans les montagnes. Ces déplacements durent souvent plusieurs jours, quelquefois des semaines. Là, vêtu d'une blouse de chasse, sa carabine à la main, il court à travers les rochers, suivi des paysans chasseurs les plus intrépides ; il couche souvent à la belle étoile, mange dans une chaumière ce qu'il y trouve et revient à Turin, après ces excursions, dispos et alerte, tandis que ces infortunés officiers arrivent presque toujours malades ou exténués. Je me souviens qu'un jour le comte de Cavour, forcé de communiquer, sans délai, au roi une lettre de l'empereur Napoléon, lui dépêcha sur-le-champ un officier d'ordonnance. Après avoir longtemps cherché, l'émissaire finit par découvrir son souverain au fond des montagnes de Pignerol, sur la frontière de France, établi dans une méchante cabane. Inutile d'ajouter que le porteur de la lettre, en ce moment trouble-fête de Sa Majesté, fut très mal accueilli.

Cependant, tout en maugréant, le chasseur-roi prit le chemin de sa capitale.

Victor-Emmanuel habite rarement son palais de Turin ; il n'y vient que les jours où se réunit le conseil des ministres, et l'hiver, lorsqu'il va au théâtre. Sa résidence est *la Mandria*, rendez-vous de chasse situé au milieu des bois, à trois quarts d'heure de Turin. Afin d'y être à l'abri des importuns et des regards indiscrets, le roi a fait entourer de murs les vastes bois et toutes les terres qui dépendent de cette propriété royale. On prétend que cette dépense de maçonnerie non terminée s'est élevée déjà à un demi-million. Le roi rentre toujours avec plaisir à *la Mandria*, heureux d'y secouer le joug de l'étiquette et d'y vivre à sa guise. Personne n'est admis dans cette habitation, personne ne peut la visiter. *La Mandria* est le sanctuaire de Rosine et de ses enfants.

Si l'amour n'est pas la passion dominante de Victor-Emmanuel, il faut cependant avouer que le roi a pour les plaisirs faciles un goût prononcé. « Nul souverain, dit-on, à Turin, n'a réussi mieux que lui à devenir le père de tous ses sujets. » Il a cinq enfants de la défunte reine et trois de sa maîtresse favorite.

CHAPITRE VIII

La comtesse de Millefiori. — Les enfants du roi.

La reine Adélaïde, archiduchesse d'Autriche, était une véritable sainte. Son nom et sa mémoire sont vénérés dans tout le Piémont. Le roi lui-même, bien qu'égoïste, dur et brusque, avait pour son épouse un respect qui ne s'est jamais démenti. Il est vrai d'ajouter, toutefois, que les sentiments que lui inspiraient les vertus aimables de la reine, sa douceur, sa résignation, n'empêchaient pas le royal époux d'accorder à d'autres femmes des gages de sa tendresse.

Ses relations avec Rosine existaient déjà du vivant de la reine. Rosine était la fille de l'un des gardes du palais, sorte de compagnie qui a de l'analogie avec les *trabans* d'Autriche et les *cent-gardes* de France. Elle avait seize ans, était belle et fort sage, lorsque le roi la remarqua. Suffisamment adroite et intelli-

gente, elle sut, dès le début, captiver Victor-Emmanuel. Parmi toutes ses maîtresses, c'est la seule qui ait jamais réussi à prendre sur lui une véritable influence.

Le père reçut, peu de temps après le départ de sa fille de la maison paternelle, un brevet de capitaine et depuis ce jour la jeune Piémontaise fut comblée des faveurs royales.

Le château de Stupinigi servait alors, pendant l'été, de résidence à la famille royale, et la reine venait s'établir avec ses enfants dans cette charmante demeure dès que les chaleurs de Turin devenaient insupportables. A Stupinigi, pas plus qu'à Turin, la reine n'était garantie contre les infidélités du roi. Celui-ci, sans aucun ménagement et sans scrupule, avait établi sa maîtresse Rosine à l'extrémité du parc, dans un pavillon où il faisait de fréquentes visites à sa seconde famille. On m'a raconté que, dans une de ses promenades au milieu des bois, la reine rencontra un jour un des enfants de Rosine. Elle s'arrêta pour le questionner, puis l'embrassa en silence, sans chercher à dérober ses larmes ! Jamais un reproche, jamais une plainte amère ne s'échappa de l'âme de cette charmante et pieuse créature, qui mourut à trente et un ans, après avoir été cinq fois mère, victime résignée de son amour conjugal.

La reine morte (janvier 1855), le roi reconnut et légitima les enfants de Rosine, et leur mère reçut, avec une dotation, le titre de comtesse de

Millefiori. C'est le nom d'une ferme royale située près de Turin. Aujourd'hui encore, et malgré de nombreuses infidélités qu'il ne prend pas la peine de dissimuler, Victor-Emmanuel est toujours sous le charme de la favorite. C'est une femme ordinaire, sans éducation ; le roi la redoute, mais ne cherche pas à se dérober à l'ascendant qu'elle exerce sur lui. Le comte de Cavour essaya, en vain, à plusieurs reprises, de faire rompre cette chaîne. A une certaine époque, le roi ayant manifesté le désir d'épouser secrètement sa maîtresse, il en résulta entre le faux Henri IV et son Sully une explication très-vive et fort orageuse, à la suite de laquelle le crédit du ministre faillit être ébranlé. Le roi toutefois, abandonna pour le moment son projet, sauf à le reprendre plus tard.

Il est facile, du reste, de s'expliquer l'empire que cette femme a pris sur le roi, esprit facile à dominer. Auprès d'elle, en effet, lui qui par-dessus tout hait l'étiquette et la gêne, il trouve une entière satisfaction à ses goûts d'indépendance et de laisser-aller. Aussi rentre-t-il toujours avec joie dans cet intérieur, où il est bien le maître ; et quoi qu'on fasse, nulle considération politique ne parviendra à lui faire abandonner ses chères habitudes. D'autre part, les enfants nés de cette union, et pour lesquels le roi affecte une grande tendresse, sont devenus entre lui et sa maîtresse un lien sacré ; il est, en effet, certain que, dans le désir de légitimer son union, il entrait chez lui, roi très-superstitieux, comme on le sait,

des scrupules religieux, qui le croirait? des remords de conscience.

La comtesse de Millefiori, ou, pour mieux dire, Rosine, comme chacun la nomme en Piémont, habite constamment Turin ou *la Mandria;* elle sort rarement de l'ancien royaume; cependant, lors de son premier voyage dans les provinces méridionales, le roi la fit venir à Naples. A Turin, elle a un petit cercle composé d'avocats et de quelques officiers subalternes. Elle fréquente les petits théâtres, et je l'y ai rencontrée plusieurs fois. C'est une femme belle encore, mais sans grâce et sans aucune distinction. La dernière fois que je la vis, c'était au *théâtre Alfieri;* elle portait un chapeau rehaussé de plumes; sa poitrine était couverte de diamants; impossible d'être vêtue avec un mauvais goût plus complet. On la dit charitable et inoffensive. Le bon peuple de Turin, indulgent pour son roi jusque dans ses écarts, respecte ou du moins feint de respecter la favorite; celle-ci, de son côté, fort modeste, évite d'étaler ailleurs que dans les avant-scènes des petits théâtres, sa grandeur et son faste. Toute autre femme, d'une intelligence supérieure, ou d'une classe plus élevée, eût certainement joué un grand rôle et mis à profit les faiblesses du souverain; mais la comtesse de Millefiori s'occupe fort peu des destinées de l'Italie. Sauf Rattazzi qui, du vivant de Cavour, s'est lié avec Rosine, personne ne la voit à Turin et ne la traite en maîtresse royale. C'est même grâce à cette intimité que Rattazzi est parvenu à conserver l'amitié du roi,

au moment où le comte de Cavour était le plus puissant et le plus écouté.

Le roi n'a pas d'amis particuliers. Il est sincèrement égoïste, sacrifie ses serviteurs les plus intimes, les plus dévoués, sur un caprice, sur une dénonciation. Pendant mon séjour à Turin, le général X***, pour lequel il semblait avoir une confiance et une affection sérieuses, fut disgracié à la suite d'une intrigue de cour. Il n'est pas plus constant dans ses amitiés que fidèle dans ses amours.

Le roi Victor-Emmanuel a pour les enfants de la comtesse de Millefiori une vive affection, autant du moins que sa nature lui permet d'éprouver un sentiment de tendresse. Il est surtout fier de leur robuste santé et de leur bonne mine. A ce propos, il disait à un diplomate reçu par hasard à *la Mandria* (M. Tourte, ministre de Suisse) :

« Voyez, mon cher, quel beau sang! quelle vigueur ! Voilà ce que produit l'alliance avec une fille du peuple, tandis que les enfants que m'a donnés l'archiduchesse d'Autriche sont loin, hélas! d'être aussi vigoureux ! »

La tendresse du roi pour ses enfants est tres-mo-

dérée. Après la mort de la reine, ses deux filles, les princesses Clotilde et Pia, l'une depuis princesse Napoléon, l'autre reine de Portugal, furent confinées dans une aile écartée du palais sous la surveillance de la vieille marquise de Villamarina. Les trois fils du roi, Humbert, Amédée, Odon, habitèrent le château de Moncalieri, situé à deux milles de Turin. C'est là qu'ils furent élevés et que s'écoula toute leur enfance. Le dimanche de chaque semaine, les frères venaient à Turin passer la journée auprès de leurs jeunes sœurs. Quant au roi, il indiquait, à sa convenance, le moment où on devait lui amener ses enfants.

J'eus occasion, en visitant le palais de Moncalieri, d'être présenté aux jeunes princes, l'année qui précéda la majorité du prince Humbert. Un de mes amis, le marquis de Trivulzio, de Milan, alors attaché auprès d'eux comme officier d'ordonnance, me donna sur l'éducation et le genre de vie des enfants du roi de curieux détails. Victor-Emmanuel avait voulu que ses fils fussent élevés comme il l'avait été lui-même, c'est-à-dire avec une sévérité militaire qui approchait de la dureté. Ils se levaient en toute saison avant cinq heures, assistaient à la messe et employaient leur journée à des leçons et à des exercices de tout genre. Les deux aînés sortaient quelquefois à cheval, mais il leur était interdit d'aller à Turin ou de s'éloigner avec leurs officiers d'ordonnance, d'une certaine distance, de Moncaliéri. Le plus jeune des enfants royaux, le

prince Odon, infirme, rachitique et pouvant à peine se mouvoir, était cependant le mieux doué et le plus instruit. Humbert et Amédée avaient de grands égards pour le pauvre malade et supportaient sans se plaindre les caprices et les bizarreries de son caractère; nul autre qu'eux ne traînait la petite voiture dans laquelle le malade était étendu; et, jusqu'à sa mort arrivée à Gênes en janvier 1866, le prince Odon fut entouré de l'affection et des soins les plus dévoués de ses frères. On a remarqué que dans la maison de Savoie, il y eut toujours un prince contrefait, rachetant par une grande vivacité d'esprit ce vice de la nature. Le roi fut affligé de cette mort; il était allé voir son fils à Gênes, mais les médecins lui ayant avoué que le malade n'avait plus que quelques heures à vivre, le roi quitta la ville, afin d'éviter de pénibles émotions.

L'héritier du trône, le prince Humbert, ressemble beaucoup au roi, il est de taille moyenne, robuste et assez élégant, mais ses lèvres grosses et pendantes rappellent trop son origine autrichienne, et sa bouche entr'ouverte donne à sa physionomie une expression qui n'a rien d'agréable; il est élégant cavalier, adroit aux exercices du corps. Là ne s'arrêtent pas les points de ressemblance avec le roi. Le second fils, Amédée, est beaucoup plus intelligent et plus distingué. Le troisième, Odon, était fort opposé, dit-on, à la politique que le roi suivait à l'égard de Rome; et le père, qui redoutait l'esprit de son fils, évitait peut-être pour cette raison de le

voir souvent. Le roi on le sait, est superstitieux à l'excès; toute sa piété consiste dans une terreur profonde des châtiments futurs, les personnes qui le connaissent le mieux s'accordent à penser qu'il terminera ses jours comme son père, le roi Charles-Albert, dans une très-haute dévotion

CHAPITRE IX

Le baron de Talleyrand. — Le Carnaval de Milan en 1860. — La société milanaise. — Princesse Belgioso. — Reprise des négociations sur la Savoie. — Le télégramme de Milan.

Février 1860.

Le baron de Talleyrand est arrivé; Bourgoing, Rayneval et moi sommes allés à la gare recevoir notre nouveau ministre qui, dès le premier abord, je dois le dire, nous a complétement séduits. C'est l'homme le plus simple, le plus gai et, ce qui est inappréciable, le plus naturel que l'on puisse voir ; bien que les rapports du prince de la Tour-d'Auvergne avec le personnel de sa légation soient très-courtois, je suis persuadé que nous n'avons pas perdu au change.

M. de Talleyrand est très-jeune, il a à peine trente-quatre ans ; avant d'être nommé en Piémont, il a été ministre à Weimar, et envoyé en mission

extraordinaire dans les Principautés. Il est petit, élégant; sa physionomie est fine et spirituelle.

Les habitants de Milan se souviendront pendant longtemps de l'hiver de 1860 et du brillant *carnavalone* de leur ville. Le roi Victor-Emmanuel vint en personne assister à ces fêtes, et pendant quinze jours, la cour, les ministres et le corps diplomatique quittèrent Turin pour accompagner le roi installé dans l'ancienne capitale du royaume Lombard-Vénitien.

L'armée française d'occupation y avait établi ses quartiers d'hiver, et plusieurs régiments piémontais gardaient les casernes et les couvents laissés libres par nos troupes. Les Milanais, ivres de joie depuis le départ des Autrichiens, célébrèrent avec un entrain et une gaieté inexprimables cette première ère de l'indépendance. Une foule considérable d'étrangers et d'habitants des provinces avait envahi la ville et tous les hôtels. Les fêtes se succédèrent sans interruption. Pendant cinq jours, des cavalcades masquées, des chars allégoriques escortés par de bruyantes fanfares, parcoururent les rues et le Corso, au milieu d'une foule animée, criant et gesticulant; tandis que, des fenêtres drapées aux couleurs ita-

liennes, tombaient sur ces flots humains, une pluie de fleurs, d'oranges et surtout de *confetti et coriandoli*. Le soir, la ville était illuminée, et le bruit et l'agitation se prolongeaient fort avant dans la nuit. La municipalité n'épargna aucune dépense pour recevoir ses hôtes, et chacun rivalisait de zèle pour accueillir avec plus d'éclat et de cordialité les nouveaux venus dans la famil'e italienne et les personnes qui avaient accompagné le roi.

L'aristocratie milanaise, beaucoup plus riche et plus somptueuse que la noblesse de Piémont, est surtout moins exclusive que la société de Turin; comme en Angleterre, elle se recrute de toute personne riche, bien élevée, honorable, de tout *gentleman*, en un mot. Ville opulente, industrielle, Milan possède des palais et des habitations qui peuvent rivaliser avec ceux des plus grandes capitales. L'amour du luxe et du confortable, et surtout un sentiment éclairé et très-répandu des beaux-arts rendent le séjour de la ville très-agréable, sans parler du caractère aimable et expansif des habitants. Le goût des chevaux et des équipages y est général; ainsi, aux promenades du Corso, pendant l'hiver de 1860, on comptait plus de vingt attelages à quatre chevaux

aussi irréprochables, aussi bien tenus que les attelages qu'on aurait pu rencontrer à Paris, à Vienne ou à Londres.

Le Milanais, du reste, remarque singulière, est essentiellement anglomane. La jeunesse élégante adopte toutes les modes anglaises et fait tous ses achats à Londres. L'amour de l'Angleterre est poussé à ce point, chez les Milanais, qu'ils ont calqué exactement le costume de leurs agents de police sur celui des *policemen* de la Cité.

La plupart des généraux français et des officiers étaient logés chez des habitants de la ville, où ils recevaient l'hospitalité la plus généreuse. Cette vie commune avait créé, dès l'origine, les relations les plus agréables entre notre armée et la société milanaise, et il faut ajouter, à l'honneur du tact de nos jeunes compatriotes, qu'il résulta fort peu d'abus d'une intimité pleine, toutefois, de séductions et de dangers.

Au moment de l'arrivée du roi à Milan, le corps diplomatique avait retenu ses appartements à l'*Hôtel-de-la-Ville*, situé sur le Corso. Le comte Arèse, riche seigneur milanais, fixé à Turin, avait bien voulu mettre son palais à la disposition du ministre de France, mais le baron de Talleyrand qui n'avait désigné que moi pour l'accompagner, préféra descendre à l'*Hôtel-de-Ville* avec ses collègues. (Le comte de Rayneval et M. de Cholet étaient demeurés à Turin pour expédier les affaires de la chancellerie.) Le syndic de Milan, M. Beretta, ayant, au nom de la municipalité (*junta*),

offert au représentant français pendant toute la durée de son séjour à Milan, une loge à la *Scala* et un équipage de la ville, M. de Talleyrand accepta la gracieuseté des Milanais. En effet, grâce aux représentations de gala, aux bals et fêtes donnés au grand théâtre, et surtout à l'affluence considérable d'étrangers, il était devenu presque impossible, quelque prix qu'on offrît, de se procurer une loge à la *Scala*.

Le théâtre, on le sait, joue un grand rôle dans l'existence italienne. Mais, nulle part, il n'est aussi fréquenté qu'à Milan. Durant la longue occupation autrichienne, la *Scala*, comme aujourd'hui, était administrée par un comité composé des habitants les plus riches de la ville. Le gouvernement, de son côté, ne reculait devant aucun sacrifice pour donner le plus d'éclat aux représentations, et cette générosité, assure-t-on, cachait un but politique. Les chanteurs les plus célèbres de l'Italie étaient sans hésitation engagés à Milan, où le public, très-dilettante d'ailleurs, consacrait leur célébrité. Quant au corps de ballet si justement renommé, il se recrute dans la bourgeoisie milanaise, où l'on rencontre à chaque pas les beautés les plus parfaites, les types les plus purs et les plus gracieux. Tous les soirs, le ministre de France et son secrétaire étaient admis dans les coulisses, par un privilége spécial, que seul le maréchal Vaillant avait tenu à partager.

Les bals de nuit costumés (*Veglioni*) du théâtre de la *Scala* sont très-célèbres en Italie. Ils rappellent les bals de l'Opéra de Paris, mais sont en géné-

ral plus décents et mieux composés. Pendant la saison d'hiver, les loges sont occupées par leurs propriétaires et la salle entière est remplie des plus élégantes et des plus jolies Milanaises. C'est pendant la représentation que, selon l'usage, chacun fait ses visites. Aussi, le murmure incessant des conversations, le bruit des portes qui s'ouvrent et se referment, permet-il à peine d'entendre les chanteurs, car il est de bon ton de ne faire silence que pendant le morceau capital ou la mélodie du chanteur à la mode. Les bals (*Veglioni*) sont également fréquentés par la haute société; mais un usage inconnu en France donne à ces fêtes de nuit un caractère pittoresque et original. Presque toutes les loges sont précédées d'un salon qui, pendant la nuit, se transforme, à certaine heure, en une élégante salle de souper. Chaque dame fait ses invitations, et la livrée de sa maison, placée à la porte de la loge, introduit les visiteurs et fait le service du souper.

Les portières qui séparent le salon de la loge sont abaissées et l'on pourrait se croire dans un élégant boudoir de la régence. C'est alors que le fracas de l'orchestre, les bruits du bal, les cris des danseurs perdant un peu de leur intensité, il était permis aux doux propos de se glisser à l'oreille ; alors se nouent et se dénouent les intrigues charmantes ; au milieu de cette atmosphère enivrante, tandis que l'on verse les vins d'Italie et surtout de France, les causeries deviennent plus expansives, plus intimes, les yeux brillent avec plus d'éclat sous le masque et les plus

simples mots empruntés à cette langue musicale acquièrent une douceur, un charme infinis. Ah ! les belles marquises, les gracieuses comtesses, toutes ces Milanaises adorables pourront-elles oublier jamais le carnavalone de 1860 ! et les déclarations si françaises, les propos si gais et si tendres de nos jeunes officiers, ces vieux amis de trois mois !

De grandes fêtes avaient lieu en même temps chez les particuliers ; le roi et le comte de Cavour parurent aux bals de la duchesse Visconti et de M. Beretta, podestat de Milan. Mais le bal donné par le roi au palais royal fut le plus splendide. La salle des fêtes est, paraît-il, une des plus vastes d'Europe et peut rivaliser avec la célèbre salle blanche de Saint-Pétersbourg.

Depuis fort longtemps, elle était restée fermée ; il fallait, je crois, remonter au temps de la vice-royauté du prince Eugène en 1810, car, pendant l'occupation autrichienne, les appartements particuliers suffisaient amplement à contenir les invités du représentant de Vienne.

A l'éclat des lumières tombant sur cette foule immense, la salle de Milan présentait un aspect étrange. Les personnes placées à l'extrémité de la salle, ou aux galeries supérieures, apercevaient à peine les groupes qui circulaient au fond. On aurait cru assister à une de ces scènes fantastiques : le *Festin de Balthasar* ou de *Sardanapale*, que le peintre anglais *Martins* s'est plu à représenter.

Le roi, debout à l'une des extrémités de la salle,

auprès du trône, était entouré de sa maison militaire, de ses ministres et du corps diplomatique. A peine eût-il pris place que deux grandes dames de Milan, la marquise Visconti d'Aragona et la comtesse Jean Restà lui présentèrent les dames notables de la ville. Cette formalité dura assez longtemps et les maîtres de cérémonie, le marquis de Brême en tête, avaient grand'peine à contenir, malgré leur long bâton traditionnel, la foule pressée et groupée auprès de l'estrade du roi. Celui-ci, sanglé dans son uniforme, le visage rouge et roulant autour de lui des yeux étonnés, semblait surtout satisfait de voir arriver le terme de sa corvée. Au moment où le grand-maître des cérémonies, le marquis de Brême, s'approcha du souverain pour lui demander l'ordre de faire commencer les danses, le roi causait avec le ministre de Suisse. Tous les regards étaient fixés sur eux, et chacun se demandait avec quel personnage s'entretenait le roi et quelles graves paroles pouvaient s'échanger entre eux. Voici les paroles textuelles que Sa Majesté adressait à ce moment même, avec une gravité imperturbable, au diplomate qui s'empressa de nous les répéter :

« Est-ce que vous vous amusez ici, mon cher? quant à moi, je m'y ennuie b..... et voudrais bien que ce fût fini (*sic*). »

Notre ami Abraham Tourte, déjà consommé diplomate, s'inclina avec respect et accueillit sans sourciller l'important aveu échappé au roi de Sardaigne.

Mais, sans contredit, le personnage le plus fêté, celui qu'entourait le plus de sympathie, était le comte de Cavour. On se le montrait avec une curiosité remplie d'admiration, et tous cherchaient à se faire présenter à lui. Les femmes surtout et les plus élégantes tremblaient d'orgueil lorsque le grand ministre, si simple et si bonhomme, leur adressait la parole.

Les présentations étant terminées, à la grande joie du roi, les deux orchestres ébranlèrent les voûtes de la grande salle. Cavour se mêla aux groupes et circula, seul, au milieu des danseurs, accosté et salué par tous. Il vint à causer avec une des plus jolies Milanaises, la comtesse Allemania, enfant de dix-huit ans, la plus séduisante et la plus délicate des blondes. La jeune femme rougissant de fierté et de plaisir, écoutait les compliments de M. de Cavour, tandis que son danseur impatient attendait, derrière elle, la fin de l'entretien. C'était le baron Fernand de Perron, le secrétaire très-aimé du comte de Cavour. Comme la valse allait finir, le jeune homme s'approcha de son ministre et lui dit en souriant : « Ah ! monsieur le comte, n'est-ce pas assez d'avoir l'Italie à vous! De grâce ne me prenez pas l'Allemagne (l'*Allemania*) ! » Le bon Cavour sourit, et, en même temps, de Perron, saisissant sa danseuse, l'entraînait dans le bal.

Les plus admirées parmi les dames de Milan étaient alors les comtesses Castelbarco, Allemania, Litta, mesdames Jacini, Cagnola, les marquises

Visconti, d'Adda, Lumiarès et tant d'autres. Quant à ceux de nos compatriotes de l'armée d'occupation qui se firent le plus admirer par leur amabilité, leur élégance et leur esprit, dans les salons de Milan, il suffira de nommer les lieutenants de hussards, Arthur de Louvencourt, Robert de Vogüé, le commandant d'état-major E. Delahaye, le capitaine Alcée Gibert, le commandant de hussards de Biré, le sous-lieutenant de chasseurs Gaston Duhesme, et son général M. de la Peyrouse.

Je retrouvai à Milan dans l'armée d'occupation plusieurs de mes amis et des personnes de connaissance ; parmi eux, le général d'Autemarre qui avait récemment épousé mademoiselle de Barral, alliée de ma famille. Le général occupait avec son état-major une aile du magnifique palais Litta. Je rencontrai souvent chez lui le duc Litta, son hôte, lequel depuis son mariage avec une de nos compatriotes beaucoup plus connue, hélas ! au jardin Mabile que dans le faubourg Saint-Germain, était tenu à l'écart par la société milanaise. A peine mariée et devenue grande dame, la jeune femme changea de ton et de manières, si bien que personne n'eût soupçonné son existence antérieure. On doit ajouter ceci à sa louange, qu'il était impossible d'avoir une tenue plus digne, plus de simplicité et de tact que la nouvelle duchesse.

Le général de la Peyrouse habitait non loin du palais Litta avec son jeune officier d'ordonnance Gaston Duhesme, un de nos plus charmants

officiers de l'armée de conquête et d'occupation.

A chaque voyage que je faisais à Milan, je passais une partie de mes journées avec un de mes meilleurs amis de collége que j'avais été fort heureux de retrouver en Lombardie. Édouard Le Blant, inspecteur des finances, attaché à la trésorerie de l'armée, est une des natures les plus fines et les mieux douées que je connaisse. Simple, modeste, et d'une humeur charmante, il avait presque les mêmes goûts que moi, et je n'oublierai jamais nos excursions pittoresques à travers les églises, les musées de la vieille cité lombarde et nos visites les plus variées.

Milan 1861.

On retrouve dans les habitations des grandes familles milanaises tout le luxe moderne avec ses recherches et ses élégances, en même temps que la trace des somptueuses existences du temps passé! Je n'oublierai jamais la visite que je fis un matin de janvier 1860 au marquis Trivulzio, que le roi venait d'attacher à sa maison militaire.

Le palais Trivulzio est situé dans une de ces petites rues tortueuses et dallées de Milan, tout imprégnées de moyen âge. Je traversai de vastes appartements au rez-de-chaussée; les tapisseries de haute-lice qui revêtaient les murs, les grands meubles du style sévère du seizième siècle, les hautes cheminées de bois

sculpté et de pierre, donnaient à cet intérieur un caractère grave et solennel, malgré le soleil d'hiver qui pénétrait par les portes du jardin.

Introduit dans un salon du même style, mais beaucoup plus chaud et plus confortable que les autres, je fus présenté à la marquise douairière qui travaillait auprès d'une vaste fenêtre à ogives à un ouvrage de tapisserie.

Avec ses cheveux argentés, son maintien noble et simple, sa grande taille et ses vêtements noirs, je crus reconnaître un de ces grands portraits que j'avais aperçus en traversant les salons du palais.

Fils unique et chef de famille, le marquis Trivulzio, malgré sa jeunesse, avait dans toute sa personne un reflet de la gravité répandue autour de lui.

D'une taille élevée, très-élégant et d'une distinction rare, le marquis Trivulzio, parmi les jeunes gens de l'aristocratie, occupait un des premiers rangs. Aussi le roi avait-il tenu à l'attacher à sa maison militaire.

Le jeune patricien me fit avec beaucoup de grâce les honneurs de son palais. Pour ne citer qu'un détail, dans le petit salon où se tenait la marquise, je remarquai un magnifique portrait : c'était un des ancêtres de la famille, Jean Trivulzio, peint par Léonard de Vinci; un peu plus loin, dans un magnifique meuble d'ébène incrusté, se trouvait une collection de bijoux et de pierres gravées; parmi elles il me fit voir un superbe anneau d'or, offert au maréchal Trivulze par le roi François Ier. Il faut avouer que de tels souvenirs de famille, conservés dans un

tel lieu, sont peut-être aussi précieux que les magnificences de M. Pereire et les galeries de tableaux improvisées par M. de Morny.

La première fois que j'allai à Milan, la marquise de Rorà me donna une lettre pour sa sœur la princesse Belgioso. Malgré son immense fortune et l'éclat de sa vie passée, la princesse vivait fort retirée à Milan, avec sa charmante fille qui épousa l'année suivante le marquis Trotti, membre de la junte de Milan. J'avais beaucoup entendu parler de la princesse, de son intelligence, de son énergie et de sa beauté, mais l'impression que je gardai de cette première entrevue fut très-profonde.

La taille courbée avant l'âge, l'œil ardent, d'une expression un peu sombre, le geste impérieux, la parole incisive, originale, tout en elle dénotait une volonté de fer et une nature passionnée. La princesse m'accueillit avec une cordialité qui me surprit beaucoup, et le lendemain je dînai chez elle avec Calamatta. Depuis, je conservai avec elle des relations presque intimes et n'eus jamais qu'à me louer de ses procédés à mon égard.

Ce fut durant notre séjour à Milan que, rentrant vers deux heures du matin, d'un bal offert au roi

par les notables et le commerce, que M. de Talleyrand reçut de Paris un télégramme urgent, avec ordre de le communiquer, sur-le-champ, au comte de Cavour. Cette dépêche chiffrée annonçait les ordres de départ donnés à nos troupes d'occupation, en même temps qu'elle invitait le ministre de France à reprendre, dans le plus bref délai, les négociations au sujet de Nice et de la Savoie. Malgré l'heure avancée, M. de Talleyrand, pensant que le comte de Cavour avait à peine eu le temps de rentrer, remonta en voiture et se fit conduire au Palais Royal, où logeait le président du conseil. Le roi, en effet, descendait de voiture avec son ministre, lorsque nous arrivâmes dans la cour. M. de Cavour, apprenant que le ministre de France, qu'il venait de quitter une demi-heure auparavant, désirait le voir, le reçut à l'instant.

M. de Talleyrand demanda au comte la permission de me laisser assister à l'entretien, et, sans plus tarder, lui communiqua la dépêche des Affaires étrangères. M. de Cavour parut un peu surpris de l'ordre d'évacuation prématuré, selon lui, et qui, dit-il, « en étant utile à l'Italie, doit causer à Vienne une réelle satisfaction. »

« Si les Anglais, ajouta-t-il en riant, avaient occupé Gênes, dans les mêmes conditions que vous occupez Milan et la Lombardie, croyez-vous qu'ils se fussent hâtés, comme vous, d'abandonner l'Italie? Enfin c'était prévu ; tout est pour le mieux, et nous accepterons cette décision de l'empereur avec plus de plaisir que la seconde partie de votre dépêche.

Il tient donc beaucoup à la Savoie et à cette malheureuse ville de Nice. »

M. de Talleyrand se hâta de lui répondre que la France et l'empereur considéraient la chose comme faite et qu'il ne pensait pas, pour sa part, avoir avec le cabinet sarde, à ce sujet, d'autre discussion que sur le mode le plus avantageux aux deux gouvernements de terminer la négociation.

Bien que dans les diverses entrevues de l'empereur avec Cavour, à Plombières et ailleurs, cette clause importante, condition expresse de notre intervention en Italie eût toujours été réservée, le ministre de Victor-Emmanuel, une fois en possession de la Lombardie, n'eût pas été, à coup sûr, le premier à rappeler ses promesses.

Mais, les résultats considérables de notre glorieuse campagne étaient encore trop patents pour qu'il pût entrer dans la pensée du comte de Cavour d'échapper à cette obligation, quelque pénible qu'elle pût être pour le Piémont et pour le roi, et de refuser à la France une si légitime compensation.

De la coïncidence du rappel de l'armée française avec l'ordre de reprendre nos négociations sur la Savoie et Nice, le gouvernement sarde pouvait peut-être, jusqu'à certain point, tirer une induction comminatoire; en tout cas, il ne pouvait échapper au comte de Cavour que l'empereur, en sauvegardant par cet accroissement de territoire, les intérêts de la France, ne faisait que réclamer très-dûment l'accomplissement d'engagements antérieurs. D'autre

part, l'ordre donné au maréchal Vaillant de s'entendre avec le gouvernement du roi afin d'échelonner, à la convenance des autorités sardes, les divers convois de troupes dirigés sur Gênes et sur le mont Cenis, n'était-il pas une nouvelle preuve de la sympathie sincère de l'empereur pour l'Italie.

CHAPITRE X

La comtesse de Castiglione.

Turin, 5 décembre 1860.

Le temps était sombre, le ciel gris, lorsque je suis monté aujourd'hui à la villa *Gloria*, accompagné de mon ami et collègue de Cholet. Il nous fallut gravir la colline presque à pic, du haut de laquelle se déroule le magnifique panorama dont on m'avait tant parlé. Le Pô, très-resserré à cet endroit, roulait à nos pieds comme un torrent. La ville, assise dans la plaine, avec ses toits couverts de neige et ses clochers noirs ; puis, à l'horizon, près de nous, la longue chaîne des Alpes, blanches depuis le sommet jusqu'aux pieds. Une grille de bois indique la villa de la comtesse. Avant d'arriver à l'habitation, nous traversâmes un jardin riant en été, peut-être, mais ce jour-là singulièrement triste. Les arbres dépouillés, les allées cachées sous les feuilles mortes,

la neige répandue çà et là dans les massifs ; rien en un mot n'était moins propre à réjouir les yeux. Un domestique vêtu de noir vint nous ouvrir la porte du vestibule et nous introduisit au premier. La belle recluse était étendue sur un canapé, seule avec son enfant jouant près d'elle.

C'était la première fois que j'étais présenté à la comtesse de Castiglione, et elle me parut beaucoup plus belle que lorsque je l'avais entrevue à un bal des Tuileries, au milieu de ses plus éclatants triomphes parisiens. Son fils peut avoir de quatre à cinq ans. C'est la plus charmante, la plus coquette créature que l'on puisse rêver, avec ses cheveux blonds bouclés autour du front, les bras et les épaules nues, ses grands yeux doux et étonnés. Il rappelle beaucoup sa mère, mais son regard est plus doux, ou plutôt moins sévère.

La comtesse est froide, silencieuse ; cependant elle fut pour moi, m'assura mon compagnon, aussi aimable qu'elle peut l'être. Elle m'apprit que, depuis longtemps ma visite lui avait été annoncée par le prince de la Tour-d'Auvergne ; que sa porte étant fermée à presque toutes ses connaissances de Turin, elle ne faisait d'exception qu'en faveur de mes compatriotes.

Je suis revenu fort calme à Turin, après cette première visite ; l'étrange beauté de la femme, la pureté, l'harmonie parfaite de ses formes saisissent et surprennent, mais l'admiration exclut tout autre sentiment.

Gênes, 7 août 1861.

Cette femme est vraiment bien étrange; je me souviens du jour où, pour la première fois, je la vis, cet hiver, et de l'émotion qui me saisit, lorsque je passai le seuil de la maison modeste qui renfermait cette singulière créature.

De cette entrevue, je rapportai la même impression que la plupart de ceux qui la voyaient, comme moi, pour la première fois. Admiration profonde, sans restriction, pour la beauté parfaite, irréprochable, la grâce inouïe de la femme, voilà tout! Le sentiment de stupéfaction domine tous les autres, et l'on revient ébahi, sans éprouver aucune sympathie pour la personne.

Je retournai cinq ou six fois à la colline. L'impression restait la même, ou peut s'en faut. J'étais cependant beaucoup moins sévère que ceux qui parlaient d'elle : « Nulle, profondément égoïste, s'occupant de sa seule beauté, hautaine, impertinente, capricieuse, elle enveloppe le monde entier dans un immense mépris, incapable d'éprouver une affection, et, chose bizarre, ajoutait-on, incapable d'inspirer un amour vrai, une passion sérieuse. Elle est trop belle, disaient les femmes, et fort heureusement elle n'est que belle. »

J'écoutais en silence ces généreuses appréciations; au premier abord, elles paraissaient justes, cepen-

dant elles ne me satisfaisaient pas entièrement.

L'exil volontaire auquel s'était condamnée, depuis trois ans, cette femme, dont l'apparition à Paris et à Londres avait eu presque l'importance d'un événement ; sa vie retirée, son éloignement systématique du monde, ses habitudes mystérieuses, son indifférence absolue pour ce qui se passait au dehors, tout en elle excitait singulièrement ma curiosité. Depuis le temps qu'elle vit seule avec son fils dans cette triste maison, que les hivers et les étés s'écoulent avec une désespérante monotonie, sans plaisir aucun, sans distraction même, qu'a-t-il pu se passer dans cette jeune tête, dans ce cœur de vingt ans ! On la dit inintelligente ; ce n'est pas possible, répondais-je. Pour résister à une solitude aussi absolue, pour supporter l'existence horrible qu'elle mène, il faut nécessairement que cette femme soit tout autre que le monde l'a imaginée ; qu'elle ait en elle des ressources inconues du vulgaire, une intelligence vraiment supérieure, un esprit étrange, unique, enfin, comme sa personne. Qu'y a-t-il au fond de ce cœur, dont plusieurs nient même l'existence ? Il est impossible qu'une créature si admirablement belle soit privée de ce souffle vivifiant qui illumine et transforme jusqu'à la laideur.

Cependant, las de chercher à comprendre l'énigme, j'avais tout à fait oublié la recluse, et, depuis plus d'un mois, je n'avais pas reparu chez elle, lorsque, dans un moment d'ennui, je m'aventurai seul à la villa.

C'était pour la première fois que j'allais me trouver avec elle sans témoin.

Elle me parut tout autre ; la conversation fut intéressante ; elle laissa échapper, à ma surprise, plusieurs pensées qui me firent entrevoir une nature élevée, un esprit original, qu'il m'avait été impossible jusque-là de soupçonner. Je descendis de la villa *Gloria* tout pensif et réfléchissant à ce que je venais d'entendre. Peu de jours après cette visite, je revins la voir, comme elle me l'avait demandé, et demeurai deux heures auprès d'elle. Je m'habituai insensiblement à prendre le chemin de la colline, et chaque fois je revenais charmé. Elle devint confiante, expansive, qui l'eût cru? J'appris bientôt une partie de sa vie, et je voyais qu'elle était heureuse d'avoir trouvé un confident. Nous faisions ensemble de longues promenades en barque ; chaque jour j'apprenais à la mieux connaître et elle se révélait d'elle-même avec une charmante naïveté.

Aujourd'hui je la juge sans enthousiasme, sans passion, et je crois être une des rares personnes qui savent ce qu'elle vaut.

Elle est merveilleusement belle, c'est entendu ; je trouverai peu de gens pour me contredire ; mais j'ajouterai hautement qu'elle a sur beaucoup de femmes une supériorité d'intelligence et de caractère qui ne le cède en rien a la supériorité que chacune d'elles lui reconnaît en grâce, en élégance, en beauté. — Elle est loin d'être, comme on a osé le dire, une créature incomplète. L'âme est vraiment digne du

corps qu'elle habite; l'harmonie est parfaite, et c'est malheureusement la conscience de sa force qui la rend si orgueilleuse et lui fait envelopper l'humanité entière dans un immense dédain. Ce n'est pas de sa beauté qu'elle est le plus vaine, c'est de l'élévation de son caractère et de sa pensée. Elle se croit, par là, placée au-dessus des autres. « A peine ai-je traversé la vie, et déjà mon rôle est fini, me disait-elle. » Elle est revenue froissée, blessée à mort. A-t-elle aimé jamais? je l'ignore. Mais je serais fort tenté de croire que cette immense désillusion d'aujourd'hui résulte de douloureuses aventures. Voilà pourquoi elle éprouve, pour le milieu dans lequel elle est forcée de vivre, une indifférence, un dédain tels, que jamais il ne lui est venu à la pensée de détromper ceux qui la croient dénuée de sentiment, dénuée d'esprit. En un mot, elle ne s'est jamais donné la peine de se faire comprendre.

« J'ai été déplacée partout et toujours, me disait-elle ; et je ne suis à mon aise et bien moi qu'auprès de ceux qui me sont supérieurs, ou alors au milieu des gens simples, naïfs ; avez-vous remarqué comme mes vieux bateliers m'adorent? Ceux-là seuls m'aiment qui m'ont devinée. Quand j'ai vécu dans le monde, on m'a trouvée altière et hautaine avec mes égaux, avec ceux du moins, ajouta-t-elle en se reprenant, que les lois de la société m'ont contrainte à traiter comme tels. Puis-je être autrement, dites-le-moi? J'ai fait des efforts sincères pour assouplir ma fierté, je n'ai pu réussir ; car malgré moi, la société

de la plupart des hommes et des femmes que vous dites distingués et intelligents, me fait éprouver une lassitude, un dégoût qui ressemblent, je l'avoue, à s'y méprendre, à un souverain mépris. Voilà pourquoi je me trouve toujours déplacée, et je vous l'avoue sincèrement, je me trouve tellement au-dessus des autres que je préfère vivre sur ma colline, tranquille quelquefois, indépendante toujours, et surtout à l'abri de ces relations banales que je hais. N'est-ce pas le seul moyen d'échapper à tout ce qui est bête, vulgaire, laid et faux, à tout ce qui m'est hostile, en un mot. »

La supériorité de race qui éclate en elle frappe les yeux de tous. Dans quelque position qu'elle se trouve, elle dépassera nécessairement, à son insu, ce qui sera auprès d'elle. Le don fatal de la beauté lui a causé déjà d'amers chagrins. Que lui réserve l'avenir ? Nul ne peut échapper, à son aspect, à un sentiment vif et involontaire d'admiration. La grâce et la majesté innées qui se dégagent de sa personne, l'élégance de ses moindres mouvements saisissent et arrêtent. Un examen attentif la fait trouver plus parfaite encore. Partout où elle va, la malheureuse femme ne peut se soustraire à l'admiration curieuse qu'elle inspire. La Grèce et Rome lui auraient élevé des autels ; dans un siècle moins positif que le nôtre, on eût adoré en elle une forme, une émanation de la beauté divine ? A notre époque, lorsqu'elle a paru, on a été frappé d'étonnement ; peu à peu, le monde jaloux, humilié à la vue de la merveilleuse créature,

l'a couverte de ses calomnies, ne pouvant la comprendre.

Mais les injures comme les hommages de la foule l'ont trouvée calme et résignée : elle a été brutalement froissée par le contact du monde. Faut-il s'étonner que son cœur soit rempli d'amertume et de tristesse ?

Au moment de mon départ de Turin, mes relations avec la comtesse de Castiglione étaient devenues assez familières pour que je me permisse de lui communiquer l'extrait de mon journal, où il était question d'elle. Elle lut avec intérêt les pages précédentes. En me rendant mon agenda : « Vous verrez, me dit-elle, ce que j'ai ajouté. » — Voici ces lignes curieuses :

Il Padre eterno non sapeva cosa si faceva quel giorno che l'ha messa al mondo ; ha impastato tanto e tanto e quando l'ha avuto fatta ha perso la testa vedendo la sua maravigliosa opera, e l'a lasciata li, in un conto, senza metterla a posto. In tanto, l'hanno chiamato da un altra parte e quando e tornato l'a trovata fuori di posto.

« Le Père éternel ne savait quelle chose il créait le jour où il l'a mise au monde ; il la pétrit tant et tant, que lorsqu'il l'eut faite, il perdit la tête en voyant son merveilleux ouvrage ; il la laissa dans un coin, sans la mettre à sa place. Puis, sur ces entrefaites, il fut appelé ailleurs, et lorsqu'il revint, il ne la trouva plus. »

Pour quiconque l'a connue, cet étrange sentiment

d'elle-même, qu'elle exprime avec une naïveté si adorable, n'aura rien de surprenant. L'orgueil arrivé à ces hauteurs a je ne sais quoi d'ingénu et de bizarre qui désarme toute critique. Maintenant, faut-il l'avouer, c'est à ce sentiment intime, à la conscience de sa supériorité que cette jeune femme isolée, livrée à elle-même, privée de guide et de tout appui, a dû de traverser sans faiblir les misères et les épreuves sans nombre qui se sont trouvées sur sa route.

Née à Florence, en 1840, elle perdit sa mère de fort bonne heure, et son père, le marquis Oldoïni, homme léger et insouciant, était simple attaché d'ambassade lorsqu'il devint veuf. Il continua, sans beaucoup se préoccuper de sa fille, le cours de ses pérégrinations en Europe. Le grand-père de la comtesse de Castiglione, père de la marquise Oldoïni, était le célèbre avocat et jurisconsulte toscan Antoine Lamporecchi.

Ce fut auprès de son grand-père, dans le palais qui longe l'Arno, que se passa l'enfance de la jeune fille; dès l'âge de douze ans, elle était aussi grande et aussi belle qu'elle le fut à vingt ans.

Elle devint l'idole de Florence, cette ville singulière où jadis les plaisirs et la folie étaient bien plus souverains que le grand-duc. A treize ans, ceci est authentique, mademoiselle Virginie Oldoïni avait pour elle seule sa loge à la *Pergola* et sa voiture aux *Cascine*. Une cour d'admirateurs passionnés lui faisait cortége; tous ses caprices étaient des ordres, et la petite

marquise, presque un enfant, excitait déjà la jalousie et la haine de ses compatriotes les plus fêtées. Faut-il être pour elle bien sévère, lorsqu'on songe à cette triste éducation, à cette enfance précoce écoulée au milieu des vanités et des adulations de la société la plus légère d'Europe ?

Un beau jour, elle épousa, avec l'indifférence la plus entière, le comte Verasis de Castiglione, jeune seigneur piémontais, qui n'avait, parmi ses adorateurs, que le mérite d'être plus épris et plus fou que les autres. Pourquoi consentit-elle à ce mariage ? Elle serait fort embarrassée de le dire, et que de fois elle me raconta les conversations qui précédèrent cette singulière union !

« Mais je vous en supplie, mon cher comte, disait-elle au passionné jeune homme, cessez de demander ma main. Je n'ai pour vous aucune affection, aucune sympathie ; je sens que vous serez toujours pour moi l'homme le plus indifférent. Aimez ailleurs, pensez à d'autres, de grâce. »

A ces aveux qui auraient découragé tout autre, M. de Castiglione suppliait à genoux la jeune fille de ne pas refuser sa main.

« Qu'importe, lui disait-il, vous ne m'aimerez jamais, soit ! Mais j'aurai l'orgueil d'avoir la plus belle parmi les femmes de mon temps ! »

Cette phrase insensée n'aurait-elle pas dû faire réfléchir la jeune femme ? Et cependant elle céda aux obsessions de son père et de son *patito* et se laissa épouser. Ce fut la plus grande faute de sa vie.

Hélas ! elle n'avait pas quinze ans et son mari en avait vingt-deux. Il était riche, de bonne race et de charmante figure. C'était l'homme le meilleur, mais en même temps le plus léger, le plus dépourvu de bon sens et d'énergie que l'on pût rencontrer. A peine marié, il installa la comtesse, avec un luxe inouï, dans un château près de Turin. La jeune Florentine, comme dans sa ville natale, reçut en Piémont les hommages de l'admiration de tous. La cour l'accueillit avec enthousiasme. Le duc de Gênes venait alors de se marier, et la comtesse de Castiglione n'eut pas de peine à éclipser la belle-sœur du roi. Les rapports entre les époux étaient froids, et la comtesse traitait son mari avec une désespérante hauteur. Mais les vœux de ce dernier étaient accomplis : il était le mari de la plus admirée et de la plus belle !

Il lui suffit de deux ans pour dévorer une fortune considérable qu'il acheva fastueusement pendant un hiver de Paris et une saison de Londres. C'est alors que la médisance et bien d'autres sérieux motifs achevèrent de rompre les derniers liens d'une union si mal assortie. Les dédains incessants de la jeune femme pour celui dont elle avait si légèrement accepté le nom ; l'ivresse d'un triomphe enivrant, la faiblesse d'un mari aussi vain de la beauté de sa femme, que celle-ci était honteuse de la nullité de son mari ; une fortune délabrée : tout enfin se trouvait réuni pour amener une séparation.

La comtesse de Castiglione prit courageusement le

parti de se retirer près de Turin pour surveiller les intérêts de sa modeste fortune et se consacrer tout entière à l'éducation de son fils. Douée admirablement, comme nous l'avons déjà dit, elle donnait à l'enfant des leçons d'anglais, de français et d'allemand, avec autant de facilité que si c'eût été sa langue naturelle. On l'accusait de traiter son élève avec une excessive sévérité. Nature froide, concentrée, méditative, la jeune mère redoutait, en effet, toute expansion ; mais jamais femme, je l'affirme, n'aima son fils avec plus de tendresse et de dévouement.

Le comte François de Castiglione, réduit au strict nécessaire, obtint par l'entremise de son oncle, le général Cigala, premier écuyer de Victor-Emmanuel, une place dans la maison du roi. Comme tous les nobles piémontais, il appartenait à l'armée, et la mort le surprit en 1868, au moment où il avait conquis dans la confiance du roi une place importante. Il était chef du cabinet de Sa Majesté; il mourut d'une chute de cheval, en escortant la voiture du prince Humbert et de la princesse Marguerite, le lendemain de leur mariage.

CHAPITRE XI

Madame de Solms (Marie Wyse Bonaparte. Madame Urbain Rattazzi). Turin et Milan.

Turin, 1861.

Hier, à quatre heures, 31 août, j'ai reçu un petit mot de madame de Solms, arrivée à Turin le matin même, et qui me priait de passer chez elle vers neuf heures du soir, son départ pour Milan étant fixé au lendemain.

Après avoir dîné au club et lu paisiblement les journaux du soir « la *Gazette de Turin* et l'*Italie*, » je m'acheminai vers l'hôtel Feder, où était descendue l'aimable princesse. Je la trouvai dans un déshabillé coquet, mais toujours aussi négligée que d'habitude. « J'arrive de Paris, me dit-elle, tout « est terminé et arrangé pour le mieux entre l'em- « pereur et moi. Il s'est conduit d'une façon très- « généreuse et en vrai parent. Ainsi, désormais,

« vous pouvez me voir sans danger ; je ne suis plus « un ennemi de votre gouvernement, comme jadis « à Milan. *Je ne suis plus défendue !* — Voici ce « qui m'amène : Ma sœur doit se marier ; ce n'est « plus avec Canrobert cette fois, vous vous souvenez « des propositions de Milan. Aussi, sans retard, je « me suis mise en route pour savoir où en sont les « choses et prendre de nouveaux renseignements « sur mon futur beau-frère, mon ancien ami, le « général Turr. Ce mariage ne me convient pas par- « faitement, mais enfin ! — A propos, j'avais donné, « il y a trois mois, une lettre pour vous à Ponsard, « et vous n'avez été guère aimable ; c'est un de « mes meilleurs amis, vous avez eu tort. — Com- « ment, Madame, répondis-je, je n'avais pas encore « l'honneur de connaître M. Ponsard : il a déposé « votre lettre à la chancellerie et a disparu. J'ai « cherché en vain à le rencontrer, j'ai couru toute « la ville ; d'ailleurs, à peine a-t-il passé vingt- « quatre heures à Turin. En quoi aurais-je pu lui « être utile ? »

En ce moment, on frappa à la porte, et nous vîmes entrer le comte Cibrario, grand-chancelier des ordres des Saints-Maurice et Lazare, fort troublé de ne pas trouver seule la dame du logis. Le comte Cibrario est un savant, entre soixante et soixante-dix ans, ancien ministre et aujourd'hui sénateur. Il passe pour cultiver à la fois les belles-lettres, la beauté et la philosophie. N'était-ce pas fort naturel de le rencontrer chez madame de Solms ? A peine M. Cibrario

s'était-il remis de son désappointement, que la porte s'ouvrit de nouveau pour donner passage au célèbre député, orateur et poëte piémontais, Brofferio. Pour le coup, le pauvre chancelier Cibrario eût préféré être ailleurs. C'était déjà trop d'avoir trouvé auprès de la belle dame un secrétaire de la légation de France ; mais tomber sur Brofferio, l'enfant terrible, le fougueux député de la gauche devenait plus grave.

Brofferio que je connaissais à peine, mais dont j'avais souvent apprécié l'éloquence mâle et vraiment entraînante, sourit en s'apercevant de l'embarras que sa présence causait au vieux ministre ; mais pendant toute la soirée il fut aussi charmant qu'il est possible de l'être. Brofferio parle français avec une grande facilité ; il connaît tous nos auteurs et a, dans le tour de la conversation, une originalité et une gaieté rares partout, mais surtout chez ses compatriotes. Ses comédies et ses chansons, écrites en patois piémontais, sont fort remarquables, et il n'existe pas, dans les anciennes provinces du Piémont, de poëte plus populaire et plus aimé que lui.

Il plaisanta fort agréablement le comte Cibrario sur l'heureux hasard qui les réunissait chez une lettrée française, et après nous avoir éblouis du feu de son esprit et de sa belle humeur, il allait se retirer, quand de légers coups, frappés discrètement à la porte du salon, nous annoncèrent un nouveau visiteur. La maîtresse de la maison n'entendait rien. « Entrez ! » cria Brofferio de sa voix puissante ! La porte s'entr'ouvrit et nous vîmes s'avancer timi-

dement la mince personne du président Rattazzi. Je n'ai jamais vu figure de renard plus penaude que celle du nouveau visiteur, à la vue des trois hôtes de madame de Solms. Il était difficile, en effet, de trouver réunis trois individus qui lui fussent moins sympathiques et dont la présence fût pour lui plus malencontreuse. Au lieu du tête-à-tête qu'il avait savouré d'avance, en gravissant l'escalier de l'hôtel Feder, il tombait au milieu d'une conversation fort animée et s'apercevait aisément, au sourire de Brofferio et au mien, que sa physionomie trahissait son déplaisir.

Le vieux Cibrario profita de l'arrivée du nouvel invité pour s'esquiver ; quant au malin Brofferio, il plaça sur un meuble son chapeau qu'il tenait à la main et dit : « Je ne veux pas faire à mon prési-
« dent l'injure ou le plaisir de me retirer quand il
« entre, et je vais rester quelques instants encore,
« si vous le permettez, comtesse. Il y a si longtemps
« que nous n'avons causé ensemble, M. Rattazzi et
« moi, autrement que du fauteuil à la tribune ! et,
« Dieu sait ! mon président ne m'adresse jamais la
« parole que pour me rappeler à l'ordre. Chez vous,
« chère madame, nous sommes égaux et sur un
« terrain neutre, n'est-il pas vrai, monsieur le
« président ? »

Rattazzi, s'il l'eût osé, aurait sans aucun doute levé la séance ; mais comment faire ? les yeux de la maîtresse de la maison l'attiraient, et, contre ce malin tour de la fortune, il fallait faire bon visage.

On parla de la France; le député de l'opposition avoua franchement qu'il aimait mieux notre langue que notre gouvernement. M. Benedetti, qui venait d'arriver à Turin depuis quelques jours, fut le sujet de la conversation. Rattazzi espérait beaucoup en lui et me demanda si notre ministre n'était pas d'origine italienne, ce nom de Benedetti étant fort commun en Italie et surtout à Turin.

« M. Benedetti a pris la peine de déposer hier une « carte chez moi, me dit Rattazzi, j'ai l'intention « d'aller le voir demain vers une heure. Croyez-« vous que je puisse le rencontrer? Il faut être en « habit et en cravate blanche, n'est-ce pas?

« — Non certainement, monsieur le président, » répondis-je, « à cette heure du jour une telle tenue « serait celle d'un solliciteur ou d'un inférieur, et il « me semble que le président de la Chambre ita-« lienne marche au moins de pair avec le représen-« tant du gouvernement de l'Empereur.

« — Ah! merci, » reprit-il, « j'irai certainement « demain rendre cette visite, car il me tarde de faire « la connaissance du nouveau ministre français, « veuillez bien le lui dire.

« — Voilà notre président qui va faire sa cour à « la France, » ajouta Brofferio. « Ici, ce soir, je le « comprends, » dit-il, en souriant à madame de Solms, « mais demain je désapprouve. » A ce moment, le fougueux député ne pensait pas prédire si juste : ce fut, en effet, grâce à M. Benedetti et à ses instances, que M. Rattazzi dut, quelques mois

après cet entretien, le portefeuille qu'il devait perdre, très-honorablement du reste, le lendemain d'Aspromonte.

Onze heures venaient de sonner, Brofferio se leva pour partir ; j'allais en faire autant, lorsque madame de Solms me fit, des yeux, signe de rester. Me voilà, malgré moi, érigé en surveillant destiné, par ordre, à troubler le tête-à-tête du pauvre président. Évidemment, la jeune femme ne voulait pas rester seule avec le soupirant, que ma présence, je l'avoue, devait singulièrement gêner. La première demi-heure s'écoula assez vite, mais ensuite la conversation vint à languir ; cependant, on me faisait toujours signe de rester. Rattazzi, assis sur un canapé auprès de madame de Solms, la regardait silencieusement ; un guéridon nous séparait. Pour rompre le silence, je me mis à lire à haute voix l'article d'un journal français que la belle voyageuse avait apporté de Paris. Chaque fois que j'abaissais la feuille, j'apercevais dans l'ombre, près de l'épaule de la maîtresse de la maison, une main et un bras qui disparaissaient furtivement aussitôt que j'interrompais ma lecture. A plusieurs reprises, je me donnai le plaisir de constater le trouble du commandeur Urbain et sa promptitude à dissimuler un geste trop familier tenté avec une maladresse naïve et pleine de charme pour l'observateur.

Je ne savais plus qu'inventer pour animer l'entretien, lorsque je me souvins à propos que j'avais précisément sur moi un album-questionnaire sur

lequel j'avais l'habitude de noter les réponses de mes amis et des personnes de ma connaissance. Voici en quoi consiste l'opération : On adresse au malheureux interrogé une série de questions auxquelles il doit répondre successivement. — Quel poëte ? quel peintre ? quelle occupation ? quel plaisir ? quelle sensation, etc., etc., préférez-vous ? Les réponses sont inscrites, puis la personne signe, date son interrogatoire et le tour est joué. De l'ensemble de ces réponses, lorsqu'elles sont sincères, faites sans prétention à l'esprit, il est rare que le caractère de l'individu ne se révèle, sous de certains côtés, du moins. Souvent, malgré soi, voulût-on même traiter fort légèrement cet examen de conscience, on laisse échapper quelques traits caractéristiques qui trahissent vos goûts et vos habitudes. — Parmi les réponses de madame de Solms et de M. Rattazzi, il en est de fort piquantes et dans lesquelles on retrouvera certains traits du caractère de l'un et l'autre des personnages.

QUESTIONS.	RÉPONSES DE MAD. DE SOLMS.	RÉPONSES DE M. RATTAZZI.
Quel poëte ?	Hugo.	
Quel prosateur ?	Georges Sand.	Thiers.
Quels peintres ?	Titien, Eug. Delacroix.	Raphaël.
Quelle occupation ?	Écrire.	Ne rien faire.
Quel plaisir ?	Jouer la comédie.	
Quelle passion ?	En inspirer.	
Quel pays ?	La France.	Mon pays.
Quel gouvernement ?	La république.	Constitutionnel sincère.
Quel caractère ?	Passionné.	Doux.
Quelle sensation ?	L'aveu.	

QUESTIONS.	RÉPONSES DE MAD. DE SOLMS.	RÉPONSES DE M. RATTAZZI.
Quelle vertu?	L'héroïsme.	
Quel vice antipathique?	L'hypocrisie.	L'hypocrisie.
Quel personnage sympathique?	César Garibaldi.	Napoléon.
Quel livre?	La nouvelle Héloïse.	
Quels souhaits?	Me toujours bien porter. Pouvoir toujours aimer, sans en être fatiguée. Ne jamais vieillir.	

La soirée cependant devait avoir un terme. Le président, désespérant d'obtenir, ce jour-là, un tête-à-tête, prit d'un air contrit et plein de tendres reproches congé de la jeune Française ; quant à moi, je quittai le salon de la comtesse au moment où la porte de l'hôtel se refermait sur l'amoureux homme d'État, non sans avoir interrogé, mais en vain, la cruelle sur les motifs de sa coquetterie et du supplice infligé au président Rattazzi.

C'était depuis fort peu de temps que M. Rattazzi avait fait la connaissance de madame de Solms ; mais il brûlait déjà d'une flamme discrète, habilement attisée par l'intraitable comtesse née princesse. En elle, Rattazzi adorait avec un égal respect et la grande dame et la femme belle, intelligente, libérale, et la petite-cousine de l'empereur Napoléon III.

Lorsque, peu de mois après cette singulière soirée, Rattazzi devint ministre des affaires étrangères, ce fut aux pieds de madame de Solms qu'il vint déposer

son portefeuille. Il la consultait souvent, le croirait-on, et ce qu'il y a de surprenant, c'est que le ministre italien s'imaginait sincèrement, en obtenant les confidences de madame de Solms, pénétrer les secrets les plus intimes du cabinet des Tuileries. Douce illusion, résultat d'une aveugle tendresse qui n'a pas cessé, aujourd'hui que la mort de M. de Solms a permis au commandeur Urbain d'échanger les ardeurs contenues et mystiques que lui inspirait la princesse Marie, contre les joies profondes et l'intimité du mariage.

C'est à Turin même que vint mourir M. de Solms, ce personnage fabuleux dont plusieurs personnes avaient nié l'existence. On le fit venir; le pauvre homme arriva en très-piteux état, mais eut l'esprit de quitter ce monde après avoir passé quelques semaines auprès de son épouse, afin probablement que son décès fût bien constaté et qu'il n'y eût aucun doute sur la rupture des liens purement sociaux qui l'enchaînaient à la princesse, ni sur la complète liberté de la jeune veuve. Chose étrange et que nos lois françaises n'eussent pas soufferte, le mariage entre madame de Solms et M. Rattazzi eut lieu à Turin, quinze jours après le décès du premier mari. La bénédiction nuptiale fut donnée à minuit, dans l'église Saint-Philippe, en présence d'un très-petit nombre d'assistants. Quatre jours après, on vendait, chez les principaux marchands de nouveautés, une intéressante et touchante photographie, où M. Rattazzi, recouvert de tous ses ordres, en habit noir et

cravate blanche, cette fois, était représenté ayant au bras, maritalement penchée vers lui, la veuve de M. de Solms, devenue madame Rattazzi, vêtue de blanc et la tête abritée sous un long voile.

Le ministre Rattazzi avait alors perdu son portefeuille, mais l'Italie n'est pas assez riche en grands hommes pour que la jeune mariée ne puisse espérer encore diriger officiellement les destinées du jeune royaume.

Marie Wyse Bonaparte, selon sa signature, avait, lorsque je la vis pour la première fois à Milan, au mois de février 1860, vingt-six ans, d'après l'*Almanach* de Gotha. Il est impossible de nier, malgré toutes ses folies et ses maladresses, le charme singulier que possède cette femme, et je m'explique aisément la séduction qu'elle a exercée sur tant de gens depuis sa plus tendre jeunesse.

Mariée à quinze ans et sacrifiée par sa mère, elle ne tarda pas à rester isolée et sans guide au milieu du monde. Douée d'un esprit remarquable, d'une beauté étrange rehaussée par une naissance illustre, elle a mené l'existence la plus douloureuse et la plus décousue qu'une femme puisse mener. J'ai raconté de quelle façon bizarre j'avais fait sa connaissance au théâtre de la Scala pendant un bal masqué. Elle habitait l'*Hôtel-de-la-Ville*, où M. de Talleyrand était descendu ; je continuai de la voir pendant le séjour que le corps diplomatique et le Roi firent à Milan.

Peu de jours après mon arrivée à Turin, j'eus occasion de lui écrire, et voici la curieuse et très-

intéressante réponse qu'elle m'adressa. Jamais portrait d'elle plus sincère, plus exact, ne pourra être fait : c'est un petit chef-d'œuvre.

Milan, mars 1860.

« J'ai été très-touchée, mon cher d'Ideville, de « votre bon et affectueux souvenir. Je croyais qu'à « peine arrivé à Turin, avec l'insouciance qui m'a « paru quelquefois vous caractériser, vous m'auriez « déjà oubliée. Je vous avoue que cela m'affligeait « bien un peu. Merci donc pour la surprise que vous « me ménagiez, et croyez que je vous suis très-re- « connaissante du commencement d'amitié que vous « voulez bien avoir pour moi. Je ne suis pas aussi « difficile à connaître que vous vous l'imaginez. J'ai « beaucoup de cœur et assez d'esprit, une très-mau- « vaise tête et une grande maladresse en toutes cho- « ses. Je suis franche, surtout parce que cela m'en- « nuierait de me donner la peine d'être hypocrite, « loyale par orgueil, ferme dans ma conduite et mes « amitiés, par égoïsme. Je suis bonne, parce que, « jusqu'à un certain point, c'est une grâce chez une « femme, et que je tiens à rester femme, malgré « mes bas bleus, le plus possible ; je ne suis pas « inoffensive, car ce serait une duperie, et je ne suis « pas assez religieuse pour pardonner, ni même ou- « blier les offenses. Somme toute, j'ai de grandes « qualités et de grands défauts ; je crois cependant

« que, modestie à part, les premières l'emportent « sur les derniers; je compte parmi mes qualités la « volonté bien arrêtée de ne pas être et surtout de « ne pas paraître parfaite; je n'ai pas du tout de bon « sens, mais j'ai un caractère très-sûr; je n'ai aucune « prétention, aussi suis-je incapable de supporter « l'affectation chez les autres. Pour en finir avec ma « biographie d'après moi, je suis le meilleur ami « qu'on puisse trouver; un honnête homme, mais « une femme impossible que je ne souhaiterais pas à « mon pire ennemi; vous voyez que je suis sincère. « C'est beau, n'est-ce pas? — A présent que je suis « un sujet épuisé pour le présent et pour l'avenir, « parlons un peu de vous. Je me suis fait montrer « mademoiselle ***. Elle est jolie comme ces filles-là « ont seules le droit de l'être. Sa vertu me paraît « beaucoup plus contestable que sa beauté; on dit, « avec beaucoup de probabilité, je dois le confesser, « que votre ami *** a dû convenablement vérifier « l'une et l'autre, pendant son séjour à Milan. Ah! le « vilain homme, c'était donc pour cela qu'il n'est « pas venu au Veglione! Ne m'en parlez jamais, je « crois bien qu'il avait envie de dormir; votre rêve « idéal lui servait d'oreiller. Mais j'oubliais deux « choses : 1° que je ne veux pas me moquer de vous, « 2° que j'oublie sans cesse la recommandation que « m'avait faite ma belle-mère, une femme d'esprit, « le jour de mon mariage. « Soyez sage, mon enfant, « si vous pouvez, me dit-elle à voix basse, mais sur- « tout quoi qu'il arrive, mettez des verrous à vos

« portes et n'écrivez jamais. » J'ai toujours fait tout « le contraire. La défiance m'est impossible et le « calcul m'est odieux; puis, en définitive, je me « trouve assez grande dame et assez intelligente, « pour me faire pardonner, quand j'aurai quarante « ans, ou lorsque cela me plaira, par le bon Dieu et « par les hommes, toutes les excentricités de ma « jeunesse et les incartades de mon esprit. N'est-ce « pas votre avis, mon nouvel ami? — Mais voici une « bien longue lettre et qui tourne décidément à la « profession de foi. Je me dépêche bien vite de vous « quitter, en vous priant de passer tout ce galima- « tias, pour ne vous arrêter qu'à la dernière ligne, « qui contient mes meilleures sympathies.

« Marie Bonaparte Wyse de Solms. »

CHAPITRE XII

Détails sur les négociations et la signature du traité de réunion de la Savoie et du comté de Nice à la France.

Les premières ouvertures au sujet de Nice et de la Savoie furent faites au gouvernement du roi pendant que le prince de la Tour-d'Auvergne était encore à Turin. Le ministère sarde, qui s'attendait à ces ouvertures, les accueillit avec tristesse, mais comme une conséquence inévitable de l'intervention française en Italie; l'opinion publique l'y avait déjà préparé.

L'Empereur, selon son habitude, n'avait jusqu'ici prononcé aucun mot qui pût faire pressentir ses intentions ; mais on ne mettait pas en doute à Paris, ainsi qu'à Turin que l'intervention des Français en Italie dût avoir un autre résultat que de donner la Lombardie au roi de Piémont. Les prétentions du gouvernement français n'avaient d'ailleurs rien que de

très-légitime. Sans parler des liens moraux qui avaient rattaché de tout temps Nice et la Savoie à la France, de leur communauté de mœurs et d'intérêts, il était impossible de supposer que l'Empereur eût pu consentir à se prêter à l'agrandissement d'un État voisin, sans s'assurer sur ses frontières une compensation territoriale qui était, en somme, bien peu de chose en comparaison de l'agrandissement subit de la maison de Savoie.

La France, il faut l'avouer, n'avait pas été unanime à reconnaître la nécessité de cette intervention. Aussi l'opinion publique réclamait-elle, depuis le traité de Zurich, une compensation matérielle, pour le sang et les millions que nous avaient coûtés nos victoires et notre intervention.

Dans l'espérance que nous nous en tiendrions là, l'Angleterre n'avait pas assez d'éloges à adresser à cette nation généreuse, pleine d'initiative, qui seule, en Europe, sachant « combattre pour une idée, » n'attachait de prix qu'à la gloire : mais l'approbation de l'Angleterre ne suffisait pas au gouvernement français qui, au risque de voir compromise chez nos voisins sa renommée de désintéressement, songea à retirer de la guerre qu'il venait de terminer un avantage plus réel.

Le prince de la Tour-d'Auvergne, nommé ministre de France à Berlin, prit congé du roi le 24 janvier, et, avant son départ, il remit entre les mains du baron de Talleyrand, son successeur, les négociations entamées à ce sujet. Il n'est pas inutile de

rappeler quelles étaient, à cette époque, les relations du gouvernement français avec le cabinet de Turin. La Toscane et les duchés de Parme et de Modène venaient d'être annexés au royaume de Piémont (note A). La France, sans s'opposer directement à cet accroissement de territoire, ne l'avait pas reconnu. Toutefois, le gouvernement impérial, consulté à ce sujet par la cour de Turin, avait fait une réponse évasive, dans laquelle il dégageait sa responsabilité et laissait une porte ouverte aux protestations, de quelque part qu'elles pussent venir.

Le 17 janvier 1860, le ministère Rattazzi, La Marmora, Dabormida, avait dû se retirer. La rentrée de M. de Cavour aux affaires présageait une politique plus déterminée, plus active, en même temps qu'à Paris la nomination de M. Thouvenel semblait encourager les aspirations italiennes vers l'unité.

L'entrée solennelle à Turin des deux dictateurs Farini et Ricasoli, venant apporter au roi, avec les votes des provinces, trois couronnes nouvelles, celles de Parme, de Modène et de Florence, avait fourni au représentant de l'Empereur une occasion de témoigner, par son attitude, le mécontentement du gouvernement français. En effet, le ministre de France n'assista point ce jour-là à la représentation de gala donnée au théâtre Regio, et son absence fut remarquée avec inquiétude.

L'Angleterre, qui commençait à concevoir des doutes sur les intentions de l'Empereur, avait changé de ton. On attribuait justement au comte de Cavour

une entente intime avec sir James Hudson, ministre de la reine à Turin. Le cabinet de Londres, afin de peser sur l'opinion publique en Europe, et arrêter, s'il en était temps encore, les projets ambitieux dont nous étions soupçonnés, excitait vivement contre nous la presse en Italie et en Angleterre. Pour toute réponse, l'Empereur envoya au baron de Talleyrand l'ordre de reprendre, sur la cession des deux provinces, les négociations entamées par son prédécesseur, le prince de la Tour-d'Auvergne, et d'annoncer en même temps, au comte de Cavour, que l'armée française allait recevoir l'ordre d'évacuer l'Italie et de se retirer par petits détachements, en passant par Nice et Chambéry.

Le jour où le comte de Cavour reçut cette communication, la cession était accordée en principe.

Nos arguments, il faut l'avouer, étaient péremptoires. La nouvelle de l'évacuation des troupes françaises causa une profonde stupeur à Milan, où je me trouvais alors avec le ministre de France. Nos alliés pleins de terreur croyaient déjà la Lombardie envahie par les Autrichiens et tremblaient de voir les grands-ducs faire une rentrée triomphale dans leurs capitales.

Dans cette situation, le comte de Cavour avait le choix entre deux partis : refuser les provinces que nous réclamions, et alors c'était entreprendre, seul, une tâche gigantesque dont il ne se dissimulait pas les dangers, c'était compromettre l'avenir de l'unité italienne ; il est vrai de dire que les encouragements

et l'approbation de l'Angleterre ne lui auraient pas manqué ; mais compter de la part du cabinet de Londres sur autre chose que sur un appui moral, n'était-ce pas folie ? — Nous accorder de bon gré cette compensation territoriale et affronter l'impopularité, en signant le traité de cession, était un acte de courageuse et haute politique, de profonde habileté ; c'était, comme il le dit lui-même au parlement, nous faire partager la responsabilité des annexions des duchés et de la Lombardie ; nous engager en quelque sorte comme complices des agrandissements présents « et futurs. » Aussi, n'y eut-il jamais hésitation dans l'esprit du comte de Cavour. Il suivit ce second plan dans toutes ses conséquences. Le sacrifice était grand, mais il était nécessaire. Lui seul, à vrai dire, était assez fort pour l'accomplir, assez populaire pour faire accepter au pays et au Parlement cette cruelle séparation. Il voulut toutefois gagner du temps, mais devant les instances pressantes du baron de Talleyrand, il dut s'exécuter. La cession de Nice lui coûtait le plus ; il avait fait, relativement à cette province, des promesses formelles de résistance à sir James Hudson, et, jusqu'au dernier moment il avait espéré que la France y renoncerait.

Lorsqu'il eut compris, à la suite des explications très-nettes du baron de Talleyrand, que l'Empereur faisait de cette double cession une condition expresse de la continuation de son alliance, il s'exécuta, et on doit le dire à son honneur, avec la dignité et la fran-

chise d'un homme d'État sûr en même temps de lui-même et de la grandeur de son but.

Tout était arrêté entre le baron de Talleyrand et le comte de Cavour; on avait même fixé le jour de la signature du traité, et la délimination précise des nouvelles provinces retardait seule la fin des négociations.

Ici se place un incident sur lequel je dois m'appesantir, car il a été si étrangement interprété à Paris, qu'au nom de la vérité il doit être sincèrement raconté et mis au jour.

Je veux parler de l'arrivée inopinée de M. Benedetti à Turin (note B), deux jours avant la signature du traité (le traité fut signé le 24 *mars à trois heures*, et M. Benedetti, *second* plénipotentiaire, arriva à Turin dans la matinée du 22) : un télégramme de M. Thouvenel avait appris le 20 mars au baron de Talleyrand, que M. Benedetti, directeur des affaires politiques, lui était adjoint en qualité de *second* plénipotentiaire et qu'il partait le soir même de Paris. Cette nouvelle inattendue et que rien, dans la correspondance échangée avec le département, ne faisait prévoir, causa une profonde surprise au ministre de l'Empereur ; le baron de Talleyrand se trouvait justement blessé d'un procédé inusité qui semblait indiquer, de la part du gouvernement, un sentiment de défiance à son égard.

Cette adjonction, à la veille même de la signature du traité, d'un second plénipotentiaire, qui, sans avoir suivi les négociations, allait partager l'hon-

neur de les avoir fait réussir, n'était point ménagée, on en conviendra, pour satisfaire le baron de Talleyrand.

C'était pour la première fois que M. Benedetti venait à Turin; sa situation, comme directeur des affaires politiques au département, faisait présumer que la question ne lui était pas étrangère. Si quinze jours auparavant on eût adjoint au baron de Talleyrand un diplomate quelconque, pour participer aux travaux et à la signature du traité, rien n'eût été plus naturel; un acte aussi important, aussi glorieux que la cession de deux provinces à la France, ne pouvait être trop rehaussé et entouré de trop d'éclat. Mais, dans les conditions où elle venait d'avoir lieu, l'adjonction de M. Benedetti éveilla les susceptibilités du baron de Talleyrand au plus haut degré. Son irritation fut telle, qu'il pensa, un moment, à se retirer et à demander au gouvernement de l'Empereur sa mise en disponibilité immédiate.

M. Benedetti, le 22 mars, reçut de lui un accueil froid, mais poli. Celui-ci s'empressa d'expliquer sa brusque nomination, en affectant de ne pas y attacher l'importance qu'elle avait. Voici ce qui s'était passé:

M. Benedetti, qui jusqu'alors n'avait joué aucun rôle politique capable de le mettre en évidence, sauf toutefois les fonctions de secrétaire du congrès de Paris, qu'il avait remplies avec distinction, désirait vivement attirer sur lui l'attention et se placer au

premier rang. Pour y réussir, rien ne lui coûta.

M. Thouvenel, sur l'esprit duquel il avait pris un singulier empire, se rendit à ses désirs, sans deviner qu'il servait l'ambition personnelle d'un de ses agents. M. Benedetti s'était efforcé d'accréditer dans l'esprit de M. Thouvenel l'idée que les lenteurs apportées à la signature de ce traité de cession de Nice et de la Savoie provenaient « de l'insouciance » du baron de Talleyrand, et qu'il était très-urgent d'envoyer à Turin une personne dont l'autorité et l'énergie pussent triompher des dernières hésitations du comte de Cavour. Le directeur des affaires politiques, qui s'était naturellement proposé lui-même pour remplir cette importante mission, partit immédiatement pour Turin, en qualité de *second* plénipotentiaire.

Le jour même de l'arrivée de M. Benedetti, le baron de Talleyrand se rendit avec lui chez le président du conseil, afin de lui présenter ce nouveau collègue. M. Farini, alors ministre de l'intérieur, fut adjoint au comte de Cavour comme second plénipotentiaire sarde. Un projet de traité fut, sur-le-champ, présenté et discuté, et sauf quelques points concernant le mode de votation et la limitation des frontières, les quatre plénipotentiaires tombèrent d'accord sur le fond. Il n'est donc pas exact que M. Benedetti ait eu à lutter contre un mauvais vouloir quelconque de la part du gouvernement de Turin. Dans l'état des choses et en présence des difficultés sans nombre qui assaillaient le comte de Cavour, il était invraisemblable de sup-

poser qu'il ait pu résister à une demande aussi nettement formulée par l'Empereur.

Le traité fut prêt après deux jours et signé le 24 *mars à trois heures de l'après-midi*, dans le cabinet du ministre des affaires étrangères, sur la place du Château.

M. de Talleyrand m'avait amené avec lui pour lire le mémorandum secret et la minute du traité destinée au gouvernement sarde, tandis que M. Artom, alors secrétaire du comte de Cavour, suivait des yeux sur l'instrument destiné à la France. Les trois plénipotentiaires, MM. de Talleyrand, Benedetti et Farini, étaient assis dans le petit cabinet vert situé à l'angle du palais où se tenait habituellement M. de Cavour. Celui-ci se promenait de long en large, les mains dans les poches et la tête baissée. Jamais je ne l'avais vu aussi préoccupé, aussi silencieux ; sa gaieté inaltérable, son air de bonhomie proverbiale l'avaient abandonné. Dans ce moment solennel, où un trait de plume allait enlever au roi son maître deux provinces, dont l'une était le berceau de la maison de Savoie, on comprenait aisément le recueillement et la tristesse même du grand ministre.

Après la lecture du traité et du mémorandum, le comte de Cavour prit la plume et signa les deux instruments d'une main assurée. Aussitôt après, sa physionomie se rasséréra et son sourire habituel revint sur ses lèvres. Il s'approcha de M. de Talleyrand en se frottant les mains, par un geste qui lui était familier. « Maintenant nous sommes complices,

n'est-il pas vrai, baron? » lui glissa-t-il à l'oreille. Ces mots, qui avaient une haute signification, expliquaient toute la conduite du comte. N'était-ce pas, en effet, en présentant au parlement comme une large compensation du sacrifice accompli, la complicité de la France dans les futures annexions, qu'il pouvait compter sur l'approbation des députés et sur la ratification du traité qu'il avait eu le courage de signer. Lui seul pouvait braver ainsi l'impopularité attachée à un tel acte, tant il était assuré de la confiance aveugle qu'on avait en lui.

On n'ignore pas que le Statut sarde, en accordant au souverain le droit de signer des traités, ne rend obligatoires ces traités qu'autant que le parlement en approuve la teneur et en autorise l'exécution. Si, par hasard, les chambres de Turin avaient refusé de ratifier le traité signé le 24 mars, le roi et son ministre se fussent trouvés dégagés vis-à-vis de la France. Une autre restriction, contenue dans le texte même du traité, concernait le vœu des populations qui devait être consulté et librement exprimé ; ainsi donc, ce n'était qu'après que les habitants de la province de Savoie et du comté de Nice auraient consenti par un vote à échanger leur nationalité sarde contre la nationalité française, que le traité deviendrait effectif. Afin de ménager les susceptibilités de la cour de Turin, les mots *annexion*, *cession*, après avoir été successivement proposés furent rejetés : le texte porte *réunion* à la France.

Le traité signé et le sacrifice accompli, la tâche

du gouvernement sarde semblait devoir être terminée ; il n'en fut pas ainsi cependant. Ce fut au comte de Cavour lui-même que les plénipotentiaires français s'adressèrent pour avoir les moyens d'effectuer sans désordre cette réunion qui lui coûtait tant, et pour aider le gouvernement français à préparer et à surveiller le vote dans les deux provinces sardes. L'opération du scrutin à Nice surtout exigeait une surveillance active et le choix d'hommes sûrs et intelligents. Quant à la Savoie, personne ne doutait du résultat final, les esprits étant depuis longtemps préparés à l'annexion et chacun hâtant de ses vœux ce grand événement. Toutefois, il était indispensable que, durant cette période de transition et pendant le temps que les deux provinces seraient appelées à prononcer sur leur destinée, l'administration fut confiée à des mains honnêtes et énergiques. Le gouvernement sarde pouvait seul nous renseigner à ce sujet; en indiquant des hommes.

M. Pietri, sénateur français, fut mandé à Turin par le télégraphe, afin de se concerter avec nos plénipotentiaires et réunir, avant de se rendre à Nice, des informations précises sur l'état des esprits et sur les individus qui pouvaient lui être utiles. Sa connaissance des hommes, sa finesse et sa pénétration, que l'Empereur avaient déjà appréciées à la préfecture de police, désignaient M. Pietri pour cette mission délicate et difficile. Il resta deux jours à Turin, et M. Benedetti partit lui-même le lendemain du départ de M. Pietri (29 mars).

Jamais négociation ne fut tenue plus secrète, car le jour même de la signature du traité, on ignorait à Turin la présence de M. Benedetti. Le comte de Cavour, il est vrai, avait grand intérêt à laisser ignorer les faits le plus longtemps possible. Peu de jours auparavant, sir James Hudson lui avait arraché la promesse presque positive d'opposer un refus catégorique à nos prétentions sur le *comté de Nice*. Il avait même écrit à Londres dans ce sens, afin de rassurer le gouvernement de la reine.

Le comte Brassier de Saint-Simon, ministre de Prusse, et le comte de Stackelberg, ministre de Russie, se trouvant au club, le 24 au soir, demandèrent à M. de Rayneval et à moi, s'il était vrai que le traité dût être signé le 30, et qu'un second plénipotentiaire eût été nommé pour la circonstance ; il ne s'agissait toujours dans leur esprit que de la cession de la Savoie. Depuis fort peu de temps seulement, les journaux avaient parlé de l'annexion possible du comté de Nice ; et, jusqu'au dernier moment, M. de Cavour avait espéré que l'Empereur abandonnerait ses prétentions assez récemment surgies, et aurait égard à la protestation du cabinet anglais et surtout aux embarras que pourrait causer au Piémont ce qu'il nommait « une trop grande condescendance pour la France. »

Le jour où l'on apprit à Turin que les deux provinces venaient d'être cédées irrévocablement à la France, l'émoi et le désappointement furent grands dans le corps diplomatique et dans le monde politique.

La noblesse piémontaise, dont les membres les plus considérables appartenaient à la Savoie, accepta avec dignité, mais non sans profonde tristesse, ce douloureux sacrifice. Les personnes qui ne se rendaient pas compte de la situation difficile dans laquelle se trouvait le gouvernement piémontais vis-à-vis de la France, ne pouvaient comprendre que le président du conseil n'eût pas opposé une résistance plus vive aux exigences de la France, surtout en ce qui concernait la cession de Nice. Les ennemis politiques et les adversaires du ministre, à la tête desquels on comptait M. Rattazzi, ne trouvaient pas de termes assez amers pour flétrir un tel acte et porter sur M. de Cavour les accusations les plus odieuses.

Après l'échange des ratifications du traité entre les deux cours, le scrutin fut ouvert en Savoie et dans le *circondario* (arrondissement) de Nice. Les opérations se passèrent avec calme, sans que l'ordre fût troublé dans un seul village. Les votes de la Savoie furent presque unanimes ; ceux de Nice comptèrent quelques dissidents. Enfin, après un court délai, fort impatiemment supporté à Paris, le traité fut soumis à la sanction du parlement. Des députés savoyards et niçois prirent pour la dernière fois la parole dans cette discussion, en se servant, selon la coutume, de la langue française, tandis qu'il leur était répondu en italien. Le comte de Cavour, pour résumer les débats, exposa, avec cette éloquence pleine de lucidité et de bon sens qui n'appartenait qu'à lui, les

motifs impérieux qui avaient déterminé le cabinet à conseiller au roi ce sacrifice. Il y eut dans son discours plusieurs réticences, plusieurs allusions qui laissaient à l'avenir une large porte ouverte; chacun en comprit la signification. — Voici quel fut le résultat du vote :

285 députés étaient présents.
23 s'abstinrent avec M. Rattazzi.
229 approuvèrent le traité.
33 le rejetèrent.

Au nombre de ces derniers se trouvaient MM. Bertani, Ferrari, Guerrazzi, Mordini, Depretis, Valerio. M. Rattazzi motiva son abstention d'une façon aussi amère que perfide, tout en blâmant avec énergie les négociations et la conduite de Cavour.

Quelques jours après, le roi passa pour la dernière fois en revue la brigade de Savoie, qui, d'après le texte du traité, devait rentrer, mais individuellement dans l'armée française. Le gouvernement impérial avait pris l'engagement de conserver à chaque militaire son grade, en ayant égard au temps de service et à l'ancienneté. La séparation du roi de sa fidèle brigade, fut touchante. Le souverain était

réellement ému pendant que défilaient devant lui ces braves soldats, cœur de cette petite armée piémontaise, qui, de l'aveu de tous, était alors une des premières de l'Europe.

Je remarquai que plusieurs soldats ne pouvaient cacher leurs larmes en passant devant le roi. Sans doute, se rappelaient-ils alors les journées de Milan et de Novare en 1849, pendant lesquelles ils avaient combattu auprès du jeune prince, héritier de l'antique maison de Savoie. C'était pour la dernière fois que la vieille brigade se trouvait réunie, et au moment de cet adieu suprême à leur drapeau, à leur souverain et à leurs compagnons d'armes, une telle tristesse était bien légitime.

Au Sénat, le traité fut voté par 92 voix contre 10.

Sur 29,142 électeurs inscrits dans l'arrondissement de Nice, 24,448 se prononcèrent pour l'annexion, 160 contre.

En Savoie, 135,449 électeurs inscrits : 133,533 se prononcèrent pour l'annexion à la France, 235 contre.

Peu de temps après le traité du 24 mars, les fonctionnaires civils et militaires de la province de Savoie et du comté de Nice durent choisir entre les deux nationalités et se prononcer dans un délai de trois mois. Devant cette grave mise en demeure de changer brusquement de patrie, que d'hésitations que de troubles dans les consciences.

Les uns, comme le général de Sonnaz, le comte de Barral, ministre plénipotentiaire, optèrent pour le

Piémont ; d'autres, comme le général Mollard, le comte de Sales, secrétaire d'ambassade, les comtes de Foras, suivirent les destinées de leur terre natale. Le comte Charles-Amédée de Foras, major de cavalerie et aide de camp du roi, refusa d'entrer dans l'armée française. C'était un homme de grand mérite, très-estimé à Turin ; le roi regretta sincèrement ce serviteur fidèle et chercha vainement à le retenir auprès de lui.

La marquise d'Arvillars, grande-maîtresse de la reine défunte, suivit également le sort de la Savoie et redevint française, ainsi que la famille Costa de Beauregard, de Chambéry. Tandis qu'un certain nombre de jeunes officiers savoisiens et niçois, comme le lieutenant Ruiz, associaient leur avenir aux destinées du nouveau royaume, d'autres, non sans tristesse, mais avec une touchante résignation, abandonnèrent leur patrie d'adoption et rentrèrent avec leur grade dans l'armée française.

Au moment de la signature du traité, la brigade de Savoie avait vainement sollicité auprès du gouvernement français la faveur de rentrer dans l'armée impériale, en conservant son titre de « brigade de Savoie » et de constituer un régiment uniquement composé de Savoisiens. Le gouvernement français ne put consentir à ce vœu, et chaque militaire fut incorporé individuellement dans les cadres d'un régiment de France. C'est à la faveur de cette clause du traité qu'un de nos jeunes compatriotes, le baron de Coriolis, qui avait pris deux ans auparavant du

service en Piémont, fut admis avec son grade de lieutenant dans l'armée française.

« La mission du sénateur Laity en Savoie[1] peut être racontée en dix lignes, de son origine à sa fin, si l'on n'entre pas dans le détail électoral. La France était le candidat officiel, et le parti de l'opposition n'existait pas. Une majorité imposante était assurée à l'avance. Le voyage de M. Laity, en Savoie, avait pour objet de sonder l'esprit des populations et de les préparer au vote, en étudiant les besoins du pays. Je t'ai déjà raconté cette curieuse promenade de vingt jours à travers la Savoie. Reçus partout avec empressement, çà et là avec un réel enthousiasme, nous avons pu, dès les premiers jours, préjuger le vote, malgré les quelques symptômes d'opposition rencontrés à Chambéry et à Annecy. C'était l'élément républicain qui s'annonçait dans ces deux villes, comme devant entraîner de nombreux suffrages pour une réunion à la Suisse.

« La Savoie, par tradition historique, ne tient d'une façon bien solide ni à l'Italie ni à la France,

[1] Extrait d'une lettre de M. Fournier Sarlovèze, secrétaire du sénateur A. Laity pendant sa mission en Savoie, et depuis sous-préfet de Thonon et de Lisieux.

par la raison bien simple qu'elle a fait partie successivement, à diverses époques, de l'un et de l'autre peuple. Le caractère de ses habitants n'a pu se soustraire à cette double influence, et lorsque les populations ouvrières et agricoles demandaient à l'annexion une satisfaction matérielle que l'Italie, qui prenait hommes et argent sans compensation, ne pouvait leur donner, les classes riches y voyaient pour elles et leurs enfants l'ouverture de nombreuses carrières.

« L'envahissement des Romagnes par le roi Victor-Emmanuel nous assurait le concours du clergé; il restait contre l'annexion, les républicains que la France impériale effrayait et les quelques familles nobles ayant charge à la cour de Turin. Deux provinces cependant firent leurs conditions. Le Chablais et le Faucigny demandèrent à jouir des mêmes bénéfices, au point de vue de la douane, que l'arrondissement de Gex. (Sous l'administration piémontaise, le Chablais, dont le chef-lieu de province était Thonon; 52,000 habitants. — Le Faucigny, dont la capitale était Bonneville, comptait 100,000 habitants). Dans ces deux provinces, de nombreux bulletins portaient *oui* et *zone*. Cette franchise de douane leur fut accordée.

« Je ne parle que pour mémoire des discours, des banquets et des arcs de triomphe. Le soir de la proclamation du vote, l'enthousiasme était à son comble. Mais rien ne peut donner l'idée d'une fête à Annecy, ville qui avait à cœur de réparer une pre-

mière réception un peu froide. C'était du délire. Nous fûmes obligés, au départ, de faire plusieurs kilomètres au pas, pour ne pas enlever à ces braves gens le plaisir de nous accompagner avec des torches. »

CHAPITRE XIII

La révolution à Naples. — Garibaldi. — Politique piémontaise.

Pendant le mois de juin, les enrôlements et les embarquements pour la Sicile se faisaient au grand jour. M. de Talleyrand m'avait emmené avec lui à Gênes, passer une dizaine de jours chez son vieil ami le consul général de France, M. Huet. Par deux fois, nous avions aperçu, à la tombée de la nuit, sur le port, le docteur Bertani au milieu d'un groupe, organisant les départs qui s'effectuaient la nuit même.

M. de Talleyrand, bien édifié cette fois, revint brusquement à Turin et passa une note à M. de Cavour, dans laquelle il se plaignait, au nom du gouvernement de l'Empereur, de cette violation flagrante du droit des gens, en constatant les faits dont il avait été témoin. Il ajoutait en termes polis, mais énergiques, qu'il n'était plus dupe de l'accord existant entre le gouvernement sarde et Garibaldi. Peu de

jours après cependant, le héros débarquait à Marsala avec les *mille*, aux applaudissements de l'Italie républicaine.

La situation de M. Canofari, ministre de Naples pendant ces jours de crise, fut des plus douloureuses; c'est à peine si, avec son humeur joviale et les dispositions bienveillantes de la société turinaise, il put conserver son sang-froid.

20 juillet 1860.

La Sicile entière vient de secouer le joug des rois de Naples, et Garibaldi en est le souverain maître. Toutefois, au commencement de ce mois de juillet, les événements ont pris une autre tournure. Les sottises de Garibaldi à Palerme, le peu de sympathie qu'il rencontre dans la noblesse et la bourgeoisie sicilienne, l'indignité et l'incapacité de ses conseillers et de ses ministres improvisés ont rendu un peu de courage au roi de Naples. La Sicile, qui, depuis des siècles, a accepté avec peine la suprématie et l'autorité de Naples, désire, avant tout, son autonomie. Aujourd'hui, elle a changé de maître. Et quel maître lui a été donné! Tout est en suspens.

Le roi François II vient d'accorder aux peuples qui lui restent une nouvelle constitution. C'est un peu tard sans doute; mais, en présence de cet acte, les sentiments de l'Europe se sont modifiés. Malgré sa répugnance et le peu de foi qu'il affecte d'ajouter aux

promesses royales, le gouvernement sarde vient d'être contraint d'accepter les propositions d'accommodement présentées par le jeune prince de la maison de Bourbon. En ce moment, François II, avec ses concessions de la dernière heure, me semble, hélas! jouer le même rôle que notre infortuné Louis XVI. Dieu veuille qu'il soit plus heureux!

L'arrivée des deux plénipotentiaires napolitains Manna et le baron de Winspeare ont placé le comte de Cavour dans le plus grand embarras, d'autant plus que les négociateurs se présentent avec l'appui ostensible de la France, de la Russie, de la Prusse et de l'Angleterre même. Quant à cette dernière puissance, son appui est fort hypocrite. Sir James était depuis longtemps déjà au courant de ces enrôlements; un parti anglais existe en Sicile et, le cas échéant, la Grande-Bretagne ne dédaignerait pas d'établir une colonie anglaise dans la Méditerranée.

Le comte de Cavour n'a jamais traversé une crise aussi terrible. En refusant de recevoir les envoyés de Naples, il avoue implicitement les désirs ambitieux du Piémont et sa complicité dans les derniers événements : c'est placer son gouvernement vis-à-vis des grandes puissances dans une situation hostile et fort dangereuse. S'il contracte une alliance avec Naples, c'en est fait de sa popularité déjà un peu ébranlée par le traité de Nice et il sera inévitablement renversé, sans aucun bénéfice pour l'Italie.

2 août 1860.

Les événements ont servi à souhait M. de Cavour, le désordre est à Naples. La trahison est dans le palais du roi. Victor-Emmanuel a écrit à Garibaldi, et celui-ci a répondu qu'il devait nécessairement poursuivre son but. Tout le monde croit à une comédie de leur part. La lettre de l'Empereur à M. de Persigny (*note* B) a enlevé aux plénipotentiaires de Naples la force morale que leur donnait l'appui de la France. Dans l'esprit de l'empereur, le roi Bourbon est condamné, j'en suis persuadé, aujourd'hui. Les événements très-graves de Syrie détournent l'attention de l'Europe. Garibaldi est aux portes de Naples ; la défection est dans l'armée royale. Ce n'est plus qu'une question de jours.

CHAPITRE XIV

La Villa Gattina. — Voyage à travers l'Italie. Gênes. Livourne. Lucques. Florence. Bologne. Modène. Parme. Bergame et Milan.

10 août 1860.

Pourrais-je jamais oublier les deux mois de la villa Gattina? — C'est vers la fin de juin que nous eûmes la bienheureuse idée de quitter Turin, les chaleurs accablantes et la vie monotone du club. — Il s'agissait de trouver une maison de campagne pour y installer notre petite colonie de diplomates : Talleyrand; Tourte, ministre de Suisse; le bon comte Piper, chargé d'affaires de Suède ; le secrétaire prussien, baron de Pfuel, Bourgoing et moi, nous nous sommes mis en quête et avons fini par découvrir près de la ville, sur la colline qui domine la vallée du Pô, une charmante habitation.

Une longue terrasse, garnie d'orangers et de lauriers-roses, ombragée par des arbres verts et des ga-

leries recouvertes de vignes et de plantes grimpantes, était devenu notre salon favori. Que de matinées, que de soirées délicieuses nous avons passées là, tous ensemble, sous le grand tulipier, ayant devant nous la chaîne des Alpes, Turin et le fleuve à nos pieds !

Nous descendions à la ville le moins possible. Les voitures des deux ministres, Talleyrand et Tourte, nous conduisaient de temps à autre à la légation. On venait beaucoup nous voir; nous étions fort à la mode et nos diners de la Villa-phalanstère étaient très-recherchés.

17 août 1860.

Talleyrand vient de me remettre tristement, ce matin, la lettre officielle du ministère qui me nomme secrétaire à Berlin. — Je suis désespéré et encore plus outré de ce brutal changement. — A peine étais-je ici depuis une année et voilà qu'on me retire. — M. de Talleyrand a écrit sur-le-champ à Paris pour demander instamment que je ne sois pas déplacé. Y parviendra-t-il? Mon collègue de Berlin, M. de la Roche-Lambert, se déplaisant fort dans cette ville, où il est depuis deux mois, a daigné jeter les yeux sur le poste de Turin, et comme cet aimable jeune homme est le frère de mesdames de la Poèze et de la Bédoyère, dames de Sa Majesté l'impératrice, fort appréciées aux Tuileries, je crains fort que la lettre de M. de Talleyrand arrive trop tard, à moins toutefois que M. de la Roche-Lambert, dans l'intervalle, ne

jette son dévolu sur une autre résidence. Je n'ai personne à la cour, moi, et je ne connais ni l'Empereur ni l'Impératrice.

J'ai le cœur serré en songeant que je vais quitter, pour ne plus les revoir, tant de personnes que je commençais à aimer. — Je dois abandonner l'Italie, au moment où je m'y trouvais si heureux, je ne peux croire à cette brutale séparation ; il me semble avoir fait un mauvais rêve, tant j'étais loin de songer à la possibilité d'un départ et à la nécessité de rompre avec mes chères habitudes.

Lucques, 21 août 1860.

En attendant que mon ministre ait reçu de Paris une réponse à sa lettre, et avant de quitter l'Italie, j'ai voulu visiter la Toscane, l'Émilie, et rentrant par la Lombardie, faire mes adieux au bien-aimé Milan.

« C'est son itinéraire de cœur, disait Talleyrand ; chaque étape sera pour lui une source de souvenirs et de tendres regrets. » — Il y avait un peu de vrai dans la plaisanterie de mon bon chef.

J'ai commencé par Gênes, où j'ai revu madame X... et après avoir quitté mon ami du Roscoat, notre élève consul de Gênes, je me suis embarqué à quatre heures du soir sur *le Capitole*. — Le lendemain, au lever du soleil, j'étais à Livourne, où j'ai retrouvé la comtesse X..., ma charmante amie de France, qui m'a fait les honneurs de la partie élégante de sa ville.

Je ne m'attendais pas à rencontrer autant d'animation sur la plage. C'est un semblant de luxe qui rappelle assez nos villes d'eau et nos bains de mer; le soir, elle m'a conduit à *Monte Rotondo*, à deux milles de Livourne, chez le prince Poniatowski, où l'on jouait *le Piano de Berthe* avec madame Mestiatis, notre amie de Turin. J'aurais bien préféré une promenade sur le bord de la mer, mais enfin! — Quel excellent prince que cet admirable dilettante et comme il entend l'hospitalité! C'est uniquement pour amuser ses voisins de campagne, les Levantins et Grecs de Livourne, qu'il organise ses fêtes. — Vraiment, ils n'en valent pas la peine.

Le lendemain, malgré un peu de fatigue, je me suis levé à l'aube et j'ai débarqué dans la grande nécropole de Pise. Sa tour penchée m'a laissé un peu froid, mais le baptistère, mais le dôme de Pise!

J'emporterai du Campo-Santo de Pise un souvenir éternel. — Après avoir parcouru ses galeries à jour, je vins à m'asseoir sur un tombeau de marbre et devant les fresques si bizarres d'Orcagna, *le Jugement dernier et la Mort*. Mes yeux restèrent fixés sur la muraille, mais peu à peu ma pensée s'envola ailleurs. L'influence énervante du ciel de Pise m'envahissait;

la chaleur tiède et bienfaisante de ce climat produisit sur moi un effet singulier. — Je ne me souviens pas avoir éprouvé dans ma vie une impression semblable; ce fut une sorte d'hallucination, d'engourdissement qui dura presque une heure, pendant laquelle je restai seul et immobile, et dans un bizarre état de bien-être. — Mes tristesses, mes chagrins me semblaient des misères. L'avenir se découvrait facile et plein de bonheur; enfin, je rêvais tout éveillé et quand je quittai mon tombeau, je me sentis léger, plein de résignation et d'espérance. — Aussi n'oublierai-je jamais le Campo-Santo de Pise et les moments que j'y ai passés.

Quelle heureuse idée a eue madame de X... de conseiller le voyage de Lucques et de me charger d'une lettre pour la villa de S. Q. ! — En sortant de la poussière des plaines de Livourne et de Pise, j'ai retrouvé avec un plaisir inexprimable les montagnes et la verdure au milieu desquelles se perd la ravissante petite capitale de Lucques.

Elle est enfouie dans un nid de feuillage, et ses vieilles murailles plantées de platanes et de trembles n'ont rien d'effrayant. Si je devais renaître souverain, c'est Lucques que je demanderai pour tout royaume sa petite capitale, avec ses rues animées, ses habitants

à la physionomie souriante, ses belles montagnes, ses gaies villas, et surtout, à ma cour, des marquises B... avec leurs nièces.

Le nom de mon chef, M. de Talleyrand, est vraiment un talisman qui m'ouvre les cœurs et les portes, et je n'oublierai pas l'accueil qui m'a été fait tout à l'heure à la *Villa San Quirico*. Lorsque mon modeste équipage entra dans l'avenue, les sonnettes de cuivre qui ornent, selon l'habitude du pays, les harnais du cheval annoncèrent bruyamment mon arrivée. Un groupe de jeunes femmes que j'apercevais sur la terrasse sembla agité et très-intrigué de l'arrivée de cet inconnu ; et je partageai l'embarras des deux jolies curieuses qui coururent au-devant de moi, croyant avoir reconnu un des leurs.

La présentation fut courte, je remis la lettre de madame X..., et, avec cette affabilité charmante, cette grâce familière des Italiennes et principalement des Florentines, je fus reçu comme un ami que l'on attendait. On causa de toutes nos relations de Turin, de Paris, de Florence, et quand je quittai la Villa, vers une heure du matin, j'étais déjà traité comme un familier de la maison.

Florence, 30 août.

Le cœur me battait un peu lorsque je suis entré à Florence, cette ville singulière, qui n'a pas d'égale

au monde. — Depuis cinq nuits que je dors aux bords de l'Arno, je suis émerveillé de tout ce que je vois ; j'ai la tête brisée; ces madones, ces églises, ces statues, ces vieux souvenirs vivants du passé, ces mœurs nouvelles, tout se confond et s'agite dans ma mémoire, et je rêve, pendant mon sommeil à la Florence des temps passés et je vis à la cour des Médicis, dans l'intimité de mon André del Sarto. — Toutes ces impressions sont fatigantes à la longue, mais elles n'ont rien de désagréable. — J'ai la chance d'avoir un temps idéal, et avant de m'endormir j'ouvre mes fenêtres qui donnent sur l'Arno et je contemple avec recueillement la lune qui brille dans ce ciel unique. — Je pense à tout ce que j'ai vu et entendu dans la journée, et je finis par me dire que, dans cette capitale de l'indulgence, il est absurde d'être seul à jouir de toutes ces splendeurs, et que le bon Dieu et les maris ne sauraient trop en vouloir de s'aimer un peu dans cette ville étrange. — Le club, le café *Doney*, les *Cascine* et le soir le théâtre. Je viens de vivre de la vie de Florence, de la Florence des grands-ducs; car, à vrai dire, les mœurs ne sont pas encore très-modifiées, bien que Garibaldi soit aux portes de Naples.

Le matin, j'ai de longues conversations politiques au palais Pitti, avec mon vieil ami Fernand de Perron, secrétaire intime du prince de Carignan, qui gouverne la Toscane, avec le baron Ricasoli. — La tranquillité est parfaite, dans ce pays hier encore en révolution. On finit par s'habituer en Italie à ces

états de crise, et ces messieurs du palais Pitti s'apprêtent, me disaient-ils, à plier bientôt bagage pour aller s'installer à Naples. — De capitale en capitale, ils sont capables d'arriver à Rome ; quant à y demeurer, ce sera plus difficile.

J'ai vu hier le duc de Talleyrand, dont j'avais entendu souvent parler. C'est le grand-oncle de mon ministre. « Eh ! mon petit Charles, comment va-t-il ? fit-il en m'abordant ; il y a bien longtemps que je l'ai vu. » Le vieux duc de Talleyrand ne pouvait s'imaginer que le petit Charles, l'attaché sémillant de la légation de France auprès du grand-duc, fût devenu ministre plénipotentiaire auprès du roi de Sardaigne. Malgré son âge, le duc est vif, gai, vaillant, c'est un type de grand seigneur aimable et galant qui se perd tous les jours. Ses appréciations politiques manquent un peu de justesse et de suite, il oublie volontiers qui est le prince de Carignan, mais il n'est ni ennuyeux ni banal, et on peut dire qu'il est fait pour Florence, comme Florence a été créé pour lui.

De Florence à Bologne, j'ai voyagé dans le courrier avec le député toscan, Galeotti, homme aimable, que j'avais beaucoup vu cet hiver chez sir James Hud-

son. — Quelle route charmante, en sortant de Fiesole! Mon compagnon me désignait par leur nom les innombrables villas qui entourent Florence; nous avons passé auprès de la *Villa Salviati*, qui appartient au ténor Mario. Trois jours auparavant, le baron Ricasoli avait fait cerner la villa, où se trouvait Mazzini. Le bon vieillard est parvenu à s'échapper, mais il est, dit-on, à Florence, comme toujours, insaisissable. Tantôt, il prend le déguisement d'un prêtre; tantôt, on apprend qu'il s'est échappé sous le costume d'une vieille Anglaise.

Nous sommes arrivés la nuit à Bologne, et c'est avec regret que j'ai quitté la bonne voiture du courrier; déjà je m'habituais au galop de six chevaux et aux deux postillons rouges de l'ex-grand-duc. Ce sera certainement un des derniers voyages que je ferai en poste. Quelle belle traversée des Apennins!

Bologne est une grande ville fort animée, mais rude; on s'y retrouve en plein moyen âge; les mœurs sont moins douces que dans les autres parties de l'Italie; la physionomie même du peuple indique le caractère violent des Romagnols.

Parme, 3 septembre.

A Parme, je me suis arrêté trois jours, et c'est assez. Notre vice-consul, le vicomte d'Hesesques,

m'a fait très-aimablement les honneurs de la patrie du Corrége. Quel admirable peintre! mais il est impossible de s'en faire une idée si l'on n'a pas été à Parme. — Nous sommes allés visiter le palais de la pauvre duchesse, qui semblait l'avoir quitté la veille. D'Hesesques, qui appartient à une famille légitimiste, m'avouait que la princesse avait laissé, elle, les meilleurs souvenirs, des regrets même, mais que son entourage autrichien y était bien moins apprécié. Cette princesse intelligente, cette mère si dévouée avait, en définitive, depuis la mort de son peu regrettable époux, fort bien administré son petit duché et dirigé les affaires.

La population de Parme, petite ville à l'aspect allemand, est très-paisible, très-bonne, dit-on ; mais l'exaspération est telle contre tout ce qui touche au grand-duc défunt que le sort du colonel Anviti n'a étonné personne. Ce malheureux, ancien favori du duc, fut reconnu par quelques habitants en descendant du chemin de fer, et une heure après, en pleine rue, en plein jour, il était massacré par cette douce population, sans que jamais un des coupables pût être découvert. Ceci s'est passé il y a deux mois.

La ville est pauvre, arriérée, sans industrie et sans commerce. Un détail qui semble invraisemblable et qui est cependant très-exact donnera une idée de la société de Parme. Lorsque la duchesse voulait donner une fête, un bal, elle était forcée, afin d'avoir des danseuses, de faire venir de Paris des robes, des coiffures, et de les distribuer parmi les dames notables

de l'endroit. Sans cette précaution, personne n'aurait assisté aux fêtes de la cour. — En visitant le palais, un vieux serviteur qui datait du temps de l'archiduchesse Marie-Louise, nous raconta sur cette dernière certaines anecdotes fort intéressantes, mais difficiles à répéter ; malgré toutes ses extravagances, l'ex-impératrice était, paraît-il, adorée des habitants de Parme.

Pendant mon séjour à Parme, je fis connaissance d'une charmante femme, jeune Française, amie de la famille d'Hesesques. Elle venait d'épouser M. Chaplin, un des Anglais les plus aimables que je connaisse, et, paraît-il, l'un des plus riches sportmen de Londres, ce qui me touche beaucoup moins.

Milan, 6 septembre.

Milan ! mon pauvre Milan, je l'ai retrouvé avec une joie profonde, il me semblait être chez moi. Vraiment, je ne puis m'habituer à la pensée que je n'y reviendrai jamais, et il ne faudrait pas grand effort pour me faire quitter la carrière diplomatique, et renoncer à toute ambition. — Pourquoi ne m'établirais-je pas en Lombardie? Hélas! aucun lien étroit ne me retient à la France, et sauf deux ou trois amis personne ne m'y regrettera beaucoup.

Par un beau soleil, je ne connais pas de promenade plus gaie qne les trois cents pas qui séparent le Dôme de *l'Hôtel-de-la-Ville*. Presque tous mes amis de Milan sont à la campagne, aux lacs, dans la Valteline ou aux bains de mer. — J'ai vu cependant Trivulzio, la charmante marquise d'Adda, née de Choiseul, notre compatriote, et l'excellent syndic de Milan, Beretta, qui m'a conduit à la Scala, dans sa loge. C'était la réouverture, et tous nos plaisirs de l'hiver sont revenus à ma pensée. Et cet odieux Berlin et la Prusse en perspective ! C'est horrible, il vaut mieux n'y plus songer et se laisser entraîner, sinon gaiement, du moins sans soucis au cours des événements.

Hier je suis allé à Blevio, sur le lac de Côme, faire mes adieux à la princesse Belgiojoso ; au moment où j'abordai à la villa, la barque de la maison emmenait sa fille fiancée et son prétendu, le marquis Trotti. « Adieu ! bon voyage ! bonne chance, quand nous reverrons-nous ? » — J'ai trouvé ma vieille amie, la princesse, toujours en proie à la politique et moins préoccupée du mariage de sa fille que des grands événements qui se préparent. Elle m'a serré les mains en me disant : « Au revoir, mais ailleurs que dans ce monde ! » — L'âme en effet, chez elle, a usé le corps, mais en définitive sa vie a été remplie, intéressante, et à sa guise, elle a mené l'existence qui lui a convenu.

Bergame, 7 septembre.

Bergame est une des villes les plus intéressantes et les plus pittoresques de l'Italie. Je la préfère à Bologne ; Bergame est formée de deux villes, la ville haute, la ville basse. Qui se douterait que Bergame a quarante mille habitants et plus de vingt fortunes de plusieurs millions. La ville haute, assez éloignée de sa sœur, est entourée de remparts fort élevés devenus de splendides promenades. On y arrive en voiture par une magnifique avenue et à pied par une série d'escaliers, de sentiers et de ruelles au milieu de villas et de jardins. La noblesse, les autorités, les vieux souvenirs historiques reposent en haut, tandis que le bas est réservé au commerce immense qui se fait à Bergame, surtout au moment de la foire de septembre. C'est là que se trouvent les hôtels, les théâtres, tous les magasins et entrepôts.

Lorsque j'arrivai avec mon compagnon de voyage sur les vieux remparts de Bergame, nous restâmes saisis d'admiration. Le panorama de ma bonne ville de Turin était oublié. De quelque côté qu'on tournât la tête, c'était comme une mer immense de verdure, des collines couvertes de villages et de villas ; des rivières serpentant çà et là ; au loin les flèches blanches du dôme de Milan, devant nous la riche vallée de Brescia. Tout cela éclairé et doré par un beau soleil restera présent à ma mémoire d'autant

plus profondément gravé que je ne pourrai jamais séparer de Bergame le souvenir de la personne qui m'y attirait. L'église de Sainte-Madeleine, située au sommet de la ville haute, est une petite merveille de sculptures, de peintures et de pierreries ; on se croirait dans un boudoir, dans un riche cabinet d'antiquaire. Sur tous les murs de splendides tapisseries de Flandres, des mosaïques, des chefs-d'œuvre du Vénitien Tiepolo, des bronzes, des armoiries, des retables. J'étais ébloui et cependant je reviens de Toscane et de l'Italie centrale.

Milan.

J'ai voulu traverser une dernière fois Milan pour aller au lac Majeur. N'avais-je pas à faire mes adieux au colonel Cadogan, attaché militaire anglais et surtout à madame Cadogan, la perle de notre corps diplomatique, enfin revoir l'île Saint-Jean de sir James Hudson. Le bateau à vapeur me conduisit jusqu'à Intra, où habitait une jeune amie d'autrefois, mademoiselle Delphine de Cessoles, aujourd'hui madame Franzozini. En revoyant la blonde et gracieuse Italienne, j'ai retrouvé tous nos vieux souvenirs de Vichy et j'ai constaté que, tout en étant très-loin de sa ville de Nice, la jeune femme était néanmoins fort heureuse, son brave mari valant bien les prétendants français d'autrefois.

En arrivant à Turin, j'apprends que M. de la Roche-Lambert a changé d'avis et me voilà revenu à mon poste. J'en suis donc pour mes adieux. Ils seront à refaire le plus tard possible ; c'est un faux départ, mais, malgré une teinte de mélancolie, que de charmants souvenirs j'ai rapportés de ma promenade ! — Plus de Berlin ! plus d'Allemagne ! et ici de grands événements !

CHAPITRE XV

La duchesse de Gênes. — Son second mariage. — Son exil à Belgirate. — Le prince de Carignan.

Turin, 20 décembre 1851.

De singuliers bruits, de mystérieuses révélations couraient la ville au sujet de la duchesse de Gênes (Élisabeth-Maximilienne, princesse de Saxe, née le 4 février 1830) et de son second mariage avec le marquis Rapallo.

Le duc de Gênes, frère du roi, mort en 1855, était adoré du peuple de Turin ; en revanche, les familiers de sa maison et ses amis intimes avaient pour la duchesse, sa femme, autant d'éloignement qu'ils avaient de sympathie pour le duc.

Je n'oublierai jamais les curieux détails qui nous furent donnés par le marquis X..., ancien aide de camp du prince défunt et l'un de ses amis les plus dévoués. Ses demi-aveux et ses réticences nous firent

comprendre aisément que la princesse saxonne, malgré sa conduite irréprochable, avait été cependant pour son époux la cause de violents chagrins et que la sécheresse de son cœur et la dureté de son caractère avaient peut-être attristé ses derniers instants.

Comment advint-il que cette femme vertueuse, hautaine, dont la conduite excluait tout soupçon même de légèreté, donna à la cour de Turin, plusieurs années après la mort de son mari, le scandale d'une union secrète et d'une étrange mésalliance? En effet, le successeur donné par sa veuve au duc de Gênes fut un obscur lieutenant, qui avait fait partie de la maison militaire du prince. Petit, commun, mais fort modeste, M. Rapallo, dont le frère est encore aujourd'hui pharmacien à Gênes, ne pouvait à coup sûr être soupçonné d'avoir frappé l'imagination de la princesse Elisabeth. Que s'était-il donc passé?

On murmurait tout bas de dramatiques et mystérieuses histoires qui n'avaient, à mon avis, rien de fondé.

Une autre version attribuait ce singulier mariage si brusquement accompli à un dépit violent, à une sombre colère résultant d'une ambition déçue.

La veuve du duc de Gênes avait rêvé, dit-on, et son rêve n'avait rien d'exagéré, de devenir reine de Sardaigne. Elle était belle, insinuante : le roi Victor-Emmanuel, son beau-frère, se sentait déjà sous le charme et malgré lui subjugué. Mais aux premières ouvertures de la princesse dans ce sens, et dès qu'elle eut déclaré les conditions auxquelles elle

acceptait les hommages du roi, celui-ci s'éloigna avec terreur.

A ce moment, la pensée d'une telle union avait je ne sais quoi de funèbre et de fatal qui effraya l'esprit superstitieux du roi. Peu de temps auparavant, ce même palais de Turin, dans l'espace de quinze jours, avait ouvert ses portes pour laisser passer trois cercueils de la famille royale, la reine, le duc de Gênes, et la reine douairière, mère de Charles-Albert. Quoique toujours épris de sa belle-sœur, le roi eut une explication avec celle-ci ; à la suite de l'entretien, il ne resta aucun espoir à la duchesse de monter sur le trône de Sardaigne.

La jeune femme déçue dans ses projets, égarée par un sentiment de haine et avide de vengeance, aurait voulu à tout prix humilier le roi et exaspérer l'amant. Pour arriver à ce but, elle n'aurait pas hésité à se sacrifier elle-même, en se donnant au premier venu. A l'insu de tous, le mariage eut lieu, la nuit, dans le château du duc de Gênes, à plusieurs lieues de Turin. La cérémonie était à peine terminée que la duchesse en fit parvenir la nouvelle au roi.

La colère et l'indignation du souverain ne connurent pas de bornes ; il s'emporta jusqu'à la violence et voulut, sur l'heure, chasser de ses États la veuve de son frère, lui enlever ses enfants, lui interdire de porter le titre de duchesse de Gênes et la renvoyer honteusement à son père le roi de Saxe.

On parvint toutefois à calmer l'irritation du pre-

mier moment. Un courrier fut en toute hâte expédié à Dresde pour prévenir le malheureux roi Jean. Le comte de Witzthum, grand chambellan, et le baron de Seebach, ministre de Saxe auprès des cours de Paris et de Turin, arrivèrent sur-le-champ pour intervenir et négocier en faveur de la duchesse.

La situation de la belle-sœur du roi fut réglée à des conditions moins dures. La villa de Belgirate sur le lac Majeur, lui fut assignée comme lieu d'exil; le séjour de toute ville du Piémont lui était interdit; ses enfants restaient auprès d'elle. M. Rapallo reçut le titre de marquis et devint le chevalier d'honneur de la duchesse de Gênes. Ce sont là les seules fonctions qu'il ait jamais exercées à Belgirate.

Quoi qu'il en soit, le doute existe toujours, même pour les personnes qui ont vécu le plus dans l'intimité de la princesse, sur les causes véritables de son second mariage. Le mystère n'a jamais été éclairci.

A la fin de 1859 et en 1860, au moment où les capitales d'Italie et les petits royaumes vinrent à l'envi s'offrir au roi Victor-Emmanuel, lorsque Milan, Parme, Modène, Florence, et plus tard Naples, se livraient corps et âme au royal maître du comte de Cavour, le souverain beaucoup plus chasseur et plus soldat qu'homme du monde, se trouva fort embarrassé pour accueillir tant d'hommages.

C'est alors qu'il regretta d'être seul, surtout lorsqu'il s'agit de recevoir les nobles dames de ses nou-

velles provinces. Chacune d'elles désirait être présentée à la cour; et lui seul à ce moment composait toute la cour. La princesse Clotilde était mariée, la princesse Pia, très-jeune encore, terminait son éducation dans la retraite, et sous la tutelle sévère de la marquise de Villamarina; — les princes étaient enfermés à Moncalieri, sous la garde de leur gouverneur.

Le roi pris au dépourvu, songea à la duchesse de Gênes; on avait besoin d'elle; ses torts furent oubliés, et les portes de Belgirate s'ouvrirent pour la belle-sœur du roi, chargée désormais de faire les honneurs de la nouvelle cour d'Italie. Deux dames d'honneur, les comtesses de Castiglione (belle-sœur de la comtesse Virginie) et de Gattinara, l'une fort spirituelle, l'autre très-jolie, furent attachées à sa personne. Les deux maris reçurent le titre de chevaliers d'honneur, mais le marquis Rapallo continua modestement à remplir le premier rôle, comme chambellan. Ses fonctions principales consistaient à se tenir dans le salon qui précédait l'appartement de la duchesse, et à introduire auprès d'elle les membres du corps diplomatique et les personnages présentés officiellement à Son Altesse royale. C'est dans ces circonstances que les robes à queue firent leur réapparition à la cour de Turin. Ce retour vers l'ancienne étiquette fut bien un peu critiqué, cependant chacun s'y soumit, et les vieilles dames de Turin, contemporaines du roi Charles-Félix, en voyant la cour reprendre les bonnes traditions,

faillirent oublier tous leurs griefs contre le roi constitutionnel.

La duchesse se montra à Milan, à Florence, à Naples, pour présider aux bals et aux grandes réceptions. Elle avait grand air et à la fois beaucoup d'élégance et de dignité ; l'exil du lac Majeur avait, disait-on, donné à son caractère plus de souplesse et d'aménité. Cependant voici un trait qui, sans dissiper les nuages qui enveloppent les relations du marquis Rapallo avec la duchesse, montre de quelle façon cette dernière traitait son époux.

Le général X., confident du roi à cette époque, raconta un jour devant moi le fait suivant qui s'était passé le matin même, et que le roi Victor-Emmanuel, selon son habitude, s'était empressé de divulguer.

Depuis qu'elle était rentrée en grâce, le roi allait assez souvent chez sa belle-sœur. Celle-ci, sans exercer sur l'esprit du roi une très-grande influence, trouvait néanmoins le secret de l'intéresser et de le distraire, sans lui faire oublier la comtesse Rosine. Il se trouvait, ce jour-là, chez la duchesse, assis au coin de la cheminée, lorsqu'un coup frappé discrètement à la porte interrompit la conversation.

La duchesse continua comme si elle n'eût rien entendu. Après quelques minutes un second coup tout aussi discret se fit entendre.

« On frappe, dit le roi, ne devez-vous pas répondre?

— A quoi bon, répondit sèchement la princesse,

ce ne peut être que Rapallo qui ignore que Votre Majesté est chez moi.

« Pourquoi cette sévérité, ma chère sœur? » Et en même temps le roi dit : « Entrez. »

Le chevalier d'honneur Rapallo ouvrit en effet la porte et s'avança au milieu du salon en saluant jusqu'à terre.

« C'est bien, fit la duchesse ; veuillez faire apporter un verre d'eau au roi. »

L'époux, ainsi congédié, s'éloigna à reculons, plein de déférence, saluant de nouveau le roi et son auguste belle-sœur.

« Mais pourquoi, je vous prie, demanda le roi, quand le marquis Rapallo se fut retiré, pourquoi le traitez-vous ainsi? N'est-il pas votre mari, l'infortuné? Vous êtes cruelle, duchesse, et je ne m'explique pas votre procédé à son égard. »

La duchesse ne répondit pas et continua la conversation.

Le duc de Gênes, en mourant, avait laissé deux enfants, charmants tous deux et ressemblant beaucoup à leur père. Marguerite-Marie-Thérèse-Jeanne, née le 20 décembre 1851, devenue princesse royale de Piémont; Thomas-Albert-Victor, né le 6 février 1854.

Le duc de Gênes était remarquable par l'élégance de ses manières et la séduction de son esprit; en cela, il faut l'avouer, il différait beaucoup du roi son frère. Le peuple de Turin avait pour lui une prédilection marquée, dont le roi se montrait fort jaloux.

Sa mort (10 février 1855) causa une grande émotion et il fut profondément regretté.

Eugène-Emmanuel-Joseph de Savoie, né le 14 avril 1816, fut déclaré prince de Savoie-Carignan par décret royal du 22 avril 1834. Parent éloigné du roi, le prince de Carignan, grand amiral du royaume, est aussi instruit que modeste. Entièrement dévoué au roi son cousin, il n'a aucune ambition personnelle et n'hésite jamais à remplir avec une merveilleuse complaisance et une précieuse abnégation tous les emplois et toutes les missions que Victor-Emmanuel et le comte de Cavour lui confient.

Le roi part-il pour la guerre, le prince de Carignan demeure à Turin, pour présider le conseil, ou surveiller les affaires. A Florence, à Naples, a-t-on besoin d'un gouverneur dont le rang peut donner une légère satisfaction d'amour-propre à ces capitales découronnées, vite on expédie le prince Eugène.

Son Altesse faisait peu de besogne, mais ne commettait jamais d'imprudence. Il savait recevoir avec affabilité, donner quelques fêtes, puis, un beau jour, sur l'ordre venu de Turin, il quittait, sans se faire prier, le palais Pitti ou le palais de Naples

pour reprendre paisiblement dans sa retraite de Turin sa vie d'études, et, ajoutons tout bas, sa douce vie de célibataire.

Le meilleur cuisinier du royaume, un Français, est-il besoin de le dire? appartenait à la maison du prince de Carignan. La plus jolie actrice de Turin, celle qui pendant plus de dix ans propagea dans la péninsule le vaudeville et le couplet français, avait chez le bon prince ses grandes et ses petites entrées. La liaison dura fort longtemps si bien que le comte de Cavour, craignant un jour que la jeune femme ne prît trop d'influence sur le cœur du prince et ne compromît son mince apanage, priva, de son autorité, pendant plusieurs mois et la ville de Turin et le cousin du roi de leur actrice favorite. Cependant la légèreté de la comédienne et ses attachements de coulisse ne tardèrent pas à rassurer le premier ministre, austère par raison d'État; la Déjazet piémontaise fut rendue à son public idolâtre et revint, comme par le passé, présider les petits soupers du bon prince de Carignan.

CHAPITRE XVI

Alexandre Dumas et Garibaldi. — Maxime Du Camp.

Parmi les nombreux étrangers que les événements d'Italie faisaient affluer à Turin, à cette époque, se fit remarquer notre compatriote Alexandre Dumas. Le grand romancier, dont j'avais fait la connaissance jadis dans l'atelier d'Eugène Delacroix, vint passer quelques jours à Turin avant d'aller à Naples.

Toute la ville apprit le matin même son arrivée ; le lendemain, me trouvant chez la marquise Alfieri, je fus très-questionné au sujet de notre compatriote. La marquise me pria aussitôt d'aller voir Dumas et de lui demander, de sa part, s'il lui serait agréable de passer la soirée chez elle, qu'il y rencontrerait le comte de Cavour, plusieurs hommes politiques et plusieurs savants.

Le matin, je me rendis chez Dumas, qui me reçut

à merveille, mais déclina nettement l'invitation de la nièce de M. de Cavour.

« Remerciez vivement, me dit-il, la marquise Alfieri, et exprimez-lui tous mes regrets ; il m'est impossible d'accepter. Voulez-vous savoir pourquoi ? — Sans doute, repris-je. — Eh bien ! j'y rencontrerais son oncle, le comte de Cavour, et je ne veux à aucun prix le voir ! Ceci vous étonne, n'est-ce pas, mon cher ami ? — Certainement. — En voici la raison : je quitte Turin dans vingt-quatre heures, je m'embarque à Gênes, dans trois jours je serai chez Garibaldi. Je ne le connais pas, mais je lui ai écrit, il m'attend. Cet homme est un héros, un aventurier sublime, un personnage de roman. Avec lui, d'après lui, je veux faire quelque chose. C'est un fou, c'est un niais, comme vous voudrez, mais un niais héroïque ; nous nous entendrons fort bien. Que voulez-vous que je puisse faire de Cavour, moi ? Cavour est un grand homme d'État, un politique consommé, c'est un homme de génie. Il est plus fort que Garibaldi, ne le sais-je pas ? Mais il ne porte pas de chemise rouge, lui ! Il a un habit noir, une cravate blanche, comme un avoué ou comme un diplomate. Je le verrais, je causerais avec lui, et, comme tant d'autres, je serais séduit par son esprit et son bon sens. Adieu mon beau voyage ! Mon Garibaldi serait gâté. Donc, je ne veux voir à aucun prix votre président du conseil ; il ne peut être mon homme, pas plus que moi ne puis être le sien. Je suis un artiste, et Garibaldi seul m'attire. Bien que je fréquente

uniquement ici les députés de l'extrême gauche, Brofferio et les autres, dites, je vous prie, à M. de Cavour que je le fuis parce que je l'admire, et expliquez-lui bien pourquoi je quitte Turin sans le voir. »

Plusieurs mois après cette conversation, Dumas revenant de Naples passait à Turin. Ce qu'il avait prévu était arrivé, et le héros légendaire, en le voyant, s'était jeté dans les bras de son frère Dumas, devenu, le lendemain de cette première entrevue, le meilleur ami du dictateur.

Au milieu du désordre de la conquête de Naples, Dumas se fit attribuer par son ami le charmant palais de Chiatamonte avec les fonctions de surintendant des beaux-arts, ou une sinécure de ce genre. Dumas dépensa, avec sa générosité habituelle, l'or napolitain ; il essaya même de fonder un journal qui réussit quelques mois. Plus tard, l'ordre étant rétabli à Naples ou à peu près, Dumas fut évincé de son palais et de sa charge ; toutefois, comme le prestige du nom et de l'esprit français est, et sera toujours puissant et redouté en Italie, le gouvernement de Turin reconnut un contrat suivant lequel notre grand romancier s'était engagé, pour la somme de trente mille francs, à écrire, d'après les archives secrètes mises à sa disposition, l'*Histoire de la maison de Bourbon à Naples*.

L'ouvrage parut-il jamais, je l'ignore. En tout cas, le gouvernement italien exécuta fidèlement ses engagements. Je fus même chargé un jour par le ministre de France, M. Benedetti, je crois, de solliciter,

au nom de Dumas, un versement anticipé de la somme convenue, ce à quoi le ministre de l'intérieur consentit avec une bonne grâce parfaite, sans seulement se préoccuper si notre compatriote avait commencé son histoire.

Au dernier voyage de Dumas à Turin, le capitaine R..., officier d'ordonnance du roi, et le marquis S... offrirent à l'auteur un souper où mon ami de Bourgoing et moi nous fûmes invités. Garibaldi fit naturellement le sujet de la conversation, et Dumas, selon son habitude, fut étincelant de verve et d'esprit; cependant le culte et l'admiration de l'auteur des *Trois Mousquetaires* pour le héros du jour dépassait toutes les bornes.

Vers la fin du repas, pour terminer la série des anecdotes relatives au dictateur : « Voici, nous dit Dumas avec une solennité singulière et dépliant avec mystère un chiffon de papier, voici des lignes tracées par lui qui ne me quitteront jamais ! Il faut vous dire, mes amis, qu'ayant eu la fantaisie de voir Victor-Emmanuel, que je ne connais pas, je demandai à Garibaldi un mot d'introduction pour me présenter au roi. « Tiens ! me répondit Garibaldi, en me remettant ces mots écrits à la hâte, ceci te servira de passe-port. » Et en même temps le charmant conteur nous faisait passer le chiffon de papier froissé, qui contenait cette phrase unique : « *Sire, recevez Dumas, c'est mon ami et le vôtre. — G. Garibaldi.* »

« Vous pensez bien, ajouta Dumas en replaçant avec respect la lettre sur sa poitrine, qu'afin de conserver

cet autographe que le roi eût, sans aucun doute, voulu garder, je me privai, sans regrets, de faire la connaissance du roi Victor. Et aujourd'hui que le souverain se montre ingrat envers son obligé Garibaldi, vous devez juger s'il attendra longtemps ma visite ! »

Au moment où Garibaldi s'embarqua pour la conquête du royaume des Deux-Siciles, plusieurs étrangers se joignirent à lui attirés par l'esprit d'aventure et en même temps par le prestige du héros légendaire. — Des Anglais de très-grande famille l'accompagnèrent dans son expédition. — Quelques Français vinrent également le rejoindre et parmi eux M. de Flotte, qui fut tué pendant l'expédition. Maxime Du Camp, lui aussi, l'élégant Parisien blasé, le noble chercheur d'émotions et d'aventures, vint combattre auprès du chef des Mille. Puis, après avoir conquis un royaume, il revint paisiblement à ses habitudes parisiennes et publia, peu de temps après, un intéressant volume sur la campagne de Garibaldi.

CHAPITRE XVII

Castelfidardo. — Rappel du ministre de France. — Les prisonniers pontificaux à Turin. — Attitude du comte de Cavour.

Turin, 10 septembre 1860.

Je viens de parcourir l'Italie méridionale, en m'arrêtant à Florence, Livourne, Bologne, Parme et Milan.

A mon retour à Turin, je trouve la légation fort émue et en désarroi; il est vrai que, pendant mon voyage, de grands événements se sont accomplis. Garibaldi, dictateur des Deux-Siciles, a fait son entrée à Naples, et le général Cialdini s'est permis d'envahir le territoire du saint-siége.

M. de Talleyrand part demain pour Nice, mandé par l'empereur. Les rapports de la France avec le gouvernement de Turin sont décidément fort tendus.

Une note vient d'être adressée par notre légation au comte de Cavour. Cette note avertit le gouverne-

ment sarde « qu'en présence des faits qui se passent dans les Marches, et de la mission du comte della Minerva auprès du saint-siége, le cabinet impérial croit devoir protester, et, en cas de refus de se rendre à nos conseils, ordre est donné au ministre de l'Empereur de demander ses passe-ports et de se retirer avec la légation.

13 septembre.

Le Moniteur annonce le rappel du ministre de l'Empereur à Turin, mais, dans les termes mêmes dont se sert la feuille officielle pour faire connaître cette décision, on découvre une nuance entre la rupture et l'interruption des rapports; c'est une sorte de punition infligée à l'enfant terrible, volontaire et désobéissant, mais où se retrouve encore la tendresse paternelle. Néanmoins, l'effet de cette nouvelle est immense. Nous attendons demain M. de Talleyrand revenant de Nice; que lui aura dit l'Empereur?

14 septembre.

L'Empereur a eu, avec M. de Talleyrand, un long et très-curieux entretien que je n'ose pas rapporter.

19 septembre.

M de Talleyrand est parti hier soir pour Paris, nous l'avons tous accompagné à la gare en lui sou-

haitant un prompt retour. La colonie de Villa Gattina était là. Tourte, ministre de Suisse, le comte Piper, chargé d'affaires de Suède, le baron Pfuel. Rayneval demeure chargé des affaires de la légation, avec moi comme secrétaire et Bourgoing comme attaché.

J'avoue que je suis enchanté d'avoir été désigné pour rester à Turin ; ces grands événements m'intéressent à un haut degré et me passionnent même. N'est-il pas naturel qu'ayant déjà assisté aux débuts, je veuille suivre jusqu'à la fin les péripéties du drame?

Décidément le coup hardi et audacieux tenté par Garibaldi, accepté par Cavour, semble leur réussir. L'entrée de l'armée piémontaise dans les États pontificaux est une marche triomphale ; seuls les zouaves pontificaux ont résisté. Serait-il vrai, comme le prétendent nos journaux italiens, que les populations aient pour le gouvernement du saint-père une telle indifférence ? Je connais peu ces contrées, mais j'avoue que la facilité avec laquelle on les a occupées ne prouve pas de la part du peuple conquis un vif sentiment de dignité et de reconnaissance, car à tout prendre, le joug du souverain pontife n'était pas bien dur pour ses peuples.

Naples cause toujours des inquiétudes au gouvernement de Turin. L'anarchie qui règne dans la ville et en Sicile, l'attitude de Garibaldi et de son armée, l'incertitude où l'on est du parti que va prendre le pape, tout enfin conspire pour compliquer la situation.

28 septembre.

Ce matin, j'étais sorti vers huit heures du palais Perron, et me promenais paisiblement sous les arcades. « Papa Camille, » comme l'appelle le peuple de Turin, se présente à moi gai et souriant, selon son habitude.

Je l'accompagnai jusqu'au ministère, et le grand homme, me prenant par le bras, se mit à causer politique.

« C'est la plus grande partie que nous jouons en ce moment, me dit-il; vous n'êtes pas contents de nous à Paris, mais tout s'arrangera, j'en suis sûr. — J'aime les situations difficiles et je suis servi à souhait, cette fois, » fit-il en riant et en se frottant les mains, geste qui lui était habituel.

Sur ce, il me quitta, et monta l'escalier du ministère. Pendant les dix minutes que j'avais marché auprès de lui, plus de cinquante personnes l'avaient salué, députés, ouvriers, marchands; il répondait à chacun par un bon sourire ou un signe de tête. Toute la ville, en effet, le connaît et l'aime; il est impossible d'être aussi populaire. J'avoue que cet homme, que ma conscience me blâme de tant aimer, me paraît plus grand chaque fois que j'y réfléchis. Que de pensées doivent agiter cette tête puissante, ce génie fécond, audacieux et persévérant! C'est maintenant qu'il est intéressant de le voir, aux prises avec

les difficultés les plus ardues, les combinaisons les plus inextricables.

Les prisonniers français de l'armée de la Moricière viennent d'arriver à Turin. Le gouvernement piémontais, qui tient à nous être agréable, les envoie à la légation; là, ils sont libres dès qu'ils ont franchi le seuil de notre palais; on les considère comme sur le sol de France. Rayneval m'a chargé de les voir tous et de les interroger. J'ai retrouvé parmi eux plusieurs personnes de connaissance. Les officiers et les zouaves sont tous fort bien, très-enthousiastes; nous leur donnons une feuille de route et de l'argent quand ils en ont besoin.

Nos jeunes héros nous racontent les détails et les épisodes de leur trop courte guerre, avec une verve et un entrain qui nous rend fiers d'être leurs compatriotes.

Parmi les zouaves et les chasseurs pontificaux, on retrouve les plus grands noms de France. L'enthousiasme, la vivacité, le courage de ces enfants prouvent une fois de plus que partout en France, dans toutes les classes, dans tous les partis, il y a le même élan, la même vitalité et le même esprit. Ces fils de Bretagne et du faubourg Saint-Germain, déguisés en

zouaves, ont l'entrain, la gaieté, la bravoure du zouave d'Afrique et de Solferino, fils du faubourg Saint-Antoine. Sans hésiter, sur le champ de bataille, les uns les autres se seraient reconnus frères. Demain peut-être on les oubliera, ces braves jeunes gens, mais cette campagne glorieuse, quelque courte qu'elle ait été, leur aura donné le goût de la guerre, la juste fierté de leur noblesse, retrempée dans le sang. De Terves, de la Neuville, Perrodil, Maistre, Champrobert, Rohan, Chévigné, Sabran, sont ceux que nous avons le plus vus. Nous avons dîné ensemble à l'hôtel Feder. Qui sait où nous nous retrouverons, et si jamais nous devons nous revoir[1] ? Je me souviens d'un tout jeune zouave qui, blessé assez grièvement, me disait : « Ah! monsieur, quelle belle chose que la guerre ! Mon père m'avait défendu de chasser;

[1] Les jeunes officiers de l'armée en déroute nous firent de curieuses révélations sur l'attitude des autorités pontificales au moment de l'envahissement du territoire par les troupes piémontaises. Peu de jours avant l'entrée de l'ennemi dans la province d'Ancône, le général de la Moricière, découragé par le mauvais vouloir qu'il rencontrait à chaque pas auprès de ce gouvernement qu'il venait défendre, effrayé, humilié, dégoûté des désordres et des abus scandaleux qu'il découvrait à chaque pas dans cette administration arriérée, s'était expliqué avec une franchise complète, et avait avoué au saint-père, que, malgré son dévouement à sa personne et à sa cause, il allait renoncer à la tâche qu'il avait entreprise, rendue impossible par les obstacles de tout genre et l'hostilité non déguisée de l'administration romaine et de la prélature. Bien des motifs, en effet, rendaient le général la Moricière odieux à l'élément romain. Il était étranger, Français, brave et surtout honnête. Chargé par le pape de l'organisation de l'armée, il devait forcément connaître les détails, découvrir des abus qui, jusqu'ici, étaient restés cachés. Aussi, rien ne fut-il négligé pour lasser, décourager le vaillant soldat venu, de bonne foi, offrir son épée et ses services au souverain de la catholicité. Voici quelles étaient les dispositions du général au moment où le danger

c'est la première fois que j'ai tiré un coup de fusil. »

Le caractère français est bien toujours le même Quelques-uns de nos jeunes compatriotes conduits par les hasards de la guerre prisonniers à Turin, ont voulu, une fois libres, rester quelques jours pour visiter la ville. Ils se promenèrent pendant la journée, et le soir, entrèrent au théâtre Scribe, avec leurs uniformes déchirés et poudreux. Rien de mieux! La population calme et excellente de Turin les regardait avec une curiosité mêlée d'intérêt, ne pouvant se décider à considérer un Français comme un ennemi, un prisonnier de guerre. Mais nos jeunes espiègles, oubliant trop vite leur défaite, parcoururent la ville et les arcades du Pô, marchant en riant, la tête haute, cherchant à tout prix des querelles, et insultant le paisible bourgeois. Cavour me fit appeler :

éclata. Sa résolution d'abandonner Rome fut naturellement ajournée; et il annonça au saint-père, qu'en présence des événements nouveaux, il allait tenter la résistance et se mettre à la tête des troupes pour repousser l'invasion. Dès ce jour, me racontèrent les témoins oculaires, c'est-à-dire les aides de camp du général, commença dans les villes que nous étions chargés de protéger, de la part des délégats et de toutes les autorités civiles et ecclésiastiques, un système d'inertie, de mauvais vouloir, d'hostilité qui nous faisaient nous demander à chaque instant : « Que sommes-nous venus faire dans ce pays? »

Le général donna les ordres les plus énergiques; en cas de refus des autorités de prêter leur appui au corps de défense, le délégat devait être arrêté sur-le-champ et conduit à Rome. Grâce à ces mesures vigoureuses, les troupes purent recevoir des vivres et des abris. Mais que d'obstacles eut à surmonter le général de la Moricière!

Ces douloureux détails me furent confirmés plus tard à Rome, par Mgr de M***, un des prélats les plus autorisés, qui déplorait avec une franchise toute française le mauvais vouloir de l'administration pontificale à cette époque.

« Je laisse libres vos jeunes gens, me dit-il, mais de grâce qu'ils ne nous insultent pas, parce qu'ils sont vaincus. » On prit alors le parti de les caserner jusqu'à leur départ dans la citadelle, où nous sommes allés les voir avec Bourgoing et Rayneval.

Depuis que le général La Moricière est entré en campagne, depuis surtout que la nouvelle du désastre de Castelfidardo est arrivée en France, nous sommes harcelés de lettres et de dépêches télégraphiques. Des personnes que je ne connais même pas m'adressent du fond de la province des prières pressantes afin d'avoir des nouvelles d'un fils blessé ou prisonnier. Notre journée se passe à courir au ministère, et le comte de Cavour, avec une complaisance inépuisable, fait transmettre immédiatement nos télégrammes à Cialdini, de telle sorte que nous pouvons répondre presque immédiatement aux malheureuses familles et donner des nouvelles de ceux qui leur sont chers.

Hier, Bourgoing n'ayant pu voir le comte de Cavour, s'adressa à Carutti, secrétaire général du ministère, en le priant de vouloir bien faire réclamer des nouvelles d'un pauvre garçon de ses amis, retenu blessé à Lorette : « Ah ! c'est toujours pour ces gens-là? lui dit avec roideur le fonctionnaire piémontais. — Oui, monsieur, lui répondit très-haut le bon Bourgoing, et ces gens-là valent bien certains autres. Si je m'adresse à vous, c'est que je n'ai pu trouver M. de Cavour, qui a la bonté, lui, de s'intéresser encore à ces gens-là. »

Il est vrai que le pauvre Carutti est l'homme le plus vaniteux et le plus nul des employés piémontais. Il est député, et rien de plus comique que son éloquence théâtrale et boursouflée. Il a un travers, celui de vouloir jouer un rôle politique ; je doute qu'il y arrive jamais. Au club, où nous passons nos soirées, nous avons eu, Bourgoing et moi, quelques discussions un peu aigres avec certains de nos collègues du corps diplomatique et des officiers sardes au sujet des derniers événements.

Nous ne voulions pas admettre que la bataille de Castelfidardo pût être considérée comme un fait glorieux pour Cialdini et l'armée royale. De là, grande discussion, et notre amour-propre national se trouvant en jeu, nous nous montrions fort irrités de la mauvaise foi de nos amis, qui se refusaient à avouer la disproportion singulière existant entre l'armée de la Moricière et l'armée de Victor-Emmanuel.

« — Mais la Moricière est l'ennemi de votre empereur, disait-on afin de nous embarrasser ; pourquoi le défendre ?

« — Ceci est une autre question, répondions-nous. La Moricière est, avant tout, Français, et l'Empereur lui-même devrait le revendiquer. En tous cas, il avouerait que nos soldats se sont conduits en héros. Tenez ! il vaudrait mieux pour vous moins parler de votre gloire. Une poignée d'hommes écrasés par une armée entière, voilà jusqu'à présent le seul fait de guerre à enregistrer depuis que vous marchez seuls ! »

Le général Cialdini exalte la bravoure de la petite armée pontificale; il a de bons motifs pour agir ainsi. Les égards, la politesse qu'il affecte pour nos pauvres blessés et prisonniers de Lorette prouvent qu'il est, au fond, fort embarrassé d'avoir accompli cette exécution. — « Messieurs, disait le général Cugia, vous avez tous bondi comme des lions; je m'incline devant votre héroïsme. » En parcourant les noms des morts et des blessés : « Mais toute la vieille France était là! ajouta-t-il; on croirait lire une liste d'un petit lever de Louis XIV. »

Le roi a donné des ordres pour que le général la Moricière, à son arrivée à Gênes, fût installé au palais avec ses officiers d'ordonnance. Deux d'entre eux, de Terves et de Chevigné, sont venus à Turin. « Le général, nous ont-ils dit, est fort accablé; il est silencieux et sa douleur est profonde. »

Nous venons d'avoir la visite du duc de *** et du comte de Courronel, parents tous deux du vaillant général de Pimodan. — Ils vont à Lorette chercher le corps du héros pour le rapporter en France.

---

6 octobre 1860.

Le parlement a été ouvert le 2 octobre. Cavour, dans un habile exposé de la situation, a expliqué les

motifs de sa politique depuis la dernière réunion de la Chambre. Il a parlé avec ménagement du dictateur Garibaldi et a terminé en demandant un vote de confiance qui lui a été accordé avec beauconp d'enthousiasme.

L'amiral Persano, vainqueur d'Ancône, a paru à la Chambre : son entrée a été saluée par de frénétiques applaudissements. C'est à lui que le général la Moricière a voulu se rendre plutôt qu'aux généraux Fanti et Cialdini, les détracteurs d'un homme qui leur est si supérieur.

Sur l'ordre venu de Paris, notre légation a de nouveau invité le gouvernement sarde à évacuer le patrimoine de Saint-Pierre et à s'arrêter devant l'armée fidèle de Gaëte et de Capoue. La réponse a été négative et fort indépendante. C'est la première fois que le comte Cavour s'émancipe hautement de la tutelle impériale.

Qu'en résultera-t-il ? Le jour même où nous recevions cette réponse, le roi datait de Bologne une proclamation à ses troupes en prenant le commandement de l'armée. On marche décidément tout seul ; le masque est jeté, et le gouvernement ne craint plus d'avouer que c'est le royaume de Naples qu'il convoite. A vrai dire, il a laissé les choses aller si loin, que voulût-il revenir sur le passé, écouter la France, traiter avec François II, cette politique serait impossible à suivre. Il est entravé par Garibaldi et le courant révolutionnaire.

Deux alternatives lui restent : marcher à la tête

du mouvement et se l'assimiler, ou bien lui résister tout à fait, en se jetant dans les bras de la France. Le Piémont a trop d'ambition et d'orgueil pour suivre ce dernier parti, moins brillant peut-être, mais à coup sûr plus sage.

8 octobre.

Le baron de Winspeare, le dernier ministre de Sa Majesté sicilienne à Turin, est parti hier. C'était un homme vraiment dévoué.

Il a été fidèle jusqu'au malheur, qualité rare chez les Napolitains, en général plus intelligents qu'honnêtes. Sa mission était difficile et douloureuse, mais les égards et les sympathies de chacun l'ont rendue moins pénible.

Un de mes amis m'écrivait, il y a quelques jours, une singulière lettre ; ai-je besoin de dire qu'elle arrive du Midi ? « Tu restes en Italie, disait-il, tant pis ! ce climat t'énerve, tu penses trop et n'agis pas assez, et pourtant, la belle cavale à enfourcher que l'Italie, en 1860. On t'a mis le pied à l'étrier ; qu'attends-tu donc ?

« On peut, après tout, aboyer à la lune et à l'amour indéfini quand on n'a rien à faire, mais quand on joue son très-petit rôle dans le plus grand drame du siècle, quand on assiste au réveil d'un peuple, quand de sa plume on chatouille les narines

de ce puissant dormeur, est-ce qu'on a le droit d'enfiler des perles idiotes? »

La semonce de mon fougueux méridional me semble intempestive. Ne faudrait-il pas, pour être à sa hauteur, endosser la chemise rouge et crier : Vive l'unité et la république?

Quant à moi, je me trouve déjà assez, si ce n'est trop, italien. Je m'intéresse, il est vrai, à la cause de ce peuple, mais en faisant beaucoup de restrictions. Par moments, je trouve que le puissant dormeur est trop éveillé et que les moyens qu'il met en œuvre ne sont pas tous d'une scrupuleuse moralité. L'Italie est dans une crise de frénésie et de fièvre; les royaumes qui sombrent, l'arche sainte qu'on ébranle, les passions criminelles qu'on laisse agir, les armées qui se déplacent, la révolution qu'on aperçoit à l'horizon, tout est grave en cet instant, et je me félicite d'assister dans un petit coin de la coulisse au développement de ces grandes choses.

5 novembre 1860.

Le silence que garde l'Empereur ressemble beaucoup, si je ne me trompe, à une reconnaissance provisoire des faits accomplis. L'état de l'Europe sert merveilleusement les projets ambitieux du comte de Cavour. Depuis le colloque de Varsovie, qui a eu une issue si ridicule, chacun semble regarder son voisin. C'est à qui ne commencera pas.

L'empereur Napoléon, fidèle à sa politique, laisse tout supposer, feint d'hésiter et gagne du temps. Le roi Victor s'approche de Naples. La comédie du suffrage universel vient de s'y terminer comme d'habitude à l'entière satisfaction de l'auteur et des acteurs. Le public, l'Europe, reste froid, mais enfin le tour est joué; l'Autriche, pendant ce temps-là, est fort occupée chez elle, et son jeune empereur semble embarrassé des concessions qu'il vient d'accorder de son plein gré à la Hongrie. Garibaldi donne de graves inquiétudes, et pendant que le roi Victor attend aux portes de Naples la reddition de Gaëte et l'embarquement de son cousin François II, le comte de Cavour règne à Turin et de son petit cabinet surveille l'Italie et l'Europe.

Il est impossible de ne pas admirer pendant ces jours de crise le calme du peuple piémontais. La confiance de tous dans la destinée du pays et le génie du premier ministre, le peu d'inquiétude qu'ils manifestent en songeant à l'avenir, est vraiment remarquable. Est-ce, chez eux, aveuglement ou pénétration? En tous cas, il est impossible d'attendre avec plus de dignité l'issue d'événements aussi graves. Quel peuple se prêterait à une telle situation? Aucun, il est vrai, n'est plus attaché à sa maison royale. Quoi qu'il advienne, le roi de Turin retrouvera dans ses vieilles provinces fidélité et dévouement. Combien, il faut l'avouer, le Piémontais est supérieur aux autres populations de l'Italie comme caractère, énergie, bon sens! Il n'est pas brillant, mais solide et facile à

gouverner. N'est-ce pas touchant de voir cette noblesse peu sympathique, hostile même au mouvement dirigé par Cavour, suivre son roi à l'armée et se faire tuer sans discussion, sans murmure?

A Novare, tous en étaient là. Depuis, il est vrai, on s'est un peu rallié aux nouvelles idées, mais que de dissidents encore! Si, en France et dans le reste de l'Europe, on est sévère pour l'Italie, à Turin, peut-être sommes-nous trop indulgents pour elle? Nous confondons le Piémontais avec l'Italien, et ainsi sommes-nous portés à attribuer au reste de la nation les qualités éminentes que l'on remarque chez les individus du Nord. C'est ce qui explique la singulière bienveillance à l'égard de l'Italie qui anime, peu de temps après leur arrivée, la plupart des diplomates. La légation de Russie qui vient d'être rappelée était tout italienne. Le comte de Stackelberg, le prince Gargarine, d'Hanzas apporteront malgré eux, à Saint-Pétersbourg, d'excellentes dispositions à l'endroit du pays et de ses entreprises. Le comte Brassier de Saint-Simon, quoique ministre de Prusse et chargé des intérêts de l'Autriche, est tout à fait sous le charme, ainsi que le personnel de sa légation. L'Espagne même, qui vient de rompre ses relations, avait à Turin un représentant peu hostile au pays et à la politique italienne; les Coëllo, en partant, regretteront toujours le séjour et la société de Turin.

CHAPITRE XVIII

Le comte de Cavour dans sa famille.

Turin, 1831.

Le droit d'aînesse est encore tellement respecté à Turin, que le comte de Cavour, maître des destinées de l'Italie, tenant dans sa main le roi, le parlement, la nation, premier ministre et tout-puissant dans l'État, s'y soumet, chaque jour, sans murmurer, en subit les exigences les plus mesquines, s'incline devant toutes ses prérogatives. On sait qu'il vit avec son frère, le marquis Gustave de Cavour, plus âgé que lui de quelques années ; leur fortune n'a jamais été divisée, et tous deux habitent en commun l'hôtel de la famille. La maison est sans doute, aussi bien qu'à l'aîné, à l'entière disposition du comte, qui y reçoit ses amis et donne des dîners quand bon lui semble. Toutefois, en dépassant le seuil de la vieille

maison paternelle, le ministre n'est plus pour son frère que Camille de Cavour.

A table, le marquis a naturellement la place d'honneur, mais ce qui, pour son frère, devient une obligation désagréable, un vrai supplice chaque soir, c'est, après les fatigues du parlement, de voir s'asseoir à sa table l'intendant de la famille pour lequel il a toujours eu une profonde aversion. Toute sa vie, il a été contraint de supporter la présence de cet homme, par la raison que son frère aîné le voulait ainsi. Eynard de Cavour, son neveu, le fils du marquis, a pour son oncle une tendresse qui prime un peu chez lui le sentiment de l'amour filial. Je le comprends sans peine. En me parlant, un jour, des rapports qui existaient entre son père et son oncle, il me confia qu'il avait été plus d'une fois témoin de la patience de ce dernier, et que jamais il n'avait pu s'expliquer l'obstination du marquis à ne pas faire à son frère le plus léger sacrifice. « On me croit bien puissant, disait un jour M. de Cavour devant moi, eh bien, jamais je n'ai pu obtenir d'être débarrassé de Barnabo. Il faut, bon gré mal gré, que je le subisse. »

Cavour aime peu les arts et avoue franchement qu'il ne comprend guère, ailleurs que dans la nature, le sentiment du beau. L'agriculture est son occupation favorite, dès que la politique ne l'absorbe plus. Les améliorations introduites par lui dans la culture des fermes de Santena et de Leri ont eu pour résultat de doubler et de tripler, en peu d'années, les

revenus déjà considérables de la famille de Cavour. Souvent, lorsque le parlement et ses ministères lui permettent de s'absenter vingt-quatre heures, il prend la route de Leri et là, en sabots, avec ses paysans, il parcourt les champs et visite en détail toutes ses propriétés. Ce domaine, fort important comme exploitation, ne possède pour habitation qu'une grande ferme, sans luxe et même sans confortable; tout au plus, peut-on s'y installer quelques jours, mais pour le comte de Cavour, l'homme le plus simple dans ses goûts et le moins exigeant, la ferme de Leri est préférable au plus somptueux château du Yorkshire.

Depuis que je suis à Turin, je ne me souviens pas d'avoir rencontré une seule fois le comte Camille en voiture. Le palais Madame, il est vrai, est environ à quatre minutes de son hôtel, et tous les ministères sont situés sur la place du Château. Les chevaux et l'équipage des Cavour ne sortent que les jours de grande cérémonie ou pour les conduire à la gare de Milan. Quoiqu'il soit membre du Jockey-Club, M. de Cavour est peu sensible aux séductions du sport. Il a été joueur dans sa jeunesse, joueur très-hardi. Un de ses amis parisiens, M. Charles de la Ferronays, me parlait l'autre jour d'une très-grosse partie où le jeune Turinois, il y a quelque vingt ans, fit preuve d'une audace et d'un sang-froid qu'il devait déployer sur d'autres théâtres.

CHAPITRE XIX

Garibaldi au parlement de Turin. — La séance du 18 avril.

Turin, 18 avril 1861.

Je reviens du palais Carignan. Les péripéties de cette séance mémorable auront pour l'avenir de l'Italie un intérêt tel, que je me hâte d'écrire mes impressions.

La présence de Garibaldi à Turin, après les injures adressées par lui au parlement dans sa trop fameuse lettre, avait agité d'une façon inusitée notre tranquille capitale. Depuis cinq jours qu'il est arrivé de Gênes, l'ex-dictateur, retenu par ses rhumatismes, n'avait pas encore paru à la chambre. C'est la première fois que le demi-dieu daigne s'asseoir au milieu de ses collègues, simples mortels. Aussi, chacun d'eux attendait-il avec impatience son entrée au parlement, la considérant avec raison comme le signal qui devait faire éclater au grand jour la lutte

sourde et violente qui existe entre le parti d'action et le ministère.

Les tribunes avaient été, dès le matin, envahies par les garibaldiens et par le peuple. Une grande foule stationnait devant le palais Carignan, guettant l'arrivée du général. Quant à la tribune diplomatique, elle était remplie par les élégantes de Turin et les femmes des ministres. Sir James Hudson, le ministre d'Angleterre, peu assidu d'ordinaire aux séances du parlement, avait pris sa place de bonne heure; il paraissait inquiet : « Bien que Cavour m'ait semblé fort calme ce matin, j'ai peur, dit-il. Pourvu qu'il se contienne! » Les postes militaires avaient été doublés partout, non point qu'on voulût faire à la bonne ville de Turin l'injure de douter de sa sagesse et de son bon sens, mais on craignait un mouvement de la part des nombreux volontaires et gens douteux attirés par la présence de Garibaldi, et dont le sort allait être décidé dans cette séance.

Cette appréhension s'expliquait d'autant mieux que les chefs du comité de Gênes s'étaient tous donné rendez-vous auprès du général.

La séance fut ouverte à une heure et demie comme d'habitude. Tous les ministres siégeaient à leur banc. Vers deux heures, le bruit des acclamations de la foule, répandue sur la place, pénétra jusque dans la salle et avertit de l'approche de Garibaldi.

En effet, c'était lui!

Tout à coup, un tonnerre d'applaudissements et de cris partis des tribunes publiques annonça la pré-

sence du grand homme. Une petite porte, cachée dans le mur et placée derrière les gradins les plus élevés de la gauche, s'ouvrit pour laisser passage à Garibaldi. Il apparut, revêtu du costume traditionnel; l'immortelle chemise rouge recouverte d'une sorte de manteau gris, en forme de chasuble ou *poncho* mexicain, lui donnait la physionomie d'un prophète ou, si l'on préfère, d'un vieux comédien. Tous les députés, sauf une quinzaine de membres de la gauche, restèrent assis et attendirent patiemment pendant environ quatre ou cinq minutes la fin des hourras.

La froideur silencieuse de la chambre formait un singulier contraste avec les acclamations des tribunes, lesquelles, à vrai dire, ne contenaient aucun Turinois. Enfin, Garibaldi s'étant assis au dernier rang de l'extrême gauche, auprès des deux députés qui l'avaient accompagné, la séance fut reprise. La formule du serment lue par le président fut répétée par le nouveau député. Lorsque le baron Ricasoli eut terminé les interpellations annoncées au sujet des volontaires, le ministre de la guerre général Fanti, répondit par un long discours écrit, mais très-ferme et très-énergique à l'endroit des garibaldiens.

Alors seulement, au milieu d'un profond silence, Garibaldi se leva pour prendre la parole. L'émotion de tous était visible. Chacun sentait combien le moment était solennel, et de quelle importance seraient, dans l'état d'exaspération des partis, les paroles prononcées par le dictateur. La haine bien connue de

Garibaldi pour le cabinet présidé par M. de Cavour, l'antagonisme déclaré entre l'armée méridionale et l'armée régulière, contribuaient encore à augmenter l'intérêt de cette séance.

Il ne faut pas oublier quelle était, en Italie, la situation de Garibaldi au moment où il entrait à la chambre. Conquérant du royaume des Deux-Siciles, acclamé par cinq millions d'Italiens comme libérateur, généralissime d'une armée créée par lui, entouré du prestige de la victoire et d'une popularité immense, il avait pris dans le royaume une position redoutable que les flatteurs de son entourage avaient tout intérêt à grandir encore. Son orgueil, excité au plus haut degré par les ovations des Napolitains, ce peuple d'ilotes, n'avait plus de bornes. Arrogant avec le gouvernement, insolent avec le parlement, il n'épargnait pas les insultes à la représentation nationale, et il avait été jusqu'à traiter le roi avec une familiarité d'égal à égal. A Turin, où le sentiment monarchique est invétéré, on appréciait tout autrement Garibaldi; il y était fort impopulaire et regardé comme un homme dangereux pour l'Italie. On rendait justice à son courage, à son honnêteté, mais personne n'ignorait combien son caractère était faible et son esprit borné.

Garibaldi a environ cinquante ans; il est grand, et l'on ne peut nier que sa physionomie n'ait une expression étrange et assez belle. Il a dans la face je ne sais quoi du lion. Ses yeux sont expressifs, quoique petits; sa voix est sonore, pleine, vibrante, et

son costume, d'un autre siècle ou d'un autre pays, ajoutait encore à la scène une sorte d'intérêt théâtral. Mais, hélas! l'acteur savait peu son rôle. A peine eut-il prononcé quelques mots, que la mémoire lui fit défaut : ses phrases étaient incohérentes et sans suite; il cherchait en vain, les yeux armés d'un vaste binocle, sur les feuillets qu'il tenait à la main, le fil de ses idées. Les deux acolytes placés auprès de lui, N... et S..., lui soufflaient les phrases et cherchaient en vain à indiquer sur le feuillet le passage oublié; mais tout effort était inutile.

Le début du discours traîna avec peine. La gauche de l'assemblée, c'est-à-dire les députés garibaldiens, souffraient du déplorable effet produit par leur chef, lorsque tout à coup, abandonnant ces formes parlementaires qui le gênaient visiblement, Garibaldi repoussa avec humeur et brusquerie les feuillets qui jonchaient la table et se livra à l'improvisation.

La scène changea d'aspect : de ridicule et pénible qu'elle avait été, elle devint tragique. C'est alors que, s'adressant d'une voix et d'un geste menaçants au banc des ministres, il déclara « qu'il lui serait à jamais impossible de serrer la main de l'homme qui avait vendu sa patrie à l'étranger, et de s'allier à un gouvernement dont la main froide et malfaisante essayait de fomenter une guerre fratricide! »

A ces mots, la chambre entière se leva, tandis que les tribunes éclataient en hourras.

Le comte de Cavour, qui, jusqu'à cet instant, avait écouté de sang-froid, accoudé, et les yeux fixés

sur l'orateur, les accusations portées contre lui, se redressa, pâle et frémissant, pour protester contre ces odieuses imputations. Les cris : « A l'ordre ! à l'ordre ! C'est indigne ! » furent généraux.

Le tumulte était à son comble, augmenté encore par les applaudissements et le vacarme des tribunes. Les députés se précipitèrent dans l'hémicycle, quittant tous leurs siéges pour entourer le banc des ministres. Un député de la gauche s'élança en bondissant de sa place et vint menacer du poing le président du conseil. Celui-ci répliquait avec véhémence. Plusieurs députés saisirent l'énergumène par le bras et l'éloignèrent de force, afin qu'il pût calmer plus loin son exaspération. Des groupes se formaient de tous côtés ; on y discutait avec violence, avec colère ; on échangeait des injures et des interpellations de toute nature, que le bruit et le désordre empêchaient, la plupart du temps, d'arriver à leur adresse.

Des cris et des menaces partaient même de la tribune diplomatique ; les dames effrayées voulaient s'enfuir. Enfin cette scène dramatique et tumultueuse rappelait les tristes jours de la Convention.

Quant à l'attitude du président Rattazzi, elle avait été très-singulière. Au moment où les cris unanimes de l'assemblée le sommaient de rappeler à l'ordre l'illustre général, Rattazzi, sans chercher à faire entendre sa voix pour obéir à la Chambre, se couvrit et s'esquiva de son fauteuil. Il était évidemment troublé. Le mot « trahison » lui était, en ce moment même et fort injustement, jeté à la face par plusieurs

députés. Sa conduite, cependant, resta incompréhensible. La séance fut interrompue plus de vingt minutes sans que l'agitation, qui de l'assemblée s'était répandue dans les tribunes, pût parvenir à se calmer.

Enfin, contre toute attente, la discussion fut reprise. Le président rendit la parole à l'orateur, en le priant simplement de s'abstenir, dans la suite de son discours, des expressions dont il s'était servi. A ces mots, la majorité se leva en criant : « A l'ordre! rappelez-le à l'ordre! il doit tout rétracter! à l'ordre! » Vaines réclamations. Rattazzi, sans prendre garde aux interruptions, continuait, d'une voix calme, à engager l'orateur à plus de modération. Ce fut tout. Aussi, lorsque Garibaldi se leva de nouveau, les tribunes publiques firent-elles retentir la salle de salves prolongées d'applaudissements. Le scandale ne pouvait être plus évident. « Faites évacuer les tribunes! » répétait-on sur tous les bancs de la Chambre.

Pour toute satisfaction, le président, agitant sa sonnette, s'adressait au public en le menaçant, pour la troisième fois, de céder aux injonctions de l'assemblée en faisant évacuer les tribunes.

La parole ayant été de nouveau accordée à Garibaldi, celui-ci absous, sinon approuvé par le président, reprit son discours là où l'avaient interrompu les clameurs de la Chambre indignée. Le calme qu'il avait conservé pendant l'orage soulevé par lui démontrait évidemment que le pauvre homme n'avait

pas eu conscience de la gravité des paroles injurieuses qui lui étaient échappées.

Il termina sa harangue en sommant le ministère de lui donner des gages non équivoques de patriotisme. Lorsqu'il se fut assis, le général Bixio crut devoir prendre la parole, afin d'excuser en quelque sorte son illustre chef, assurant qu'il ne fallait pas prendre à la lettre les paroles prononcées par Garibaldi, plus guerrier qu'orateur; quant à lui, il faisait personnellement appel à la concorde et à la conciliation. Ces quelques phrases, d'ailleurs pleines de bon sens et de droiture, furent applaudies par la majorité, mais peu goûtées de la gauche, qui voyait avec peine un brevet d'imbécillité accordé au héros, devant lui-même, en pleine assemblée, et par un de ses meilleurs amis.

Le comte de Cavour, encore sous le coup d'une émotion visible, se leva au milieu d'un profond silence pour accepter cet appel fait au nom de la concorde et de l'oubli. Il resta maître de lui et s'abstint de faire aucune allusion aux outrages et à l'ingratitude de Garibaldi.

Lorsqu'on vit, après ces mots, Garibaldi redemander la parole, chacun pensa que le héros, touché de cette générosité, accepterait la main si noblement tendue. Mais loin de là, le dictateur, renouvelant ses plaintes et ses récriminations, affirma que, pour lui, il n'accepterait comme gage de réconciliation que deux mesures : d'abord la réorganisation immédiate de l'armée méridionale sous son commandement

en chef, ensuite l'armement de toute la nation.

A ces mots, interruptions violentes et dénégations : « Mais quoi ! reprit-il, l'Angleterre, en ce moment, n'a-t-elle pas une armée de volontaires ? et nous donc, ne sommes-nous pas entourés de plus d'ennemis ? l'Autriche n'est-elle pas sur la défensive, et les Français de Rome ne sont-ils pas nos ennemis ? »

C'est ainsi que se termina la séance. Les députés haussaient les épaules en se regardant, désespérant de faire entendre raison à cet impolitique guerrier.

Que pouvait-on attendre d'un entêtement aussi violent, de prétentions aussi exagérées ? Selon Garibaldi, les héros de Sicile et de Naples, ses compagnons d'armes, avaient seuls mérité de la patrie, et seuls pouvaient, en ce moment, la sauver.

« Le gouvernement (avait-il dit dans un récent discours adressé, à Gênes, à une députation d'ouvriers et reproduit dans tous les journaux) est composé *de gens lâches et pusillanimes*, la Chambre est une « Assemblée *de laquais*, et le roi même sur lequel il avait cru pouvoir compter, lui, Garibaldi marche à sa perte en écoutant d'indignes conseillers ! »

Voilà dans quelles dispositions d'esprit et dans quels sentiments Garibaldi était entré ce jour-là au parlement ; on voit qu'à la suite de la discussion, il avait peu changé d'avis. Tel était l'homme qui avait osé accuser Cavour de ne pas aimer sa patrie ! Certes, dans cette séance, Cavour a fait à son pays le plus

grand des sacrifices : violent et emporté comme nous le connaissons, il a su se maîtriser et faire taire son indignation.

S'il eût prononcé un seul mot, la chambre entière, qui avait les yeux fixés sur lui, se fût levée pour faire justice et se prononcer contre l'insolent dictateur. Mais Cavour resta calme et eut même le courage de parler de conciliation. Pourquoi ? C'est qu'il savait que, sans ce calme, le soir même, la guerre civile aurait éclaté en Italie, et que l'Italie n'était pas encore assez compacte pour supporter cette terrible épreuve. Lui-même n'était pas assez fort pour pouvoir, en ce moment, se débarrasser sans danger de l'élément dont, hélas ! il s'était trop servi

Que conclure de cette séance ? Le moment de la lutte est retardé, voilà tout ; mais tôt ou tard il faudra se mesurer.

Le lion Garibaldi, plus de doute aujourd'hui pour personne, représente et personnifie le parti révolutionnaire ; il n'est, à vrai dire, qu'un instrument entre les mains de Mazzini. C'est bien aux cris de « Vive Victor-Emmanuel ! » que le dictateur est entré à Palerme et à Naples. Mais ce nom, qui lui a servi de talisman et qui a fait sa force, sera rejeté avec mépris le jour où, assez puissant ou assez audacieux, Mazzini, levant son masque, s'écriera : « Vive la république ! »

Je crois vraiment qu'à l'heure présente, Garibaldi, comme toujours, est de bonne foi, et qu'il est, à sa manière, dévoué à son pays. Mais c'est en cela

même qu'il est plus dangereux, et ses audaces et les entreprises dont il menace le gouvernement sont d'autant plus à redouter que c'est au nom de l'indépendance et du patriotisme qu'il parle. Masaniello est encore dans sa toute-puissance.

Voilà ce qui embarrasse Cavour et l'empêche de se séparer violemment d'un parti qui compte beaucoup d'honnêtes gens. Nombre d'Italiens sensés, aimant passionnément leur patrie, ne peuvent encore se résoudre à croire que leur idole, leur héros, n'est, après tout, qu'un pauvre niais intrépide, désintéressé, il est vrai, mais dont l'orgueil sans limites a détruit la raison et le sens.

A la sortie du parlement, Garibaldi a été tumultueusement accompagné jusque chez lui par ces mêmes partisans qui avaient encombré les tribunes. Quant à la population, elle restait calme, insensible à tous ces cris, qui n'étaient que des provocations.

CHAPITRE XX

La mort du comte de Cavour.

Turin, mardi 4 juin 1861.

Nous venons de traverser trois jours de fête fatigants, mais bien remplis : revues, courses de chevaux de *Birroccini* (Romagnes) ; le soir, feux d'artifice, illuminations des collines. Jamais la bonne ville de Turin ne m'a paru aussi animée et aussi gaie ; jamais, il est vrai, la fête du Statut n'a été célébrée avec plus d'éclat. Mais, sans contredit, c'est la foire de bienfaisance (*fiera di benefizenza*) qui a attiré le plus de visiteurs.

Le Jardin du roi avait été mis à la disposition des dames patronnesses de Turin pour y établir leur vente. Rarement fête a été organisée avec autant de goût et a réussi aussi complétement. Les comtes Pollonc et de Sartirana étaient les commissaires, et chacun leur a adressé de sincères félicitations. Dans la

grande avenue du jardin, allée épaisse et touffue, on avait construit vingt pavillons décorés très-élégamment. Dans chacun d'eux, quatre dames, des plus jolies, de la noblesse et de la bourgeoisie, tenaient boutique d'objets de fantaisie, de fleurs et de bonbons. A chaque extrémité de l'avenue, deux orchestres excellents jouaient à tour de rôle. Un café chantant, des jeux de bague, de loterie, des tirs au pistolet, tenus également par des dames, étaient placés du côté des écuries du roi.

Les pavillons aux nuances claires et variées sous lesquels s'abritaient les marchandes, les bannières, les drapeaux de toutes couleurs, les guirlandes qui s'entrelaçaient au feuillage des arbres, les sons de la musique, les rayons du soleil, tout l'ensemble enfin produisait un ravissant effet. Les charmantes Turinoises aux toilettes fraîches et coquettes, circulant dans les allées ; l'entrain, l'animation des groupes arrêtés devant les pavillons, la foule des promeneurs donnaient au vieux jardin du palais, si solitaire d'habitude, une curieuse physionomie.

4 juin, matin.

Depuis trois jours, le comte de Cavour est assez malade ; aujourd'hui cependant, il est mieux, car je viens de rencontrer à la fête la marquise Alfieri, sa nièce, et ses deux petites filles. Elle nous a donné de plus rassurantes nouvelles ; l'inquiétude qui s'était

répandue en ville a diminué. Le malade a été saigné cinq fois. Il est vrai qu'à Turin ce remède, si énergique et si effrayant ailleurs, est employé à toute occasion et sous tous les prétextes. Cependant cette indisposition me préoccupe. Depuis que je suis en Italie, le comte a été souvent malade, mais jamais aussi gravement et surtout aussi longtemps. La pensée qu'il peut être enlevé fait trembler ses ennemis même. Que Dieu préserve l'Italie d'un tel malheur! Aujourd'hui que ces sombres idées traversent l'esprit, on sent vraiment que Cavour est l'homme du moment, l'homme indispensable; son génie et son dévouement sont encore si nécessaires à son pays!

Mercredi 5 juin, onze heures du soir.

Les appréhensions que j'avais hier soir étaient malheureusement fondées : la maladie, en quelques heures, a fait d'épouvantables progrès ; la nuit a été très-mauvaise. Dès le matin, le danger a été déclaré imminent. Les bulletins des médecins se succèdent d'heure en heure. On n'ose déjà plus cacher à la population l'état alarmant du malade.

Est-il possible que ce terrible mal ait fait en si peu de temps de tels ravages? On ne sait quel nom donner à la maladie. Les uns l'appellent fièvre typhoïde ; les autres, inflammation du cerveau ; mais personne n'ose, de sang-froid, envisager l'étendue du danger et le malheur qui menace.

Je suis allé plusieurs fois dans la journée prendre des nouvelles. La circulation des voitures a cessé dans les rues qui avoisinent l'hôtel Cavour; les abords de la maison sont encombrés par une foule silencieuse. Je suis retourné à six heures. Une dernière consultation venait d'avoir lieu, et je montai jusque dans l'appartement pour savoir ce qui en était. On disait dans la foule que M. de Cavour s'était confessé le matin. Au moment où j'entrais dans le vestibule qui précède les salons, la sonnette funèbre des agonisants se fit entendre dans la rue. En même temps, le marquis de Cavour, sa fille madame Alfieri, et Eynard de Cavour sortaient de la chambre du malade, tenant à la main de longs cierges allumés.

Sans me dire un mot, le marquis me plaça un cierge dans la main; suivi de la famille et des gens de la maison, il descendit, selon l'usage, pour recevoir les prêtres au bas du grand vestibule. J'accompagnai le cortége sinistre jusqu'auprès du lit du mourant. Une sorte d'autel était dressé au milieu de la chambre. Tous les assistants s'agenouillèrent, et le prêtre commença les prières des agonisants.

La physionomie du malade était très-fatiguée; ses traits cependant étaient loin d'être décomposés; les yeux semblaient ternes, mais son sourire habituel me frappa. Il répondit d'une voix tellement forte au prêtre qui l'interrogeait, que je crus un instant que ces paroles avaient été prononcées par son frère, le marquis Gustave. Le timbre de la voix avait conservé

toute sa sonorité, et j'entendis distinctement plusieurs mots qu'il prononça en italien et en latin, en réponse aux prières du prêtre.

La cérémonie dura à peu près un quart d'heure, et tandis que le prêtre faisait sur le front et les membres du mourant les onctions saintes, je remarquai que M. de Cavour, sans effort, joignait les mains sur sa poitrine.

Quand je descendis, je retrouvai dans les cours et devant l'hôtel la foule qui y stationnait depuis le matin. Tous étaient consternés ; dans les groupes, on parlait à voix basse ; l'on recueillait avec avidité les nouvelles que rapportaient les personnes sortant des appartements. Des gens du peuple, des ouvriers, des soldats, des personnes appartenant à la noblesse, un grand nombre de députés composaient cette foule; et, sur le visage de chacun, la même anxiété, la même douleur était empreinte.

Dans la journée, j'étais entré au parlement, les députés étaient peu nombreux; la discussion languissait, sans cesse interrompue par des bulletins de la maladie que le président lisait à l'Assemblée.

La plupart des boutiques et des magasins de la rue du Pò, la rue la plus animée de Turin, étaient fermés ; on s'arrêtait, sans se connaître, pour s'interroger sur les progrès du mal.

Jeudi 6 juin, trois heures du matin.

Il est trois heures ; je sors du palais Cavour. Le comte respire encore, mais Dieu sait si aujourd'hui même, au lever du soleil, l'Italie ne sera pas en deuil.

J'ai passé une partie de la soirée au club et chez sir James Hudson, ministre d'Angleterre, l'ami intime du pauvre comte. Nous étions huit ou dix. Personne n'osait parler. De temps en temps quelqu'un entrait pour donner des détails, puis le silence recommençait.

Sir James, accoudé devant une table, tenait entre ses doigts un des derniers bulletins, sans prononcer un mot. De grosses larmes coulaient de ses yeux. Il était atterré. Le député ami de la maison, Massari, qui arrivait de la casa Cavour, nous raconta l'entrevue du roi avec son premier ministre.

A dix heures, Sa Majesté, accompagnée du général Cigala, s'était présentée à l'hôtel. Elle avait pénétré, sans faire avertir personne, jusque dans la chambre du mourant. La marquise Alfieri et son frère Eynard, le marquis de Rorà et la sœur de Charité qui soignait le malade étaient debout ou agenouillés auprès du lit.

Le roi restait accoudé près de la porte, sans avancer. Aucun des assistants ne s'étant aperçu de sa présence, ce fut Cavour lui-même qui la remarqua

le premier, et, soulevant son bras vers la porte, dit : « Ah ! Maestà ! » La famille se retira aussitôt de la chambre pour laisser le roi seul avec son ministre.

L'entrevue dura plus de dix minutes, et le roi en sortant avait les yeux pleins de larmes.

A deux heures, avant de rentrer, j'ai voulu passer rue Cavour. Malgré l'heure avancée de la nuit, des groupes stationnaient encore devant l'hôtel, dont les portes étaient fermées. Je me fis ouvrir. Dans le vestibule, je trouvai son malheureux neveu Eynard. Le pauvre garçon me fit peine à voir : depuis vingt-quatre heures il était méconnaissable ; il sortait de la chambre de son oncle pour respirer un peu d'air. « En ce moment, me dit-il, la fièvre a diminué. » Mais le délire continuait ; la voix du moribond était tellement forte, la vie encore si puissante, qu'à travers le vestibule et deux salons nous entendions les paroles du malade. « Il prononce sans cesse, me dit Eynard, les mots : « Empereur ! Italie ! pas d'état de « siége ! » Il a parfaitement reconnu le roi ce soir. Cette visite, que nous redoutions, ne l'a cependant pas fatigué. Par instants, il retrouve toute la lucidité de son esprit et parle avec calme de son état, dont il comprend toute la gravité.

« Hier, dans la nuit, il interrogeait ma sœur sur la consultation des médecins.—Ils m'ont abandonné, n'est-ce pas? lui dit-il. La marquise, pour le rassurer, lui ayant répondu le contraire : — Eh bien, c'est moi, mon enfant, qui les abandonnerai demain, reprit-il en souriant.

« La cérémonie religieuse, loin de l'impressionner, lui a apporté un grand apaisement. Il a été plus calme depuis ce moment. Vous l'avez vu ce soir, ses traits n'ont pas beaucoup changé ! »

M. de Cavour avait une très-grande affection pour le père Jacques, le prêtre qui l'a confessé et administré ; la famille se louait beaucoup du tact et de l'intelligence avec lesquels les moines de la *Madona degli Angeli* ont accompli leur triste mission.

Après m'avoir donné ces détails, Eynard me quitta pour rentrer dans la chambre de son oncle. Il me serra la main en secouant la tête.

« — Tout sera fini ! me dit-il, quand je vous reverrai. »

Jeudi, 6 juin 1861.

Le comte de Cavour est mort ce matin, à six heures trois quarts. A sept heures, Rayneval m'a réveillé pour m'annoncer la nouvelle. Je suis sorti immédiatement. La consternation et la stupeur qui règnent dans la ville ont je ne sais quoi d'effrayant. Toutes les boutiques sont fermées ; les habitants circulent sans savoir où ils se dirigent, la figure renversée, s'interrogeant et parlant entre eux de l'irréparable malheur. Plus d'un ne peut encore y croire et se transporte à l'hôtel pour en acquérir la certitude.

A une heure, la chambre et le sénat se sont réu-

nis pour entendre la communication du gouvernement.

Le ministre de l'intérieur, Minghetti, a éclaté en sanglots en annonçant la mort du comte Camille de Cavour, président du conseil.

Le président Ratazzi a prononcé, d'une voix très-calme, quelques paroles assez convenables.

Un grand nombre de députés pleuraient.

La chambre a décidé sur-le-champ que ses séances seraient interrompues pendant cinq jours. La tribune et le banc des ministres seront revêtus d'un crêpe. Pendant un mois, le drapeau placé à la porte du palais Carignan, et qui annonce que le parlement siége, sera recouvert d'un voile noir. Toute la chambre assistera aux funérailles.

Je ne saurais dire quelle impression profonde saisit chacun des assistants, en voyant au banc des ministres cette place laissée vide, et qui jamais ne sera reprise.

On croyait par instants sortir d'un mauvais rêve ; on espérait s'éveiller et voir le comte Camille entrer en souriant, comme il en avait l'habitude, et s'asseoir à la place qu'il occupait il y a cinq jours.

En sortant de la chambre, j'ai rencontré sir James, qui m'a serré la main sans prononcer un mot; il pleurait à chaudes larmes. Quant à moi, je l'avoue, j'étais suffoqué par l'émotion; j'avais pour l'homme illustre que l'Italie vient de perdre une sorte de culte. Il daignait me témoigner une affection et une bienveillance toutes particulières, n'ignorant

point, de son côté, combien je lui étais attaché.

Devant cette douleur publique, devant ce deuil de tout un peuple, qui pourrait rester indifférent?

La municipalité vient de faire afficher une proclamation très-belle. Elle invite les citoyens « à ne pas se laisser abattre par le découragement, à honorer la mémoire de celui qui n'est plus, en s'armant d'énergie et de persévérance. Dieu, leur envoyant cette cruelle épreuve, les avertit de compter sur eux-mêmes. »

Les journaux ont paru encadrés de noir. Dans *l'Armonia*, un article très-remarquable, plein de noblesse et de générosité, rend justice au grand citoyen qu'elle a toujours combattu. Seul, l'infâme journal de Mazzini et de Garibaldi, *l'Unità italiana*, ose laisser éclater sa joie.

Et tous cependant, ennemis ou amis, songent avec terreur au lendemain, tant on était habitué à compter sur cette vaste intelligence, sur ce profond génie qui savait si merveilleusement sortir du danger et arriver au port.

Le prince de Carignan, qui avait pour Cavour un sincère attachement, disait hier à un de ses officiers d'ordonnance : « Pourquoi n'est-ce pas moi qui suis mort? »

Vendredi 7 juin 8611.

Je reviens des funérailles.

La ville entière, malgré une pluie battante, a suivi le triste cortége.

La petite église, sa paroisse, la *Madona degli Angeli*, ne contenait que les membres du parlement, le corps diplomatique et la maison du roi.

Autour du cercueil, placé à terre et recouvert d'une immense draperie noire, dix valets à la livrée rouge du roi étaient rangés debout, tenant chacun à la main l'écusson royal de Savoie.

Sa Majesté désirait que les restes mortels du comte de Cavour fussent inhumés à la *Superga*, sépulture des princes de la maison royale; mais la famille a décliné cet honneur.

Je reviens de cette cérémonie, le cœur serré, navré comme si j'avais perdu un ami intime, un parent aimé. La douleur immense qui enveloppe la ville, la tristesse morne répandue sur tous les visages et si vive dans les cœurs est vraiment communicative; d'ailleurs, pourquoi m'en défendrais-je? j'avais pour cet homme autant de sympathie que d'admiration, et mon seul regret, c'est qu'il ne soit pas né en France.

La marquise de Rorà, sa cousine, que j'ai vue aujourd'hui, m'a longuement entretenu de ses derniers moments.

Certaines paroles du P. Jacques, le confesseur et l'ami du comte, l'avaient particulièrement frappée.

Lorsque, agenouillée, elle baisait la main du mort: « Ne pleurez pas, madame, lui dit le moine, mais espérez, car nul au monde comme lui ne sut pardonner et secourir. » Ces deux mots, en effet, résu-

ment parfaitement la vie privée du comte de Cavour.

Ce n'était pas le grand penseur, l'habile diplomate que regrettaient ces ouvriers, ces femmes du peuple que j'ai vus ce matin sangloter en sortant de la chambre mortuaire ; c'était leur bienfaiteur, leur Providence de chaque jour.

Son peuple de Turin a voulu le contempler une dernière fois sur le lit de mort où il est resté exposé jusqu'à quatre heures de l'après-midi, heure où le cortége funèbre est sorti de l'hôtel. Depuis le matin, les portes avaient été ouvertes au public. Une foule immense assiégeait les rues avoisinantes, et tous, hommes, femmes, enfants, défilèrent silencieusement devant les restes du grand homme. Je suivis la foule. Il fallut traverser la suite des appartements ; je m'arrêtai longtemps dans la pièce qui précédait la chambre mortuaire.

C'était le modeste cabinet de travail d'où tant de grandes pensées, tant d'idées lumineuses sont sorties. Que de nuits sans sommeil ! que de préoccupations ! que de desseins médités !

Je me rappelai alors cette physionomie gracieuse et pleine de bienveillance, ce front large et puissant, ces yeux vifs et perçants, et surtout ce sourire fin qui n'appartenait qu'à lui.

Son vieux valet de chambre raconta devant moi que depuis plus d'un mois le comte n'avait pu dormir. Il passait les nuits à lire ou à marcher dans sa chambre ou dans son cabinet. Malgré cette privation de sommeil et l'excès de travail, il était demeuré

jusqu'à la dernière heure à la hauteur de son génie et maître de sa pensée.

La séance du 16 avril, cette séance où Garibaldi l'avait si odieusement attaqué, lui fut fatale.

Forcé, ce jour-là, de lutter avec sa nature expansive et même violente, de faire taire ses ressentiments et de rester muet devant l'ingratitude et la haine du parti avancé, il revint chez lui brisé et abreuvé d'amertume. « Si l'émotion avait pu tuer un homme, dit-il le lendemain à un de ses amis, le comte Oldofredi, je serais mort en revenant de cette séance. »

La reconnaissance du royaume d'Italie par la France tardait trop, selon ses vœux. Il en parlait souvent. « Et Talleyrand, quand nous revient-il ? disait-il ; ne sommes-nous pas assez sages pour mériter maintenant un ministre ? »

Au milieu des graves préoccupations que cause ce terrible événement, on se demande avec effroi : « Que fera l'Empereur ? » Cavour était le seul confident qu'il eût en Italie ; lui seul, peut-être, connaissait sa secrète pensée. Cavour mort, qu'arrivera-t-il ? Lié en quelque sorte avec le comte, se considérera-t-il également engagé vis-à-vis d'un autre cabinet ? Le génie et l'autorité de Cavour lui donnaient confiance et sécurité. Le grand homme d'État, à ses yeux, était une garantie suffisante contre la révolution. Cette garantie disparue, l'unité sera-t-elle possible et secondée par l'Empereur ?

Voilà les questions que chacun s'adresse sans pouvoir y répondre.

CHAPITRE XXI

Le château de San Salvà. — La tombe de Cavour.

Turin, septembre 1861.

Je viens de faire une excursion fort intéressante dans les environs de Turin. Pour en rendre un compte exact, je ne saurais mieux faire que de reproduire la lettre que je viens d'écrire à une amie de France.

Turin, 25 septembre 1861.

. . . . . .

Pour le moment, je préfère vous parler d'une journée passée chez un de mes amis, dans les environs de Turin. Il faut d'abord que vous sachiez, madame, qu'ici j'ai des amis. Comme il arrive à tout étranger venant habiter le Piémont, j'ai dû subir un

long noviciat, avant d'être accueilli en intime et traité comme tel. Le caractère du Turinois diffère essentiellement de celui des autres habitants de l'Italie ; en Lombardie, en Toscane, à Naples, l'étranger est accueilli, fêté avec une aisance et une grâce charmante. Mais tout se borne à des démonstrations plus ou moins expansives, dans lesquelles le cœur n'entre pour rien ; vous vous éloignez, bon voyage ! un autre prenant la place effacera vite chez vos hôtes le souvenir de votre passage.

Faut-il s'en désoler ou s'en réjouir ? Je l'ignore. Toujours est-il qu'ici les choses se passent très-différemment. Le Piémontais est froid, défiant envers l'étranger, sans cesse sur ses gardes ; il se montre peu disposé à se jeter à la tête de personne. Son cœur et sa maison s'ouvrent difficilement, mais pénétrez-y, jamais peut-être vous n'aurez rencontré amitié plus solide, hospitalité plus cordiale. Son esprit sérieux, un peu sauvage même, s'accommode mal des liaisons banales et des camaraderies d'aventure. Cette constance dans les affections, cette fidélité du cœur se traduit, d'une façon frappante, dans le dévouement aveugle, absolu, que la noblesse et le peuple, en ces temps d'égoïsme et d'indifférence, ont conservé pour leur roi.

Ce n'est qu'en étudiant le génie même et le caractère de ce peuple qu'il est possible de trouver l'explication de la persistance du sentiment monarchique en Piémont. J'oserai dire plus, c'est qu'avant d'être Italien, le Piémontais sera toujours soldat et royaliste,

et que bien des années s'écouleront avant que cette foi monarchique s'éteigne en lui.

Le château de San Salvà est à une heure de Turin, sur la route de Gênes. Je descendis à la station de Cambiano, où une élégante victoria, attelée à la Daumont, me conduisit en quelques minutes chez mon hôte. Ce château, qui date du quinzième siècle, vient d'être nouvellement restauré avec beaucoup de goût par son jeune propriétaire[1]. Les abords en son, grandioses, les avenues larges et faciles. Les corbeilles de fleurs qui ornent à profusion les perrons et les terrasses, les massifs de verdure qui entourent les bâtiments, transforment l'habitation féodale en une ravissante résidence moderne. Un instant, je me suis cru transporté sur les bords de votre Loire ou dans le Yorkshire. Pour entrée principale, une vaste porte en ogive. Un escalier large et élevé donne accès sur une cour intérieure garnie de fleurs; sur cette cour s'ouvrent les grands appartements.

Du côté du midi, le paysage est splendide; des fenêtres ouvertes, j'aperçois la chaîne bleu foncé des Alpes se détachant sur le ciel. Lorsque je pénétrai dans le premier salon, mes yeux furent attirés par un vieux portrait de famille que mon orgueil de Français avait déjà reconnu ; c'était celui d'un des aïeux du maître de la maison, le comte Berton de Sambuy, et il représentait le brave Crillon, l'ami de Henri IV.

[1] Le comte Ernest Berton de Sambuy, qui épousa, en 1861, la fille du marquis de Ganay.

Mais ne serait-ce pas prudent de mettre un terme à ma description, d'autant plus que nous ne sommes pas encore descendus dans les jardins, et qu'il nous reste à faire, non loin du château, un pèlerinage depuis longtemps projeté ?

Après avoir parcouru en voiture les larges allées d'un magnifique parc anglais, nous nous sommes dirigés vers le château et l'église de Santena, où sont déposés les restes du comte Camille de Cavour. Les deux domaines de Santena et de San Salvà ne sont séparés que par un étroit sentier. Toutefois, le parc de la famille Cavour, qui date de la fin du dernier siècle, a un aspect encore plus grandiose. C'est de tous les jardins dessinés à l'anglaise le plus ancien peut-être qui ait été planté ; les arbres sont très-élevés, les allées épaisses et touffues. Le château, plus moderne que celui du comte de Sambuy, est placé presque au milieu du village. C'est une construction du temps de Louis XV. Là se sont écoulées, en grande partie, l'enfance et la jeunesse de Camille de Cavour, auprès de sa mère et de sa tante, la duchesse de Clermont-Tonnerre. Il affectionnait cette résidence, quoiqu'il l'eût abandonnée depuis plusieurs années. Cependant, l'automne dernier, sa nièce, la marquise Alfieri, s'y étant installée, il revint avec plaisir passer quelques moments dans ce château qui lui rappelait tant d'heureux souvenirs.

La chapelle qui contient la sépulture de la famille est une annexe de l'église dont la porte principale s'ouvre sur l'unique rue du bourg de Santena.

En entrant par la grille du château, on trouve à droite, à quelques pas, le caveau sépulcral, dont la porte est cachée par un massif d'arbres et de fleurs. Les enfants du jardinier, qui s'ébattaient sur les pelouses, coururent, en nous apercevant, avertir la gardienne du tombeau, qui vint aussitôt nous ouvrir la porte.

Au moment de pénétrer dans cet asile funèbre, je vous l'avoue, madame, j'éprouvai une réelle émotion. J'avais encore présent à la mémoire le deuil profond, immense, qui s'appesantit, il y a quelques mois à peine, sur la ville de Turin, quand au matin du 6 juin, ces mots qui semblaient incroyables, éclatant comme la foudre, se répandirent dans la ville : « Cavour est mort! Cavour est mort! » Je le confesse franchement, en présence d'une douleur si vraie et si universelle, devant ces habitants à l'air morne, marchant silencieusement dans les rues, le regard triste, comme si chacun d'eux avait perdu un ami intime, un être aimé, mon cœur se sentit oppressé.

A cette heure solennelle, tous les partis, excepté un seul, celui que vous et moi haïssons sincèrement, se turent et s'inclinèrent devant le grand homme qui venait de mourir. Il me sera impossible d'oublier jamais l'impression produite par ce grand événement et par ces funérailles dont un souverain pourrait être jaloux. C'est alors que le roi Victor-Emmanuel, voulant accorder à la mémoire de son ministre un honneur inusité, décréta que les restes du comte Camille de Cavour seraient inhumés à la

Superga, sépulture royale de la maison de Savoie. La famille de Cavour, par un noble sentiment de piété et d'orgueil, résista aux désirs de Sa Majesté, et la dépouille mortelle, accompagnée par les parents et les amis les plus intimes du défunt, fut transportée à Santena.

Dans l'humble église de village, au milieu de ses paysans, le grand homme repose avec plus de calme et avec plus de majesté. C'est là seulement, enfin, qu'il a trouvé le repos, ce génie infatigable qui, voué au service de son roi, à la grandeur de sa patrie, leur fit le sacrifice de sa vie entière, en consumant au labeur d'une pensée féconde et ses journées et ses nuits. Pour ceux qui l'ont connu, cette tombe modeste lui sied mieux que les pompeux souterrains de la Superga. Ne leur rappelle-t-elle pas en quelque sorte la simplicité touchante, la bonhomie affable de l'homme illustre accessible à tous et qui fut pleuré par les humbles encore plus que par les grands?

Au fond de la chapelle mortuaire, qui peut avoir sept mètres carrés, sont placées les tombes de son père et de sa mère, le marquis et la marquise de Cavour. Le corps du comte a été déposé à gauche, auprès de celui de son neveu, le marquis Albert de Cavour, tué à Novare, à l'âge de dix-neuf ans.

Sur une plaque de marbre blanc est gravée l'inscription suivante, que j'ai copiée et que j'ai traduite aussi littéralement que possible :

STRENUO PROPUGNATORE
DELLA LIBERTÀ DEI POPOLI

DELL' INDEPENDENZA D'ITALIA
D'OGNI PROGRESSO
ECONOMICO INTELLETTUALE MORALE
VERSO IL FINE DI SUA VITA
POSE IN CIMA DE' SUOI VOTI
LA CONCORDIA DEL SACERDOZIO COLLA CIVILTÀ
PROCLAMANDO LA GRANDE MASSIMA
« LIBERA CHIESA IN LIBERO STATO.

NELL' ULTIMO MORBO
CHIESE I CONFORTI DELLA RELIGIONE
E SPIRÒ NEL SIGNORE
L'ANIMA PURIFICATA
DAI SACRAMENTI DI CRISTO

NATO IL X AGOSTO MDCCCX.
MORÌ IL VI GIUGNO MDCCCLXI.

VAILLANT CHAMPION
DE LA LIBERTÉ DES PEUPLES,
DE L'INDÉPENDANCE DE L'ITALIE,
DE TOUT PROGRÈS
ÉCONOMIQUE, INTELLECTUEL, MORAL.
VERS LA FIN DE SA VIE,
IL RÊVA COMME COURONNEMENT DE SES VŒUX,
L'ACCORD DU SACERDOCE AVEC LA CIVILISATION,
EN PROCLAMANT LA GRANDE MAXIME :
« L'ÉGLISE LIBRE DANS L'ÉTAT LIBRE. »

DANS SA MALADIE SUPRÊME,
IL DEMANDA LES CONSOLATIONS DE LA RELIGION
ET EXPIRA DANS LE SEIGNEUR,
L'AME PURIFIÉE,
PAR LES SACREMENTS DU CHRIST.

NÉ LE 10 AOUT 1810.
IL MOURUT LE 6 JUIN 1861.

J'ai également recueilli une inscription imprimée sur toile et placée au-dessus d'une couronne d'immortelles. Elle est remarquable par sa concision et son énergie :

ERA L'ITALIA
TERRA DEI MORTI
CAMPO DI STRANI E DOMESTICI STRAZI

EI VIDE I SUOI MALI
E MEDITÒ LA SUA REDENZIONE
PARLÒ AL PRINCIPE E ARDÌ PARLÒ AL POPOLO
E SORSE.

PARLÒ AI POTENTI
E INFRANSE LE SPADE DEI DESPOTI
VENDICÒ I CONCULCATI DIRITTI.

E ITALIA FÙ
PLAUDENTE E MARAVIGLIANTE
EUROPA.

L'ITALIE ÉTAIT
LA TERRE DES MORTS
CHAMP LIVRÉ AUX DÉCHIREMENTS ÉTRANGERS
ET AUX DISCORDES INTESTINES.

IL VIT SES MAUX
ET MÉDITA SA RÉDEMPTION.
IL PARLA AU PRINCE, ET LE PRINCE OSA;
IL PARLA AU PEUPLE, ET LE PEUPLE SE LEVA.

IL PARLA AUX PUISSANTS,
ET BRISA LES GLAIVES DES DESPOTES
IL REVENDIQUA LES DROITS FOULÉS AUX PIEDS.

ET L'ITALIE FUT,
AUX APPLAUDISSEMENTS ET A L'ADMIRATION
DE L'EUROPE.

La vieille femme qui nous avait introduits dans le caveau nous présenta un registre sur lequel plus de cinq cents personnes avaient déjà inscrit leur nom. Mes compagnons y placèrent leur signature.

Vous, madame, dont le cœur a toujours battu devant ce qui est grand et héroïque, qu'auriez-vous fait en ce moment? Quant à moi, je suis persuadé, qu'en dépit de toute opinion et de très-légitimes scrupules, vous auriez, en tremblant peut-être, écrit votre nom à côté du mien.

CHAPITRE XXII

Le comte de Cavour. — Renseignements biographiques. — Anecdotes.

Turin, juin 1861.

Trois jours après la mort du comte de Cavour, le *Pasquino*, journal humoristique de Turin, parut, comme toutes les autres feuilles de la ville, encadré de noir. S'associant au deuil public, la rédaction du journal, au lieu de remplir comme d'habitude les colonnes du *Pasquino* d'articles légers et plaisants, eut l'heureuse idée de recueillir un grand nombre d'anecdotes et de récits inédits concernant le grand citoyen qui venait de mourir.

Les voici traduits, pour la plupart ; j'ai ajouté quelques autres détails, qui me furent racontés alors par des amis intimes de Cavour et des membres de sa famille.

« Il y aura certainement un historien qui plus tard

recueillera les documents et les actes destinés à prouver la grandeur du comte de Cavour. Quant à nous, sous la terrible impression produite par cette perte irréparable, nous remplissons aujourd'hui nos colonnes de faits simples et d'anecdotes écrites à la hâte sans ordre et sans suite, tels que notre mémoire nous les rappelle en ce moment. Ces lignes cependant suffiront à dépeindre l'homme que l'Italie pleurera longtemps encore. »

Le comte Camille Benso de Cavour naquit à Turin le 10 août 1810. Il fut tenu sur les fonts baptismaux par le prince Camille Borghèse, alors gouverneur de la ville. Il entra fort jeune à l'Académie militaire et fut en même temps nommé page de Charles-Albert, alors prince de Carignan. Son esprit vif et très-indépendant ne lui permit pas de conserver cette position, et le grand maître du palais ne tarda pas à le remercier.

En 1828, il sortit de l'Académie avec le grade de lieutenant de génie. En 1831, tandis qu'il était à Gênes attaché aux travaux de fortification de cette ville, ses chefs le surprirent parlant très-haut de liberté et exprimant certaines doctrines hétérodoxes et dangereuses pour l'époque. Il fut envoyé à la citadelle de Bard. Le temps de sa punition écoulé, le lieutenant Cavour donna sa démission pour rentrer dans la vie privée et se livrer tout entier à ses goûts pour l'étude et pour les voyages.

Il séjourna longtemps en Angleterre, où non-seulement il apprit à connaître et à aimer la liberté, mais où il étudia avec le plus grand soin tous les rouages du régime constitutionnel et les principes économiques qui plus tard lui firent donner par ses adversaires l'épithète d'anglomane et le nom de *lord Cavour*.

Dès 1847 commença sa vie politique ; à l'époque des réformes inaugurées par Charles-Albert, il fonda le journal *la Résurrection*. En octobre 1850, il fit pour la première fois partie du conseil de la couronne comme ministre de l'agriculture et du commerce. Peu de temps après, il prit le portefeuille des finances. La hardiesse de ses théories économiques qui parurent étranges et tyranniques aux ignorants, jointe aux efforts incessants de ses adversaires, amassèrent tant d'impopularité sur sa personne, qu'un soulèvement éclata dans la ville et qu'une foule tumultueuse se porta devant son palais en proférant des cris de mort. Cavour ne s'en émut pas et persévéra, au contraire, dans ses opinions, sûr de sa conscience.

Mais la faveur publique ne tarda pas à l'acclamer. Devenu ministre des affaires étrangères, il put déployer librement toute la puissance de son génie. Aujourd'hui ce n'est plus l'Italie, mais l'Europe et l emonde entier qui connaissent son nom.

Il aimait la liberté et la voulait non-seulement pour lui-même, mais encore pour ses adversaires. En 1850, l'archevêque Fransoni adressa au roi une lettre dans laquelle il protestait contre les actes du ministre envers le clergé. Les rédacteurs de *l'Armonia*, chargés de faire parvenir ce document au roi, ne surent trouver un meilleur intermédiaire que le comte de Cavour. Ce dernier ne se contenta pas de remettre à Sa Majesté cet amer réquisitoire, il le fit aussitôt publier dans la *Gazette officielle du Piémont.*

Au lit de mort, ses dernières paroles furent encore un hommage rendu à la liberté. — Le délire s'était emparé de lui et ces mots sans cesse revenaient sur ses lèvres : *Non, je ne veux pas l'état de siége!* C'étaient les accents du délire, il est vrai. Mais à cette heure suprême n'était-ce pas la consécration d'une maxime de sa vie entière?

Les dépouilles de notre grand citoyen vont reposer là-haut, au-dessus de nos têtes, sur la colline de la *Superga*[1], auprès du roi Charles-Albert. Une tombe de roi ne convient-elle pas à celui qui a changé en rois d'Italie les petits princes de Savoie? Ainsi le désire une auguste personne; c'est

[1] On a vu, dans le chapitre précédent, que la famille du comte de Cavour déclina l'offre du roi et voulut que les dépouilles du défunt fussent transportées dans la sépulture de famille de la chapelle de Santena.

un grand acte de reconnaissance qui honore le cœur de Victor-Emmanuèl comme roi et comme Italien.

« Sa tombe demeurera illustre comme celle de Dante et de Machiavel, et il n'est aucun citoyen qui s'arrêtant pour l'honorer, ne sente courir dans ses os ce frémissement qui s'empare de nous quand nous approchons de la cendre des grands hommes. » Qui a écrit ces paroles ? C'est un de ses adversaires les plus violents, les plus acharnés : *Pietro Perego*, de *la Gazette de Vérone !*

Les restes de celui que nous pleurons ne sont pas encore ensevelis que l'Europe entière a déjà prononeé son jugement par la bouche de ses plus illustres hommes d'État. Et quel est ce jugement ? Que non-seulement l'Italie mais que tous les peuples civilisés ont fait une perte immense.

De même que Florence est orgueilleuse d'avoir été la patrie de Dante, ainsi Turin est justement fier d'avoir donné le jour à Cavour. Qui pourra dire l'ascendant qu'il exerçait sur tous ses concitoyens ? Ce sont eux qui lui donnèrent pour la première fois ce nom affectueux et expressif de « papa Camille. »

Quelle confiance ! quel abandon filial renfermés dans ces deux mots ! C'était tout un mandat que nous lui avions donné, un mandat sans limite ! Et quel autre, en effet, que lui, aurait pu dire aux

Turinois : « Citoyens, votre vieille ville ne sera plus la capitale de votre roi ! » Qui aurait osé prononcer ces paroles si ce n'est lui ? et il les prononça du haut de la tribune, et ses concitoyens résignés lui répondirent en s'écriant : « Eh bien, vive Rome ! » Papa Camille avait parlé, c'était assez !

Partout, dans toute circonstance, il aima son pays et le servit. Lorsque, le 25 mars 1849, arriva à Turin la sinistre nouvelle de la déroute de Novare, une profonde stupeur envahit l'âme de chacun des habitants. Les Autrichiens avaient déjà dépassé Verceil et s'acheminaient vers Turin. On songea à organiser la résistance. La municipalité publia une proclamation pour inviter les citoyens à se présenter afin de former un corps de volontaires. La nouvelle des préliminaires de la paix qui enlevait toute raison d'être à ces enrôlements arriva une heure après la proclamation. Cependant, parmi les quelques noms des citoyens qui avaient eu le temps de s'inscrire, on lisait celui de l'ancien soldat Camille de Cavour.

Dans toutes les circonstances de sa vie, il fut grand, affable et généreux. Amis ou adversaires étaient admis sans peine auprès de lui et accueillis d'une façon courtoise. Comme son intelligence était

très-vaste, on aurait pu croire que son cœur était étroit. Tous les pauvres de Turin, tous ceux qui ont souffert peuvent répondre.

Il y a cinq ans, un certain Ciccone, pauvre tailleur, émigré napolitain de 1821, se trouvant dans une extrême détresse, se décida à se séparer de deux tableaux qui lui avaient été légués par une personne chère et auxquels il attachait le plus grand prix. C'était un douloureux sacrifice; mais la misère était plus impérieuse que le sentiment. Pour en retirer un plus grand profit, le pauvre tailleur songea à faire une loterie de ces deux tableaux. Connaissant la bonté du comte de Cavour, il se présenta chez lui et le pria de vouloir bien souscrire au moins pour un billet. Quatre-vingt-dix numéros à trois francs formaient une somme de 270 livres. Le comte écouta la prière de Ciccone, qu'il connaissait d'ailleurs, puis ouvrit son secrétaire où il prit 270 francs qu'il remit au solliciteur :

« Gardez tous les numéros pour vous, dit-il, vous serez sûr ainsi de ne pas perdre les objets qui vous sont chers. »

Le pauvre homme, pleurant de reconnaissance, voulait à tout prix laisser ses tableaux au comte. Mais celui-ci s'en défendit résolûment et finit par lui dire :

« Mais, mon ami, je n'aime pas les tableaux ! je vous l'assure ! En voyez-vous un seul accroché à mes murs? Je suis, hélas ! peu artiste, et peu connaisseur, moi ! »

Il répétait souvent ce mot : « Je ne suis pas un artiste ! » et il y a quelques mois à peine, il prononçait cette phrase dans un discours au parlement. Chez lui, c'était beaucoup plutôt modestie qu'absence de sentiment esthétique. Dans sa jeunesse, il avait appris la musique ; à vrai dire, c'était l'art qu'il préférait. Il assurait n'avoir jamais pu entendre sans émotion la scène du *Miserere* dans le *Trovatore*. Celui qui pleure en entendant ces mélodies peut-il dire qu'il n'est point artiste !

Au moment des dernières élections, lorsque le télégraphe lui annonça que Verdi venait d'être élu député à Modène, il se frotta les mains, selon son habitude, et s'écria devant plusieurs personnes :

— Ah ! tant mieux ! l'homme qui a fait le *Trovatore* est bien digne d'avoir sa place au premier parlement d'Italie.

Modeste et simple, il n'aimait pas à parler de lui-même et cependant qui, plus que lui, en aurait eu le droit ? Il ne rechercha jamais les triomphes, mais il était heureux lorsqu'on ne glorifiait pas en lui sa personne, mais les principes pour lesquels il combattait. Aucun contemporain n'obtint, de son vivant, de plus grands honneurs de la part des peuples et des princes. Dans la plus petite bourgade d'Italie, sa popularité primera longtemps celle de tout autre.

A l'élévation de l'esprit, à la bonté du cœur s'alliait en lui la délicatesse du sentiment. On se souvient du dernier entretien qu'il eut avec le général Garibaldi, après la fameuse séance du parlement; certains journaux firent grand bruit de ce que le héros de Caprera n'avait pas serré la main du comte de Cavour. Le fait est vrai; en voici la raison et elle honore grandement le ministre. On lui avait rapporté qu'à l'occasion de précédents essais de réconciliation tentés par des amis communs, le général s'était écrié : « Plutôt que de tendre la main au comte de Cavour, je jure que je me la ferais couper ! »

Après la séance orageuse du 18 avril, Garibaldi et Cavour se virent, s'entendirent, et au moment de se quitter, on remarqua chez tous les deux une certaine hésitation, comme un embarras, qui exprimait suffisamment que l'un et l'autre étaient persuadés que pour couronner la réconciliation, il restait encore quelque chose à faire. Mais le comte, à ce moment, se souvenant du serment du général, ne voulut pas, en lui tendant la main, le mettre dans l'alternative ou d'être parjure ou de se livrer à un acte hostile qui eût peut-être détruit les conséquences de cette entrevue.

Les adversaires de Cavour se sont toujours inclinés devant sa probité et devant son désintéressement. Entré au ministère en 1850, il aliéna toutes les va-

leurs industrielles qu'il possédait et qui constituaient une grande partie de son patrimoine. C'est alors qu'il acheta des terres avec son frère aîné, le marquis Gustave de Cavour, et leur fortune resta toujours indivise. Il y a peu d'années, le ministre autrichien des affaires étrangères, M. de Bruck, stipulait avec une société française la fameuse concession des chemins de fer autrichiens. M. de Bruck avait beaucoup de goût pour le comte de Cavour, bien qu'il dût par nécessité s'en montrer l'adversaire irréconciliable. Le ministre autrichien, voulant donner une preuve de son estime au ministre piémontais, lui manda par télégraphe une dépêche chiffrée ainsi conçue : « Les chemins autrichiens sont vendus; j'ai mis en réserve mille actions pour le compte de Votre Excellence, afin de lui être agréable. » Mille actions des chemins de fer autrichiens étaient, en effet, à cette époque, une spéculation sûre et très-importante.

Le comte de Cavour répondit, lui aussi, par télégraphe : « Je remercie Votre Excellence de l'offre, mais depuis que je suis ministre, j'ai abandonné toute spéculation. »

Cavour n'était pas seulement un grand politique, c'était aussi un économiste des plus éminents. Peu de sciences lui étaient étrangères. En abandonnant l'uniforme d'officier de génie, il n'avait jamais cessé, néanmoins, de cultiver les mathématiques ; l'his-

toire, cependant, était son étude de prédilection. L'agriculture, grâce à lui, fit de singuliers progrès en Piémont. Sa ferme-modèle de *Leri* occupait les rares moments de loisir que lui laissaient les affaires. Il y avait importé les meilleures machines d'Angleterre et de France.

Il y a quelques années, un ingénieur belge de grande réputation, inventeur d'une machine hydraulique, ayant entendu dire que le comte de Cavour en possédait une semblable, dans sa ferme de *Leri*, se présenta à lui, avec une recommandation du comte Arrivabene et lui demanda l'autorisation de visiter son exploitation. « Vous n'avez pas besoin de permission, répondit le ministre ; allez tout voir, puis revenez ici. Je veux connaître votre opinion sur ma machine. » L'ingénieur se rendit à Leri, et retourna près de Cavour, ainsi qu'il l'avait promis. Ils causèrent ensemble deux heures, et l'ingénieur sortit de cette entrevue abasourdi. Il rapporta aux personnages qui l'avaient recommandé ces paroles textuelles : « En vérité, c'est un homme extraordinaire, il m'a parlé deux heures de mécanique et de logarithmes comme si de sa vie il ne se fût occupé d'autre chose. »

Son amour du travail était proverbial. Bien qu'il ne rentrât jamais à son hôtel avant minuit et qu'à peine arrivé, il passât souvent plusieurs heures dans

son cabinet, à cinq heures du matin, été comme hiver, il était levé. Il recevait alors ses amis, les diplomates, les députés et donnait des audiences particulières jusqu'à dix heures. Les plus humbles habitants de Turin, admis auprès de lui, venaient l'entretenir et lui demander des conseils. A dix heures, il se rendait au ministère, où il lisait les dépêches et donnait des ordres à ses secrétaires. Avant midi, il rentrait chez lui pour déjeuner. C'était l'affaire d'une demi-heure. Vers une heure, sauf des circonstances extraordinaires, il se promenait, en vrai Turinois, sous les portiques de la rue du Pô, au bras de quelque collègue ou d'un député. Chacun se découvrait sur son passage, et lui, souriait à tous, sans interrompre sa conversation.

Il regagnait alors le ministère et reprenait son travail jusqu'à sept heures ou huit heures. Tant d'application et de pensées accumulées dans ce cerveau puissant lui causaient de temps à autre une sorte de congestion. Mais doué d'un tempérament de bronze, une saignée et vingt-quatre heures passées à Leri suffisaient pour le rétablir complétement.

Deux jours avant sa mort, il fit venir de Leri son homme d'affaires. Après avoir reçu quelques ordres, l'intendant lui dit au moment de prendre congé : « Du courage, monsieur le comte, vous serez bientôt rétabli et vous viendrez à Leri en convalescence. J'ai mis pour vous en réserve des chapons gras. » Le comte sourit, mais avec un accent de conviction

profonde, lui répondit : « Eh ! de tes chapons je n'en mangerai plus, mon ami ! — Oh ! ne dites pas cela, monsieur le comte. — Cette fois reprit tranquillement le malade, il n'en sera pas comme des autres, je sens bien que je n'en reviendrai jamais ! »

Le comte de Cavour avait une confiance très-limitée dans les médecins ; il se montrait peu soumis à leurs prescriptions et faisait peu de cas de leurs conseils. Le chevalier Farini, avec la violence autorisée d'un ami sincère, savait seul se faire obéir. Cependant, dans sa dernière maladie, la certitude qu'il avait de la gravité de son mal le fit se soumettre passivement à tout ce que les médecins lui ordonnaient.

Dans la soirée fatale du 4 juin, le roi visita son ministre. Sa Majesté entra sans se faire annoncer par l'escalier de service et pénétra seul dans la chambre du malade. Le comte de Cavour était assoupi. Il y eut un instant d'anxieux silence. Après quelques minutes, Farini murmura à l'oreille du malade :

« Le roi est là. »

A ces mots, Cavour ouvrit les yeux et dit :

« Ah ! Maestà ! »

Il essaya en même temps de lui tendre la main, Victor-Emmanuel, penché sur le malade, lui embrassa le front et se retira les yeux baignés de larmes.

Cavour, se sentant perdu, fit appeler lui-même, dans la matinée du 5, don Jacques, des Mineurs réformés, recteur de la paroisse *della Madona degli Angeli* et se confessa. Don Jacques, moine bon et pieux, était l'ami du comte de Cavour, nous dirons même son aumônier, puisque c'était par son intermédiaire que le ministre faisait distribuer d'abondants et fréquents secours à tous les pauvres de sa paroisse. Don Jacques mettait largement à profit, au bénéfice des pauvres, le cœur généreux de son paroissien, et il ne lui arriva jamais de voir ses recommandations ou ses demandes repoussées.

Le même jour, à sept heures du soir, don Jacques lui porta le viatique ; plusieurs personnes qui stationnaient devant l'hôtel accompagnèrent le prêtre jusqu'à la porte de la chambre du malade. Pendant la nuit qui fut la dernière, la foule ne s'éloigna pas un instant; tous les abords du palais Cavour étaient encombrés. A trois heures du matin, nous rencontrâmes un grand nombre de dames qui n'avaient pas voulu s'éloigner de la maison.

A six heures et demie du matin, lorsque, semblable à la foudre éclata cette fatale nouvelle de la mort du comte, les larmes jaillirent des yeux de tous, la consternation fut dans toutes les âmes. Peu s'en fallut que la douleur ne provoquât des actes blâmables à tous égards.

Il avait semblé, par erreur certainement, à quelques-uns des assistants que la figure d'un des moines qui avaient accompagné le père Jacques ne portait

pas, au moment où il sortait du palais, l'empreinte de la douleur de tous. Cela suffit pour qu'aussitôt on proférât contre le malheureux des paroles de colère, et peut-être serait-il arrivé pis, si on ne s'était interposé pour assurer une retraite au pauvre religieux.

Aucun récit, aucune parole ne pourra donner une idée, même vague, de l'aspect de Turin, au moment de la mort du comte de Cavour. Cette nouvelle courut avec la rapidité de l'électricité, d'un bout de la ville à l'autre. La physionomie de Turin donnait le frisson ; on se serait cru dans une cité ravagée par la peste. Les voitures ne circulaient plus dans les rues de la ville ; toutes les boutiques étaient fermées.

A midi, le parlement se réunit pour recevoir communication du lugubre message.

Ce n'était pas un effet de l'imagination, mais réellement on respirait, en entrant dans la salle des séances, une atmosphère inaccoutumée. Dans cet air il y avait des larmes. On voyait plusieurs députés qui pleuraient, et, chose étrange, au moment où la séance fut ouverte et lorsque les ministres entrèrent, tous les yeux se portèrent sur le siége vide du comte de Cavour et de là à la porte d'entrée : on attendait... qu'il parût et que sa parole se fît entendre pour donner des conseils dans cet instant si grave. Par une étrange confusion d'idées, on oubliait ainsi

que c'était précisément sa mort qui causait cette situation. Aucun de ceux qui assistèrent à cette séance n'oubliera cette singulière impression.

Toutefois, malgré l'immense malheur qui nous a frappés, nous ne devons pas désespérer de nos destinées. Un publiciste français qui ne fut pas toujours bienveillant vient d'écrire de Paris :

« Si aujourd'hui il y a en Italie un grand homme de moins, il y a, Dieu merci ! un grand peuple de plus ! »

Ce grand peuple, ajoutons-nous, doit être l'exécuteur testamentaire de Cavour.

Le 6 juin, deux heures après le fatal événement, la municipalité de Turin fit partout afficher la proclamation suivante :

Concitoyens,

La junte municipale vous annonce une nouvelle qui provoquera une immense douleur ; c'est u malheur national que nous avons à déplorer. Le comte Camille de Cavour, président du conseil des ministres, a cessé de vivre.

Ce jour est un jour de deuil et de consternation pour quiconque aime la liberté et veut la gloire de la patrie commune. Ne vous laissez pas cependant, citoyens, vaincre par la défiance de vous-mêmes et

par l'abattement. La constance et la fermeté dans l'infortune sont les vertus des peuples forts et généreux ; déjà, en maintes occasions, vous en avez donné les splendides preuves.

La divine Providence, par des témoignages manifestes, a montré son désir de réserver à la nation de glorieuses destinées. Elle ne permettra donc pas que la grande œuvre entreprise par l'illustre concitoyen dont nous pleurons la perte reste inachevée.

Citoyens, ayons foi dans les destinées de l'Italie.

Le 6 juin 1861.

Pour la junte,

Di Cosilla.

Du palais de la Cité.

CHAPITRE XXIII

Le comte de Cavour jugé par le général de la Marmora.

Pendant que j'étais à Rome, secrétaire de l'ambassade de France, j'eus l'occasion de faire un voyage à Naples, où résidait alors le général la Marmora, commandant en chef les troupes d'occupation dans les provinces méridionales.

Le général, que j'avais beaucoup connu à Turin, est sans contredit un des serviteurs les plus honnêtes et les plus dévoués du roi d'Italie.

Sincèrement attaché à la maison de Savoie, M. de la Marmora est demeuré, dans ces temps d'intrigues et d'ambitions personnelles, le type le plus pur du vieux gentilhomme piémontais, esclave fidèle de son devoir, sacrifiant tout, même ses convictions, afin de suivre son roi et le servir. Si les provinces napolitaines ne sont pas aujourd'hui détachées du nouveau royaume, c'est en partie au général de la

Marmora qu'on le doit. Sa probité et son énergie ont triomphé des obstacles terribles devant lesquels s'étaient brisés ses nombreux prédécesseurs. En effet, Farini, le marquis de Villamarina, le prince de Carignan, Constantin Nigra, Ponza di San Martino, le général Cialdini, n'ont laissé de leur courte administration que le souvenir de leur faiblesse et de leur prompt découragement.

Depuis deux ans que la Marmora est gouverneur militaire du royaume de Naples, tout s'est modifié ; le général croit-il sincèrement à la possibilité pour la dynastie piémontaise de conserver ces provinces ? Je l'ignore. Toutefois, que le royaume de Naples reste incorporé au Piémont ou qu'il devienne le lot d'un souverain quelconque, les quatre années d'occupation qu'il vient de subir auront puissamment contribué à moraliser le pays et à lui rendre ou à lui donner le sentiment de sa dignité, sans parler de tous les progrès matériels qui se seront accomplis durant cette occupation militaire.

Voici une conversation très-intéressante que j'eus avec le général de la Marmora pendant mon séjour à Naples. Remontant, avec beaucoup de complaisance le cours du passé, le général entra dans des détails fort curieux sur le roi, sur Cavour et sur Rattazzi.

Quant aux conseillers actuels de la couronne, il s'exprima sur leur compte dans des termes assez amers et avec une franchise qui aurait été peu goûtée par M. Perruzzi, notamment.

C'était au mois de septembre 1859 que j'avais

connu le général de la Marmora à Turin, peu de jours après mon arrivée dans cette ville. Il faisait alors partie du cabinet Rattazzi et Dabormida, qui avait succédé à celui du comte de Cavour, lorsque ce dernier, apprenant la paix de Villafranca, donna avec éclat sa démission. Ce fut seulement après la signature du traité de Zurich et lorsque les événements de l'Italie centrale eurent rendu espoir aux Italiens, que Cavour consentit à rentrer aux affaires. Le général s'appesantit surtout sur les incidents de cette crise ministérielle.

« J'aimais beaucoup Cavour, me dit-il, nous étions camarades d'enfance, et plus qu'aucun autre, je m'inclinais devant son génie. Il avait de l'amitié pour moi, de son côté. Mais, ajouta le général, je ne saurais vous dire avec quelle cruauté, avec quel dédain Cavour traitait les hommes dont il croyait n'avoir plus rien à attendre, ou ceux qui lui semblaient devenus inutiles à ses desseins. Je n'ai connu personne plus passionné dans ses affections et plus prompt à l'enthousiasme. Il s'engouait des gens avec une singulière facilité ; il les portait aux nues, prônait leur éloge devant tous ; puis, un beau jour, capricieux comme un enfant, il les renversait brutalement du piédestal qu'il leur avait élevé lui-même. Ironie, mépris, outrages même, rien n'était épargné par lui aux hommes qu'il exaltait encore la veille, et dont il s'imaginait aujourd'hui avoir à se plaindre. Il semblait vouloir se venger de s'être mépris sur leur valeur et leur faire expier de les avoir trop

appréciés un instant. Souvent le lendemain, je dois l'avouer, imitant encore en cela l'enfant dans ses brusques retours, il se montrait sincèrement affligé du mal qu'il avait causé. Il regrettait avec franchise ses emportements de la veille et les violences de son langage. Mais souvent aussi, il était trop tard. »

« Lorsque la blessure n'était pas trop profonde, il savait la guérir d'un mot, tant il y avait en lui de séduction. Comment, d'ailleurs, ne pas être touché d'un retour aussi soudain ? D'autres fois, il est vrai, il avait été tellement vif et cruel que l'oubli devenait impossible, le pardon eût été une lâcheté. Je me souviens toujours d'une lettre que le général Dabormida, cet homme si excellent, lui adressa dans les circonstances dont je vous parlais tout à l'heure, « Vous avez perdu en moi un ami véritable, lui « écrivait-il, mais vous vous êtes fait dans un autre « un ennemi qui ne se réconciliera jamais. » Cet autre, dont parlait Dabormida, était notre collègue Rattazzi. Nous étions tous les trois bien disposés à céder la place à Cavour, mais les injures étaient inutiles. Rattazzi, qu'il foulait aux pieds à cette heure, avait été jadis accueilli par lui avec une ardeur incroyable. Alors, à ses yeux, c'était l'homme indispensable, le plus utile, le plus intelligent du Piémont.

Le jour où l'infortuné Rattazzi ne put servir Cavour dans ses projets, tout fut modifié. « Rattazzi, aussitôt, se trouva transformé en vulgaire ambitieux, en homme maladroit, sans portée, sans influence. Aucun trait ne lui fut épargné. Que de

gens, ajoutait le général, ont prêté à Rattazzi des sentiments de basse envie à l'endroit du comte de Cavour ! Il n'en fut rien. Je les connaissais intimement tous deux, et j'ai pu apprécier la conduite de l'un et de l'autre. Aussi puis-je vous certifier que la haine de Rattazzi pour le comte est née le jour seulement où Rattazzi, froissé d'une manière sanglante, fut brutalement écarté du conseil, non comme un ministre inutile, mais comme un citoyen nuisible et funeste à son pays. »

« J'admets pour un instant que Cavour se soit trompé sur la portée du talent de Rattazzi et sur la valeur des services qu'il attendait de lui, mais avait-il, en vérité, un seul motif légitime pour le frapper dans son amour-propre et dans ses sentiments de patriote d'une façon aussi injuste et aussi démesurée ? »

« Faut-il donc s'étonner que Rattazzi soit devenu l'adversaire de Cavour et ne lui ait jamais pardonné ? Vous avez sans doute remarqué plus tard cette singulière anomalie qui rend hommage cependant à nos institutions parlementaires. Mais n'était-il pas étrange du voir le président du conseil et le président de la chambre des députés passer, l'un près de l'autre, sans se saluer ? »

CHAPITRE XXIV

La Ville et la Cour. — Le chevalier Constantin Nigra.

Turin, 1860.

A proprement parler, la cour de Turin n'existe plus. Il y a vingt ans à peine, c'était une des plus brillantes de l'Europe, celle, du moins, où les lois de l'étiquette étaient le plus religieusement observées. A cette époque (1848), la société turinoise était encore divisée comme jadis, au temps du grand roi, et l'on disait volontiers avec la Bruyère, « la Cour et la Ville. »

La cour se composait d'une centaine de personnes environ qui, seules, avaient le privilége d'approcher les souverains, d'assister à leurs fêtes, de les suivre dans leurs résidences, de vivre enfin de la vie même de la famille royale. Cette caste, comme on doit le penser, formait une sorte de famille, vivant complétement en dehors des autres coteries de la ville,

n'ayant d'autres relations, d'autres amitiés que celles qu'elles rencontraient à la cour.

Toute mésalliance étant impossible, étant regardée comme un fait inouï, il résultait que les personnes qui formaient la cour avaient presque toutes entre elles des liens de parenté. Malgré ses priviléges et la supériorité que lui attribuaient les usages et les vieilles coutumes, il est juste de dire que la noblesse piémontaise n'affectait aucun dédain, aucun mépris pour les autres classes. Loin de là! Les barrières élevées depuis tant de siècles étaient si bien respectées par tous, que personne dans la bourgeoisie ne songeait à empiéter sur des droits et des priviléges dont les possesseurs jouissaient paisiblement et sans orgueil. Chacun avait sa vie tellement distincte que, toute rencontre étant impossible, aucun froissement n'était à redouter.

Telle était la société de Turin, telle était la cour sous le roi Charles-Albert. Lorsque survinrent les événements de 1848, tout fut changé de fait; le niveau constitutionnel passa sur les vieilles institutions et sur les coutumes. La noblesse piémontaise, qui n'avait jamais abusé de ses droits, recueillit alors les fruits de sa mansuétude, et le peuple et la bourgeoisie, se souvenant que, durant le *bon temps*, leurs gentilshommes avaient bravement, à leur tête, versé leur sang pour le pays, sans songer à les humilier, continuèrent à respecter cette caste inoffensive.

Les chambellans, les grandes maîtresses, les dames d'honneur, les pages furent supprimés et la cour se

dispersa bon gré mal gré. L'entourage du roi devint exclusivement militaire, et le monarque soldat ne parut plus escorté que d'aides de camp et d'officiers d'ordonnance. Le titre de chambellan rappelant trop le régime passé, on se crut obligé de le remplacer par celui de maître des cérémonies.

Tant que vécurent les reines, leur maison, bien que réduite, continua son service auprès de Leurs Majestés, mais, lorsque la mort eut enlevé successivement en un mois la reine Marie-Adélaïde, cette sainte que Turin pleure encore, puis la reine-mère (princesse de Montléar), et enfin le jeune et brillant duc de Gênes, la cour n'exista plus que de nom. Les enfants du roi, relégués, les uns dans une aile du palais de Turin, les autres au château de Montcalieri, la seule princesse de la famille, la duchesse de Gênes exilée au lac Majeur, le roi se trouva complétement seul.

Les salons et les grands appartements du palais furent fermés pour ne s'ouvrir qu'une ou deux fois l'année. Alors, au lieu de cette cour brillante et choisie, on vit accourir, dans ces cohues officielles, la bourgeoisie, les employés de tout rang et le député piémontais, plus remarquable en général par son bon sens que par les grâces de sa personne.

Lorsque les annexions successives eurent transformé le petit roi de Sardaigne en puissant roi d'Italie, les fêtes devinrent plus nombreuses, sans devenir pour cela plus élégantes et plus raffinées. Forcé de recevoir à Milan, à Florence, à Naples, les dames notables de chacune de ces villes, le roi, embarrassé

de ses nouvelles obligations, et n'ayant auprès de lui personne pour faire les honneurs de ces réceptions, songea à rappeler de l'exil sa belle-sœur, la duchesse de Gênes.

Bien que le régime nouveau et surtout les habitudes et l'éducation moderne aient enlevé à la petite noblesse piémontaise la plupart de ses prérogatives, je ne pense pas qu'il existe en Europe une capitale où l'on conserve plus de respect pour les traditions et les vieux priviléges, et où les débris de ce qu'on appelait jadis la cour soient entourés de plus d'égards.

Rien n'est plus curieux à étudier qu'un de ces salons de l'ancien régime où les vieilles marquises et comtesses contemporaines du roi Charles-Félix s'entretiennent du temps passé et commentent les faits de la révolution italienne. Elles n'ont pas vieilli d'un jour. Le roi est et restera toujours pour elles « Sa Majesté », mais Sa Majesté ayant perdu le sentiment du bien, égarée par les ennemis de son trône et dirigée par ce petit Cavour, qui « est de naissance » cependant, mais dont on ne peut s'expliquer les folies et le libéralisme.

Dans le vieil hôtel, on lit avec assiduité *l'Union* de Paris, *la Gazette de Vérone* et *l'Armonia*. Les petits-fils de la marquise sont élevés à Vienne, quand on le peut, et les filles au Sacré-Cœur de Chambéry ou de Paris. Quant aux fils, ils sont au service du roi,

comme de bons et fidèles gentilshommes ; l'aîné, le chef de la famille, a trouvé la mort à Novarre et le second a failli être tué à Solferino.

C'est au sein de cette vieille et honnête aristocratie piémontaise que résident le dévouement absolu, l'abnégation sincère et la foi monarchique. Où va le roi, ses nobles le suivent. La cause semble-t-elle injuste, froisse-t-elle les sentiments intimes, peu importe, n'est-ce pas l'antique maison de Savoie qu'il faut entourer et défendre? On comprend sans peine que cette petite armée, composée de tels officiers et de tels soldats, ait pu, en 1848, faire à elle seule des prodiges et tenir en échec des forces imposantes.

Aujourd'hui l'élément piémontais existe encore, mais disséminé dans une armée de trois cent mille hommes ; la valeureuse brigade de Savoie n'est plus, et les soldats qui ont combattu auprès de Charles-Albert se font rares.

Le sentiment de l'honneur et l'énergie personnelle se rencontrent certainement chez l'officier et le soldat des nouvelles provinces, mais cet amour de la patrie, ce dévouement au roi, le retrouvera-t-on jamais chez le Napolitain, le Toscan, le Modenais, l'habitant des Marches? Et, il faut l'avouer, ce sont tous ces éléments disparates qui composent aujourd'hui l'armée italienne.

Le Piémont, ayant été de tout temps un pays essentiellement militaire, il n'est pas étonnant que ce qui

appartient à l'armée y jouisse de prérogatives singulières. C'est ainsi que l'aristocratie turinoise, très-exclusive comme on le sait, n'hésite pas à admettre dans ses réunions et dans son intimité tout officier portant l'uniforme de l'armée royale, quelle que soit sa nationalité ou sa naissance.

Mais, en dehors de l'armée et du corps diplomatique étranger, nul n'est admis dans le petit sanctuaire piémontais, et les plus hautes fonctions civiles ne peuvent autoriser le personnage qui n'est pas noble à pénétrer dans les salons de Turin.

Je me souviens à ce sujet du désespoir comique du jeune Constantin Nigra, chargé d'affaires à Paris, lorsqu'il venait en congé à Turin.

« Voyez, disait-il à un de ses amis, quel singulier pays est le nôtre? En France, non-seulement on m'admet partout, mais je suis invité, choyé et apprécié à la cour de Paris, comme peu de Français le sont. Eh bien, dans ma ville natale, ici, il ne me serait pas possible de mettre le pied chez la marquise Doria? N'est-ce pas la vérité ? »

Le salon de la bonne marquise Doria, que le peuple de Turin avait surnommé la *Pomposa*, était le rendez-vous des jeunes officiers de l'armée, et il était rare de rencontrer chez une maîtresse de maison un accueil plus avenant et plus d'indulgence. Mais M. Nigra, tout chevalier des Saint-Maurice et Lazare qu'il était, appréciait mieux que personne les susceptibilités et l'intolérance de la société piémontaise et se rendait parfaitement compte de l'impossibilité

pour lui de pénétrer dans les salons piémontais. Rien de plus bizarre, en effet, que le contraste de la situation, à Paris, du brillant coryphée des lundis de l'impératrice avec le rôle modeste qu'il jouait à Turin.

A l'époque où M. de la Tour d'Auvergne vint représenter la France à la cour de Sardaigne, M. de Cavour avait auprès de lui deux jeunes secrétaires, M. Nigra et M. Artom. Mais le grand ministre était loin de faire de l'un et de l'autre un cas égal.

Voici ce qu'il disait de l'un, au moment de l'envoyer en France :

« Nigra est un joli garçon, remuant, suffisamment intelligent, beau parleur, mais capable seulement d'exécuter des ordres et de s'assimiler des instructions reçues. Il sera excellent pour Paris.

« Artom est tout autre. Il n'est ni beau, ni brillant, mais il a une haute intelligence, lui ; je le consulte souvent, il a des idées aussi. Je lui accorde toute ma confiance et il ira loin, si la maladie ne l'emporte pas. »

M. Artom, en effet, malingre, chétif, était loin de ressembler à son collègue le beau Nigra. Issu d'une très-ancienne famille israélite de Novare, il était fort riche, très-modeste, et se tenait toujours à l'écart. Son dévouement pour le comte de Cavour ne connaissait pas de bornes, et il resta toujours fidèle à sa mémoire. L'affection que j'avais pour ce dernier me lia avec Artom pendant mon séjour à Turin.

Quant à M. Constantin Nigra, qui n'a jamais appar-

tenu à la famille du comte Nigra, il est tout à fait le fils de ses œuvres. Son père était un pauvre *flebotomo* de campagne, ce qui, en langue italienne, signifie *saigneur*, sorte de médecin de village, d'officier de santé, dont la principale occupation consiste à administrer les prescriptions du docteur et à pratiquer les saignées, opération, on le sait, très-fréquemment employée en Italie. On comprend pourquoi les salons de Turin étaient fermés au jeune secrétaire de Cavour.

M. de la Tour-d'Auvergne aimait malicieusement à raconter cette anecdote :

Quelque temps après mon arrivée à Turin, disait-il, j'invitai un jour M. de Cavour à dîner avec quelques personnes du corps diplomatique. Comme j'avais aperçu assez souvent le jeune Nigra dans son cabinet et qu'à plusieurs reprises il me l'avait envoyé, je fis part à Cavour de mon intention d'engager son secrétaire. « Mais, mon cher prince, me dit-il, y pensez-vous? on n'invite pas Nigra. »

Je suis loin d'approuver les personnes qui refusaient de recevoir à leur table l'un des secrétaires du premier ministre, mais je tiens à citer ce fait caractéristique pour montrer jusqu'à quel point était intolérante la société piémontaise en 1860.

CHAPITRE XXV

Le baron Ricasoli; il succède au comte de Cavour. — Son caractère, ses rapports avec le roi. — Influence de M. Rattazzi.

Turin, juin 1861.

Quelques mois avant la mort du comte de Cavour, un incident imprévu vint donner au baron Ricasoli, député au parlement pour la Toscane, une position exceptionnelle, non-seulement à la Chambre, mais encore dans l'Italie entière.

On sait que le baron Ricasoli, gentilhomme florentin de vieille race, déjà connu par sa grande fortune et l'indépendance de son caractère, avait en quelque sorte gouverné la Toscane, depuis le départ du grand-duc jusqu'au jour où le roi Victor-Emmanuel, après le plébiscite, en fut reconnu souverain.

L'annexion consommée, le baron Ricasoli avait abandonné la scène politique, et s'était retiré dans

la vie privée. Plus d'une fois, on avait parlé de son entrée dans le ministère dirigé par le comte de Cavour; toutefois, ni lui, ni M. de Cavour ne regardaient une pareille combinaison comme possible. Ils avaient l'un pour l'autre une estime et un respect profonds, mais leurs rapports n'avaient jamais été intimes.

« Ricasoli, disait Cavour, a le caractère entier, absolu; en Toscane, il a toujours été le premier; comment pourrions-nous marcher ensemble? Plus que tout autre, je comprends sa passion, son goût pour le pouvoir, ajoutait-il en riant; aussi nous serait-il impossible de demeurer une heure ensemble, sans que l'un des deux voulût imposer ses idées à l'autre, et vous pensez bien que je ne céderais pas. »

Ricasoli passait pour très-libéral et très-avancé, il était même accusé de certaines faiblesses pour Garibaldi et le parti républicain exalté.

On va voir cependant de quelle façon nette et précise, dès ses débuts à Turin, il prit en main la cause monarchique et défendit contre le héros populaire le roi et le parlement.

De sa solitude de Caprera, Garibaldi venait d'adresser à je ne sais quelle corporation de Gênes un discours violent, inepte et provocateur, tel enfin qu'il avait l'habitude d'en débiter depuis son exil volontaire. Ces paroles de haine et d'outrage avaient été, comme on le pense, religieusement recueillies par son Moniteur *l'Unita italiana* et le *Movimento* de Gênes; elles émurent le gouvernement et tout le

parti modéré, car le parlement et le roi se trouvaient également injuriés par l'ancien dictateur.

On se récriait, on s'agitait beaucoup dans les couloirs du palais Madame. Les uns affirmaient que le discours était apocryphe; les autres, et c'était le plus grand nombre, se montraient profondément irrités; mais telle était la terreur inspirée par le nom de Garibaldi, et le prestige exercé par ses récentes campagnes, que personne ne voulait prendre la parole et soulever cette brûlante question. Cavour, disait-on, est trop personnellement ennemi du général, pour commencer l'attaque. Cependant, le roi et le gouvernement sont en jeu; baissera-t-on la tête devant l'outrage? L'irritation des esprits était arrivée à son comble; irritation augmentée d'un sentiment de honte intérieure que chacun des membres de la chambre éprouvait, en se sentant sous le coup d'une injure qu'aucun d'entre eux n'osait relever.

Aussi, dès que le bruit se répandit que le baron Ricasoli, arrivé la veille de Florence, pour occuper son siége au parlement, allait demander compte à la chambre du discours de Caprera, chacun se sentit dégagé d'un grand poids, et attendit avec émotion la réparation publique. Jusqu'à ce jour, Ricasoli n'avait pas paru à la Chambre; aussi sa présence excitait-elle au plus haut degré la curiosité.

Il n'était pas précisément en opposition avec le cabinet; mais son indépendance de caractère grandissait sa situation aux yeux de tous : on ne pouvait oublier qu'il avait été dictateur en Toscane. Ses an-

técédents, sa popularité dans les provinces les plus importantes de l'Italie, lui créaient une situation particulière; seul, il était assez fort pour relever le gant que le comte de Cavour n'avait pas cru devoir ramasser.

La physionomie étrange du descendant des barons féodaux de Barberousse était bien faite d'ailleurs pour exciter l'intérêt. Grand, maigre, la figure osseuse et anguleuse, les yeux voilés, le regard fixe et dur, la démarche et les mouvements saccadés, quelques cheveux roux d'emprunt collés sur les tempes, tel apparut le nouveau député. La redingote boutonnée, les mains toujours gantées, indiquaient en lui une roideur puritaine, qui n'était pas sans distinction. Il prit place à l'extrémité droite de la Chambre, au milieu des députés toscans.

Tous les yeux se fixèrent sur lui ; plusieurs membres de la Chambre quittèrent leur banc pour aller le saluer. Lui s'inclinait légèrement, mais toutefois sans morgue ; il paraissait même contrarié des hommages qu'on venait lui rendre. On attendait avec impatience le moment où il se lèverait pour demanla parole. La séance traînait : plus d'une heure s'était déjà écoulée. Le désappointement était peint sur les visages et l'on craignait que le baron, hésitant ou changeant d'avis, ne trompât les espérances de tous.

Il se leva enfin pour demander la parole. Un silence profond se fit aussitôt dans la salle et dans les tribunes, et ce fut au milieu du recueillement général que la voix du nouveau député éclata, vibrante,

métallique. Froides, compassées au début, ses paroles, s'élevant insensiblement, devinrent par degrés, passionnées et terribles :

« Une calomnie, dit-il, circule à cette heure sur un des membres de l'Assemblée ; on l'accuse d'avoir prononcé des paroles indignes de tout homme de bien. Je l'ai connu cet homme ; je sais combien son pays lui est cher : je connais les sacrifices qu'il a faits. Pour moi, j'ose le dire ici, il me paraît impossible que les paroles odieuses qu'on lui attribue soient sorties de sa bouche. Qui donc, quelque grand qu'il soit, oserait, dans son orgueil, s'attribuer, dans notre patrie, une place à part ? qui donc oserait réclamer pour lui le privilége du dévouement et du patriotisme, et s'élever au-dessus des autres ? Une seule tête, messieurs, doit parmi nous, dominer toutes les autres : c'est celle du roi. Devant lui tous s'inclinent et doivent s'incliner ; toute autre attitude serait celle d'un rebelle. »

Les gestes de l'orateur, en prononçant ces mots, étaient brusques, nerveux ; son poing crispé frappait la table d'une manière saccadée, ses paroles étaient incisives et menaçantes. On sentait frémir en lui l'indignation longtemps contenue dans le cœur de tous. Elle se faisait jour et débordait enfin. Son discours, d'une éloquence étrange, cri de la conscience d'un honnête homme, excita des transports d'enthousiasme ; on respirait plus à l'aise.

Le roi, le parlement se trouvaient vengés. En sortant de cette séance, le comte de Cavour, qui avait

sincèrement et avec une émotion visible serré la main du Toscan, dit en propres termes, frappé peut-être d'un pressentiment sinistre : « Si je mourais demain, mon successeur est trouvé. »

juin 1861.

Après la mort du comte de Cavour, toute affaire fut suspendue, la chambre avait décidé que, pendant quatre jours, elle interromprait ses séances. La consternation et l'agitation des esprits ne furent calmées que lorsque la *Gazette officielle* annonça que le successeur du grand ministre était enfin trouvé. L'opinion publique, d'ailleurs, l'avait déjà désigné ; Cavour, lui-même, la veille de sa mort, avait plusieurs fois prononcé son nom, en l'indiquant au roi. La haute probité et le patriotisme du baron Ricasoli pouvaient seuls, en ce moment, donner confiance au pays et relever l'Italie de l'abattement où l'avait plongée ce malheur public.

Personne ne se dissimulait les difficultés effrayantes qui allaient assaillir le successeur du comte de Cavour. On se disait tout bas que le candidat préféré du roi eût été le président Rattazzi ; mais ce dernier avait trop conscience de l'impopularité attachée à son nom pour oser prendre un portefeuille devenu vacant par la mort de son ennemi, et le roi savait que le peuple de Turin et le parlement n'auraient jamais consenti à laisser ainsi outrager la mémoire du

comte de Cavour par une semblable nomination.

On faisait alors du baron Ricasoli un personnage légendaire. Une vie austère, un caractère ne pliant devant rien, un patriotisme antique et incorruptible l'avaient rendu célèbre dans toute l'Italie. Pendant les années qui venaient de s'écouler, le baron avait rarement quitté son vieux château féodal de Broglio, situé entre Florence et Sienne. Cette demeure seigneuriale, hérissée de tours et de bastions, entourée de fossés et de ponts-levis, était bien faite pour abriter le farouche Florentin, dont les ancêtres, au moyen âge, avaient pris part à toutes les luttes tentées en faveur de l'indépendance.

On racontait, au sujet du baron Ricasoli, des légendes, des faits bizarres qui augmentaient encore l'intérêt et la curiosité qui s'attachaient à sa personne. Marié d'assez bonne heure à une jeune patricienne de Florence, il avait, peu d'années après son mariage, enlevé brusquement sa femme pour s'enfermer avec elle dans son château de Broglio. A partir de ce moment, personne ne put voir la recluse ou correspondre avec elle ; elle n'en sortit que morte, sept ans après. Un simple soupçon d'infidélité avait, paraît-il, déterminé le baron à cette barbare représaille. Il avait entre les mains les preuves de l'innocence de la jeune épouse, mais il ne croyait pas punir trop sévèrement une imprudence par une séquestration éternelle.

Vivant isolé au milieu de ses paysans, qui tremblaient devant lui, le baron s'était livré tout entier

à l'exploitation de ses terres. Il avait perfectionné la culture de ses vignes et la fabrication des vins, au point que ses produits valurent au possesseur du fief et du cru de Broglio la croix de la Légion d'honneur à l'exposition de Paris de 1855.

Tel est l'homme qui devait succéder au comte de Cavour.

Turin, 25 juin 1861.

Voici vingt jours que le comte de Cavour est mort.

Jusqu'à présent, les choses marchent mieux qu'on ne l'avait prévu. Ricasoli est au pouvoir; Ricasoli, l'homme du moyen âge, énergique, absolu dans ses idées et rude dans ses formes; c'est une nature diamétralement opposée à celle du comte de Cavour. Son intelligence est loin d'être à la hauteur des facultés ou plutôt du génie de son prédécesseur; mais pouvait-on songer à donner à l'illustre mort un véritable successeur?

L'Italie doit se considérer comme fort heureuse d'avoir rencontré dans ce moment critique un homme tel que Ricasoli. Le nouveau président du conseil aura-t-il assez de finesse, de profondeur dans les vues et de persévérance pour continuer l'œuvre interrompue? On le désire plus qu'on n'ose le croire. Mais, à coup sûr, il aura l'autorité que donnent une honnêteté parfaite et un complet désintéressement.

N'est-ce pas déjà beaucoup, surtout en Italie, où l'esprit et les facultés naturelles sont moins rares que l'élévation du sentiment et la fermeté?

28 juin 1861.

La reconnaissance du roi d'Italie par la France est un fait accompli (24 juin). L'Empereur a voulu montrer que la mort de Cavour ne le ferait pas dévier de ses sympathies pour la cause italienne. Quant à moi, je croirai toujours, jusqu'à preuve du contraire, que l'idée de la confédération demeure entière dans son esprit; qu'il suit les événements, sans vouloir les heurter, mais prompt à ressaisir son but dès que les circonstances le permettront.

Aujourd'hui, pour ne pas faire moins que l'Angleterre et revenir sur le passé, il reconnaît le nouveau royaume. La reconnaissance de l'Italie par la France est accueillie avec une joie véritable. Voici donc la transformation accomplie; le créateur de l'œuvre n'a pu voir le couronnement de sa tâche. Hélas! avec Cavour, le Piémont est bien mort.

Cette grande individualité a emporté avec elle dans la tombe le petit royaume. L'influence piémontaise, la force qui venait de Turin n'existe plus. Et, ces jours derniers, dans le deuil de la cité et la tristesse de chacun, n'y avait-il pas la pensée mélancolique que la vieille patrie était morte aussi?

---

10 octobre 1861

Le parlement se réunit le mois prochain. Depuis qu'il est au pouvoir, qu'a fait le baron Ricasoli? Voilà ce qui lui sera demandé. L'Italie s'est-elle organisée? le gouvernement a-t-il fait un pas vers l'unité, vers Rome et Venise? Tels sont les reproches adressés au nouveau ministre, et cela avec d'autant plus d'acharnement, qu'on le sait moins en état de se défendre. Pauvre baron! en prenant le lourd héritage du comte Camille, il ne s'illusionnait pas sur les difficultés et les labeurs de sa tâche, et s'il a peu fait, son nom reste intact et inattaquable. Trop loyal, trop franc, trop honnête, avouons-le, pour être un homme politique complet, Ricasoli comme le disait tout à l'heure Minghetti, chez la marquise Alfieri, a toujours été « à la fois, au-dessus et au-dessous de sa position. » Son intelligence, en effet, ne répond pas à l'élévation de son caractère, à la fermeté de ses principes. Il est homme d'Etat théorique, mais il n'a ni souplesse dans l'esprit, ni ressource dans l'exécution. L'éducation politique lui a fait défaut; il n'a pas, comme le comte de Cavour, étudié l'Angleterre et la France, et surpris sur le fait la tactique et les ruses parlementaires.

Rattazzi est en ce moment à Paris, où il travaille à se faire accepter par l'Empereur. S'il parvient à renverser et à remplacer le baron, il est à craindre que

son règne ne soit de courte durée. Le roi l'appuie, il est vrai, mais le pays et la majorité de la Chambre sont loin de lui être favorables. Je n'ai jamais eu beaucoup de sympathies pour Rattazzi ; lui-même m'en a demandé un jour la raison, que je ne lui ai pas cachée.

---

7 novembre 1861.

Bien que le baron Ricasoli soit président du conseil, le roi n'a pas en lui, on le sait, grande confiance. Il se sent mal à l'aise, gêné devant ce ministre, qui a le tort de traiter Victor-Emmanuel véritablement en roi.

Le comte de Cavour, il faut bien le dire, n'avait pas habitué le souverain à ces formes respectueuses et pleines de déférence; il lui parlait, je ne dirai pas avec familiarité, mais souvent avec une impatience et une rudesse utiles aux affaires, sans contredit, mais qui ne s'accordaient peut-être pas toujours avec les égards dus à un roi. Victor-Emmanuel, tout en affectant de mépriser les formes et l'étiquette, de faire bon marché de ses priviléges, est, au fond, très-soucieux de sa dignité, jaloux de ses prérogatives et pénétré, à juste titre, de la noblesse et de l'ancien-

neté de sa race. Les susceptibilités de l'héritier de la maison de Savoie se trouvaient donc souvent froissées du temps où gouvernait M. de Cavour.

Le roi, humilié, rabaissé par la supériorité et le génie de son premier ministre, éprouvait pour lui une secrète antipathie et une profonde jalousie. Ce dernier, connaissant l'indiscrétion, la légèreté d'esprit de son maître, ne l'initiait que dans une certaine mesure à ses vastes projets, et ne lui confiait les plans et les moyens d'action qu'à la dernière heure et autant seulement que cette communication lui paraissait indispensable. En cela M. de Cavour avait tort peut-être, mais étant le vrai roi, il voulait seul gouverner. Le système du baron Ricasoli est tout différent. C'est en enfant que le comte de Cavour traitait Sa Majesté ; Ricasoli, au contraire, la traite trop en roi.

Aucun des deux n'était dans le vrai. Voilà pourquoi, par des motifs opposés, ils n'obtinrent jamais l'entière confiance de leur souverain.

Un seul homme a compris le caractère du roi ; celui-là a réussi, par un curieux mélange de souplesse et d'habileté, et, disons-le pour être vrai, par un dévouement sincère et désintéressé, à devenir le conseiller, l'ami, le seul confident de Victor-Emmanuel. Avec lui le roi se trouve à l'aise. Seul de tous, en effet, Rattazzi, admis aux faveurs de l'intimité royale, avait accès à la Mandria; il avait su se faire une alliée de Rosine, la comtesse de Millefiori, tandis que Cavour avait tenté, à plusieurs reprises,

de chasser de Turin la favorite, déclarant au roi qu'il ne lui était pas permis d'épouser cette maîtresse obscure, s'il voulait du Piémont faire un grand royaume et laisser un nom dans l'histoire. Cavour s'exagérait beaucoup l'influence de la comtesse de Millefiori, et il eut grand tort, à mon avis, de se mettre en travers d'un attachement ancien déjà et qui, à tout prendre, n'a jamais nui, en quoi que ce soit, à Victor-Emmanuel, parfaitement libre, tout souverain qu'il est, de ses actes et de ses affections.

CHAPITRE XXVI

L'Empereur reconnaît officiellement Victor-Emmanuel roi d'Italie (septembre 1861). — Mission du général Fleury à Turin.

Turin, septembre 1861.

Malgré les excellentes dispositions de l'Empereur et de son gouvernement, la reconnaissance de Victor-Emmanuel comme roi d'Italie tardait à venir. On commençait à s'en inquiéter à Turin ; aussi l'arrivée du général Fleury, en qualité d'envoyé extraordinaire chargé de reconnaître officiellement le nouveau titre de Sa Majesté sarde, fut-elle accueillie en Italie avec une vive satisfaction. Le choix que l'Empereur faisait de son premier écuyer et de l'un de ses amis les plus intimes pour remplir cette mission, ajoutait encore du prix à un acte aussi important.

Le général arriva à Turin le 12 septembre 1861, accompagné de son officier d'ordonnance, le baron de Verdières, capitaine d'état-major. Le roi avait fait

préparer au palais des appartements pour l'envoyé impérial ; mais celui-ci déclina l'offre gracieuse de Sa Majesté, alléguant que madame Fleury l'avait suivi pendant ce voyage. Le personnel de la légation de France, qui se composait alors du comte de Rayneval, chargé des affaires, et du baron de Bourgoing, attaché, se rendit à la gare pour recevoir le général. Retenu à Andorno, et averti trop tard, ce fut le lendemain que je me rendis chez mon nouveau chef pour y prendre ses ordres. Le premier étage de l'*Hôtel de la Grande-Bretagne* avait été retenu à l'avance pour tout le temps que devait durer le séjour du général à Turin. L'accueil fait à ce dernier par la population fut des plus chaleureux ; on sait cependant que les habitants de notre ville sont généralement froids et peu démonstratifs.

Dès que le bruit de l'arrivée du général se fut répandu, des groupes stationnèrent sous les fenêtres de l'hôtel. Le soir même, une aubade lui fut donnée par l'excellente *banda*, musique de la garde nationale. La rue du Pô était encombrée par une foule enthousiaste, et le général, forcé de paraître plusieurs fois au balcon, y fut accueilli par des cris formidables de « Vive la France ! vive l'Empereur ! vive l'Italie ! » Invité au cercle des nobles (*Societa del whist*), le général y fut reçu par tous avec les plus grands égards et la plus parfaite courtoisie. On se souvenait de l'avoir vu au quartier général, lors de la guerre de 1859, et personne n'avait oublié le rôle actif qu'il joua auprès de l'empereur d'Autriche

dans l'entrevue qui précéda la paix de Villafranca.

Cette paix, qui au moment de sa conclusion, fut de la part de nos alliés l'objet des critiques les plus injustes et les plus amères, n'avait-elle pas cependant produit de précieux résultats? Continuer la lutte après Solférino, n'était-ce pas courir le risque de compromettre les avantages de nos victoires ? et peu de temps après, l'Italie ne devait-elle pas recueillir, avec moins de gloire, il est vrai, mais autant de profit, les résultats qu'elle nous faisait un crime d'avoir retardés ?

Le général Fleury, que je ne connaissais pas, même de vue, avant sa mission à Turin, et contre lequel, je l'avoue, j'avais certaines préventions, produisit sur moi une impression que je n'oublierai point. Je fus séduit, malgré moi, au premier abord, par ses manières simples et distinguées. Il est rare de rencontrer chez un homme un plus grand air uni à plus d'aménité, et chacun, à Turin, subit le charme du favori de l'Empereur.

Affable et poli sans familiarité et en même temps sans hauteur, le général savait dire à tous un mot aimable ; et petits et grands ont gardé le meilleur souvenir de son court séjour à Turin[1].

[1] Madame Fleury, pendant son séjour à Turin, vécut fort retirée et déclina toutes les invitations officielles. Elle avait accompagné en simple touriste son mari durant sa mission extraordinaire en Italie, et se borna à recevoir le personnel de la légation. Aucun de nous ne la connaissait, mais il nous fut aisé d'apprécier les qualités rares et sérieuses et la haute distinction de la femme du grand écuyer de l'Empereur. Madame Fleury et madame la duchesse de Bassano, en effet, dans cette cour légère et évaporée des Tuileries, formaient un contraste

Le roi prenait un vif plaisir à ses entretiens avec l'ami de l'Empereur; et de son côté, le général m'avoua qu'il se sentait attiré vers ce souverain : « Il est trop isolé, me disait-il, et ses qualités sont méconnues, faute de quelqu'un pour les faire valoir. Il n'a de confiance en personne, étant naturellement sauvage, et je suis certain qu'il serait apprécié comme il le mérite, s'il avait plus d'expansion et vivait moins retiré. J'ignore si ses sentiments ont été toujours les mêmes, peut-être changeront-ils un jour; mais aujourd'hui, je crois pouvoir affirmer qu'il a pour l'Empereur un attachement sincère et une vive reconnaissance. »

Un dîner fut donné à la cour en l'honneur du général. Nous l'avions prévenu que Sa Majesté avait en horreur ces fêtes officielles et s'était fait une règle de ne prendre ses repas que seul ou dans la plus grande intimité. Lorsque les circonstances le forçaient à assister à un dîner de cour, il ne dépliait pas même sa serviette, et à peine assis, jetait avec humeur les yeux sur ses convives, attendant avec impatience la fin du repas. Rayneval, Bourgoing et moi fûmes admis à la table royale, et nous pûmes remarquer que, malgré le régime constitutionnel, la vieille étiquette de la maison de Savoie régnait encore dans tout son éclat. La table était somptueusement servie; la vaisselle plate, les surtouts, l'argenterie ancienne

par la noblesse de leurs manières et la dignité de leur vie. Ce furent, à proprement parler et dans la véritable acception du mot, les seules grandes dames de la société française et étrangère qui firent partie de la cour de Napoléon III.

fort belle et d'un goût exquis. Un orchestre placé dans la tribune joua pendant le dîner, que le roi s'empressa d'abréger dès qu'il put le faire sans choquer les convenances. Le général Fleury, placé à la droite du roi, dut causer avec lui durant tout le repas. Comme le roi s'apercevait que son voisin imitait sa sobriété, il lui en fit l'observation.

« Ah ! sire, comment peut-on manger à cette heure ! répondit le général.

— Vous avez raison, » fit le roi avec un sourire, indiquant ainsi qu'il comprenait la flatterie de son convive. Après le dîner eut lieu la présentation selon l'usage, et le roi adressa la parole à chacun de nous en particulier.

Le lendemain, une chasse fut donnée dans le parc de Stupinigi pour le général, et un déjeuner y fut offert à madame Fleury, qui n'y assista pas. Le grand maître des cérémonies en fit les honneurs. Cette belle demeure de Stupinigi, située au milieu des bois, était la résidence favorite de la reine; mais depuis sa mort, le roi ne l'habita jamais.

Le général Fleury, sa mission terminée, quitta Turin, après avoir fait une courte excursion à Milan. Le roi le vit s'éloigner avec regret, et peu de temps après j'appris directement par un des officiers d'ordonnance qu'il avait répété à plusieurs reprises : « Combien j'envie à l'Empereur un ami tel que celui-là ! » Le général, en effet, avait eu le talent de plaire au roi d'une façon singulière, en le traitant avec des égards et un respect auxquels s'alliait une franchise sans

réserve. Dans ses longs entretiens, il lui parla du grand rôle qui lui était réservé et des difficultés sans nombre qu'il avait à surmonter pour accomplir sa mission; enfin, l'élevant et le grandissant pour ainsi dire à ses propres yeux, il sut faire vibrer en lui des cordes et des sentiments que nul de ses ministres, peut-être, n'avait songé et ne songea depuis à éveiller.

CHAPITRE XXVII

M. Vincent Benedetti, ministre de France à Turin.

M. Vincent Benedetti était déjà venu une première fois à Turin, on sait dans quelles circonstances. Deux jours avant la signature du traité du 24 mars (réunion de la Savoie et du comté de Nice à la France), il débarquait chez M. de Talleyrand, alors ministre de l'Empereur en Piémont, et le 27 il repassait le Mont-Cenis.

Son absence des bureaux du quai d'Orsay, aller et retour, avait duré six jours ; mais ce court séjour à Turin avait suffi pour inspirer au directeur des affaires politiques, un très-vif désir de remplacer dans son poste le baron de Talleyrand et de devenir, un jour donné, ministre plénipotentiaire de France, voire même ambassadeur, auprès du roi Victor-Emmanuel.

Les événements servirent à souhait les désirs de

M. Benedetti. Peu de temps après, au moment où les troupes sardes pénétrèrent dans les Romagnes, le ministre français fut rappelé officieusement de Turin, et le comte de Rayneval, premier secrétaire, resta plus d'une année chargé des affaires de la légation.

La mort du comte de Cavour (juin 1861) avait jeté le trouble et le découragement dans les esprits ; aussi la reconnaissance officielle du nouveau royaume par la France fut-elle considérée à Turin comme un des actes les plus importants et les plus utiles pour l'Italie.

Le général Fleury, aide de camp de l'Empereur, reçut la mission de reconnaître le nouveau titre du roi. Je viens de raconter l'accueil empressé qui fut fait à l'envoyé extraordinaire de l'Empereur par la population et le roi. Les relations reprises entre les deux gouvernements, les faits accomplis étant acceptés et une sorte d'absolution accordée aux témérités du jeune royaume, on s'attendait à voir revenir à Turin le baron de Talleyrand pour reprendre possession de son poste.

Pendant les huit mois qu'il était resté en Italie, notre ministre avait su acquérir une véritable influence. Spirituel, gai, affable pour tous, il cachait sous des dehors brillants et quelquefois légers une vive pénétration et une aptitude rare pour les affaires. Son caractère enjoué, la grâce et la simplicité de ses manières, lui avaient gagné les sympathies de tous ; il possédait le don précieux d'attirer les confidences sans jamais se livrer lui-même.

M. de Cavour, en parlant de lui, disait : « J'aime assurément beaucoup Tayllerand ; il a je ne sais quel charme qui attire ; mais, chose singulière, je ne me sens pas à l'aise avec lui. Quand il entre dans mon cabinet avec son air souriant et fin, sa bonhomie engageante, je ne suis tranquille que lorsqu'il a pris congé de moi. Il a, en effet, une façon charmante et qui n'appartient qu'à lui de glisser, avec adresse, les choses les plus désagréables et de deviner ce qu'on pense et que parfois on voudrait lui cacher ; mais impossible de le prendre en défaut ou de s'irriter contre sa personne, tant il met de tact et de convenance dans les missions les plus délicates ! De tous mes ministres étrangers, il est, je crois, le plus jeune, et c'est celui que je redoute le plus. »

Ces paroles textuelles furent confiées, par le comte de Cavour, à un de ses amis intimes, membre lui-même du corps diplomatique. Une semblable appréciation, de la part d'un tel homme, me semble le le plus parfait éloge que l'on puisse faire d'un diplomate.

Tel, toutefois, ne fut pas le sentiment de M. Benedetti. Grâce à son influence sur l'esprit faible de M. Thouvenel, alors ministre des affaires étrangères, le directeur politique sut desservir M. de Talleyrand avec une rare persistance. Ses efforts atteignirent leur but ; et un même décret impérial nomma M. Benedetti ministre plénipotentiaire à Turin, tandis que le baron de Talleyrand était désigné pour le poste de Bruxelles.

La nomination de M. Benedetti fut, il faut l'avouer, fort bien accueilli en Italie, surtout par le parti avancé. On connaissait au delà des Alpes ses sympathies avouées pour la cause italienne. Ses relations intimes avec le Palais-Royal faisaient présager de sa part une grande indulgence pour les aspirations unitaires. La faveur seule dont il jouissait auprès du prince Napoléon donnait à sa présence en Italie, comme agent officiel, une véritable signification. « Il n'y a pas à s'y tromper, disait-on, la France abandonne Rome, puisqu'on nous envoie M. Benedetti. » La nomination du marquis de la Valette comme ambassadeur à Rome paraissait au *Moniteur*, en même temps que celle de M. Benedetti à Turin, et semblait indiquer clairement une nouvelle phase dans la politique et l'idée bien arrêtée du gouvernement français d'abandonner la cause du saint-siége.

Du reste, M. Benedetti, avec une franchise qui l'honore, avait pris soin, dès ses débuts, d'indiquer clairement quels étaient ses désirs et vers quel but il comptait marcher.

Profondément ambitieux, M. Benedetti en quittant Paris, avait emporté la conviction intime que seul il possédait la secrète pensée de celui qui dirige la France. Dès lors, il voulut devancer cette pensée, et jugea utile de hâter ce qu'il croyait être le but véritable, la solution tant désirée.

Tout, d'ailleurs, le poussait dans cette voie. M. Benedetti était la créature de M. de la Valette, qui le premier l'avait découvert et fait sortir de la carrière

des consulats pour le prendre auprès de lui, à Constantinople. Attaché à l'ambassade comme consul, dans une situation mal définie d'abord, le jeune protégé de M. de la Valette qui chaque jour devenait plus utile à son protecteur fut, l'année suivante, nommé second secrétaire et peu de temps après, chargé d'affaires, au moment de la guerre d'Orient, enfin directeur des affaires politiques sous le ministère Thouvenel.

Pour arriver à devenir ministre de France en Italie, d'obscur élève-consul qu'il était, sans appui, sans famille, il avait fallu à M. Benedetti une souplesse et une persévérance qu'il serait injuste de lui contester. A ces qualités il joignait une extrême finesse, une intelligence vive et surtout une remarquable facilité de travail. Sa physionomie est sans contredit une des plus fines et des plus intelligentes que l'on puisse rencontrer. Les traits sont réguliers, le front remarquablement développé ; le regard vif, pénétrant mais faux. Ses manières et ses gestes sont gauches et embarrassés ; malgré ses efforts, il se sent mal à l'aise au milieu d'un monde où il n'a pas vécu, la gêne se cache sous une roideur qui frise quelquefois, bien malgré lui, l'impertinence.

Rien de plus navrant et de plus comique à la fois que de le voir aborder le ton égrillard et les récits légers ; il avait, sans doute, appris de M. de la Valette qu'il était de suprême bon ton d'exceller dans les propos lestes. Le pauvre élève a fait de vains efforts pour imiter le marquis; il est resté médiocre

dans ce genre et certainement ce n'est pas un reproche qu'on puisse lui adresser. N'est pas talon rouge qui veut !

M. Benedetti est profondément égoïste; comme son patron, il n'a pas eu le talent de se faire des amis et l'habileté de s'entourer toujours de clients et de créatures : plus ambitieux, plus concentré, plus grave, le diplomate corse, lui, a dirigé toutes ses facultés, toutes ses forces vers un but unique. Hélas! le ciel est injuste! car il n'a pas permis, cette fois, que notre petit nom devînt plus grand « *en écrasant l'infâme.* » Le rêve gigantesque de M. Benedetti et de ses amis n'a pas été de longue durée; mais si leurs projets ont avorté, ce n'est pas la faute de notre ministre à Turin. Avant même d'avoir entrepris cette campagne, il avait brûlé ses vaisseaux.

Turin, octobre 1861.

L'avénement de M. Thouvenel aux affaires étrangères et la chute de M. Walewski a été un fait tellement grave que pour peu qu'on fût au courant de la politique en Italie, on devait s'attendre à voir surgir bientôt de graves événements.

Aujourd'hui M. de la Valette, M. Benedetti, M. Thouvenel se sont à eux trois distribué les rôles. Les deux premiers, l'un à Rome, l'autre à Turin, doivent précipiter les événements, hâter le dénoûment, tandis que M. Thouvenel, à Paris, est chargé

de triompher des hésitations de l'Empereur ; il a pour mission de contre-balancer l'influence de l'impératrice et du parti clérical ; enfin, au moment suprême, il doit vaincre tous les scrupules et faire franchir le dernier pas.

A Turin, M. Benedetti tient en mains les fils de la conspiration, car il n'y a pas à se le dissimuler, c'est un véritable complot. Son esprit alerte, audacieux, est sans cesse sur la brèche ; il travaille nuit et jour avec une persévérance digne d'une meilleure cause ; et certainement s'il avait trouvé dans les hommes d'État de Turin des instruments dociles, et dans ses deux amis de Paris et de Rome des collaborateurs aussi habiles et aussi convaincus que lui, le dénoûment aurait bientôt couronné ses espérances.

De Turin, il expédie à M. de la Valette à Rome des dépêches toutes faites que ce dernier fait copier et envoie au ministère revêtues de sa signature : si Tissot n'était pas à Rome pour soutenir son ambassadeur, la tâche de M. Benedetti serait encore bien plus lourde. M. de la Valette, en effet, est, dit-on, le plus aimable, le plus séduisant des gentlemen, mais le moins sérieux et le plus insuffisant de nos diplomates. Il est vrai que M. Benedetti harcèle la direction politique de dépêches volumineuses et pressantes et d'avertissements prophétiques.

Tout est mûr, selon lui : la papauté n'existe plus que comme forme.

Que de fois j'ai fait cette réflexion en voyant tout le mal que se donne notre cher ministre à Turin !

Pourquoi, au lieu de naître sujet français, M. Benedetti n'est-il pas né Italien ? Les qualités rares, la finesse, la persévérance, l'audace qu'il met au service de ses idées si fatales au point de vue de la France, auraient fait de lui un des plus grands citoyens d'Italie, tandis que tout Français, non lecteur du *Siècle* et de *l'Opinion nationale*, peut lui reprocher de travailler exclusivement à la grandeur du pays voisin.

Aujourd'hui que Cavour, l'âme de l'Italie, n'est plus, aucun homme d'État de sa trempe n'est apte à le remplacer. Ricasoli, Rattazzi, La Marmora, Cialdini, ont tous chacun plus ou moins de mérite; mais où trouver l'homme à la fois de caractère et d'intelligence pour arriver à ce fameux but sans ébranler l'Europe? Seul, jusqu'à un certain point, M. Benedetti remplirait ce vide; car il est incontestable qu'à cette heure aucun homme d'État italien n'est à sa hauteur. Cependant, que d'imperfections! Il est cassant, absolu, entier et souvent imprudent. Ainsi, peu de temps après son arrivée à Turin, se trouvant un jour au parlement au moment où l'on parlait incidemment de la France, il s'est avisé de dire tout haut dans la tribune diplomatique : « Ah! çà, ils vont tant dire que je vais être forcé de m'en mêler. » Ces simples mots, avidement recueillis et colportés sur les bancs de la chambre, ont produit le plus mauvais effet.

En somme, il est beaucoup trop autoritaire pour ce pays constitutionnel; il débarque de Paris, il est vrai, où fleurit sans entrave le régime du bon vou-

loir. Il se fera peu à peu, je l'espère pour lui, aux mœurs de l'endroit. Cavour était bien autoritaire, lui, car tout révolutionnaire a l'étoffe d'un despote, mais il était assez puissant par son génie, par sa popularité, pour dicter sa volonté aux chambres, au pays et au roi, et d'ailleurs la confiance qu'il inspirait à tous, l'habileté, la bonhomie avec lesquelles il imposait ses ordres, rendaient la tâche facile.

Si Cavour avait vécu, M. Benedetti ne serait pas resté huit jours ministre de France à Turin. Nos pauvres hommes d'État italiens sont tout abasourdis, presque effrayés de l'attitude si résolue de M. Benedetti. Ils osent à peine suivre ce singulier diplomate qui les entraîne trop vite, disent-ils. Ils sont étonnés de voir ce Français plus Italien, plus ardent qu'eux, et qui veut à tout prix hâter leur bonheur.

L'autre soir, dans le salon de la légation se trouvaient Matteucci, Rattazzi et quelques autres, en un mot le cabinet futur que patronne M. Benedetti, et qui remplacera inévitablement le baron Ricasoli. Rien de plus curieux que de voir ces braves gens écoutant, la bouche ouverte, la profession de foi et le programme du ministre de France.

« La papauté est un anachronisme dans notre siècle. Le pouvoir temporel en 1860, disait-il, est une monstruosité; cette institution vermoulue, d'un autre âge, ne se tient debout que parce que nous la soutenons du bout du doigt; pour qu'elle s'écroule, il suffit que nous nous retirions de Rome. C'est l'intérêt immédiat de la France aussi bien que de l'Italie de

faire cesser cet état de choses; et croyez-vous que l'Empereur ne soit pas autorisé à expulser de Rome les Bourbons de Naples, ce foyer hostile à sa dynastie et ces zouaves conspirateurs bourbonniens? » Tel était le sens exact, les termes mêmes des conversations de notre ministre, et chacune de ses dépêches trahit cette ardeur.

Plus je vois, plus j'étudie mon chef, moins je me sens attiré vers lui; parfois cet homme me fait peur: devant lui je suis mal à l'aise. Ses idées heurtent tous mes sentiments, tous mes principes. Je hais ce qu'il adore, et lui, de son côté, méprise tous ceux que j'admire et que je puis aimer. Eh bien, malgré ma répugnance pour cet homme et surtout pour ses idées sociales et ses principes politiques, je reconnais sa valeur. Il est quelqu'un, et c'est beaucoup. Cette nature impérieuse, violente et souple à la fois me plaît sous certains côtés; il est remarquablement intelligent. On sent en lui un homme. Pourquoi, mon Dieu! cet homme n'est-il pas de mon bord, puisqu'il faut le dire? Pourqui ne se nomme-t-il pas Massignac ou Breteuil? Les nôtres sont médiocres, très-médiocres, il faut bien se l'avouer, et parmi nos diplomates, les aigles sont plus rares peut-être que parmi les autres fonctionnaires de l'empire. M. Benedetti sera pour moi toujours un ennemi; il comprend fort bien l'antipathie qu'il m'inspire. Qu'il me fasse du mal, peu importe après tout, mais je sens qu'il en fera à mon pays!

C'est un tempérament inquiet et éminemment am-

bitieux ; il l'avouait ingénument lui-même, et dans les premiers épanchements de son arrivée à Turin, il racontait un soir à Bourgoing et à moi de quelle façon il était entré dans la carrière consulaire. De singuliers débuts, en effet !

Débarqué un dimanche à Alexandrie, je crois en qualité d'élève-consul, il reprénait le lendemain le paquebot de France, après une violente altercation avec son chef, M. Cochelet, consul général. Eh ! eh ! monsieur Benedetti, notre ministre, ceci ne prouvait pas précisément de votre part ce grand respect de la hiérarchie et cet esprit de soumission que vous appréciez tant aujourd'hui chez les autres !

« Quand j'étais à Alexandrie, simple élève-consul, nous dit encore un jour M. Benedetti, et lorsque je devins gendre de M. Anastasi, je me suis interrogé à plusieurs reprises et me suis demandé si je ne ferais pas mieux d'abandonner les consulats et le ministre des affaires étrangères pour entrer dans le commerce et me faire négociant. J'aurais voulu devenir un des hommes les plus riches du monde, et je le serais devenu ! »

— Ah ! monsieur Benedetti, pourquoi n'avez-vous pas suivi un si bon mouvement ?

Les débuts de M. Benedetti dans la société de Turin ne furent pas heureux. Il ne faut pas s'y méprendre ; pour tout agent diplomatique, il est d'une importance extrême d'entretenir, dès son arrivée, de bons rapports avec la société du pays où il réside. Le succès des négociations les plus graves a souvent

dépendu du plus ou moins d'autorité et de sympathie qu'avait su acquérir ou se concilier le négociateur. En dehors des relations officielles avec le souverain et ses ministres, les relations avec la société locale jouent un grand rôle. Rien n'eût été plus aisé au nouveau représentant de la France que de se faire accepter à Turin ; on était si bien disposé en sa faveur ! Cependant la noblesse piémontaise, très-exclusive comme on le sait, ne pouvait seule faire tous les frais et aller au-devant du ministre français. C'est ce que ce dernier ne voulut pas comprendre. Un certain monde officiel de Paris où il était accueilli avec une grande faveur l'avait gâté.

Le tort de M. Benedetti fut de s'imaginer que, devant lui, tous les salons seraient trop flattés de s'ouvrir. Il lui arriva de se présenter seul, le soir, dans plusieurs maisons sans y être introduit par personne. On trouva le procédé étrange; son ton d'ailleurs et ses manières ne rappelaient d'aucune façon ceux de ses predécesseurs, MM. de Gramont, de la Tour-d'Auvergne et Talleyrand. Madame Benedetti, de son côté, était peu faite pour tenir un salon. Jeune Grecque élevée à Alexandrie et adoptée par M. Anastasi, consul général d'Autriche, madame Benedetti s'était mariée à l'âge de quinze ans. Belle de cette beauté particulière aux femmes de l'Orient, elle en avait gardé les habitudes nonchalantes, la paresse d'esprit et l'insouciance. Transplantée dans la capitale piémontaise, elle regrettait tout haut les plaisirs de Paris, établissant sans cesse des comparaisons fort

malencontreuses entre les deux villes et ne perdant aucune occasion de critiquer Turin et ses habitants. « Ah! les salons de monsieur Boittelle, disait ma- » dame Benedetti, combien je les regrette! »

De là, comme il était facile de le prévoir, résultèrent des froissements; et d'autre part, des maladresses irréparables amenèrent des conflits qui ne contribuèrent pas à rendre le séjour de Turin fort agréable aux époux Benedetti. C'est alors qu'aigri et irrité par ses premiers insuccès comme homme du monde, l'homme politique se réveilla menaçant. Il n'avait, du reste, pas sommeillé : quatre jours, en effet, après son arrivée, le nouvel envoyé, embrassant la situation d'un coup d'œil d'aigle, avait expédié à Paris une longue et diffuse dépêche dans laquelle il exposait ses jugements sur le pays et sur les hommes, et faisait part de ses vues, de ses plans d'attaque et de tout un système nouveau qui devait donner en un bref délai Rome à l'Italie. Ce mémoire restera comme un petit chef-d'œuvre d'outrecuidance.

CHAPITRE XXVIII

Le ministère Ricasoli remplacé par le ministère Rattazzi.

Turin, octobre 1861.

Le cabinet italien était alors présidé par le baron Ricasoli. Ce successeur bien insuffisant du comte de Cavour ne pouvait être accusé par personne d'être clérical ou rétrograde à coup sûr; toutefois, il eut le tort de déplaire à M. Benedetti. La noblesse de caractère, l'indépendance et l'inflexibilité du vieux baron florentin étaient autant d'obstacles aux vues du diplomate français, qui avait eu l'imprudence d'annoncer, dès ses débuts, l'intention de diriger tous les actes du cabinet italien. Le premier ministre Ricasoli ne lui paraissait ni assez souple, ni assez docile. Il tourna ses regards vers l'avocat Rattazzi, homme aussi fin, plus fin que lui, peut-être, mais dont les façons, l'éducation et le caractère lui convenaient en tous points. En Rattazzi il retrouvait

un frère d'âme, une nature inquiète, un esprit ambitieux ne reculant devant aucun petit moyen pour reprendre le pouvoir.

Les complaisances de Rattazzi pour le roi Victor Emmanuel, son voyage à Paris, les ovations qu'il reçut de la presse italo-parisienne représentée par MM. Havin et Guéroult, et surtout les attaques et les insinuations de M. Benedetti amenèrent, en peu de temps, la chute du cabinet Ricasoli.

Toutefois, malgré la rentrée aux affaires de son protégé, M. Rattazzi, le ministre de France, impatient, plein d'ardeur, n'en était pas arrivé à son but. La question romaine restait toujours pendante. Nos troupes continuaient à défendre le saint-père, et le gouvernement de l'Empereur demeurait sourd aux exhortations violentes, aux conseils acharnés et même aux prédictions sinistres parties de la légation française à Turin[1].

J'ai raconté les motifs qui éloignaient M. V. Benedetti du baron Ricasoli et le poussaient à le ren-

[1] Quelles que soient les préventions très-justifiées d'ailleurs que l'on puisse avoir contre M. Benedetti, à propos du rôle politique qu'il a joué en Prusse et surtout en Italie, il est impossible néanmoins de ne pas reconnaître en lui une haute intelligence, et, ce qui est bien plus précieux et bien plus rare, un caractère. Aussi, dans la galerie si limitée des hommes qu'a produits l'empire, sa figure restera moins accentuée, sans doute, et moins intéressante que celles de M. Rouher et de M. Haussmann, mais il ne viendra certainement à la pensée de personne d'assimiler M. Benedetti à ces personnages secondaires que je me promets bien d'étudier un jour, lesquels ont tout emprunté à leur position officielle et dont le caractère est encore, s'il est possible, inférieur au talent. Quant à M. Benedetti, son livre, « *Ma mission en Prusse,* » nous l'a montré sous un jour nouveau, et là, il est bien supérieur au Benedetti de Turin!

verser du ministère. En résultera-t-il pour l'Italie et pour la France un bien ? J'en doute fort !

Ricasoli était le vieux gentilhomme libéral ; Rattazzi est, et sera toujours l'avocat démocrate, et chacun de ses pas, soit en avant, soit en arrière, sera l'aveu de sa faiblesse. Il n'est pas de ces hommes comme Cavour, qui résistent au courant et savent le diriger ; il le suit, voilà tout. Tant mieux pour leur pays et pour eux s'ils réussissent ; ces sont les hasards des événements et non leur génie et leur prévoyance qui les font grands hommes d'État. Rattazzi est épris du pouvoir, et aujourd'hui, parmi les médiocrités italiennes, il est considéré comme indispensable. Il a, il faut l'avouer, la patience, la persévérance et l'honnêteté privée qui distinguent la race piémontaise, mais voilà tout ! Ricasoli, moins fin, moins habile que lui peut-être, est un caractère; il ne saura jamais plier et transiger comme Rattazzi; il demeurera un type de véritable patriote et n'hésitera jamais à se sacrifier.

Le but du nouveau ministère italien est connu de tous : c'est le renversement du pouvoir temporel des papes, et l'*unité italienne*, avec l'assentiment et le concours de la France. En s'associant hautement à cet étrange programme qu'il a lui-même dicté, M. Benedetti croit y voir, comme il le dit avec une franchise singulière, de précieux avantages pour la France et le gouvernement impérial. Je l'ai entendu dans son salon, devant plusieurs personnages italiens, exposer nettement et avec une âpreté ef-

frayante ses vues sur la politique française en Italie. Faisant allusion à l'occupation de Rome par nos troupes et à l'obstination du saint-père, il s'exprimait ainsi :

« L'heure des expédients et des atermoiements est passée. Il nous faut, cette fois, résolûment briser l'obstacle, il n'est plus temps de l'éviter ou de contourner l'écueil. Sinon, revenons sur nos pas, laissons réédifier l'échafaudage de la réaction, œuvre de l'Autriche que nous avons renversé ; déjugeons-nous et abandonnons maladroitement les bénéfices de nos campagnes pour soutenir un pouvoir monstrueux, une ruine, le foyer des légitimistes et des ennemis de la dynastie. Quant à moi, cette politique je la trouve indigne de la France et sans aucun avantage pour elle. Ces institutions de théocratie étroite et de droit divin sont mortes, et peut-on faire vivre ce qui n'est plus ? Je me suis voué au triomphe des idées contraires et j'espère les faire réussir. »

Après de telles déclarations, doit-on s'étonner que la présence de M. Benedetti à Turin en qualité de représentant officiel de l'Empereur fût considérée comme un encouragement aux aspirations unitaires, un acquiescement tacite à tout ce qui serait entrepris contre la papauté ?

Certes, je connais l'Italie et la France tout aussi bien, mieux même que M. Benedetti, et cependant je prétends et je soutiens que « défendre l'idée de l'unité italienne est au point de vue français une politique aussi dangereuse qu'antinationale. »

Depuis quand peut-il résulter pour un État un avantage, un bénéfice quelconque de créer auprès de lui une nation puissante, compacte, dont tous les intérêts tendront inévitablement à s'affranchir du joug pesant de la reconnaissance? Rare chez les individus, ce sentiment n'existe pas, ne peut exister de peuple à peuple. Aussi, rien ne semble-t-il plus bouffon que d'invoquer à tout propos cette prétendue reconnaissance qui doit unir à jamais l'Italie à la France. Ces phrases déclamatoires, jetées de la tribune de Paris ou de Turin pour les besoins de la cause et répétées par certains journaux intéressés ne trompent personne ni en France ni en Italie.

Avouons-le hautement, puisque le fait est vrai, nous sommes d'autant moins chers aux Italiens que les services que nous leur avons rendus sont plus récents et plus étendus. Le danger disparu, le souvenir de notre sang versé, de nos millions répandus s'est évanoui. Bien mieux, on serait prêt à nier ce que nous avons fait. Il arrive de temps à autre cependant que leur langage varie; l'attitude de l'Autriche semble-t-elle un jour menaçante? vite, on s'abrite avec complaisance derrière cette sincère alliée, cette France généreuse, solidaire de toutes violations faites au territoire italien. Hélas! cette comédie! que de fois je l'ai vu jouer, pendant les trois années que j'ai passées à Turin! A entendre certains Italiens, la France n'aurait, dans ce siècle, d'autre but, d'autre intérêt que celui de constituer, de servir et de défendre l'Italie. Aussi les récrimina-

tions, les injures pleuvent-elles de toutes parts chaque fois que l'Empereur semble s'écarter de cette mission.

Compter un seul instant sur l'alliance italienne, n'est-ce pas une dérision, alors qu'ils ont oublié, avec un empressement si unanime, nos services d'hier?

CHAPITRE XXIX

L'unité italienne au point de vue français. — Le ministère Rattazzi et M. Benedetti.

Turin, décembre 1861.

La bataille qui a clos si glorieusement pour nous la campagne de 1859 porte généralement dans le monde entier le nom de Solferino. Seuls, les Italiens s'obstinent à lui donner le nom de San Martino. Or l'affaire de San-Martino, ce n'est un mystère pour personne, est un engagement périlleux, un épisode d'une grande lutte, dans lequel les Piémontais firent des prodiges de valeur, mais qui eût été changé en une déroute complète sans l'aide des Français arrivés par bonheur pour les dégager. Et, néanmoins, prenant dans leur prétention orgueilleuse la partie pour le tout, les Italiens n'ont jamais parlé que de San Martino. C'est la bataille de San Martino qu'ils fêtent. Ainsi chez eux s'écrit l'histoire! Cette ou-

trecuidance, cette forfanterie qui percent de tous côtés, n'est-ce donc point un avertissement assez clair pour nous? Mais non! il est des esprits de bonne foi qui croient à l'alliance sincère et efficace de l'Italie, le jour où, des complications qu'on ne peut prévoir survenant, la France aurait besoin de son aide.

N'est-ce pas le comble de la déraison? Aujourd'hui que l'œuvre est inachevée, que Rome et Venise attendent encore leur libérateur, que la nation est faible, non organisée, dans un état de crise permanent, le peuple italien ne dissimule ni son impatience, ni son mécontentement. Qu'arrivera-t-il donc, lorsque, grâce à notre abandon de Rome, veuve de son pape, l'Italie sortie de ses langes, parlant à haute voix, aura accompli son unité? Affranchie de notre tutelle, devenue par nous seuls une puissance de premier ordre, quel sera désormais le rôle de l'Italie en Europe? De bonne foi, peut-on espérer, au cas échéant d'une collision entre l'Angleterre et la France ou la Prusse, que le nouvel État hésite dans le choix de ses alliances? Ses intérêts et ses instincts les plus directs ne l'entraînent-ils pas irrésistiblement vers l'Angleterre?

Placés comme nous sommes entre deux puissances maritimes, sans songer à ce que ferait la Prusse, quelle sera notre situation? Inutile de se le dissimuler. Le jour où Rome deviendra la capitale de l'Italie une et où Venise lui appartiendra, la France, puissance maritime, déchoit ou est bien près de déchoir.

La Méditerranée, devenant un lac italien et anglais, à quoi désormais se réduit notre rôle sur mer? Si Napoléon Ier s'étendait avec tant de complaisance dans ses écrits sur le développement des côtes de son royaume d'Italie, c'est que l'avenir de l'Italie comme puissance maritime ne lui avait point échappé.

Tout le système politique intérieur de l'Italie, calqué sur les institutions constitutionnelles d'Angleterre, n'entraîne-t-il pas l'Italie à se lier plus étroitement encore à une puissance dont les principes sont les mêmes, dont les intérêts politiques et commerciaux se confondent et dont le voisinage ne peut lui inspirer aucune défiance? Aussi est-ce faire preuve de peu de pénétration que d'appuyer à cette heure le mouvement italien dans ses tendances unitaires : c'est préparer à l'Angleterre, à la Prusse, à l'Autriche même, une puissante alliée contre nous.

La joie que laissent éclater le gouvernement britannique et la presse anglaise, les approbations du cabinet de Londres lorsque la solution de la question romaine semble devoir s'accomplir en faveur de l'unité, devraient nous ouvrir les yeux à tous et suggérer aux Français, naïvement épris de l'unité de la péninsule, de sérieuses méditations.

Une des premières préoccupations de M. Benedetti en arrivant à Turin fut de se débarrasser du person-

nel de la légation qui, je dois l'avouer, exprimait trop sincèrement les regrets causés par le départ de ses deux prédécesseurs, MM. de la Tour d'Auvergne et de Talleyrand.

Le premier secrétaire, M. de Rayneval, qui n'avait, avec notre nouveau chef, aucune communauté d'idées et de sentiments, partit un mois après l'arrivée de ce dernier à Turin. Il fut remplacé par M. de Massignac, excellent et digne homme, qui, parvenu péniblement vers l'âge de cinquante ans au grade de premier secrétaire, avait été choisi par M. Benedetti en raison de son caractère très-facile à diriger. Notre ministre l'avait connu à l'ambassade de Constantinople, alors que M. de Massignac se trouvait le chef du jeune consul Benedetti. M. Benedetti avait amené avec lui, de Paris, un attaché, M. Victor de Courval, recommandé tout particulièrement par M. de la Valette. Ce jeune homme, doux, paisible et d'une politesse excessive, était logé et nourri chez M. Benedetti, auquel il servait de secrétaire particulier. Mon ami de Bourgoing et moi, restions seuls de l'ancienne légation. Après un temps fort limité, je compris qu'il me serait impossible de rester sous les ordres d'un tel chef; aussi, avant qu'il prît la peine de demander mon changement, je sollicitai un congé, sans lui cacher qu'arrivé à Paris, mon premier soin serait d'obtenir un autre poste. Ceci entrait d'autant mieux dans les convenances de M. Benedetti, que déjà mon successeur avait été choisi par lui, et M. Le Sourd, son protégé,

attendait avec impatience mon départ très-probable de Turin.

Paris, octobre 1862.

Le marquis de la Valette avait suivi à la lettre et avec une scrupuleuse obéissance les instructions écrites que lui adressait régulièrement de Turin M. Benedetti[1]. Il avait bien essayé de faire la contre-partie et d'unir ses efforts à ceux de son élève, aujourd'hui passé maître. Leurs efforts n'avaient pu entraîner l'Empereur à un parti violent.

En présence d'un silence significatif, M. Benedetti comprit enfin qu'il avait pu se tromper sur les intentions de son souverain ! Mais qu'allaient devenir les engagements que, sous sa propre responsabilité, il avait pris envers le cabinet italien ? Moins ardent et moins confiant que le ministre de France, Rattazzi, quoique Italien, n'avait pas partagé avec le même

[1] La fin de ce chapitre n'a pas été écrite à Turin, comme on le voit. J'ai cru cependant devoir la reproduire pour compléter la figure si intéressante de M. Benedetti. Lorsque je revins en France, dans les premiers mois de 1862, j'allai, au ministère des affaires étrangères, voir M. le marquis de Banneville, qui avait remplacé M. Benedetti dans ses fonctions de directeur politique. Je causai longtemps avec lui et je me permis de lui communiquer mes impressions sur l'attitude étrange de notre ministre en Italie. M. de Banneville me répondit en propres termes que M. Thouvenel et lui essayaient à chaque courrier de calmer cette ardeur, cette impatience, qui ne laissait pas que de les inquiéter. M. le marquis de Banneville, homme aimable, doux, spirituel, mais profondément sceptique, est encore une de ces bonnes âmes tièdes, de ces natures nonchalantes, qui certainement blâment le mal, mais n'auront jamais assez de sagesse pour le prévenir, ni assez d'énergie pour le réprimer.

aveuglement ses espérances d'unité; aussi la position de notre agent devenait-elle intolérable à Turin; c'est alors qu'il s'achemina vers Paris, laissant son ami Rattazzi dans le plus grave des embarras, au moment même où Garibaldi levait le drapeau de la sainte rébellion.

Depuis longtemps l'Italie n'avait traversé une crise aussi difficile; la guerre civile éclatant, personne ne pouvait en prévoir l'issue. Rattazzi eut alors un beau moment dans sa vie politique: il fit preuve d'énergie, de sang-froid et brava, sans hésiter un instant, l'impopularité qui devait infailliblement peser sur ses actes. Les armées royales eurent ordre de poursuivre les volontaires de Garibaldi à outrance, et la balle d'Aspromonte vint prouver à l'Europe que le nouveau royaume se séparait franchement, cette fois, du parti révolutionnaire.

Si la retraite de M. Benedetti sur Paris, à l'heure où les dangers les plus pressants assaillaient l'Italie, n'était pas le fait d'un ami sincère et généreux, du moins avait-elle un caractère de prudence. A Paris, en effet, M. Benedetti n'assumait aucune responsabilité des événements de la péninsule. Quant à Rattazzi, qu'on accusait d'avoir cédé à la pression de la France, il restait seul en butte aux attaques les plus violentes, et seul résistait à l'impopularité.

Notre ministre, cependant, par ordre formel de l'Empereur, reçut l'invitation de retourner à son poste. Il se résigna de très-mauvaise grâce à repasser les Alpes, et à peine arrivé à Turin, alla s'installer

au lac Majeur. Il avait perdu courage en voyant ses plans de campagne indéfiniment ajournés. Toutefois, la nouvelle de sa défaite complète ne le trouva pas assez préparé; et le jour où le télégraphe lui apprit le remplacement de M. Thouvenel par M. Drouyn de Lhuys, il ne put maîtriser son désappointement et sa colère. « L'Empereur, disait-il, avait perdu la tête; il marchait à sa ruine. »

Par un juste retour des choses d'ici-bas, résultat d'une singulière coïncidence, ce fut le poste de Bruxelles, celui-là même imposé jadis à M. de Talleyrand, qui fut offert à M. Benedetti. Ce dernier trait exaspéra notre diplomate et l'humilia profondément. C'est sous cette impression qu'il écrivit à Paris pour obtenir sa mise en disponibilité et refuser le poste de Bruxelles. Le dépit fut mal dissimulé dans sa lettre, qui contenait les insinuations les plus désobligeantes pour ses compagnons d'infortune, M. Thouvenel et M. de la Valette.

CHAPITRE XXX

Un voyage du roi d'Italie à travers ses nouvelles provinces ; Bologne, Ancône. — Inauguration du chemin de fer de Bologne à Ancône (novembre 1861.)

Le roi, qui aime peu, on le sait, les cérémonies et les voyages officiels, s'était d'abord refusé à inaugurer la ligne nouvelle de Bologne à Ancône. Il voulait, selon l'habitude, se décharger de cette mission en la confiant au prince de Carignan. Jamais, en effet, souverain n'eut auprès de lui un parent plus utile et de meilleure composition. Le baron Ricasoli, cependant, insista et, par raison politique, le roi consentit à visiter pour la première fois ses nouvelles provinces. L'administration des chemins de fer romains, qui avait succédé à la compagnie Mirès, se trouvait alors entre les mains de MM. Delahante et Salamanca.

Le comte de Cavour, esprit pratique par excellence, avait attaché la plus haute importance à l'achèvement

immediat des lignes projetées ou en construction. Son aptitude rare pour toutes les branches de l'industrie et pour l'économie politique lui permettait de débattre avec succès et une habileté consommée les intérêts de son gouvernement, lorsqu'il s'agissait de signer un contrat avec une société étrangère. Les hommes spéciaux en tout genre, ingénieurs, constructeurs, banquiers qui s'adressaient à lui sortaient chaque fois ébahis de son cabinet. Aucun d'eux ne pouvait comprendre où et comment le grand homme d'État avait pu apprendre tout ce qu'il savait, car il n'était pas de détail technique, de difficulté, qui embarrassât cette intelligence si prompte, si universelle.

L'hiver qui précéda la mort du comte de Cavour fut très-gai pour la légation de France, grâce aux fréquents voyages de nos compatriotes MM. Delahante, Paul Daru et de la Ferronnays. Ces administrateurs de la nouvelle Société des chemins de fer romains étaient tous membres du Jockey-Club, et par conséquent collègues ou amis du président du conseil. Dans les cercles les plus élégants de Paris, on n'avait pas oublié le séjour en France du jeune Piémontais Cavour, et, à cette heure, ces relations et ces souvenirs de jeunesse élégante facilitaient, en les rendant fort agréables, les rapports des délégués de Paris avec le cabinet de Turin.

L'ouverture de la ligne de Bologne à Ancône avait été fixée à la fin de l'année 1861. Après la mort du comte de Cavour, le Florentin Ubaldino Peruzzi avait

pris le portefeuille des travaux publics. Parent et ami du baron Ricasoli, M. Peruzzi était, dans ce nouveau ministère, un des hommes les plus importants. Plus fin, plus souple, mais beaucoup moins austère que le baron Ricasoli, M. Peruzzi avait espéré, au début, jouer un rôle politique plus important, mais il se contentait, à cette heure, de continuer l'œuvre du comte de Cavour au point de vue financier et économique. Les lignes de chemins de fer concédées par son prédécesseur devinrent l'objet de sa sollicitude.

La société française, qui tenait à honneur de remplir scrupuleusement ses engagements, dut faire des prodiges d'activité et d'énergie afin d'ouvrir la voie à l'époque déterminée. L'administrateur délégué, M. Fernand Delahante et le comte de Résie, chef du mouvement, ne reculèrent devant aucune fatigue. La présence du roi à cette cérémonie lui donnait un éclat particulier, et M. Peruzzi, triomphant avec le baron Ricasoli des hésitations du roi, lui avait fait comprendre, non sans peine, l'intérêt politique qui s'attachait à ce voyage. Les nouveaux sujets de Sa Majesté ne connaissant pas encore leur souverain, l'inauguration de la nouvelle ligne fournissait au roi l'occasion de se montrer dans un moment très-opportun.

La municipalité d'Ancône avait fait de grands préparatifs; chaque ville, chaque bourgade traversée par la ligne se disposait à recevoir et à acclamer dignement le monarque qui, pour eux, remplaçait le

pape Pie IX. De son côté, le conseil d'administration de la société, siégeant à Paris, avait délégué le comte de la Ferronnays pour surveiller les détails de la fête et faire au roi les honneurs.

Il eût été impossible de choisir un plus parfait gentilhomme, plus estimé et plus aimé que le comte de la Ferronnays. Tandis qu'il s'entendait avec les autorités italiennes à Turin pour organiser le départ, MM. Delahante et de Résie, établis à Bologne, pressaient les ingénieurs et faisaient travailler jour et nuit, afin de livrer la voie à jour fixe.

Le train royal partit de Turin le 16 novembre et arriva à Bologne le soir même. Les appartements du roi et de sa suite avaient été préparés à *San Michele in Bosco*, ancienne et magnifique résidence des légats du pape.

Les invités, qui étaient au nombre de quatre-vingts environ, se dispersèrent dans les hôtels. Le nouveau ministre de France, M. Benedetti, et madame Benedetti, le baron de Bourgoing, M. de Courval et moi, toute la légation de France en un mot, sauf l'excellent comte de Massignac, resté à Turin, faisions partie du voyage. Malgré la présence du roi, le corps diplomatique n'avait pas été convié. Notre seule qualité de Français rendait notre présence fort naturelle à une fête offerte par une compagnie française. Le président de la chambre et les secrétaires, une députation de sénateurs et de députés, un certain nombre d'ingénieurs et d'hommes de lettres composaient le train des invités. Parmi les Français, deux journalistes

de Paris étaient venus exprès pour rendre compte de l'inauguration : Nestor Roqueplan et M. Gustave Claudin.

Je me retrouvai avec plaisir à Bologne ; c'était la seconde fois que je parcourais ce dédale de petites rues aux sombres arcades, ces grandes places bizarres, ces constructions gigantesques du moyen âge, palais-citadelles d'où les puissants légats revêtus de fer et de pourpre exerçaient en vrais souverains le pouvoir qu'ils tenaient de Rome. Tout, dans cette cité étrange, rappelle la féodalité; nulle autre ville italienne n'a conservé aussi intacte l'empreinte du passé, les traditions et les mœurs du seizième siècle.

A Bologne, l'assassinat au poignard fleurit encore avec éclat et en toute sécurité. Les occupations autrichienne, française et piémontaise n'ont pu réussir à détruire cette coutume nationale. Et cependant, que de répressions énergiques, que d'exécutions sanguinaires ! Les hommes, dans la province de Bologne, sont robustes, intelligents, résolus. Après les Piémontais, on les considère comme les meilleurs soldats de l'Italie. Les femmes sont jolies, gracieuses, moins belles toutefois que les Milanaises; leur réputation de légèreté existe depuis des siècles, et le président de Brosses, comme au siècle dernier, constaterait le goût des Bolonais pour la musique et les plaisirs.

Tous les Français du voyage étant descendus à l'*hôtel Brun*, M. de la Ferronnays nous réunit dans

un souper que la présence de Nestor Roqueplan, historiographe du voyage, contribua à rendre fort gai, après le départ de M. Benedetti, toutefois.

Le lendemain était le grand jour de bataille pour les ingénieurs. Avant sept heures, le roi arriva à la gare. Les troupes étaient rangées sur le quai et une grande foule stationnait aux abords du chemin de fer. Aucune acclamation n'accueillit l'arrivée du roi. Notre vieil ami de Turin, le comte Oldofredi, alors gouverneur de Bologne, prit très-philosophiquement son parti de cette réception plus que froide et nous l'expliqua par la récente dissolution de la garde nationale.

Le général Cialdini, commandant en chef l'armée des Marches et de l'Ombrie, se promenait silencieusement avec le roi ; mais ce dernier ne l'invita point à l'accompagner à Bologne. On racontait tout bas que le très-illustre vainqueur du général de la Moricière, le héros de Castelfidardo, n'était pas, pour le moment, fort bien en cour.

Sans discuter l'énergie et les talents militaires du général Cialdini, on s'accordait à dire que son dévouement et son abnégation n'étaient pas à la hauteur de sa bravoure ; en cela il était une véritable exception et différait beaucoup des généraux de l'ancienne armée piémontaise. Citoyen de Modène, Cialdini avait longtemps servi en Espagne ; habitué aux révolutions militaires de ce pays, il lui en coûtait d'abdiquer toute personnalité et de s'effacer, en loyal et modeste sujet, pour le bien de tous, devant

la personne du roi. Plus qu'aucun autre, le général Cialdini était friand de popularité; mais malheureusement Cavour, Garibaldi, et en troisième rang Victor-Emmanuel suffisaient amplement à l'enthousiasme italien.

Le roi monta dans le wagon royal, où prirent place auprès de lui le général Cigala, son aide de camp favori, le marquis de Brême, grand maître des cérémonies et deux officiers d'ordonnance; M. Peruzzi, ministre des travaux publics, et les deux administrateurs, MM. de la Ferronays et Delahante, furent également admis aux côtés du roi. Le train royal n'était composé que du wagon de Sa Majesté et d'un wagon-salon préparé pour madame Peruzzi et madame Benedetti, le ministre de France et la légation, le président de la chambre, le Vénitien Techio, le député Massari et enfin le comte Oldofredi.

Malgré la saison avancée, le temps était aussi beau qu'on pouvait le désirer. Rien de plus riant et de plus pittoresque que les collines qui entourent la ville de Bologne. Ces coteaux cultivés comme un jardin, couverts de châteaux et de villages, contrastent singulièrement, par leur aspect de richesse et d'animation, avec la physionomie un peu sombre de la vieille cité.

Si l'accueil fait au roi avait été moins que chaleureux à Bologne, il n'en fut pas de même pendant le cours du voyage. L'enthousiasme grandissait à mesure qu'on se rapprochait d'Ancône. On remar

quait aux stations un empressement toujours plus grand et une affluence plus considérable. La curiosité, il faut bien le dire, entrait pour beaucoup dans cette affluence, c'est elle qui surtout avait fait descendre de leurs montagnes la foule de paysans.

La personne du nouveau souverain, inconnu jusqu'alors, était à coup sûr, un attrait ; mais la locomotive qui, pour la première fois également traversait ces campagnes, l'emportait peut-être sur le roi. Dans ces regards fixes, hébétés, dans ces bouches ouvertes, on lisait l'étonnement avant de découvrir l'émotion, l'enthousiasme. Les voituriers, les passants, les laboureurs s'arrêtaient ébahis, immobiles, sur les routes et au milieu des champs, sans qu'aucun d'eux pensât à saluer le roi *galant uomo*.

Comme aux jours de fêtes officielles de tous les pays du monde et de tous les temps, des drapeaux, des tentures et des branches de feuillage ornaient les bâtiments de chaque station. Le train s'arrêtait ; les autorités champêtres, la garde nationale rangées sur le quai poussaient les cris de : « Vive le roi ! vive l'Italie ! » Des jeunes filles en blanc jetaient des fleurs, et tous se hissaient sur les pieds, dans le vain espoir d'apercevoir le roi. Celui-ci, blotti au fond de son salon et de sa mauvaise humeur, avait bien garde de montrer son visage à ses peuples empressés.

Au moment où le sifflet de la locomotive annonçait l'ébranlement du train, Sa Majesté se hasardait quelquefois à passer la tête à la portière ; une salve de vivats saluait alors son départ, les sujets ravis

avaient entre-aperçu leur monarque, et celui-ci, satisfait, croyait avoir suffisamment rempli son rôle de souverain.

Il serait impossible de rêver un tableau plus charmant et plus bizarre que cette multitude aux costumes variés et pittoresques, groupée sur le bord du talus, sur les arbres et sur les murs, à droite et à gauche de la gare. Ces jolies têtes bronzées de femmes et d'enfants pressées comme un essaim, les unes contre les autres, encadrées dans leurs coiffures rouges et blanches, produisaient un saisissant effet. Le soleil dorait toutes ces physionomies un peu étranges et faisait ressortir l'éclat des couleurs. « De notre vie, s'écriait Bourgoing, nous ne verrons fixés sur nous une collection d'aussi beaux yeux noirs! Ne perdons pas notre temps. » Tous les voyageurs du train, en effet, la tête hors de la portière, contemplaient avec avidité cet attrayant spectacle. Au moment où le train reprenait sa marche, les vivats et les cris devenaient frénétiques. Plus expansifs que le roi, nous faisions, de notre côté, les gestes d'adieux les plus tendres à ces apparitions merveilleuses qui se renouvelaient à chaque arrêt de la locomotive.

Il était une heure lorsque nous arrivâmes à Rimini. Cette station importante, placée à égale distance de Bologne et d'Ancône, avait été choisie par la compagnie pour y offrir à Victor-Emmanuel et aux invités un splendide repas. On devait s'arrêter trois quarts d'heure. Le roi, pour la première fois depuis Bologne, se décida à sortir de son wagon pour entrer dans le

salon qui lui était destiné. Pendant ce temps, les invités, partis avant nous de Bologne par un train spécial qui nous avait précédés de quelques minutes, prenaient place. Chacun s'apprêtait à faire honneur aux vins de France, aux pâtés de venaison, aux poissons de l'Adriatique, étalés à profusion sur les tables.

Sa Majesté, qui a pour habitude de ne jamais manger en public, se promenait, l'air maussade et impatient, sans donner un coup d'œil au repas préparé pour elle. Ses aides de camp et sa suite, enchaînés par l'étiquette, restaient debout, jetant sur les mets dédaignés par le maître des regards de convoitise.

Six minutes s'étaient écoulées et le déjeuner commençait à peine, quand un cri d'alarme et de terreur se répandit dans la salle. « On part, on part! le roi le veut! » En effet, Victor-Emmanuel, ennuyé d'attendre et peu soucieux de l'appétit des autres, avait exprimé avec une telle énergie le désir de se mettre en route, que, malgré la vive contrariété qu'un tel ordre causait à tous, la cloche fatale se fit entendre.

Le désordre fut au comble. Les invités pleins de confiance commençaient déjà à satisfaire les premiers cris de la faim lorsque retentit le signal du départ, qui devint aussitôt celui du pillage. Les corbeilles remplies de vivres, les paniers de vin et de fruits circulaient de main en main pour aller s'entasser dans les wagons. Chacun courait inquiet et affamé, ne songeant plus qu'à sa subsistance; enfin, on remonta

en voiture. Au moment où, les portières refermées, le train allait partir, on vit sortir de l'office, accourant en toute hâte, trois retardataires, grands laquais galonnés à la livrée rouge du roi.

L'un d'eux achevait en courant de vider une bouteille de champagne; les autres, les poches bourrées de volailles et de jambons, dévoraient à pleines dents des morceaux de viande. C'était un spectacle honteux, d'autant plus inconvenant que Sa Majesté italienne était, de son wagon, témoin de la tenue inqualifiable de ses gens.

Les conséquences de l'orgie des laquais, interrompue à Rimini, mais continuée dans les wagons de la suite du roi, furent désastreuses, et quelques stations plus loin, les populations ébahies, qui cherchaient avec anxiété à découvrir le visage adoré de leur roi, durent être désappointées en apercevant à la fenêtre d'une portière un grand gaillard vêtu de rouge, les yeux hagards, la tête ballante, qui laissait échapper, aux yeux de tous, les traces les moins équivoques de son ivrognerie. Telle fut la promenade triomphale du roi d'Italie à travers ses nouvelle-provinces.

De Rimini à Ancône, la voie ferrée traverse des contrées riches et populeuses.

L'Adriatique enfin, apparut de loin à nos regards. Peu à peu nous nous rapprochâmes de la mer, jusqu'au moment où, suivant la jetée construite sur le rivage même, le convoi longea, pendant l'espace d'une heure, les contours du rivage à quelques mè-

tres de distance de la mer ; l'illusion était telle que, par instants, l'on pouvait se croire transporté sur un bateau à vapeur. Ancône, son large port et ses hauteurs fortifiées, se découvrirent à l'horizon, longtemps avant l'entrée en gare. A cinq heures, nous avions atteint le terme du voyage.

Une tente grandiose et élégante avait été dressée auprès de la station inachevée. Les autorités de toute la province des Marches, une députation des dames de la noblesse et de la bourgeoisie et les représentants des corporations, attendaient avec impatience l'arrivée du train qui amenait le roi. Sa Majesté avait été prévenue d'avance que le chef de la junte d'Ancône, et M. de la Ferronnays, au nom de la compagnie française, devaient lui adresser quelques paroles. Mais, au moment où on l'invitait à pénétrer sous la tente, le roi refusa nettement et monta en voiture. Les dames et les députations parurent très décontenancées et le monarque se déroba encore une fois aux hommages de ses peuples.

Le soir, cependant, Victor-Emmanuel consentit à assister au dîner offert par le municipe. A huit heures, le théâtre, éclairé *a giorno* et resplendissant de toutes les beautés ancônitaines, fut honoré pendant dix minutes de la présence du roi. Le lendemain, les députations de la province devaient être admises auprès du souverain ; mais, lorsqu'elles se présentèrent à dix heures au palais, elles furent reçues par M. Peruzzi, ministre des travaux publics, qui leur apprit que Sa Majesté avait hâté son départ et qu'en ce mo-

ment un train spécial l'entraînait vers Bologne. Le surlendemain seulement le train des invités quitta la ville d'Ancône. M. Benedetti et sa famille reprirent la route de Turin, tandis que Bourgoing et moi restions quelques jours encore à Bologne.

CHAPITRE XXXI

Hier, révolution politique ; demain révolution sociale.

Turin, 1862.

Pendant mon voyage à Florence, à Bologne et dans l'Italie méridionale (printemps 1861) j'ai recueilli des impressions qui ont modifié singulièrement mes idées sur l'avenir de l'Italie, et je suis revenu plus convaincu que jamais des difficultés de son unification. La mort de Cavour, survenue peu de mois après, a profondément affecté les espérances du parti italien honnête, en renversant le dernier rempart qui séparait le mouvement national et monarchique de la révolution.

Pour bien comprendre cette idée, il faut se rendre compte de l'état social actuel des provinces italiennes et suivre la marche que la révolution a faite dans les esprits.

Ce n'est pas en Autriche seulement que l'on re-

trouve les vestiges de la féodalité. La grande propriété domine dans toute la péninsule : en Lombardie, dans le royaume de Naples, dans les États de l'Église, le sol est presque exclusivement entre les mains des couvents et de quelques familles aristocratiques. Bien que les progrès du siècle et les idées égalitaires n'aient pas pénétré fort avant dans ces populations nonchalantes, on ne peut nier cependant qu'un instinct vague d'envie et de haine, ou, si l'on aime mieux, pour parler la langue moderne, le sentiment mal compris de la dignité individuelle et de ses droits, ne commence à envahir l'esprit du prolétaire en Italie.

Jusqu'ici, un seul courant a entraîné les forces vives de la nation ; toute l'énergie, l'intelligence, l'ardeur, ont été dirigées vers un but unique : « délivrance de l'Italie du joug et de la présence de l'étranger, constitution du pays en État ou en États italiens, avec exclusion de toute ingérence ou protection étrangère. » Ces aspirations, très-discutables sans doute au point de vue des intérêts français, seraient vraiment légitimes, s'il s'agissait seulement, en effet, de résister à une domination étrangère et d'accomplir une révolution politique. Mais là ne s'arrête pas l'entreprise, il ne faut pas se le dissimuler ; si, dans le début, elle a été habilement dirigée par le gouvernement, aujourd'hui c'est d'en bas que partent l'impulsion et les ordres. Je veux accorder une satisfaction à l'amour-propre piémontais en disant que c'est à l'initiative seule de Turin, à ses soldats

gentilshommes, jaloux de venger Novare, que l'on doit le premier acte du drame : « la Lombardie libre. » Je feindrai même d'ignorer que la France y ait joué le plus petit rôle. Mais, à coup sûr, ce ne sera ni à la cour militaire, ni dans le cabinet piémontais, qu'il faudra chercher, par la suite, la direction des mouvements qui ont suivi.

Dans l'annexion des duchés, dans la conquête si étrange du royaume de Naples, dans la prise de possession des Marches et de l'Ombrie, vous ne trouverez partout qu'un seul agent actif, agent moteur : « l'élément révolutionnaire. »

Qu'on la nomme *Jeune Italie*, sociétés secrètes, volontaires et Garibaldi, sectaires et Mazzini, qu'importe ! cette force nouvelle agit d'elle-même, en dehors de l'autorité royale et du pouvoir gouvernant.

Aujourd'hui, l'État n'est plus le maître, il suit le courant, il obéit. Toutefois, comme en lui résident encore la puissance organisée, le prestige monarchique, rien ne sera plus facile que de consacrer le fait et de transformer en conquêtes officielles les coups de main habiles et les escamotages d'un parti.

Mais qu'on y songe, la cause primitive, mystérieuse, la force véritable est toujours là, tantôt muette, tantôt menaçante, et le jour approche où il faudra compter avec elle. Une fois déchaîné, cet élément rentrera difficilement dans ses bornes. Voilà le danger de lui avoir permis de s'étendre et de n'avoir pas circonscrit dans des limites raisonnables un auxiliaire aussi dangereux.

Pour tout dire, en un mot, grâce à l'ambition impatiente et prématurée du Piémont, grâce surtout à l'insuffisance de ses hommes d'État, depuis la mort de Cavour, les rôles sont aujourd'hui changés et la situation bien critique.

Ce n'est plus la tête qui dirige; la force, l'impulsion viennent d'en bas, et si l'instinct populaire ne trouve pas une satisfaction, il est à craindre qu'il ne se fasse justice lui-même. N'ai-je pas entendu dire à un partisan dévoué à la fois à l'Italie et à la maison de Savoie, qu'il ne restait plus qu'un seul moyen d'extirper le brigandage, d'enlever à Mazzini ses adhérents, de conserver les Deux-Siciles; moyen suprême et dangereux : c'était la loi agraire.

Le gouvernement lui-même prête l'oreille aux bruits qui grondent dans le lointain; il sait mieux que personne qu'il y a chez le peuple d'autres aspirations que celles de changer de dynastie et de maître. Hier encore la révolution était politique, demain elle sera peut-être sociale.

En écrivant ceci, il me revient à la mémoire une parole profonde échappée devant moi au comte de Cavour, et que j'ai religieusement recueillie. C'était peu de temps après le rappel de Turin du baron de Talleyrand, alors que M. de Cavour, inquiet d'abord de notre attitude, avait fini par se rassurer et marcher seul sans lisières. Je n'oublierai jamais les mots par lesquels il termina une petite discussion que j'avais timidement soulevée.

« Soyez tranquilles à notre sujet, me dit-il, nous

mettrons cinquante ans à accomplir *notre quatre-vingt-neuf*, en sachant éviter les secousses et les excès par lesquels vous avez passé. Notre crise est commencée depuis dix ans et, grâce à Dieu, nous la traverserons sans échafaud et sans représailles. »

Peut-être eût-il dit vrai, le grand homme, si, mesurant ses forces à la grandeur des obstacles, à la durée de l'entreprise, le petit Piémont avait laissé insensiblement et sans hâte se répandre et s'infiltrer dans le reste de l'Italie les idées nouvelles qu'il avait été assez robuste, lui, pour recevoir sans ébranlement, mais qui, livrées brutalement en pâture à des populations impatientes de tout frein moral, devaient nécessairement les jeter dans l'ivresse.

Dieu veuille que les convulsions d'une révolution sociale ne soient pas le sanglant épisode où sombrera pour de longs siècles l'unité de l'Italie !

CHAPITRE XXXII

L'empereur Napoléon III et sa politique en Italie. — Mon départ de Turin.

Turin, décembre 1861.

Bien fin, en vérité, serait l'homme qui se flatterait de découvrir la secrète pensée de l'empereur, à moins que, peut-être, comme on pourrait parfois le supposer, il n'y ait jamais eu dans la cervelle de ce souverain, plein de bonnes intentions sans doute, mais « rêveur borné, » un plan de conduite arrêtée, une ligne politique.

« C'est l'homme des événements, » me disait un jour un de ses amis les plus intimes, « il se laissera toujours acculer par les difficultés. Confiant jusqu'à la folie dans sa destinée, dans son étoile, il a la conviction intime qu'au moment suprême, la fatalité se chargera de le tirer d'embarras : sachez-le bien, c'est le hasard seul qui a fait de lui un grand homme aux

yeux du vulgaire. Un bonheur insensé jusqu'à ce jour, une chance inouïe l'a servi à souhait; il s'est laissé conduire par les événements, voilà tout! »

Je n'accepte pas dans toute sa rigueur le jugement sévère de M. X... qui cependant connaît bien son empereur, pour l'avoir suivi dans toutes les phases de son existence; mais, lorsque M. Benedetti se flatte dans son for intérieur d'avoir sondé les abîmes de la pensée impériale, je crois qu'il est loin d'avoir expliqué l'énigme du sphinx, « de cet homme qui ne parle jamais et trompe toujours, » selon le diplomate anglais.

Voici une curieuse appréciation de Cavour sur notre César. Un jour que je rencontrai le premier ministre sous les arcades de la rue du Pô, il me prit le bras, en m'adressant sa question habituelle :

« Eh bien! quand nous revient Talleyrand? avez-vous de ses nouvelles? C'est fâcheux, reprit-il; votre longue bouderie est absurde. Certainement, Rayneval, Bourgoing et vous représentez fort bien la France, mais c'est un ministre qu'il nous faut! Ne sommes-nous pas assez sages maintenant pour mériter un chef de légation? Talleyrand ou un autre.

« Voyez-vous, mon cher d'Ideville, ajouta-t-il en secouant la tête, votre empereur ne changera jamais; son tort est de vouloir conspirer toujours. Dieu sait cependant s'il en a besoin aujourd'hui! N'est-il pas maître absolu? Avec un pays puissant comme le vôtre, une grande armée, l'Europe tranquille, qu'a-t-il à craindre? pourquoi toujours, à toute heure, dégui-

ser sa pensée, aller à droite quand il veut tourner à gauche, et *vice versa?* Ah! quel merveilleux conspirateur il fait!

—Mais, me hasardai-je à répondre, vous devriez être plus indulgent sous ce rapport, monsieur le comte. N'avez-vous pas été jadis, vous aussi, un vaillant conspirateur?

— Moi? Certainement, reprit M. de Cavour. J'ai conspiré, et pouvais-je agir autrement à cette époque? étions-nous les plus forts et les plus nombreux? Il fallait bien nous cacher de l'Autriche. Tandis que votre empereur, sachez-le, restera éternellement incorrigible; je le connais depuis longtemps, moi!

« A cette heure, il pourrait marcher droit, à découvert, suivant son but. Mais non! il préfère dérouter les gens, faire suivre une autre piste, conspirer enfin, conspirer toujours.

« Tenez, mon enfant, c'est le propre de son génie, c'est le métier qu'il préfère, il l'exerce en artiste, en dilettante, et dans ce rôle, il sera toujours le premier et le plus fort de nous tous. »

La politique de l'empereur a toujours été double, il est impossible de se le dissimuler. Ainsi, au mo-

ment où les annexions du Piémont se succédaient de jour en jour, vers la fin de novembre 1859, peu de mois après la paix de Villafranca et la signature du traité de Zurich, un accord secret eut lieu entre le cabinet de l'empereur et Cavour, j'en ai l'intime conviction, et cela complétement en dehors de notre diplomatie.

Rattazzi et La Marmora venaient de tomber ; Cavour avait repris les portefeuilles des affaires étrangères, de la marine et des travaux publics. Maître de nouveau de la situation, il pouvait déjà entrevoir les résultats de sa politique ; elle était bien arrêtée, la sienne ; il savait ce qu'il voulait, lui, et se préparait de longue date.

Après la conquête de la Lombardie, en effet, on commença à entrevoir pourquoi le petit Piémont, sur les instances du comte de Cavour, avait tenu, quatre ans auparavant, en Crimée, à combattre les Russes, en unissant son drapeau à ceux de l'Angleterre et de la France. On s'expliqua alors les motifs qui avaient décidé le roi de Sardaigne à accorder avec tant de facilité la main de sa fille aînée au cousin de l'empereur Napoléon III.

Les célèbres entretiens de Plombières, où l'homme d'État piémontais, seul à seul avec l'empereur, arrêta le plan de la réorganisation de l'Italie, étaient connus de tous ; toutefois Cavour se gardait d'avouer jusqu'où notre souverain l'avait autorisé à s'avancer.

Le mystère qui plane sur ce qui fut dit dans ces entretiens ne s'éclaircira que par la publication de la

correspondance secrète du comte de Cavour, correspondance qui se trouve entre les mains de son neveu, Eynard de Cavour, et qu'il publiera un jour.

Nous avons eu en France un roi, grand politique, qui connaissait admirablement les hommes ; son successeur, un peu éloigné il est vrai, l'empereur Napoléon III, semble avoir pris également pour maxime de sa vie la phrase célèbre et proverbiale de Louis XI : *Qui nescit dissimulare nescit regnare.*

Personne à coup sûr ne mettra en doute le courage de l'empereur : il nous a assez montré, en certains jours, jusqu'où allaient sa résolution et son sang-froid. Mais, de l'aveu de ceux qui le connaissent et l'apprécient le mieux, Sa Majesté, autant par tempérament que par calcul, recule devant toute discussion.

Jamais on ne l'entendra répondre à une ouverture par un refus formel, accentué ; ce sera par des détours, des circonlocutions, des biais, qu'il exprimera son sentiment, se gardant bien de heurter de face la proposition de l'interlocuteur ; cherchant même à lui laisser supposer, soit par son silence, soit par un hochement de tête, un regard approbatif, que ce qu'on expose lui semble juste et vrai.

Personne plus que l'empereur, m'a-t-on dit, car je n'ai jamais eu l'honneur de m'entretenir avec Sa Majesté, n'a le don de séduire; ses manières affables, douces, caressantes, pour ainsi dire, réussissent à égarer complétement, sur le fond de sa véritable pensée, la personne qui lui parle.

C'est ainsi que l'on explique ce fait : à la même époque, vers la fin de 1859, des députations de Parme, de Modène et de Toscane, vinrent à Paris pour réclamer, au nom de leurs concitoyens, l'union de ces provinces au Piémont. En sortant des Tuileries, ces députés étaient tellement ravis de l'accueil de l'empereur, qu'aucun d'eux ne mettait en doute le succès de la mission. Chose étrange!. dans la même semaine se rencontraient à Paris les envoyés secrets des princes détrônés de Toscane, de Modène et de Parme. Après une audience de l'empereur et une entrevue avec le comte Walewski, les infortunés repartaient en toute hâte pour l'Italie, afin d'annoncer à leurs souverains que les promesses de l'empereur et de son ministre rendaient toute espérance pour l'avenir.

Turin, janvier 1862.

Il y a des moments où je me sens profondément découragé et où je regrette du fond du cœur

d'avoir suivi la carrière diplomatique. Lorsque je me trouvais sous les ordres d'un chef tel que M. de la Tour d'Auvergne ou Talleyrand, rien de mieux : il y avait communauté d'idées, de sentiments. Je sentais en eux une protection, une famille ; je m'associais à leurs succès et rien de ce qu'ils tentaient ne m'était indifférent.

Aujourd'hui, quel changement ! Il faut bien que je me l'avoue ; j'ai adoré l'Italie en artiste, en dilettante. Au temps où M. de Cavour vivait, je suivais avec passion toutes les péripéties du drame ; maintenant que le grand homme est mort, le charme qui m'attirait est dissipé. J'entrevois le moment où la confusion et le désordre, la politique d'aventures va remplacer les grandes conceptions et les plans médités ; et sans regret aucun je me désintéresse, peu à peu, de la politique italienne.

Aussi j'attends avec impatience le moment où je quitterai Turin et surtout M. Benedetti. Je ne suis assurément qu'un très humble instrument à la légation de France ; aucune responsabilité ne peut m'atteindre, et cependant, par instants, je suis humilié, effrayé du rôle que nous jouons ici. C'est à ce point que, si j'étais plus jeune, je n'hésiterais pas à embrasser une autre carrière ; car, quoi qu'il advienne, je n'assisterai jamais à des événements aussi intéressants que ceux qui se sont passés depuis le jour où je suis arrivé à Turin en 1859.

« Votre métier de diplomate est un singulier métier, m'écrivait un de mes vieux amis ; il participe à la

fois de l'espion et du chroniqueur ; espion patenté et marchant à découvert, je le veux bien ; mais enfin un de vos plus grands mérites n'est-il pas de chercher à savoir ce qui se passe chez le voisin et à découvrir les secrets d'autrui ?

« Crois-moi, fais autre chose, s'il en est temps encore, tu es trop naïf, tu es trop sincère, toi ! tu ne réussiras jamais à devenir ambassadeur, et puis, elle a singulièrement diminué l'importance de votre noble carrière ! Quelle initiative aujourd'hui peut être laissée à un agent dont la main et la langue sont attachées au fil télégraphique des Tuileries ! Tout se passe à Paris, et le prince Napoléon et le chevalier Nigra dirigent la politique italienne sans se préoccuper de vos dépêches et de celles du baron Ricasoli. »

Mars 1862.

M. Thouvenel vient de me faire parvenir mon congé. Hélas ! je vais abandonner ma bonne ville de Turin, et pour toujours, cette fois ! Depuis le mois d'août 1859, époque à laquelle j'ai quitté la France, je n'ai pas dépassé, un seul jour, les frontières d'Italie.

Combien de fois ai-je accompagné à la gare de Suze, des amis, des voyageurs partant pour la

France! moi aussi, je vais donc repasser le mont Cenis et franchir les Alpes.

De l'autre côté de ces montagnes, c'est mon pays que je retrouverai, il est vrai. Mais y serais-je aussi heureux que je l'ai été ici? — J'en doute; — mes amis ne m'auront-ils pas oublié? Chacun, ici-bas, suit sa route en créant autour de soi un cercle, une intimité où l'absent est bientôt sacrifié. Enfin! ne désespérons pas, peut-être ouvrira-t-on le cercle pour me faire une petite place. Alors, comme le pigeon voyageur, je leur raconterai tout ce que j'ai vu là-bas.

FIN

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Note A

Dans le courant du mois de décembre 1870, pendant le siége de Paris, M. Benedetti, qui se trouvait alors en Angleterre, fit publier dans le *Times* une lettre adressée à un de ses amis, M. de la Valette, dit-on, et qui n'était autre chose qu'une explication, une longue apologie de tous les actes de sa vie diplomatique et une série de récriminations sur plusieurs personnages de l'empire. — Attaqué très-vivement par la presse française, M. Benedetti cherchait à s'excuser, rien de plus naturel. Personne même ne pouvait lui faire un reproche de la vivacité de sa défense, tant étaient graves, odieuses et imméritées, je dois l'avouer, les accusations portées contre lui.

Toutefois, pour les besoins de sa cause, M. Benedetti ayant, au sujet du *Traité de cession de Nice et de Savoie à la France*, revendiqué fort imprudemment une part qui était loin de lui appartenir, je m'empressai d'adresser au directeur du *Times* une lettre qui rectifiait certaines assertions de M. Benedetti.

Voici cette lettre :

A M. LE DIRECTEUR DU TIMES A LONDRES.

Château de Saulnat près Riom (Puy-de-Dôme)
18 décembre 1870.

Monsieur le directeur,

Le *Times* vient de publier une lettre de M. Benedetti, dans laquelle l'ancien ambassadeur de l'empereur Napoléon à Berlin

entreprend de se justifier aux yeux « de ces écrivains égarés par le patriotisme autant que par l'esprit de parti, » qui émettent des doutes sur l'habileté et l'énergie du diplomate qui, pendant ces six dernières années, fut chargé de veiller à Berlin aux intérêts de la France.

Bien que je partage, avec la majeure partie de mes concitoyens, l'opinion de « ces écrivains, » à d'autres qu'à moi il appartiendra de répondre à M. Benedetti, lorsque ce dernier aura publié, comme il l'annonce, sa série de dépêches confidentielles. Pour aujourd'hui, un seul mot de rectification relativement à la « part d'initiative et de responsabilité » que M. Benedetti revendique, et au rôle qu'il s'attribue dans la conclusion du traité de réunion de Nice et Savoie à la France (24 mars 1860). Le ministre de France en Piémont était, à cette époque, le baron de Talleyrand-Périgord, et je faisais moi-même partie de la légation française en qualité de secrétaire. L'impossibilité dans laquelle se trouve M. de Talleyrand, enfermé en ce moment à Paris, de prendre la parole, l'amitié et l'estime que j'ai conservées pour mon ancien ministre, me font un devoir de relever, au nom de la vérité, les erreurs graves échappées à M. Benedetti. J'ose compter, monsieur le directeur, sur votre courtoisie et sur votre impartialité pour insérer cette lettre.

Voici en quels termes s'exprime M. Benedetti, qui eut en 1860, après trois jours passés à Turin, l'extrême honneur de placer, comme *second* plénipotentiaire, sa signature au bas d'un traité entièrement négocié et conclu par M. de Talleyrand :

« Durant ma longue carrière, je n'ai été chargé que dans trois occasions différentes d'ouvrir des négociations ayant un objet déterminé, et me laissant, avec une part d'initiative, une part proportionnelle de responsabilité. Vous me permettrez, mon cher ami, d'en dire ici quelque chose. En 1860, j'ai soudainement reçu l'ordre de me rendre à Turin pour hâter la réunion à la France de la Savoie et de Nice, — réunion qui rencontrait des obstacles inattendus. La Suisse revendiquait le Chablais et le Faucigny, et l'on n'a pas oublié que la presse anglaise, interprète du sentiment britannique, donnait un appui unanime et passionné à cette prétention. Le cabinet piémontais, de son côté, espérait que ces complications, qu'il cherchait à aggraver dans ce

but, nous détermineraient à renoncer au comté de Nice, la patrie de Garibaldi, et une terre italienne, au dire des unitaires. Parti de Paris le 20 mars, je signai, le 24, le traité de cession avec M. le comte de Cavour, qui avait cependant le sentiment des difficultés que devait lui créer la conclusion de cet acte, et auxquelles, on s'en souvient, il n'a pas survécu. »

Il est intéressant de faire remarquer qu'en parlant d'un acte aussi important pour la France, M. Benedetti semble s'en attribuer tout l'honneur, et, avec la modestie qui lui est habituelle, omet simplement de prononcer le nom de celui qui en fut le seul négociateur : le baron de Talleyrand, ministre de France en Piémont. Arrivé à Turin, en décembre 1859, M. de Talleyrand n'eut d'autre mission, n'eut d'autre tâche que de faire consentir, malgré leur répugnance légitime, le roi et le comte de Cavour, à la cession de ces territoires. Enfin, il arriva au but; les négociations étant terminées et le jour fixé pour la signature, le gouvernement sarde songea à adjoindre au comte de Cavour, pour la signature, un second plénipotentiaire, qui fut M. Farini. C'est alors que, de son côté, notre ministre des affaires étrangères, M. Thouvenel, dut nommer à la hâte un second plénipotentiaire pour la France. M. Benedetti, directeur des affaires politiques au ministère, fut sur ses très-vives instances, choisi par M. Thouvenel, et c'est ainsi, comme il l'avoue lui-même, qu'il arriva soudainement à Turin. Le 20 mars, il débarquait à la légation, où il acceptait avec empressement l'hospitalité de M. de Talleyrand, et, le 24 à deux heures de l'après-midi, le traité était revêtu de la signature des plénipotentiaires. A entendre M. Benedetti, au moment de son arrivée tout était compromis ; mais il apparaît,— *Deus ex machina;* — aussitôt, comme par enchantement, toutes les difficultés s'aplanissent. Le gouvernement britannique, effrayé, cède devant ses menaces; le gouvernement piémontais, rassuré et converti, abandonne ses dernières prétentions; enfin, le comte de Cavour, subjugué par ce diplomate irrésistible, signe, des deux mains, un traité, qui toujours, selon M. Benedetti, devait, mais quinze mois plus tard, le conduire au tombeau. Vraiment, si, en 1860, M. Benedetti remporta une aussi soudaine et aussi éclatante victoire sur M. de Cavour, homme d'État, assure-t-on, d'une certaine valeur, il faut avouer que

depuis il fut beaucoup moins heureux avec M. de Bismark.

Le peu de précision et le peu d'exactitude avec lequel M. Benedetti parle des faits qui appartiennent à l'histoire me fait craindre, pour lui, que la publication de ses lettres confidentielles n'atteigne pas le but très-noble qu'il se propose et ne devienne la source de pénibles rectifications. En somme, s'il est injuste de rendre notre ambassadeur à Berlin et ses amis seuls responsables des épouvantables malheurs qui pèsent aujourd'hui sur la France, il est bien permis de déplorer très-haut que l'empereur ait eu pour conseillers et ambassadeurs des esprits aussi légers, aussi confiants, et surtout aussi satisfaits d'eux-mêmes.

Veuillez, monsieur le directeur, recevoir l'assurance de mes sentiments distingués.

LE COMTE H. D'IDEVILLE,
Secrétaire d'ambassade, ancien chargé d'affaires de France.

Lorsque, au mois de septembre 1871, M. Benedetti publia sous le titre de *Ma mission en Prusse* son recueil de lettres et de dépêches confidentielles, il le fit précéder, en forme de préface, de sa lettre au *Times* de décembre 1870.—Une note insérée dans le texte de sa préface est consacrée à la rectification ci-dessus, qui fut reproduite d'après le *Times*, et par un grand nombre de journaux français et étrangers.

Les faits avancés par moi ne se trouvent en aucune façon infirmés par la note de M. Benedetti, bien qu'il m'accuse d'avoir commis des erreurs *dans un but qu'il ne lui convient pas de rechercher*.

La seule erreur grave que je reconnaisse est celle que j'ai commise en avançant que M. de Talleyrand résidait à Paris pendant le siége, tandis qu'en réalité, il était en Italie. Mais, privés comme nous l'étions, en Auvergne, de toute communication avec notre capitale, on me pardonnera, j'en suis sûr, de m'être ainsi trompé.

Dans ma lettre au *Times* s'est glissée une autre erreur que M. Benedetti s'est gardé de relever et que je n'aurais pas laissé

échapper, si j'avais eu sous la main mes papiers et le manuscrit de mon *Journal en Italie.*

J'attribue, à tort, au gouvernement sarde l'initiative de la nomination de ce fameux *second* plénipotentiaire, tandis que tout l'honneur en revient à notre gouvernement. Cette idée germa-t-elle tout d'un coup dans l'esprit de M. Thouvenel ou fut-elle habilement suggérée par le directeur des affaires étrangères?

Le doute n'est pas permis, surtout lorsqu'on voit avec quelle ardeur et quelle singulière persistance M. Benedetti cherche à revendiquer dans cette importante négociation la part qui a toujours appartenu à un autre.

Personne ne peut être édifié mieux que je le suis sur cette affaire. En effet, au moment où M. Benedetti faisait paraître sa *Mission en Prusse*, M. de Talleyrand m'adressait de Vevey (Suisse), la copie de la correspondance qu'il venait d'échanger avec M. Benedetti précisément au sujet de ma lettre au *Times*, qui ouvrait tout un horizon. Combien je regrette que mon excellent ami M. de Talleyrand, indulgent et généreux jusqu'au sacrifice, m'ait interdit de publier sa correspondance avec M. Benedetti, ainsi que les charmantes lettres qu'il m'écrivait à ce sujet! Mais hélas! il me faut être discret pour obéir à mon ancien chef.

Note B

Saint-Cloud, 29 juillet 1860.

Mon cher Persigny,

Les choses me semblent si embrouillées, grâce à la défiance semée partout depuis la guerre d'Italie, que je vous écris dans l'espoir qu'une conversation à cœur ouvert avec lord Palmerston rémédiera au mal actuel. Lord Palmerston me connaît, et quand j'affirme une chose, il me croira. Eh bien, vous pouvez lui dire de ma part, de la manière la plus formelle, que, depuis la paix de Villafranca, je n'ai qu'une pensée, qu'un but, c'était d'inaugurer une nouvelle ère de paix et de vivre en bonne intelligence avec tous mes voisins, et particulièrement avec l'Angleterre. J'avais renoncé à la Savoie et à Nice; l'accroissement extraordinaire du Piémont me fit seul revenir sur le désir de voir réunies à la France des provinces essentiellement françaises. Mais, objectera-t-on, vous voulez la paix et vous augmentez démesurément les forces de la France! Je nie le fait de tous points.

Mon armée et ma flotte n'ont rien d'inquiétant pour personne. Ma marine à vapeur est loin de pourvoir même à nos besoins et le chiffre des navires à vapeur n'égale pas, à beaucoup près, le nombre des bâtiments à voile jugés nécessaires au temps du roi Louis-Philippe. J'ai 400,000 hommes sous les armes, mais ôtez de ce nombre 60,000 en Algérie, 6,000 à Rome, 8,000 en Chine, 20,000 gendarmes, les malades, les conscrits, vous avouerez ce qui est vrai, que mes régiments ont un effectif plus réduit que sous le régime précédent. Le seul accroissement des cadres a été la création de la garde impériale.

D'ailleurs, tout en voulant la paix, je désire aussi organiser

les forces du pays sur le meilleur pied possible; car si des dernières guerres, les étrangers n'ont vu que le côté brillant, moi, j'ai vu de près les côtés défectueux et je veux y remédier.

Cela dit, je n'ai, depuis Villafranca, rien fait, ni même rien pensé qui pût alarmer personne. Quand la Valette est parti pour Constantinople, les instructions que je lui ai données se bornaient à ceci : « Faites tous vos efforts pour maintenir le *statu quo ;* » l'intérêt de la France est que la Turquie vive le plus longtemps possible.

Maintenant arrivent les massacres de Syrie, et l'on écrit que je suis bien aise de trouver une nouvelle occasion de faire une petite guerre ou de jouer un nouveau rôle. En vérité, on me prête bien peu de sens commun.

Si j'ai immédiatement proposé une expédition, c'est que je sens comme le peuple qui m'a mis à sa tête et que les nouvelles de Syrie m'ont transporté d'indignation. Ma première pensée n'en a pas moins été de m'entendre avec l'Angleterre. Quel intérêt autre que celui de l'humanité m'engagerait à envoyer des troupes dans cette contrée? est-ce que par hasard la possession de ce pays accroîtrait mes forces? puis-je me dissimuler que l'Algérie, malgré ses avantages dans l'avenir, est une cause d'affaiblissement pour la France, qui, depuis trente ans, lui donne le plus pur de son sang et de son or? Je l'ai dit, en 1853 à Bordeaux, et mon opinion est aujourd'hui la même, j'ai de grandes conquêtes à faire, mais en France. Son organisation intérieure, son développement moral, l'accroissement de ses ressources ont encore d'immenses progrès à faire. Il y a là un assez vaste champ ouvert à mon ambition et il suffit pour la satisfaire.

Il m'a été difficile de m'entendre avec l'Angleterre au sujet de l'Italie du centre, parce que j'étais engagé par la paix de Villafranca ; quant à l'Italie du sud, je suis libre d'engagement, et je ne demande pas mieux que de me concerter avec l'Angleterre sur ce point, comme sur les autres ; mais, au nom du ciel, que les hommes éminents placés à la tête du gouvernement anglais laissent de côté des jalousies mesquines et des défiances injustes: entendons-nous loyalement comme d'honnêtes gens que nous sommes et non comme des larrons qui veulent se duper réciproquement.

En résumé, voici le fond de ma pensée : je désire que l'Italie se pacifie, n'importe comment, mais sans intervention étrangère, et que mes troupes puissent quitter Rome sans compromettre la sécurité du pape.

Je souhaiterais beaucoup ne pas être obligé de faire l'expédition de Syrie, et, dans tous les cas, de ne pas la faire seul, d'abord parce que ce sera une grande dépense, ensuite parce que je crains que cette intervention n'engage la question d'Orient; mais, d'un autre côté, je ne vois pas comment résister à l'opinion publique de mon pays, qui ne comprendra jamais qu'on laisse impunis non-seulement le meurtre des chrétiens, mais l'incendie de nos consulats, le déchirement de notre drapeau, le pillage des monastères qui étaient sous notre protection.

Je vous ai dit toute ma pensée, sans rien déguiser et sans rien omettre. Faites de ma lettre l'usage que vous jugerez convenable. Croyez à ma sincère amitié.

Signé : NAPOLÉON.

Note O

PRÉLIMINAIRES DE PAIX ENTRE LA FRANCE ET L'AUTRICHE, ARRÊTÉS ET SIGNÉS A VILLAFRANCA, LE 11 JUILLET 1859.

Entre Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté l'empereur d'Autriche il a été convenu ce qui suit :

Les deux souverains favorisent la création d'une *confédération italienne*.

Cette confédération sera sous la présidence honoraire du saint-père.

L'empereur d'Autriche cède à l'empereur des Français ses droits sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Mantoue et de Peschiera, de manière que la frontière des possessions autrichiennes partirait du rayon extrême de la forteresse de Peschiera et s'étendrait en ligne droite le long du Mincio jusqu'à le Grazie; de là à Szarzarola et Suzana au Pò, d'où les frontières actuelles continueront à former les limites de l'Autriche. L'empereur des Français remettra le territoire cédé au roi de Sardaigne.

La Vénétie fera partie de la confédération italienne, tout en restant sous la couronne de l'empereur d'Autriche.

Le grand-duc de Toscane et le duc de Modène rentrent dans leurs États, en donnant une amnistie générale.

Les deux empereurs demanderont au saint-père d'introduire dans ses États des réformes indispensables.

Amnistie pleine et entière est accordée de part et d'autre aux

personnes compromises à l'occasion des derniers événements dans les territoires des parties belligérantes.

Fait à Villafranca, le 11 juillet 1859.

Signé : NAPOLÉON. Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

Ces préliminaires de paix furent confirmés et reproduits par le traité de Zurich, 10 novembre 1859.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Arrivée à Turin (septembre 1859). — Le prince de la Tour d'Auvergne. — État des esprits en Piémont. — Le maréchal Vaillant à Milan. — La Lombardie en 1859.. 1

CHAPITRE II

Le cabinet Rattazzi et Dabormida. — Lettre de rappel du prince de la Tour d'Auvergne. — Ma présentation au roi Victor-Emmanuel. — Arrivée du baron de Talleyrand-Périgord. . 13

CHAPITRE III

La dépêche du comte Walewski et la lettre de M. Mocquard. — La société de Turin à la fin de l'année 1859. — La comtesse Alfieri. — La marquise Doria. 20

CHAPITRE IV

La marquise de Rorà et la société piémontaise. — La comédie de salon à Turin. — Le corps diplomatique. — Le comte Brassier de Saint-Simon. — Le comte de Stackelberg. — Sir James Hudson. 28

CHAPITRE V

Le chevalier Canofari. — Rustem-Bey. — Abraham Tourte. — Coello di Quesada. — Conseils aux jeunes diplomates.. . 35

CHAPITRE VI

Physionomie de Turin en 1860. — Le club des nobles. — Les théâtres à Turin. — Le bal des jeunes filles.. 44

CHAPITRE VII

Le roi Victor-Emmanuel. 52

CHAPITRE VIII

La comtesse de Millefiori. — Les enfants du roi.. 59

CHAPITRE IX

Le baron de Talleyrand. — Le Carnaval de Milan en 1860. — La société milanaise. — Princesse Belgiojoso. — Reprise des négociations sur la Savoie. — Le télégramme de Milan. 67

CHAPITRE X

La comtesse de Castiglione (Virginie Oldoïni).. 83

CHAPITRE XI

Détails sur les négociations et la signature du traité de réunion de la Savoie et du comté de Nice à la France. 94

CHAPITRE XII

Madame Urbain Rattazzi, comtesse de Solms. — Marie Wyse Bonaparte. 108

CHAPITRE XIII

La révolution à Naples. — Garibaldi. — Politique piémontaise. 127

CHAPITRE XIV

La Villa Gattina.— Voyage à travers l'Italie. Gênes. Livourne. Lucques. Florence. Bologne. Modène. Parme. Bergame et Milan.. . . 131

CHAPITRE XV

La duchesse de Gênes. — Son second mariage. — Son exil à Belgirate. — Le prince de Carignan. 146

CHAPITRE XVI

Alexandre Dumas et Garibaldi. — Maxime Du Camp. 155

CHAPITRE XVII

Castelfidardo. — Rappel du ministre de France. — Les prisonniers pontificaux à Turin. — Attitude du comte de Cavour. . . 160

CHAPITRE XVIII

Le comte de Cavour dans sa famille. 175

CHAPITRE XIX

Garibaldi au parlement de Turin. — La séance du 18 avril.. 178

CHAPITRE XX

La mort du comte de Cavour.. 183

CHAPITRE XXI

Le château de San Salvà. — La tombe de Cavour.. 202

CHAPITRE XXII

Le comte de Cavour. — Renseignements biographiques. — Anecdotes. 211

CHAPITRE XXIII

Le comte de Cavour jugé par le général de la Marmora.. . . 228

CHAPITRE XXIV

La ville et la cour. — Le chevalier Constantin Nigra.. . . . 233

CHAPITRE XXV

Le baron Ricasoli ; il succède au comte de Cavour. — Son caractère, ses rapports avec le roi. — Influence de M. Rattazzi. . . . 241

CHAPITRE XXVI

L'Empereur reconnaît officiellement Victor-Emmanuel roi d'Italie (septembre 1861.) — Mission du général Fleury à Turin. . 254

CHAPITRE XXVII

M. Vincent Benedetti, ministre de France à Turin. 260

CHAPITRE XXVIII

Le ministre Ricasoli remplacé par le ministre Rattazzi. 273

CHAPITRE XXIX

L'unité italienne au point de vue français. — Le ministère Rattazzi et M. Benedetti. 279

CHAPITRE XXX

Un voyage du roi d'Italie à travers ses nouvelles provinces; Bologne, Ancône. — Inauguration du chemin de fer de Bologne à Ancône (novembre 1861). 286

CHAPITRE XXXI

Hier, révolution politique ; demain révolution sociale. 299

CHAPITRE XXXII

L'empereur Napoléon III et sa politique en Italie. — Mon départ de Turin. 304

Coulommiers — Typ. A. MOUSSIN

PUBLICATIONS GÉOGRAPHIQUES

DE

LA LIBRAIRIE

HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

A PARIS

TABLE DES MATIÈRES

		Pages.
I.	Ouvrages d'enseignement. — Livres	3
	Atlas	5
	Cartes murales	7
II.	Globes terrestres	8
III.	Dictionnaires géographiques	9
IV.	Géographie de la France	10
V.	Guides et itinéraires	12
VI.	Voyages	16
VII.	Ouvrages divers	20
VIII.	Le Tour du monde	21
IX.	France murale	22

PUBLICATIONS GÉOGRAPHIQUES

1° OUVRAGES D'ENSEIGNEMENT

§ 1. LIVRES.

Ansart (F.) : *Petite géographie moderne.* Nouvelle édition, revue et corrigée par M. Ansart fils, professeur d'histoire et de géographie. 1 volume in-18 de 216 pages, avec de nombreuses vignettes, cartonné. 80 c.

Belin de Launay : *Petite géographie de la France.* 1 vol. grand in-18 de 36 pages, broché. 15 c.

Le cartonnage se paye en sus 5 c.

Cortambert : *Petite géographie du premier âge*, à l'usage des écoles et des familles, présentée sous forme d'entretiens, avec 88 vignettes ou cartes. 1 vol. in-18, cartonné en percaline anglaise. 80 c.

— *Petite géographie illustrée de la France*, à l'usage des écoles primaires, avec plus de 70 gravures et une carte en couleur. 1 volume in-18, cartonné en toile. 80 c.

— *Petite géographie* à l'usage des écoles primaires. 1 volume in-18, avec gravures, cartonné. 60 c.

— *Petit cours de géographie moderne* avec de nombreuses gravures. 1 vol. in-12, cartonné. 1 fr. 50

— *Le globe illustré*, géographie générale à l'usage des écoles et des familles. 1 volume in-4, avec de nombreuses gravures intercalées dans le texte et accompagné de 19 cartes tirées en couleur, cart. 4 fr.

— *Petite géographie générale.* 1 vol. grand in-18 de 36 pages, br. 15 c.

— *Éléments de géographie physique.* 1 vol. in-12 de texte et atlas de 20 planches coloriées. 5 fr.

Chaque partie se vend séparément.. 2 fr. 50

— *Physiographie* ou description générale de la nature. 1 vol. in-12. 1 fr.

Nouveau Cours complet de géographie rédigé conformément aux programmes de 1872, à l'usage des lycées et des colléges. 12 vol. in-12, cartonné; avec gravures dans le texte.

Notions préliminaires. Géographie élémentaire de la France physique et de la Terre Sainte (Classe Préparatoire). 1 vol. 80 c.

Géographie élémentaire des cinq parties du monde (classe de huitième). 1 vol. 80 c.

Géographie élémentaire de la France (classe de septième). 1 vol. 1 20

Géographie générale de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Océanie (classe de sixième). 1 vol. 1 50

Géographie générale physique et politique de l'Europe (classe de cinquième). 1 vol. 1 50

Géographie physique et politique de la France (classe de quatrième). 1 vol. 1 50

Géographie de l'Europe (classe de troisième). 1 vol. 2 fr.

Description particulière de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Océanie (classe de seconde). 1 vol. 3 fr.

Géographie de la France et de ses possessions coloniales (classe de rhétorique). 1 vol. 3 fr.

Résumé de géographie générale suivi des études complémentaires de géographie pour les changements politiques survenus de 1848 à 1873 (classe de philosophie). 1 vol. 3 fr.

Éléments de géographie générale (classe de mathématiques préparatoires). 1 vol. 1 50

Géographie générale (classe de mathématiques élémentaires). 1 vol. 5 fr.

Voir pour les atlas, page 6.

Cours de géographie, rédigé conformément aux programmes de l'enseignement spécial. 4 vol. in-12, cartonnés, accompagnés de pareil nombre d'atlas, format in-8.

Géographie générale de la France (année préparatoire). 1 vol. 90 c.

Géographie des cinq parties du monde (1re année). 1 vol. 1 50

Géographie agricole, industrielle et commerciale de la France et de ses colonies (2e année). 1 vol. 2 fr.

Géographie commerciale des cinq parties du monde (3e année). 1 vol. 3 fr.

Voir pour les atlas, page 6.

— *Cours de géographie*, comprenant la description physique et politique, et la géographie historique des diverses contrées du globe; 8e édition, illustrée de nombreuses vignettes. 1 vol. in-12, broché. 3 fr. 75

Cartonné. 4 fr.

Joanne (Adolphe) : *Géographie des départements de la France, avec la liste complète des communes du département et un dictionnaire alphabétique des localités les plus remarquables.*

Chaque département, accompagné d'une carte et de vignettes intercalées dans le texte, forme un volume in-12 élégamment cartonné et se vend séparément.

EN VENTE :

1re série à 1 fr. 50 le volume.

Bouches-du-Rhône; Charente; Charente-Inférieure; Doubs; Gironde; Isère; Landes; Loir-et-Cher; Loiret; Meurthe; Rhône; Seine-et-Marne; Somme.

Deuxième série à 90 c. le volume.

Aisne; Allier; Aube; Côte-d'Or; Indre-et-Loire; Loire; Loire-Inférieure; Nord; Pas-de-Calais; Saône-et-Loire; Seine-Inférieure; Seine-et-Oise.

EN PRÉPARATION.

Deux-Sèvres; Jura; Maine-et-Loire; Oise; Puy-de-Dôme.

Meissas et Michelot : *Petite géographie méthodique*, à l'usage des jeunes enfants. 1 vol. in-18, cartonné. 60 c.

— *Géographie sacrée*, avec un plan de Jérusalem. 1 vol. in-18 cart. 1 fr. 25

— *Tableaux de géographie*, 28 tableaux de 49 cent. de hauteur sur 34 cent. de largeur. 3 fr.

— *Manuel de géographie*, reproduisant les tableaux. In-18, cartonné. 75 c.

— *Géographie ancienne*, comparée avec la géographie moderne; 4e édition. 1 vol. in-12, cartonné. 2 fr. 50

— *Petite géographie ancienne*, comparée avec la géographie moderne; 4e édition. 1 vol. in-18, cart. 1 fr.

— *Nouvelle géographie méthodique*, suivie d'un petit traité sur la construction des cartes. 1 volume in-12, cartonné. 2 fr. 50

Pape-Carpantier (Mme) : *Premières notions de géographie et d'histoire naturelle* (Cours d'éducation et d'instruction primaire; 1re année préparatoire). 1 vol. in-18, cartonné. 75 c.

— *Géographie* : premières notions sur quelques phénomènes naturels (2e année préparatoire). 1 vol. in-18, cartonné. 75 c.

— *Premiers éléments de cosmographie; géographie* (période élémentaire). 1 vol. in-18, cart. 1 fr. 50

Sardou : *Abrégé de géographie commerciale et industrielle*; 5e édition. 1 vol. in-12, broché. 1 fr.

§ 2. ATLAS

Bouillet : *Atlas universel d'histoire et de géographie.* Ouvrage faisant suite au *Dictionnaire d'histoire et de géographie* du même auteur, et comprenant : 1. La chronologie : la concordance des principales ères avec les années avant et après Jésus-Christ, et des tables chronologiques universelles; 2. La généalogie : des tableaux généalogiques des dieux et de toutes les familles historiques, et un traité élémentaire de l'art héraldique qui comprend 12 planches coloriées ; 3. La géographie : 88 cartes de géographie ancienne et moderne, avec un texte explicatif indiquant les ressources et les divisions de chaque pays ; nouvelle édition. 1 vol. grand in-8, br. 30 fr.

Le cartonnage en percaline gaufrée se paye en sus 2 fr. 75 c., et la demi-reliure en chagrin 5 fr.

Le même ouvrage, sans les 12 planches de l'art héraldique, br. 21 fr.

Le cartonnage en percaline gaufrée se paye en sus 2 fr. 75 c., et la demi-reliure en chagrin 4 fr. 50 c.

Cortambert : *Petit atlas primaire*, composé de 15 cartes tirées en couleurs. Petit in-8, br. 50 c.

— *Petit atlas élémentaire de géographie moderne*, à l'usage des écoles et des familles, composé de 22 cartes tirées en couleur : 1. Planisphère ; 2. Europe physique ; 3. Europe politique ; 4. France physique ; 5. Chemins de fer de la France ; 6. France politique ; 7. France par provinces ; 8. France agricole ; 9. France industrielle et commerciale ; 10. Algérie ; 11. Colonies françaises ; 12. Iles britanniques ; 13. Espagne et Portugal ; 14. Belgique et Pays-Bas ; 15. Europe centrale et Allemagne ; 16. Italie, Turquie, Grèce ; 17. Asie ; 18. Afrique ; 19. Amérique du Nord ; 20. Amérique du Sud ; 21. Océanie ; 22. Carte de l'histoire sainte. 1 vol. in 4 broché. 90 c.

Ouvrage adopté pour les écoles communales de la ville de Paris, et couronné par la Société pour l'instruction élémentaire.

Le même ouvrage, accompagné d'un texte explicatif en regard de chaque carte. 1 vol. in-4, br. 1 fr. 10

L'Atlas, avec texte, suivi d'une carte du département demandé. 1 fr. 15

L'Atlas, sans texte, suivi d'une carte du département demandé. 1 fr. 35

— *Petit atlas géographique du premier âge*, contenant 9 cartes coloriées : 1. Notions cosmographiques et géographiques ; 2. Mappemonde ; 3. Europe ; 4. Asie ; 5. Afrique ; 6. Amérique ; 7. Océanie ; 8. France physique ; 9. France par départements ; et précédé d'un texte explicatif. 1 vol. grand in-18, cartonné. 80 c.

— *Petit atlas de géographie moderne*, contenant 20 cartes, format 1/4 de jésus, imprimées en couleur, savoir : 1. Cosmographie ; 2. Mappemonde et Termes géographiques ; 3 Planisphère ; 4. Europe physique ; 5. Europe politique ; 6. Asie physique et politique ; 7. Afrique physique et politique ; 8. Amérique méridionale et septentrionale ; 9. Océanie ; 10. France physique ; 11. France par anciennes provinces comparées aux départements actuels ; 12. France par départements ; 13. France : Versant de la mer du Nord ; 14. Versant de la Manche ; 15. Versant de la mer de France ; 16. Versant de la Méditerranée ; 17. Algérie ; 18. Colonies ; 19. Carte des chemins de fer de la France, de l'Allemagne et des pays limitrophes ; 20. France géologique. Grand in-8, cart. 2 fr. 50

Chaque carte séparément, 15 c.

— Atlas a l'usage des classes de grammaire et d'humanités.

Atlas (petit) *de géographie ancienne*, composé de 15 cartes : 1 vol. grand in-8, cartonné. 2 fr. 50

Atlas (petit) *de géographie du moyen âge*, composé de 15 cartes. 1 vol. grand in-8, cartonné. 2 fr. 50

Atlas (petit) *de géographie moderne*,

composé de 20 cartes. 1 vol. grand in-8, cartonné. 2 fr. 50

Atlas (petit) *de géographie ancienne et moderne*, composé de 32 cartes. 1 vol. grand in-8, cartonné. 5 fr.

Atlas (petit) *de géographie ancienne, du moyen âge et moderne*, composé de 47 cartes. 1 vol. grand in-8, cartonné. 7 fr. 50

Atlas (nouvel) *de géographie moderne*, contenant 66 cartes. 1 vol. in-4, cartonné. 10 fr.

Atlas complet de géographie, contenant en 98 cartes la géographie ancienne, la géographie du moyen âge, la cosmographie et la géographie moderne 1 vol. grand in-4, cartonné. 15 fr.

Chaque carte se vend séparément, 15 c.

— ATLAS DRESSÉS CONFORMÉMENT AUX PROGRAMMES DE 1872, POUR L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE CLASSIQUE, à l'usage des lycées et des colléges, format in-8, cartonnés :

Classe préparatoire (9 cartes). 1 vol. 1 fr. 50

Classe de huitième (10 cartes). 1 vol. 1 fr. 50

Classe de septième (18 cartes). 1 vol. 2 fr. 50

Classe de sixième (26 cartes). 1 vol. 4 fr.

Classe de cinquième (20 cartes). 1 vol. 3 fr.

Classe de quatrième (23 cartes). 1 vol. 3 fr.

Classe de troisième (25 cartes). 1 vol. 3 fr. 50

Classe de seconde (26 cartes). 1 vol. 4 fr.

Classe de rhétorique (30 cartes). 1 vol. 4 fr. 50

Classe de philosophie (98 cartes). 15 fr.

Classe de mathématiques préparatoires (22 cartes). 90 c.

Classe de mathématiques élémentaires (66 cartes). 10 fr.

— ATLAS DRESSÉS CONFORMÉMENT AUX PROGRAMMES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPÉCIAL, format in-8, cartonné :

Année préparatoire (12 cartes). 1 vol. 2 fr. 50

Première année (37 cartes). 1 vol. 6 fr.

Deuxième année (22 cartes). 1 vol. 4 fr.

Troisième et quatrième années en préparation.

Henry (Gervais), instituteur primaire à Paris : *Cartographie de l'enseignement*, méthode pour apprendre la géographie de la France à l'aide de nouvelles cartes muettes à écrire :

1° Carte des bassins physiques, format quart grand jésus : 1. Bassin du Rhin ; 2. Bassin de la Seine ; 3. Bassin de la Loire ; 4. Bassin de la Garonne ; 5. Bassin du Rhône.

Prix de chaque carte : en noir, 6 centimes ; coloriée, 10 centimes.

2° Carte d'ensemble des bassins physiques, format grand raisin : en noir, 30 cent. ; coloriée, 35 centimes.

3° Cartes des bassins politiques, comprenant les bassins du Rhin, de la Seine, de la Loire, de la Garonne et du Rhône. 5 cartes, format quart jésus ; chaque carte en bistre, 6 centimes ; coloriée, 10 centimes.

4° Carte d'ensemble des bassins politiques, format grand raisin : en noir, 30 centimes ; coloriée, 35 centimes.

5° France physique écrite ; France politique écrite ; chaque carte, grand raisin, coloriée, 60 centimes.

Joanne : *Atlas de la France*, contenant 95 cartes (1 carte générale de la France, 89 cartes départementales, 1 carte de l'Algérie et 4 cartes des Colonies) tirées en 4 couleurs et 94 notices géographiques et statistiques ; nouvelle édition revue et complétée. 1 beau volume in-folio, cart. 40 fr.

Chaque carte se vend séparément. 50 c.

Meissas et Michelot :

1° PETITS ATLAS FORMAT IN-OCTAVO.

Ces atlas sont autorisés par le Conseil de l'instruction publique.

A. *Atlas* (petit) *élémentaire* de géographie moderne, composé de 8 cartes écrites. 2 fr. 50

B. *Le même*, avec 8 cartes muettes (16 cartes). 3 fr. 50

C. *Atlas* (petit) *universel de géogra-*

phie moderne, composé de 17 cartes écrites. 5 fr.

D. *Le même*, avec 8 cartes muettes (25 cartes). 6 fr.

E. *Atlas* (petit) *de géographie ancienne et moderne*, composé de 36 cartes écrites, sur 30 planches. 9 fr.

F. *Le même*, avec 8 cartes muettes (44 cartes). 10 fr.

G. *Atlas* (petit) *universel de géographie ancienne, du moyen âge et moderne, et de géographie sacrée*, composé de 54 cartes écrites. 14 fr.

H. *Le même*, avec 8 cartes muettes (62 cartes). 15 fr.

Atlas (petit) *de géographie ancienne*, composé de 19 cartes écrites, sur 14 planches. 5 fr.

Atlas (petit) *de géographie du moyen âge* et des principsles époques des temps modernes, pour servir à l'histoire de l'Europe depuis l'invasion des Barbares jusqu'à nos jours. 10 cartes écrites précédées de notices historiques. 3 fr. 50

Atlas de géographie sacrée. 8 cartes écrites, sur 6 planches. 2 fr.

Chacune des cartes écrites séparément. 35 c.

2° Grands atlas format in-folio.

A. *Atlas élémentaire pour la nouvelle géographie méthodique*, composé de 8 cartes écrites. 6 fr.

B. *Le même*, avec 8 cartes muettes (16 cartes). 11 fr. 50

C. *Atlas universel pour la nouvelle géographie méthodique*, composé de 12 cartes écrites. 10 fr. 50

D. *Le même*, avec 8 cartes muettes (20 cartes). 15 fr.

E. *Atlas universel pour la nouvelle géographie méthodique*, composé de 19 cartes écrites. 15 fr.

F. *Le même*, avec 8 cartes muettes (27 cartes). 21 fr.

Chaque carte se vend séparément. 1 fr.

Vivien de Saint-Martin : *Atlas élémentaire* à l'usage des écoles primaires; 8 cartes imprimées en couleur avec texte explicatif et questionnaire. Grand in-8 avec couverture coloriée, cartonné. 30 c.

§ 3. CARTES MURALES

Heusé : *Carte murale de la France agricole*, imprimée en chromolithographie sur quatre feuilles colombier, ayant ensemble 1m,10 de hauteur sur 1m,45 de largeur. 6 fr.

Le collage sur toile avec gorge et rouleau et le vernissage se payent en sus, 7 fr.

Meissas et Michelot : *Grandes cartes murales muettes ou écrites.*

Ces cartes, imprimées sur 16 ou 20 feuilles grand raisin, sont enluminées à teintes plates :

Les cartes en 16 feuilles ont 1 mètre 80 centimètres de hauteur sur 2 mètres 30 centimètres de largeur. Celles en 20 feuilles ont 1 mètre 80 centimètres de hauteur sur 2 mètres 80 centimètres de largeur.

Le collage sur toile avec gorge et rouleau et le vernissage se payent en sus : 1° pour les cartes en 16 feuilles, 12 fr.; 2° pour les cartes en 20 feuilles, 14 fr.

Chaque carte murale est accompagnée d'un questionnaire qui est donné gratuitement aux acquéreurs de la carte à laquelle il se réfère. Chaque questionnaire se vend en outre séparément 30 c.

Géographie ancienne.

Empire romain écrit. 16 feuill. 10 fr.

Italie et Grèce anciennes écrites. 16 feuilles. 10 fr.

Palestine écrite, avec un plan de Jérusalem. 16 feuilles. 10 fr.

Géographie moderne.

Afrique écrite. 16 feuilles. 10 fr.

Amériques septentrionale et méridionale écrites. 20 feuilles. 12 fr.

L'Amérique septentrionale séparément : 12 feuilles, 8 fr.

L'Amérique méridionale sép. 8 feuill. 6 fr.

Asie écrite. 16 feuilles. 10 fr.

Europe écrite. 16 feuilles. 9 fr.

Europe muette. 16 feuilles. 7 fr. 50

France écrite en 89 départements, *Belgique et Suisse;* nouvelle édition, où l'on a ajouté, dans deux cartouches, la division de la France en bassins et la division en gouvernements avant 1789. 16 feuilles. 9 fr.

Mappemonde écrite. 20 feuil. 12 fr.
Mappemonde muette. 20 feuil. 10 fr.

— *Nouvelle carte murale écrite de la France, par départements,* avec le relief du terrain, tirée en chromolithographie sur 12 feuilles jésus, mesurant 1m95 de largeur sur 2 m. de hauteur. 15 fr.

La même carte, muette. 15 fr.

Le collage sur toile avec gorge et rouleau et le vernissage se payent en sus 12 fr.

— *Cartes murales muettes sur toile cirée noire.*

Ces cartes sont destinées à servir de cadre et de base aux démonstrations et tracés du professeur ou aux exercices qu'il fera faire par ses élèves sous ses yeux.
Elles ont 1 mètre 10 centimètres de hauteur sur 1 mètre 70 de largeur.
Elles se vendent avec gorge et reuleau :

France. 20 fr.
Europe. 20 fr.

Meissas (Achille) : *Petites cartes murales écrites.*

Les petites cartes murales conviennent aux classes dans lesquelles les grandes cartes murales ne peuvent être placées à cause de leur dimension. Elles sont enluminées à teintes plates.

La *France*, l'*Europe*, l'*Asie* et l'*Afrique* ont 1 mètre de hauteur sur 1 mètre 30 centimètres de largeur ; la *Mappemonde* a 1 mètre 10 centimètres de hauteur sur 1 mètre 70 c. de largeur ; l'*Amérique* a 1 mètre de hauteur sur 1 mètre 95 centimètres de largeur.

Le collage sur toile avec gorge et rouleau et le vernissage se payent en sus : 1° pour la *France*, l'*Europe*, l'*Asie*, l'*Afrique*, 5 fr. 2° pour la *Mappemonde* et l'*Amérique*, 7 fr.

Les questionnaires des grandes cartes peuvent être utilisés pour les petites.

Afrique. 4 feuilles jésus. 5 fr.

Amériques septentrionale et méridionale. 6 feuilles jésus. 6 fr.

Asie. 4 feuilles jésus. 5 fr.

France en 89 départements, *Belgique* et *Suisse*, 4 feuilles jésus. 4 fr. 50

Europe. 4 feuilles jésus. 4 fr. 50

Mappemonde. 8 feuil. gr. raisin. 6 fr.

2° NOUVEAUX GLOBES TERRESTRES

POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA GÉOGRAPHIE DANS LES ÉCOLES ET DANS LES FAMILLES

	Montés sur pied.	Avec demi-méridien.	Montés sur pied, cercle et méridien.
Globe terrestre de 8 centimètres.....	1 80	3 75	» »
Idem. de 12 *idem*.....	3 50	6 25	» »
Idem. de 16 *idem*.....	7 50	11 25	30 »
Idem. de 25 *idem*.....	12 50	20 »	37 50
Idem. de 33 *idem*.....	17 50	27 50	50 »
Idem. de 50 *idem*.....	60 »	80 »	120 »
Idem. de 33 *idem*, en relief.	35 »	45 »	70 »
Idem. de 45 *idem*, en relief.	55 »	75 »	100 »

3° DICTIONNAIRES GÉOGRAPHIQUES

Bouillet : *Dictionnaire universel d'histoire et de géographie*, contenant : 1° l'histoire proprement dite ; 2° la biographie universelle ; 3° la mythologie ; 4° la géographie ancienne et moderne. Vingt-troisième édition, entièrement refondue. 1 beau volume de plus de 2000 pages grand in-8 à 2 colonnes, broché. 21 fr.

Le cartonnage en percaline gaufrée se paye en sus 2 fr. 75 c.; la demi-reliure en chagrin, tranches jaspées, 4 fr. 50 c.; la demi-reliure en chagrin, avec tranches et gardes peignes, 5 fr.

Voir pour l'*atlas* qui fait suite au dictionnaire, page 5.

Joanne (A.) : *Dictionnaire géographique, administratif, postal, statistique et archéologique de la France, de l'Algérie et des colonies*, contenant pour chaque commune la condition administrative, la population ; la situation géographique, l'altitude ; la distance des chefs-lieux de canton, d'arrondissement et de département ; les bureaux de poste, les stations et correspondances des chemins de fer et le bureau de télégraphie ; la cure ou succursale ; l'indication de tous les établissements d'utilité publique ou de bienfaisance ; tous les renseignements administratifs, judiciaires, ecclésiastiques, militaires, maritimes ; le commerce ; l'industrie ; l'agriculture ; les richesses minérales ; la nature du terrain ; enfin les curiosités naturelles ou archéologiques ; les collections d'objets d'art ou de sciences ; avec la description détaillée de tous les cours d'eau, de tous les canaux, de tous les phares, de toutes les montagnes, et des notices géographiques, administratives, statistiques sur les 89 départements, une introduction sur la France, etc. ; 2e édition entièrement refondue, suivie d'un *supplément* contenant les communes qui ont cessé de faire partie du territoire français. 1 volume grand in-8, imprimé sur deux colonnes (2700 pages), br. 25 fr.

Le cartonnage en percaline gaufrée se paye en sus 3 fr. 25, et la demi-reliure en chagrin 5 francs.

— *Petit dictionnaire géographique de la France*, ouvrage abrégé du précédent. 1 vol. in-12, cart. 6 fr.

Melasas et **Michelot** : *Dictionnaire de géographie ancienne et moderne*, contenant tout ce qu'il est important de connaître en géographie physique, politique, commerciale et industrielle, et les notions indispensables pour l'étude de l'histoire. 1 vol. grand in-8, contenant 8 cartes coloriées ; nouvelle édit. 1 vol. grand in-8, broché. 7 fr. 50

Le cartonnage en percaline se paye 1 fr. 50 c. en sus.

Vivien de Saint-Martin : *Dictionnaire universel de géographie*, contenant la description de toutes les contrées et de tous les peuples du monde, d'après les documents officiels, les relations anciennes et récentes des époques terrestres et maritimes et les travaux modernes de topographie, d'archéologie, d'histoire naturelle, d'hydrographie et de statistique. (*Sous presse.*)

4° GÉOGRAPHIE DE LA FRANCE

LIVRES ET ATLAS

Belin de Launay : *Petite géographie de la France.* 1 vol. grand in-18 de 36 pages, broché, 15 c., cartonné, 20 c.

Cortambert : *Petite géographie illustrée de la France*, à l'usage des écoles primaires; ouvrage contenant de nombreuses vignettes dans le texte. 1 vol. in-18, cartonné en toile. 80 c.

— *Géographie élémentaire de la France* (classe de septième du cours d'enseignement classique). 1 vol. in-12, avec vignettes, cart. 1 fr. 20

Atlas correspondant (9 cartes). 1 vol. in-8, cart. 1 fr. 50

— *Géographie physique et politique de la France* (classe de quatrième du cours d'enseignement classique). 1 vol. in-12, avec vignettes, cart. 1 fr. 50

Atlas correspondant (23 cartes). 1 vol. in-8, cart. 3 fr.

— *Géographie de la France et de ses possessions coloniales* (classe de rhétorique du cours d'enseignement classique). 1 vol. in-12 avec vignettes, cart. 3 fr.

Atlas correspondant (30 cartes). 1 vol. in-8, cart. 4 fr.

— *Géographie de la France* (année préparatoire du cours d'enseignement spécial). 1 vol. in-12, cart. 90 c.

Atlas correspondant (12 cartes). Grand in-8, cart. 2 fr. 50

—*Géographie agricole, industrielle et administrative de la France et de ses colonies* (deuxième année du cours d'enseignement spécial). 1 vol. in-12, cartonné. 2 fr.

Atlas correspondant (22 cartes). Grand in-8, cart. 4 fr.

Heuzé, adjoint à l'inspection générale de l'agriculture: *La France agricole*, notions générales sur le sol, le climat, les engrais, les instruments, les cultures, les plantes, les assolements, les animaux, les agriculteurs célèbres, les concours et les fermes-écoles des différentes régions agricoles de la France:

Région du sud : Pyréuées-Orientales, Aude, Hérault, Gard, Ardèche, Drôme, Vaucluse, Basses-Alpes, Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes. 1 vol., cart. 1 fr. 25

Région du sud-ouest : Ariége, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Landes, Gers, Tarn-et-Garonne, Tarn, Lot, Lot-et-Garonne, Dordogne, Charente, Charente-Inférieure, Gironde. 1 v. cart. 1 fr. 25

Région de l'ouest : Vendée, Loire-Inférieure, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Morbihan, Finistère, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vienne. 1 volume, cart. 1 fr. 25

— *Carte murale de la France agricole.*

Voir page 7.

Joanne : *Dictionnaire géographique, administratif, postal, statistique et archéologique de la France et des colonies* : 1 fort volume grand in-8, broché. 21 fr.

— *Petit dictionnaire géographique de la France;* ouvrage abrégé du précédent. 1 vol. in-18, cart. 6 fr.

Voir *Dictionnaires géographiques*, p. 9.

— *Atlas de la France*, contenant 95 cartes tirées en quatre couleurs (1 carte générale de la France, 89 cartes départementales, 1 carte de l'Algérie, 4 cartes des colonies) et 94 notices géographiques, 1 vol. in-folio, cart. 40 fr.

Chaque carte se vend séparément, . 50 c.

— GÉOGRAPHIE DES DÉPARTEMENTS DE LA FRANCE, contenant la liste complète des communes du département et un dictionnaire alphabétique des localités les plus remarquables.

Chaque département forme un volume in-12 cartonné, contenant des

vignettes intercalées dans le texte et une carte imprimée en quatre couleurs.

EN VENTE :

PREMIÈRE SÉRIE, A 1 FR. 50 LE VOLUME.

Bouches-du-Rhône, avec 38 gravures et 1 carte.
Charente, avec 28 gravures et une carte.
Charente-Inférieure, avec 30 grav. et 1 carte.
Doubs, avec 20 gravures et 1 carte.
Gironde, avec 40 gravures et une carte.
Indre-et-Loire, avec 35 gravures et 1 carte.
Landes, avec 16 gravures et 1 carte.
Loir-et-Cher, avec 27 gravures et 1 carte.
Loiret, avec 36 gravures et 1 carte.
Meurthe, avec 31 gravures et une carte.
Rhône, avec 23 gravures et 1 carte.
Seine-et-Marne, avec 22 gravures et 1 carte.
Somme, avec 27 gravures et 1 carte.

DEUXIÈME SÉRIE A 90 C. LE VOLUME.

Aisne ; *Allier* ; *Aube* ; *Côte-d'Or* ; *Indre-et-Loire* ; *Loire* ; *Loire-Inférieure* ; *Nord* ; *Pas-de-Calais* ; *Saône-et-Loire* ; *Seine-Inferieure* ; *Seine-et-Oise*.

EN PRÉPARATION :

Deux-Sèvres ; *Jura* ; *Maine-et-Loire* ; *Oise* ; *Puy-de-Dôme*.

— ITINÉRAIRE GÉNÉRAL DE LA FRANCE :

Paris illustré. Nouveau guide de l'étranger et du Parisien, contenant 442 vignettes et 15 plans. 1 beau vol. in-18 jésus, 3e édit. Relié. 12 fr.

Environs de Paris illustrés. Itinéraire descriptif et historique. 1 vol. in-18 jésus de 722 pages, contenant 245 gravures, une grande carte des environs de Paris et 7 autres cartes et plans. 1 vol. relié. 9 fr.

Bourgogne, *Franche-Comté*, *Savoie*. 1 vol. in-18 jésus de 586 pages, contenant 11 cartes, 5 plans et 1 panorama. Relié. 8 fr.

Auvergne, *Dauphiné*, *Provence*. 1 volume in-18 jésus de 892 pages, contenant 12 cartes, 11 plans de villes et 1 panorama. Relié. 10 fr.

Loire et Centre. 1 fort vol. in-18 jésus de 730 pages, contenant 26 cartes et 10 plans. Relié. 12 fr.

Pyrénées. 1 fort vol. in-18 jésus de 780 pages, contenant 7 cartes, 1 plan et 10 panoramas, 3e édit. Rel. 12 fr.

Bretagne. 1 vol. in-18 jésus de 672 pages, contenant 10 cartes et 7 plans. Relié. 10 fr.

Normandie. 1 vol. in-18 jésus de 696 pages, contenant 7 cartes et 4 plans. Relié. 10 fr.

Nord. 1 volume in-18 jésus de 444 pages, contenant 7 cartes et 8 plans. Relié. 8 fr.

Vosges et Ardennes. 1 fort vol. in-18 jésus de 764 pages, contenant 14 cartes et 7 plans. Relié. 11 fr.

— *La France*. 1 vol. in-32, cartonné, avec 8 cartes. Relié. 6 fr.

Piesse (L.) : *Itinéraire historique et descriptif de l'Algérie*, comprenant le Tell et le Sahara. Ouvrage accompagné d'une carte générale de l'Algérie, d'une carte spéciale de chacune des trois provinces, et d'une carte spéciale de la Mitidja ; nouvelle édition. 1 volume in-18 jésus, relié. 12 fr.

Richard : *Guide du voyageur en France* ; 27e édition, entièrement refondue. 1 vol. in-18 jésus, relié. 12 fr.

5° GUIDES ET ITINÉRAIRES POUR LES VOYAGEURS

Cette collection, qui comprend **106 volumes**, est constamment tenue à jour et continuée sous la direction de M. **Adolphe Joanne.**

I. GUIDES DIAMANT

In-32 jésus.

Nouvelle série de guides portatifs, contenant dans un petit format tous les renseignements nécessaires aux voyageurs.

Chaque volume, élégamment cartonné en percaline gaufrée, est accompagné de cartes et de gravures.

FRANCE

Biarritz et autour de Biarritz, par *Germond de Lavigne.* 1 vol. 2 fr. 50

Bordeaux, Arcachon, Royan, par *Ad. Joanne.* 1 vol. 2 fr. 50

Boulogne, Calais, Dunkerque, par *Michelant.* 1 vol. 3 fr.

Bretagne, par *Ad. Joanne.* 1 vol. 4 fr.

Dauphiné et Savoie, par le même. 1 vol. avec 70 grav. et 8 cartes. 5 fr.

Dieppe et le Tréport, par le même. 1 vol. 2 fr. 50

France, par le même. 1 vol. 6 fr.

Hyères et Toulon, par le même. 1 vol. 2 fr. 50

Le Havre, Étretat, Féoamp, Saint-Valery-en-Caux, par le même. 1 volume.. 3 fr.

Lyon et ses environs, par le même. 1 vol. 3 fr.

Marseille et ses environs, par *Alfred Saurel.* 1 vol. 3 fr.

Mont-Dore (Le) et ses environs, par *Louis Piesse,* avec 50 gravures et 2 cartes. 1 vol. 3 fr.

Nice, Cannes, Monaco, Menton, San Remo, par *Élisée Reclus.* 1 volume. 2 fr. 50

Normandie, par *Ad. Joanne.* 1 volume. 4 fr.

Paris, en français, par le même. 1 volume. 2 fr. 50

Paris, en anglais, par le même. 1 volume. 3 fr.

Paris, en espagnol, par le même. 1 volume. 3 fr.

Paris, en allemand, par le même. 1 volume. 3 fr.

Pyrénées, par le même. 1 vol. 3 fr.

Trouville et les bains de mer du Calvados, par le même. 1 vol. 3 fr.

Vichy et ses environs, par *Louis Piesse.* 1 vol. 2 fr. 50

Vosges et Ardennes, par *Ad. Joanne.* 1 vol. 3 fr.

ÉTRANGER.

Bade et la Forêt-Noire, par *Ad. Joanne.* 1 vol. 3 fr.

Baden aud the **Black Foreat**, par le même. 1 volume. 3 fr.

Belgique et Hollande, par *A.-J. Du Pays.* 1 vol. 5 fr.

Espagne et Portugal, par *Germond de Lavigne.* 1 vol. 4 fr.

Italie et Sicile, par *A.-J. Du Pays.* 1 vol. 4 fr.

Londres et ses environs, par *L. Rousselet.* 1 vol. 5 fr.

Paris à Vienne (de), par *P. Joanne.* 1 vol. 4 fr.

Rome et ses environs, par *A.-J. Du Pays.* 1 vol. 5 fr.

Spa et ses environs, par *Ad. Joanne.* 1 vol. 2 fr. 50

Suisse, par le même. 1 vol. 4 fr.

II. GUIDES ET ITINÉRAIRES POUR LA FRANCE ET L'ALGÉRIE.

Format in-18 jésus.

Chaque volume, relié en percaline gaufrée, est accompagné de cartes et de gravures.

(Voir aussi aux *Guides diamant*, page 12.)

GUIDES POUR PARIS ET SES ENVIRONS.

Paris illustré, nouveau guide de l'étranger et du Parisien, par *Ad. Joanne*. 1 beau vol. relié. 12 fr.

Liste alphabétique des rues de Paris. 1 vol. cartonné. 60 c.

Paris (nouveau plan de), dressé par *A. Vuillemin*, et tiré en taille-douce sur une feuille grand monde (1872).

Le plan seul en feuille. 1 fr. 50
Le plan en feuille, avec la liste alphab. 2 fr. »
Cartonné, avec la liste alphabétique, 2 fr. 50
Collé sur toile et relié en percaline, 4 fr. 50

Environs de Paris illustrés, par *Ad. Joanne*. 1 vol. relié. 9 fr.

Versailles, son palais, son jardin, son musée, ses eaux, les deux Trianons, par *Ad. Joanne*. 1 vol. relié. 3 fr.

Versailles et les deux Trianons, extrait du précédent. 1 vol. in-32, relié. 1 fr.

Le parc et les grandes eaux de Versailles. 1 vol. extrait du précédent, broché. 50 c.

Guide to Versailles, by *Ad. Joanne*, translated into english. With numeroos illustrations and three plans. 1 volume relié. 3 fr.

Fontainebleau, son palais, sa forêt et ses environs, par *Ad. Joanne*. 1 volume relié. 3 fr.

GUIDES GÉNÉRAUX POUR LA FRANCE.

ITINÉRAIRE GÉNÉRAL DE LA FRANCE, par *Ad. Joanne*.

I. **Paris illustré.** 1 vol. relié. 12 fr.

II. **Environs de Paris illustrés.** 1 volume relié. 9 fr.

III. **Bourgogne, Franche-Comté, Savoie.** 1 vol. relié. 8 fr.

IV. **Auvergne, Dauphiné, Provence.** 1 vol. relié. 10 fr.

V. **Loire et Centre.** 1 fort volume relié. 12 fr.

VI. **Pyrénées.** 1 fort vol. relié. 12 fr.

VII. **Bretagne.** 1 vol. relié. 10 fr.

VIII. **Normandie.** 1 vol. relié. 10 fr.

IX. **Nord.** 1 vol. relié. 8 fr.

X. **Vosges et Ardennes.** 1 fort volume relié. 11 fr.

Guide du voyageur en France, par *Richard*. Nouvelle édition, revue et complétée. 1 fort vol. 12 fr.

Guide du voyageur dans la France monumentale, par *Richard* et *E. Hocquart*. 1 vol. 9 fr.

GUIDES SPÉCIAUX POUR UNE PROVINCE OU POUR UNE VILLE.

Pau, Eaux-Bonnes, Eaux-Chaudes: bains, séjour, excursions. 1 vol. in-12, broché, 2 fr.

Plombières, par *Édouard Lemoine* et le docteur *Lhéritier*. 1 vol. 4 fr. 50

Ports militaires de la France (Les), par *E. Neuville*. 1 vol. br. 1 fr.

Villes d'hiver (les) de la Méditerranée et les Alpes-Maritimes (Hyères, Cannes, Nice, Monaco, Menton, San Remo), par *Élisée Reclus*. 1 volume relié. 7 fr.

ITINÉRAIRES ILLUSTRÉS DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

LIGNES DE L'EST :

De Paris à Strasbourg, par *Molèri*. 1 vol. relié. 4 fr. 50

De Strasbourg à Bâle, par *Molèri*. 1 vol. br. 1 fr.

De Paris à Strasbourg et à Bâle, par *Molèri*. 1 vol. relié. 5 fr.

De Paris à Mulhouse et à Bâle, par *G. Héquet*. 1 vol. 4 fr. 50

LIGNES DE LYON ET DE LA MÉDITERRANÉE :

De Paris à Lyon, par *Ad. Joanne.* 1 vol. 5 fr.

De Paris en Suisse, par Dijon, Dôle et Besançon, par *Ad. Joanne.* 1 vol. 4 fr. 50

De Dijon en Suisse, par Dôle et Besançon, par *Ad. Joanne.* 1 volume 3 fr. 50

De Lyon à la Méditerranée, par *Ad. Joanne* et *J. Ferrand.* 1 volume relié. 5 fr.

De Paris à la Méditerranée, comprenant de Paris à Lyon, par *Ad. Joanne*, et de Lyon à la Méditerranée, par *Ad. Joanne* et *J. Ferrand.* 1 fort volume relié. 9 fr.

LIGNES DU MIDI :

De Bordeaux à Toulouse, à Cette et à Perpignan, par *Ad. Joanne.* 1 volume relié. 4 fr. 50

De Bordeaux à Bayonne, à Biarritz, à Arcachon, à Saint-Sébastien, à Mont-de-Marsan et à Pau, par *Ad. Joanne.* 1 vol. relié. 3 fr. 50

LIGNES DU NORD :

De Paris à Boulogne, à Saint-Valery, au Tréport, à Calais, à Dunkerque, à Valenciennes et à Beauvais, par *Eugène Pénel.* 1 vol. relié. 5 fr.

De Paris à Bruxelles, à Cologne, à Senlis, à Laon, à Dinant, à Givet, à Namur, à Luxembourg, à Liége, à Verviers, à Spa, à Trèves, à Maestricht, par *A. Morel.* 1 vol. relié. 3 fr. 50

LIGNE D'ORLÉANS ET PROLONGEMENTS :

De Paris à Bordeaux, par *Ad. Joanne.* 1 vol. relié. 4 fr. 50

De Paris à Nantes et à Saint-Nazaire, (par Orléans, Blois et Tours), par *Ad. Joanne.* 1 vol. relié. 5 fr.

De Paris à Nantes, par le Mans, Sablé et Angers.

Voir *lignes de l'Ouest.*

De Paris à Agen (par Vierzon, Limoges et Périgueux), par *Célestin Port.* 1 vol. relié. 5 fr.

De Nantes à Brest, à Saint-Nazaire, à Rennes et à Pontivy, par *Pol de Courcy.* 1 vol. relié. 4 fr. 50

De Poitiers à la Rochelle, à Rochefort et à Royan, par *Ad. Joanne.* 1 volume relié. 3 fr. 50

De Paris à Sceaux et à Orsay, par *Ad. Joanne.* 1 vol. 1 fr. 25

LIGNES DE L'OUEST :

De Paris à Rouen et au Havre, par *Eugène Chapus.* 1 v. relié. 4 fr. 50

De Paris à Rennes et à Alençon, par *A. Moutié.* 1 vol. relié. 4 fr. 50

De Paris à Cherbourg, par *L. Énault.* 1 vol. relié. 4 fr. 50

De Paris à Nantes, par le Mans, Sablé et Angers, par *D. Moutié, E. L.* et *Ad. Joanne.* 1 vol. relié. 4 fr. 50

De Paris à Saint-Germain, à Poissy et à Argenteuil, par *Ad. Joanne.* 1 vol. relié. 2 fr. 50

De Rennes à Brest et à Saint-Malo, par *Pol de Courcy.* 1 volume relié. 4 fr. 50

GUIDES POUR L'ALGÉRIE.

Itinéraire historique et descriptif pour l'Algérie, par *L. Piesse.* 1 vol. relié de 720 pages, avec 6 cartes. 12 fr.

III. GUIDES ET ITINÉRAIRES POUR LES PAYS ETRANGERS.

Format in-18 jésus.

Chaque volume, relié en percaline gaufrée, est accompagné de cartes, plans ou gravures.

(Voir aussi aux *Guides diamant*, page 12.)

ALLEMAGNE ET BORDS DU RHIN.

Itinéraire historique et descriptif de l'Allemagne du Nord, 3e édition, par *Ad. Joanne* : comprenant Stras-

bourg, Bade, Carlsruhe, Heidelberg, Darmstadt, Francfort, Hombourg, Mayence, Wiesbade, Creuznach, Luxembourg, Trèves, Coblentz, Ems, Bonn, Cologne, Aix-la-Chapelle, Dusseldorf, Hanovre, Brunswick, Münster, Brême, Hambourg, Rostock, Schwerin, Magdebourg, Pyrmont, Gœttingen, Cassel, Gotha, Erfurth, Weimar, Kissingen, Cobourg, Bamberg, Iéna, Nuremberg, Leipzig, Berlin, Postdam, Stettin, Posen, Dantzig, Tilsitt, Kœnigsberg, Breslau, Dresde, Tœplitz. 1 beau vol. 12 fr.

Les bords du Rhin illustrés, par le même auteur. 1 fort vol. relié. 7 fr.

Les trains de plaisir des bords du Rhin, ou de Paris à Paris, par Strasbourg, Bade, Carlsruhe, Heildelberg, Manheim, Francfort, Mayence, Coblentz, Cologne, Aix-la-Chapelle, Spa, Liége et Bruxelles, par le même auteur. 1 joli vol. relié. 4 fr.

ANGLETERRE, ÉCOSSE ET IRLANDE.

Itinéraire descriptif et historique de la Grande-Bretagne, comprenant l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, par *Alphonse Esquiros*. 1 vol. relié. 16 fr.

Itinéraire descriptif et historique de l'Écosse, par *Ad. Joanne*. 1 volume relié. 7 fr. 50

HOLLANDE.

Itinéraire descriptif, historique et artistique de la Hollande, par *A. Du Pays*. 1 vol. relié. 6 fr.

ESPAGNE ET PORTUGAL.

Itinéraire descriptif, historique et artistique de l'Espagne et du Portugal, par *A. Germond de Lavigne*. 1 fort vol. relié. 18 fr.

EUROPE.

Guide du voyageur en Europe, par *Ad. Joanne*. 1 fort vol. relié. 22 fr.

Les bains d'Europe, guide descriptif et médical des eaux d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie et de Suisse, par *Ad. Joanne* et le docteur *A. Le Pileur*. 1 vol. relié. 10 fr.

ITALIE.

Itinéraire descriptif, historique et artistique de l'Italie et de la Sicile, par *A.-G. Du Pays*. 2 forts vol.

Italie du Nord. 1 vol. relié, 12 fr.
Italie du Sud. 1 vol. relié, 12 fr.

De Paris à Venise : notes au crayon, par *Charles Blanc*. 1 volume in-16, broché. 3 fr.

ORIENT.

Itinéraire descriptif, historique et archéologique de l'Orient, par le docteur *Émile Isambert*. 2 forts volumes :

Grèce et Turquie. 1 vol. br. 22 fr.
Relié. 25 fr.

Égypte, Syrie, Palestine et Turquie d'Asie. 1 vol. (Sous presse.)

Trois ans en Judée, par *Gérardy Saintine*. 1 vol. in-18, broché. 2 fr.

SUISSE.

Itinéraire descriptif et historique de la Suisse, du Mont-Blanc, de la vallée de Chamonix et des vallées du Piémont, par *Ad. Joanne*. 1 vol. relié. 12 fr.

Guide illustré du voyageur en Suisse et à Chamonix, par *A. Joanne*. 1 volume relié. 5 fr.

Manuel du voyageur en Suisse et à Chamonix, nouvel Ébel, revu et complété, par *Ad. Joanne*. 1 fort vol. 6 fr.

6° VOYAGES

Abbadie (Arnaud d') : *Douze ans de séjour dans la Haute-Ethiopie (Abyssinie)*. Tome Ier. 1 vol. in-8, 7 fr. 50

Agassiz (M. et Mme) : *Voyage au Brésil*, traduit de l'anglais, par F. Vogeli. 1 vol. in-8, avec 54 gravures et 5 cartes, 10 fr.

Le même ouvrage, abrégé. 1 vol. in-18 jésus, avec 16 gravures et 1 carte, 2 fr. 25

Le même, sans les gravures, 1 fr. 25

Annet (Mme L. d') : *Voyage d'une femme au Spitzberg*. 1 vol. in-18 jésus, avec 34 vignettes, 2 fr. 25

Le même ouvrage, abrégé. 1 vol. in-18 jésus, avec 34 vignettes, 2 fr. 25

Le même, sans les vignettes, 1 fr. 25

Baines (Thomas) : *Voyages dans le sud-ouest de l'Afrique*, traduits et abrégés par J. Belin de Launay. 1 vol. in-18 jésus, avec 1 carte et 22 gravures, 2 fr. 25

Le même ouvrage, sans les gravures, 1 fr. 25

Baker (Sir Samuel White) : *Découverte de l'Albert N'yanza*, traduit de l'anglais par Gustave Masson. 1 vol. in-8, avec 8 gravures et 2 cartes, 10 fr.

Le même ouvrage, abrégé par J. Belin de Launay. 1 vol. in-18 jésus, avec 20 vignettes et 2 cartes, 2 fr. 25

Le même, sans vignettes. 1 fr.

Baldwin : *Du Natal au Zambèse*. 1860-1861. Récits de chasse. Traduction de Mme Henriette Loreau, abrégée par J. Belin de Launay. 1 volume in-18 jésus, avec 24 gravures et 1 carte, 2 fr. 25

Le même ouvrage, sans vignettes. 1 fr. 25

Biard : *Deux ans au Brésil*. 1 vol. in-8, avec 200 vignettes par Riou, 10 fr.

Bouyer (Frédéric), capitaine de frégate : *La Guyane française*, notes et souvenirs d'un voyage exécuté en 1862-1863. 1 vol. in-4, tiré sur papier teinté avec 100 gravures par Riou, Rapine et Delahaye, et 3 cartes, 10 fr.

Burton (le capitaine) : *Voyage aux grands lacs de l'Afrique orientale*, traduit de l'anglais par Mme H. Loreau. 1 vol. in-8 avec 37 vignettes, 10 fr.

— *Voyage à la Mecque, aux grands lacs d'Afrique et chez les Mormons*, abrégés par J. Belin de Launay. 1 volume in-18 jésus, avec gravures et 3 cartes, 2fr. 25

Le même ouvrage, sans gravures, 1 fr. 25

Davillier (le baron Ch.) : *L'Espagne*. 1 magnifique vol. in-4, avec 300 gravures sur bois, d'après les dessins de G. Doré, 50 fr.

Relié avec fers spéciaux, 65 fr.

Deville (L.) : *Excursions dans l'Inde*. 1 vol. in-18 jésus, 3 fr. 50

Duruy (Victor) : *Causeries de voyage : De Paris à Vienne*. 1 vol. in-18 jésus, 3 fr. 50

Énault (L.) : *Constantinople et la Turquie*. 1 vol. in-18 jésus, 3 fr. 50

Forbin (comte de) : *Voyage à Siam*. 1 vol. in-18 jésus, 50 c.

Garnier (F.) : *Voyage d'exploration en Indo-Chine*. 2 vol. in-4, avec atlas in-folio, 200 fr.

Gobineau (comte A. de) : *Trois ans en Asie* (1856-1858). 1 vol. in-8, 3 fr.

Hayes (le docteur J.-J.) : *La mer libre du pôle*, voyages et découvertes dans les mers Arctiques (1860-1861), traduit de l'anglais et accompagné de notes complémentaires par M. E. de Lanoye, avec 70 gravures et 5 cartes. 1 vol. in-8, 10 fr.

Le même ouvrage, abrégé par J. Belin de Launay. 1 vol. in-18 jésus, avec 14 gravures et 1 carte, 2 fr. 25

Le même, sans gravures, 1 fr. 25

— *La terre de désolation*, excursion d'été au Groënland, traduit de l'anglais par J.-M.-L. Reclus. 1 vol. in-8, avec 43 gravures et une carte, 10 fr.

Hepworth Dixon : *La Russie libre*. Ouvrage traduit de l'anglais par Ém. Jonveaux, avec 75 gravures et une carte par Bayard, de Neuville, Thérond, Hubert-Clerget, Moynet, 10 fr.

Hervé et de Lanoye : *Voyages dans les glaces du pôle arctique*. 1 vol. in-18 jésus, avec 40 vignettes, 2 fr. 25

Hugo (Victor): *Le Rhin*. 3 vol. in-18 jésus, 10 fr. 50

Hubner (le baron de) : *Promenade autour du monde*. 2 vol. in-18 jésus, 7 fr.

Humbert (Aimé) : *Le Japon illustré*. 2 magnifiques volumes in-4, avec 500 gravures sur bois, d'après Bayard, de Neuville, E. Thérond, Hubert-Clerget, etc., 1 carte du Japon et 2 plans, 50 fr.

Lacour (Raoul) : *L'Égypte, d'Alexandrie à la seconde cataracte*. 1 vol. in-8 avec gravures sur bois et cartes d'Égypte et de Nubie, 7 fr. 50

Lamartine : *Voyage en Orient*. 2 vol. in-8, avec gravures sur acier, 15 fr.

Le même ouvrage. 2 vol. in-18 jésus, sans gravures, 7 fr.

Lanoye (Fr. de) : *L'Inde contemporaine ; 2e édition*. 1 vol. in-18 jésus, 1 fr. 25

— *Le Niger et les explorations de l'Afrique centrale depuis Mungo-Park jusqu'au docteur Barth ; 2e éd.* 1 vol. in-18 jésus, 1 fr. 25

— *Le Nil et ses sources*. 1 vol. in-18 jésus, avec 32 vignettes et cartes, 2 fr. 25

Le même ouvrage, sans vignettes. 1 fr. 25

— *La Sibérie*. 1 vol. in-18 jésus, avec 10 vignettes, 2 fr. 25

— *La mer polaire*, voyage de l'*Érèbe* et de la *Terreur*, et expédition à la recherche de Franklin. 1 vol. in-18 jésus, avec 26 vignettes, et cartes. 2 fr. 25

Laporte (Laurent) : *L'Égypte à la voile*. 1 vol. in-18 jésus, 3 fr.

Le Tour du monde. (Voyez page 22.)

— *Table décennale du Tour du monde* (1860-1869). Brochure in-4, 1 fr.

Lejean (Guillaume) : *Voyage en Abyssinie*. 1 vol. in-4 et atlas, 20 fr.

Léouzon-Leduc : *La Baltique*. 1 vol. in-18 jésus, 1 fr. 25

— *Les îles d'Aland*. 1 vol. in-18 jésus, 1 fr. 25

Livingstone (David) : *Explorations dans l'intérieur de l'Afrique australe*. Ouvrage traduit de l'anglais par Mme H. Loreau. 1 vol. in-8, avec 45 gravures et 2 cartes, 20 fr.

Livingstone (David et Charles) : *Exploration du Zambèse et de ses affluents*, et découverte des lacs Chiroua et Nyassa (1858-1864). Ouvrage traduit de l'anglais par Mme H. Loreau. 1 vol. in-18 jésus, avec 47 gravures et 4 cartes, 10 fr.

— *Voyages dans l'Afrique australe*, abrégés par J. Belin de Launay. 1 volume in-18 jésus, avec 20 gravures et une carte, 2 fr. 25

Le même ouvrage, sans gravures. 1 fr. 25

Mage (le lieutenant E.) : *Voyage dans le Soudan occidental* (Sénégambie et Niger, 1863-1866). 1 vol. in-8, avec 60 gravures d'après les dessins de l'auteur, par E. Bayard, de Neuville et Tournois, et 8 cartes et plans.

L'édition illustrée est épuisée; il reste seulement treize exemplaires sur papier de Chine du prix de 25 fr.

Le même ouvrage, abrégé, avec 25 gravures et 1 carte. 1 vol. in-18 jésus, 2 fr. 25

Le même, sans gravures, 1 fr. 25

Marcoy (Paul) : *Voyage à travers l'Amérique du Sud*, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. Deux magnifiques volumes in-4, avec 400 gravures sur bois par Riou, et 20 cartes, 50 fr.

— *Scènes et paysages dans les Andes.* 2 vol. in-18 jésus, br. 2 fr. 50

Marmier (X.), de l'Académie française : *Lettres sur le Nord.* 5e édition. 1 vol. in-18 jésus, 3 fr. 50

— *Un été au bord de la Baltique et de la mer du Nord.* 1 vol. in-18 jésus, 3 fr. 50

— *De l'Est à l'Ouest.* 1 vol. in-18 jésus, 3 fr. 50

Martin de Moussy (V.) : *Description géographique et statistique de la Confédération Argentine.* 3 vol. in-8 brochés et *atlas* in-folio de 30 cartes, cartonné, 75 fr.
Les 3 volumes se vendent séparément, 30 fr.
L'atlas, 45 fr.

Milton (le vicomte) et le Dr **Cheadle** : *Voyage de l'Atlantique au Pacifique*, à travers le Canada, les montagnes Rocheuses et la Colombie anglaise. Ouvrage traduit de l'anglais par J. Belin de Launay. 1 vol. in-8, avec 22 vignettes et 2 cartes. 10 fr.

Le même ouvrage, abrégé, avec 16 gravures et 2 cartes. 1 vol. in-18 jésus, 2 fr. 25

Le même ouvrage, sans gravures. 1 fr. 25

Moges (le marquis de) : *Souvenirs d'une ambassade en Chine et au Japon.* 1 vol. in-18 jésus, 1 fr. 25

Montégut (Émile) : *Tableaux de la France. Souvenirs de Bourgogne.* 1 vol. in-18 jésus, 3 fr. 50

Mouhot (Charles) : *Voyage dans le royaume de Siam, le Cambodge et le Laos.* 1 vol. in-18 jésus, avec 28 gravures et une carte, 2 fr. 25

Le même ouvrage, sans gravures. 1 fr. 25

Palgrave (William Gilford) : *Une année de voyage dans l'Arabie centrale* (1862-1863). Ouvrage traduit de l'anglais par E. Jonveaux. 2 vol. in-8, avec 1 carte et 4 plans, 10 fr.

— *Le même ouvrage*, abrégé par J. Belin de Launay. 1 vol. in-18 jésus, avec 12 gravures et 1 carte. 2 fr. 25

Le même ouvrage, sans gravures. 1 fr. 25

Pascal (L.) : *La Cange, voyage en Égypte.* 1 vol. in-18 jésus, 2 fr.

Perron d'Aro : *Aventures d'un voyageur en Australie.* 2e édition. 1 vol. in-18 jésus avec 25 gravures, 2 fr. 25

Le même ouvrage, sans gravures. 1 fr. 25

Perrot (Georges) : *L'île de Crète*, souvenirs de voyage. 1 vol. in-18 jésus, 1 fr. 25

Pfeiffer (Mme Ida) : *Voyage d'une femme autour du monde*, traduit de l'allemand, par W. de Suckau ; 3e édition. 1 vol. in-18 jésus, avec carte, 3 fr. 50

— *Mon second voyage autour du monde*, traduit de l'allemand par W. de Suckau ; 2e édition. 1 vol. in-18 jésus, avec carte, 3 fr. 50

— *Voyage à Madagascar*, traduit de l'allemand par W. de Suckau, et précédé d'une notice sur Madagascar, par Fr. Riaux. 1 vol. in-18 jésus, avec carte, 3 fr. 50

— *Voyages autour du monde*, abrégés par J. Belin de Launay ; 2e édition. 1 vol. in-18 jésus, avec 16 gravures et une carte, 2 fr. 25

Le même ouvrage, sans gravures. 1 fr. 25

Raynal (F.-E.) : *Les naufragés ou vingt mois sur un récif des îles Auckland*, récit authentique. 1 vol. in-8, avec 40 gravures, par A. de Neuville, 10 fr.

Speke (le capitaine) : *Journal de la découverte des sources du Nil*, 2e édition. 1 vol. in-8, avec 3 cartes et

78 gravures d'après les dessins du capitaine Grant, 10 fr.

Le même ouvrage, édition abrégée par J. Belin de Launay; 2e édition. 1 vol. in-18 jésus, avec 24 gravures et 3 cartes, 2 fr. 25

Le même ouvrage, sans les gravures, 1 fr. 25

Stanley (H.) : *Comment j'ai retrouvé Livingstone*, traduit de l'anglais par Mme H. Loreau. 1 vol. in-8, avec 60 gravures et 5 cartes, 10 fr.

Taine (H.) : *Voyage aux Pyrénées* ; 2e édition. Magnifique volume in-8, tiré sur papier teinté, avec 350 vignettes par Gustave Doré, 10 fr.

Le même ouvrage, sans illustrations. 1 vol. in-18 jésus, 3 fr. 50

— *Voyage en Italie*. 2 vol. in-8, qui se vendent séparément :

Tome I : *Naples et Rome*, 6 fr.
Tome II : *Florence et Venise*. 6 fr.

— *Notes sur l'Angleterre*. 1 vol. in-18 jésus, 3 fr. 50

Trémaux (P.) : *Voyage dans la Nigritie, au Soudan oriental et dans l'Afrique septentrionale*. Grand atlas de 51 planches in-folio, avec textes, cartes, etc. 120 fr.

— *Exploration archéologique en Asie Mineure*, comprenant les restes non connus de quarante cités antiques.

Formera 43 livraisons de 5 planches in-folio et texte. Les 10 premières livraisons sont en vente. Prix de chaque livraison, 10 fr.

— *Voyage au Soudan*. 1 vol. in-8, 4 fr.

Vambéry (Arminius) : *Voyages d'un faux Derviche dans l'Asie centrale*, de Tehéran à Khiva, à Bokhara et à Samarcand. Ouvrage traduit de l'anglais par M. E.-D. Forgues. 1 vol. in-8, avec 34 gravures et une carte, 10 fr.

— *Le même ouvrage*, abrégé par J. Belin de Launay, 2e édition. 1 vol. in-18 jésus, avec 16 vignettes et une carte, 2 fr. 25

Le même ouvrage sans vignettes, 1 fr. 25

Varigny (C. de) : *Quatorze ans aux îles Sandwich*. 1 vol. in-18 jésus, 3 fr. 50

Vivien de Saint-Martin : *Histoire de la géographie* et des découvertes géographiques, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. 1 vol. in-8 et 1 atlas in-folio de 12 cartes en couleurs. 20 fr.

Wey (Fr.) : *Rome, descriptions et souvenirs*. 1 magnifique vol. in-4, avec 400 gravures et 1 carte, 50 fr.

Relié avec fers spéciaux, 65 fr.

— *La Haute Savoie*. 1 vol. in-18 jésus, br. 3 fr. 50

Whymper (E.) : *Escalades dans les Alpes*. Ouvrage traduit de l'anglais par Ad. Joanne. 1 beau vol. in-8 jésus, avec 75 gravures d'après les croquis de l'auteur, 10 fr.

Whymper (Fr.): *Voyages et aventures dans l'Alaska*. Ouvrage traduit de l'anglais par M. E. Jonveaux. 1 vol. avec 37 gravures et 1 carte, 10 fr.

7° OUVRAGES DIVERS

Desjardins (Ernest), professeur d'histoire au lycée Condorcet : *Atlas géographique de l'Italie ancienne*, composé de 7 cartes et d'un dictionnaire de tous les noms qui y sont contenus, avec l'indication de leurs positions et les renvois aux cartes de l'atlas. In-fol. demi-reliure. 2 fr.

— *Table de Peutinger*, d'après l'original conservé à Vienne, précédée d'une introduction historique et critique, et accompagnée : 1. d'un index alphabétique des noms et de la carte originale avec les lectures des éditions précédentes ; 2. d'un texte donnant, pour chaque nom, le dépouillement géographique des auteurs anciens, des inscriptions, des médailles et le résumé des discussions touchant son emplacement ; 3. d'une carte de redressement, comprenant tous les noms à leur place et identifiés, quand cela est possible, avec les localités modernes correspondantes ; 4. d'une seconde carte rétablissant la conformité des indications générales de la table avec les connaissances présumées des Romains sous Auguste (*Orbis pictus d'Agrippa*). L'ouvrage complet formera 18 livraisons in-fol. du prix de 10 fr. Les 13 premières livraisons sont en vente.

La *Table de Peutinger*, dont l'original unique est conservé à la bibliothèque impériale de Vienne, est la copie faite au treizième siècle d'un document beaucoup plus ancien remontant même, très-certainement, à l'époque de l'empire romain et à la période comprise entre Auguste et les fils de Constantin. Cette carte représente l'*Orbis Romanus*. La copie du treizième siècle est exécutée sur onze feuilles de parchemin. Elle représente les régions provinciales, les provinces, les peuples et le réseau des routes de l'empire au quatrième siècle, avec les distances qui les séparent, distances exprimées en lieues gauloises.

— *Géographie de la Gaule*, d'après la table de Peutinger. 1 vol. grand in-8, avec cartes, 25 fr.

Duval (Jules) : *Notre planète*. 1 vol. in-18 jésus, 3 fr. 50

— *Notre pays*. 1 volume in-18 jésus, 1 fr. 25

Maury (Alfred), membre de l'Institut : *La terre et l'homme*, ou aperçu de géologie, de géographie et d'ethnologie générale ; 3e édition. 1 vol. in-18 jésus, 5 fr.

Reclus (Élisée) : *La terre*, description des phénomènes de la vie du globe ; 2e édition :

Première partie : Les Continents. Un magnifique volume grand in-8, avec 250 figures et 24 cartes tirées en couleur, 15 fr.

Deuxième et dernière partie : L'Océan, l'Atmosphère, la Vie. Un magnifique volume grand in-8, contenant 230 cartes ou figures intercalées dans le texte et 2 grandes cartes tirées en couleur, 15 fr.

— *Les phénomènes terrestres*. 2 vol. in-18 jésus :

I. *Les continents*. 1 vol.
II. *La mer, les météores*. 1 vol.

Chaque volume séparément, 1 fr. 25

Strabon : *Géographie*, traduction nouvelle par M. Amédée Tardieu, sous-bibliothécaire de l'Institut. Tomes Ier et IIe.

Prix de chaque volume, 3 fr. 50

L'ouvrage formera trois volumes.

Vivien de Saint-Martin, vice-président de la Société géographique de Paris, membre correspondant de l'Académie de Berlin, des sociétés géographiques de Berlin, de Saint-Pétersbourg, de Vienne, de Darmstadt, de Dresde, de Genève, de Rio-Janeiro et de Leipzig : *L'année géographique*, revue annuelle des voyages de terre et de mer, ainsi que des explorations, missions, relations et publications diverses relatives aux sciences géographiques et ethnographiques. Douze années (1862-1873) formant onze volumes in-18 jésus.

Chaque volume séparément, 3 fr. 50

Les années 1870-1871 ne forment qu'un volume.

LE TOUR DU MONDE

NOUVEAU JOURNAL HEBDOMADAIRE DES VOYAGES

Publié sous la direction de M. Édouard Charton

et très-richement illustré par nos plus célèbres artistes.

Les quatorze premières années sont en vente (1860-1873).

Les années 1870 *et* 1871 *ne formant qu'un seul volume, la collection comprend actuellement treize volumes.*

Les treize premiers volumes contiennent près de 7,000 gravures, et comprennent notamment : Les voyages de Kane à la mer polaire, de Mac Clintock dans les déserts glacés où a péri Franklin, de Barth au lac Tchad et à Tombouctou, de M. Guillaume Lejean dans l'Afrique orientale, au Pandjab et au Cachemire, de Mme Ida Pfeiffer à Madagascar, de M. Paul Marcoy à travers l'Amérique du Sud, de M. Victor Duruy en Allemagne, de M. Marc Monnier dans l'Italie Méridionale, de MM. Gustave Doré et Davilliers en Espagne, du capitaine Burton chez les Mormons, de M. Renan en Syrie, de M. Mouhot dans les royaumes de Siam, de Cambodge et de Laos ; de sir Baldwin dans l'Afrique australe, du capitaine Speke aux sources du Nil, de M. Ferdinand de Hochstetter à la Nouvelle-Zélande, de M. Charles Martins au Spitzberg, de M. Arminius Vambery dans l'Asie centrale, de MM. David et Charles Livingstone sur les rives du Zambèse, du capitaine Bouyer dans la Guyane française, de M. Elisée Reclus dans la Sicile, de M. Aimé Humbert au Japon, de M. Trémaux au Soudan oriental, de MM. Shlagintwelt dans la Haute-Asie, du vicomte Milton de l'Atlantique au Pacifique (Amérique du Nord), de M. Mage dans le Soudan occidental, du docteur J.-J. Hayes à la mer libre du Pôle arctique, de M. Vereschaguine dans le Caucase, de M. Francis Wey à Rome, de M. J. Garnier à la Nouvelle-Calédonie, de M. de Nougaret en Islande, de M. et Mme Agassiz au Brésil, de M. Raynal aux îles Auckland, de M. Fr. Whymper au territoire d'Alaska et de M. Ed. Whymper dans les Alpes, de M. Hepworth Dixon en Russie, de M. Fleuriot de Langle sur les côtes d'Afrique, de M. Francis Garnier en Indo-Chine, de M. Wallace dans l'archipel de Malaisie, de Stanley à la recherche de Livingstone, du docteur Saffray à la Nouvelle-Grenade, de M. Zuber dans la Corée, de M. de Varigny aux îles Sandwich, etc.

CONDITIONS DE VENTE ET D'ABONNEMENT

Un numéro, comprenant 16 pages in-4o, plus une couverture réservée aux nouvelles géographiques, paraît le samedi de chaque semaine. — Prix du numéro : 50 centimes. — Les 52 numéros publiés dans une année forment deux volumes, qui peuvent être reliés en un seul. Prix de chaque année brochée en un ou deux volumes, 25 fr. Prix de l'abonnement pour Paris et les départements : un an, 26 fr.; six mois, 14 fr. — Les abonnements se prennent à partir du 1er de chaque mois. Le prix d'abonnement pour les pays étrangers varie selon les conditions postales.

Table décennale du TOUR DU MONDE (1860-1869)

Brochure in-4 : 1 fr.

FRANCE MURALE

A L'USAGE DES ÉCOLES ET DES FAMILLES

DRESSÉE

PAR ERHARD

D'APRÈS

LA CARTE ORO-HYDROGRAPHIQUE

PUBLIÉE SOUS LES AUSPICES

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PAR

LA COMMISSION DE LA TOPOGRAPHIE

DES GAULES

Cette nouvelle carte murale, imprimée en chromolithographie, se compose de quatre feuilles grand monde.

Prix de la Carte en feuilles..... **20** fr.

Prix du collage sur toile, avec gorge et rouleau..... **12** fr.

PARIS. — IMPRIMERIE VIÉVILLE ET CAPIOMONT
6, rue des Poitevins

Presented to the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO
from the Estate
of
PROFESSOR BEATRICE
M. CORRIGAN

BINDING SECT. APR 3 1 1961

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DC
276
I34

Ideville, Henri Amedee
Le Lorgne
Journal d'un dipolmate
en Italie